

هكذا من الجليل

# Le Monde

LE MONDE DES LIVRES

- Une histoire du blasphème
- Tour d'horizon : la rentrée littéraire



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16673 - 7,50 F - 1,15 EURO

VENDREDI 4 SEPTEMBRE 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Un avion de la Swissair assurant la liaison New York-Genève s'abîme en mer

UN GROS PORTEUR MD 11 de la compagnie Swissair, qui assurait la liaison New York-Genève avec 215 passagers et 14 membres d'équipage à bord, s'est abîmé dans l'Océan atlantique au large des côtes canadiennes dans la nuit du mercredi 2 au jeudi 3 septembre. Selon les premières informations, il n'y aurait aucun survivant. Plusieurs bâtiments de la marine canadienne accompagnés d'hélicoptères ont mis le cap sur les lieux de la catastrophe. Les opérations de secours sont gênées par la tempête qui souffle actuellement dans cette région. Selon la Swissair, les pilotes avaient constaté un déchargement de fumée et avaient tenté d'atterrir d'urgence à l'aéroport d'Halifax. Il a ensuite disparu des contrôles radar.

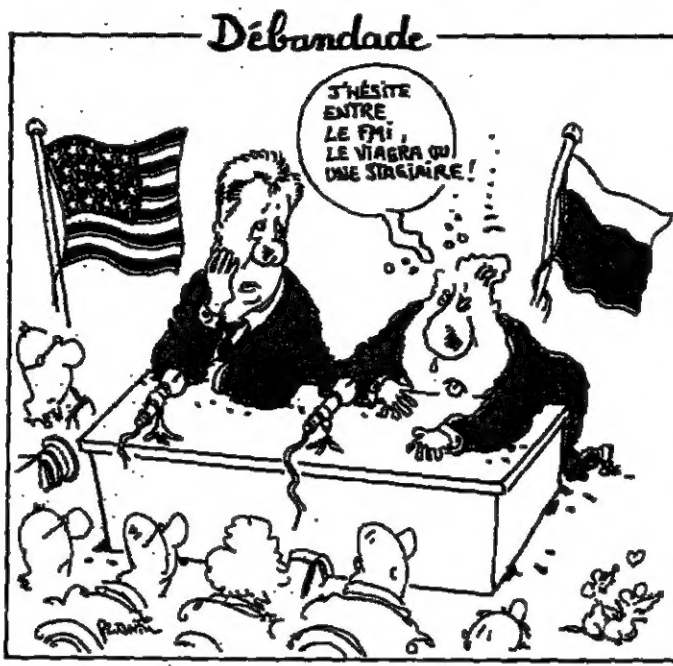
Lire page 30

## La France se met à l'heure du Viagra

- Le médicament contre l'impuissance sera mis en vente en octobre
- Il sera délivré sur ordonnance par les médecins généralistes
- L'engouement pour ce comprimé traduit un phénomène de société
- Le fabricant évalue à 1 milliard de dollars le montant de ses ventes en 1998

DÈS LE MOIS d'octobre, l'ensemble des médecins français pourront prescrire le Viagra, un médicament efficace dans le traitement des troubles de la fonction érectile masculine commercialisé par la firme américaine Pfizer. L'Union européenne devrait délivrer, dès le 15 septembre, son autorisation de mise sur le marché. En France, le médicament ne sera pas remboursé par la Sécurité sociale. Il devrait être vendu en pharmacie à un prix voisin de 60 francs le comprimé. De manière à accompagner cette phase de mise sur le marché, Pfizer organisera un vaste programme de formation médicale continue, destiné à l'ensemble des médecins français ainsi qu'une « session spéciale d'information médicale pour les médias ».

Selon le mensuel Prescrire, spécialisé dans l'information sur le médicament, une analyse exhaustive des publications médicales laisse penser que le Viagra permet



« à 80 ou 90 % des patients d'avoir une érection permettant une relation sexuelle ». En revanche, jusqu'à présent, aucune étude n'a permis d'évaluer l'effet de cette molécule chez les hommes ne présentant pas de troubles et, a fortiori, chez la femme.

Aux Etats-Unis, l'engouement suscité par le Viagra est tel que le nombre de prescriptions, depuis cinq mois, a dépassé quatre millions. Le nombre de morts - 69 entre avril et août selon la Food and Drug Administration - n'a pas découragé cette demande. Le médicament, dont les ventes dépasseront en un an le chiffre record d'un milliard de dollars, a vite débordé du répertoire grivois des chansonniers pour s'imposer en sujet central de multiples débats de société sur l'égalité des sexes, la médecine du bien-être, le rôle des compagnies d'assurance ou même le rapport à la drogue.

Lire pages 8 et 9

## M. Chevènement dans le coma après un grave accident opératoire

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, ministre de l'Intérieur, a été victime, mercredi 2 septembre, d'un grave accident cardiaque survenu lors d'une opération chirurgicale pratiquée à l'hôpital du Val-de-Grâce, à Paris. M. Chevènement, hospitalisé pour une ablation de calculs de la vésicule biliaire, a subi un choc allergique consécutif à l'anesthésie, qui a provoqué un arrêt cardiaque. Il a pu être réanimé, mais selon des sources gouvernementales, le ministre se trouvait toujours, jeudi en fin de matinée, dans le coma. Son état de santé était jugé suffisamment grave pour que le président de la République signe un décret confiant, sur proposition du premier ministre, l'intérim du ministère de l'Intérieur à Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer.

Lire page 30

## Les intellectuels et la République

Huit intellectuels d'horizons divers - Régis Debray, Max Gallo, Jacques Julliard, Blandine Kriegel, Olivier Mongin, Mona Ozouf, Anicet Le Pors et Paul Thibaud - appellent, dans Le Monde, à « refonder la République ».

p. 13

## Coupable de génocide

Le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) a reconnu coupable de « génocide » Jean-Paul Akayesu, ancien maire de Taba, pour l'extermination de la population tutsie de sa commune, donnant ainsi un cadre juridique à ce crime.

p. 2

## M. Clinton et Moscou

Le président américain envisage une aide supplémentaire des Occidentaux si la Russie continue ses réformes.

p. 4

## Droite ambiguë

Après les exclusions de Charles Millon et Jean-Pierre Solson, les dirigeants de l'Alliance ne sont pas parvenus à obtenir de Démocratie libérale le départ de Jacques Blanc.

p. 6

## Bruges au XVI<sup>e</sup>

En trois cents tableaux, l'exposition « De Memling à Pourbus » montre l'évolution de la cité flamande et de ses peintures au cours du XVI<sup>e</sup> siècle.

p. 25

## Heureuse, vache « folle »

Interrogations après l'abattage de la vache Heureuse, victime de l'ESB, et de tout le troupeau d'un éleveur pourtant considéré comme modèle.

p. 12

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 8 F; Belgique, 25 B; Canada, 2,25 \$ CAD; Danemark, 16 D; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 480 DR; Irlande, 1,45 £; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 F; Norvège, 10 NOK; Pays-Bas, 2,50 f; Portugal, 200 Esc; Espagne, 16 Ptas; Suède, 10 SEK; Suisse, 2,50 CHF; Turquie, 1,2 TL; USA, 0,75 \$; USA (Canada), 2,50 \$.

M 0147 - 904 - 7,50 F



## Natacha, Ines, Olga et les autres débarquent en Argentine

BUENOS AIRES

de notre correspondant

« Elles sont plus que belles, elles sont divines ! », s'exclame fièrement Hector en montrant ses employées ukrainiennes. Derrière son comptoir, cet Argentin débordant de vitalité, les Thermos en métal que lui tendent une dizaine de séduisantes jeunes femmes qui entrent en file indienne dans le local exigü et poussent des petits chariots. Elles viennent se réapprovisionner en café avant de repartir à la conquête des trottoirs de Buenos Aires, où elles proposeront aux employés de bureau, aux commerçants et aux passants le traditionnel « cafecito caliente », le petit café chaud servi dans des verres en plastique.

Les yeux bleus rieurs, les cheveux d'un blond irradé et la peau transparente de blanc-neige, Natacha, Ines, Olga et les autres sourient beaucoup mais ne parlent pas. Fuyant la crise de leurs pays, elles sont arrivées en Argentine il y a seulement quelques mois et leur espagnol est rudimentaire. Sur les vingt-huit vendeurs ambulants qui travaillent actuellement pour Hector, vingt-cinq sont originaires d'Ukraine. Larisa Ostapchuk a ainsi abandonné Kiev en avril, elle n'avait plus de travail

dans la publicité. A Buenos Aires, elle gagne 30 pesos (160 francs) par jour. Son mari, ingénieur, a décroché un travail temporaire d'un mois comme maçon. Leur grande fierté est Ivan, leur fils de neuf ans, qui a été accepté à l'école et joue déjà au football.

Il s'agit, comme tous leurs compagnons d'exil, dans les hôtels délabrés de San Telmo. Surplombant le port, c'est un de ces quartiers pauvres du sud de la capitale qui héberge déjà, à la fin du siècle dernier, les milliers d'immigrants russes qui débarquèrent en Argentine, fuyant les persécutions du régime tsariste, puis, à partir de 1917, celles du régime bolchevique. « L'histoire se répète mais cette fois-ci c'est pour échapper à la misère », souligne le Père Alejandro Iwaszewicz, qui attend ses compatriotes, le dimanche matin, aux portes de l'église orthodoxe russe, où les derniers venus commentent les nouvelles de Russie.

Au lendemain de la chute de l'empire soviétique, en 1991, le président Carlos Menem avait lancé l'idée d'ouvrir les frontières argentines pour accueillir plus de 200 000 habitants des anciennes républiques de l'URSS avec un soutien financier de l'Europe. Ce projet n'a

Jamais vu le jour, mais Buenos Aires reçoit annuellement des milliers de demandes de visas de citoyens de Russie, Moldavie ou Ukraine. Au cours des trois dernières années, plus de 4 000 Ukrainiens sont arrivés en Argentine, indique Jorge Iwanyk, président de la collectivité ukrainienne, qui précise : « Ce sont en général des personnes ayant une formation universitaire mais qui sont disposées à accepter n'importe quel boulot ».

Dans les rues piétonnes du centre-ville, certains de ces nouveaux immigrants jouent de la musique, d'autres offrent des souvenirs aux passants, qui regardent avec quelque incertitude les bonshommes en bois peints avec la tête de Gorbatchev et d'Elsine ou les médailles frappées de la faucille et du marteau. Pour ces nouveaux immigrants, la langue est le principal obstacle. Leur enthousiasme vacille à peine quand on évoque les problèmes sociaux de l'Argentine, les usines qui ferment, le taux de chômage record (14 %). Ils sont convaincus que « leur vie sera de toute façon meilleure au bout du monde » que dans leur propre pays.

Christine Legrand

Lire page 14

## Diana, ou le besoin de divertissement

LE PREMIER anniversaire de la mort de Diana a été un flop dans l'opinion mondiale. Il y avait davantage de reporters que de public au-dessus du tunnel de l'Alma, à l'heure nocturne et précise où la princesse s'est tuée avec son chauffeur saoudi et son amant égyptien.

Les médias ont dûment noté cette baisse de tension dans le culte diabolique, avec un brin de tristesse en ce qui concerne la presse populaire, et comme un reproche muet adressé à chacun de ses lecteurs pour avoir ainsi délaissé la « princesse des cœurs », voire la « princesse du peuple », selon l'expression forte et naïve utilisée l'an dernier par le premier ministre britannique Tony Blair, une des grandes voix, avec celles d'Elton John et à un moindre degré de Bill Clinton, de cette étonnante dévotion moderne.

On comprend la tristesse des tabloïds. Il n'est jamais agréable de perdre un foudroié de commerce, qui paraissait inépuisable et qui se révèle moins fructueux que prévu. Mais les lois du genre sont immuables : une autre princesse orientale à scandale, dans la tradition Soraya, une nouvelle Evita, une mère Teresa un peu plus démentée, un abbé Pierre plus fringant et moins négationniste, un jeune premier tout frais emporté de Hollywood remplaceraient fatalement, dans l'imaginaire collectif, la grande jeune femme blonde morte il y a un an dans un hôpital parisien. La famille Grimaldi, de toute façon, reste un placement sûr.

Aucun souci à se faire non plus, pour l'instant au moins, en ce qui concerne Leonardo DiCaprio. Les épouses et petites amies, réelles ou putatives, des joueurs de la première équipe française championne du monde de football n'ont-elles pas opéré cet été une entrée remarquée, et nécessairement durable puisque le trophée est valable quatre ans, dans l'univers « glamour » sur papier glacé des magazines et revues « people » ?

Le phénomène Diana relevait de cet univers, et non pas de l'histoire sainte racontée aux enfants.

Dominique Dhombres

Lire la suite page 15

## L'homme fort de l'Europe militaire



JOHN WESTON

A QUARANTE-SEPT ans, John Weston, le nouveau patron de British Aerospace, aborde la restructuration de l'industrie européenne de la défense en position de force. A la veille de l'ouverture du Salon aéronautique de Farnborough, lundi 7 septembre, il explique sa stratégie dans Le Monde et se dit prêt à sacrifier British Aerospace au profit d'un Boeing européen.

Lire page 16

International	2	Tableau de bord	29
France	6	Aujourd'hui	27
Société	8	Météorologie	24
Culture	10	Culture	25
Régions	11	Guide culturel	27
Horizons	12	Musique	28
Entreprises	14	Abonnements	28
Communication	19	Radio-Télévision	29



**AFRIQUE** Le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), qui siège à Arusha, en Tanzanie, a jugé, mercredi 2 septembre, que Jean-Paul Akayesu, un ex-maire rwandais,

s'était rendu coupable d'actes de génocide et de crimes contre l'humanité en 1994 dans son pays. Il s'agit du premier verdict de culpabilité de génocide rendu par une cour interna-

tionale de justice depuis 1948. ● LE TPIR a été créé le 8 novembre 1994 par les Nations unies. Ses responsables espèrent que cette première décision lèvera les ambiguïtés pes-

sant sur son fonctionnement et souhaite ouvrir rapidement le procès des instigateurs et des responsables du génocide détentés dans les prisons du tribunal à Arusha. ● LE SE-

CRÉTAIRE général des Nations unies, Kofi Annan, a salué le verdict rendu à Arusha. Il souhaite que cette décision de justice serve le processus de réconciliation au Rwanda.

## Un ancien maire rwandais est reconnu coupable de génocide

Cette première décision du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) servira de jurisprudence. La Cour d'Arusha a également reconnu que le viol et les violences sexuelles pouvaient être constitutifs du crime de génocide

**ARUSHA**  
de notre envoyé spécial  
« Coupable ! » Pour la première fois depuis que la communauté internationale s'est engagée, il y a cinquante ans, à combattre et à punir le génocide, un homme a été jugé coupable du crime le plus grave qu'un individu puisse commettre. Les juges Kama, Pillay et Aspegren du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) ont reconnu coupable de « génocide », mercredi 2 août à Arusha, Jean-Paul Akayesu, l'ancien maire de Taba, pour l'extermination de la population tutsie de sa commune.

Ce « Coupable ! », qui a retenti neuf fois en réponse à quinze chefs d'accusation, est historique. En rendant un premier jugement sur le génocide au Rwanda - premier génocide reconnu par la communauté des nations depuis 1948 -, le tribunal de l'ONU livre une définition juridique de ce crime, qui fera désormais jurisprudence devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et la future Cour pénale internationale (CPI).

Le jugement reprend la définition du génocide contenue dans la Convention de Genève de 1948, insistant sur le fait que « le crime de génocide n'est pas subordonné à l'attribution d'un groupe entier, mais s'entend des lors que l'un des actes a été commis dans l'intention spécifique de détruire "tout ou partie" d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux ». « La victime de



L'acte est choisi non pas en fonction de son identité individuelle, mais en raison de son appartenance nationale, ethnique, raciale ou religieuse », poursuit le texte.

### UN CAS DÉLICAT

Pour les trois juges du TPIR, « il apparaît clairement que les massacres survenus au Rwanda en 1994 visaient un objectif particulier : exterminer les Tutsis ». Ils stipulent qu'« un génocide a été commis au Rwanda », « parallèlement au conflit » entre les Forces armées rwandaises (FAR), l'armée gouvernementale hutue, et le Front patriotique rwandais (FPR), la rébellion tutsie - ceci en réponse à ceux qui contestent le génocide et pré-

tendent que les tueries du printemps 1994 s'inscrivaient dans le cadre d'une guerre civile.

Le cas personnel de Jean-Paul Akayesu, qui n'est pas un accusé majeur du TPIR en comparaison des chefs militaires et politiques qui attendent leurs procès dans les geôles de l'ONU à Arusha, était délicat. Les témoins cités par la défense avaient certifié que le maire de Taba avait résisté deux semaines aux miliciens Interhamwe qui tentaient d'organiser l'élimination des Tutsis. Les témoins de l'accusation avaient pour leur part affirmé que M. Akayesu avait, après en avoir reçu l'ordre du gouvernement, exécuté voire coordonné les massacres à Taba. La défense concluait que l'accusé n'avait pas eu le choix et avait dû obéir aux Interhamwe sous peine d'être lui-même tué.

Les juges, après avoir constaté qu'« au Rwanda, le bourgmestre est traditionnellement traité avec déférence par la population et dispose de pouvoirs étendus », concluent que « les actes, mais aussi les propos tenus par Akayesu, permettent de déduire l'intention génocidaire de l'accusé ». Ils estiment que « la responsabilité pénale individuelle d'Akayesu est bien engagée pour avoir ordonné, commis ou de toute autre manière aidé et encouragé » des actes de génocide.

Ce premier jugement apporte donc une première interprétation juridique du crime de génocide. Il n'y a nul besoin qu'un groupe soit entièrement exterminé pour qu'il y

ait génocide ; il n'y a nul besoin qu'un accusé ait tué lui-même des membres de ce groupe pour qu'il se rende coupable de génocide.

Les juges ont aussi suivi les recommandations du procureur sur le fait que les crimes sexuels pouvaient être inclus dans le crime de génocide. Dans la Convention de 1948, le viol ne fut pas mentionné. Le jugement d'Arusha, qui définit pour la première fois le viol en droit international, conclut que « les violences sexuelles constituent certai-

nement des atteintes graves à l'intégrité physique et mentale des victimes ». « La Chambre a constaté, poursuivent les juges, que les actes de viol et de violences sexuelles étaient exclusivement dirigés contre les femmes tutsies, qui ont été très nombreuses à être soumises aux pires humiliations, mutilées et violées, souvent à plusieurs reprises, souvent en public, et souvent par plus d'un as-

saillant. Ainsi donc, par-delà les femmes victimes, c'est tout le groupe tutsi qui faisait l'objet de ces crimes. » Jean-Paul Akayesu, après examen des accusations formulées par le procureur et des témoignages entendus par la cour, a été reconnu coupable de « génocide », d'« incitation directe et publique à commettre le génocide » et de « crimes contre l'humanité » pour « extermination, assassinat, torture et autres actes inhumains ». La sentence, qui sera prononcée à la fin du mois de sep-

### Kofi Annan salue le verdict

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a salué le verdict prononcé, mercredi 2 septembre, par le TPIR. A Durban, où il assiste au 12<sup>e</sup> sommet des pays non alignés, Kofi Annan a déclaré, dans un communiqué, que ce jugement serait un point de référence « dans l'histoire du droit international ». Cette décision de justice « donne corps, pour la première fois, aux idéaux de la convention de Genève adoptée il y a cinquante ans », a affirmé M. Annan. « Ce jugement est la preuve que nous sommes déterminés à affronter le crime atroce de génocide comme nous ne l'avons jamais fait », a-t-il dit, avant d'ajouter qu'il souhaitait que ce jugement puisse contribuer à la réconciliation nationale au Rwanda. (AFP)

tembre, peut aller jusqu'à la réclusion criminelle à perpétuité. Le juge Laity Kama, président du TPIR et de la cour qui a jugé Jean-Paul Akayesu, confiait après la lecture du jugement avoir fait face à un « défi ». Il notait deux points essentiels : « le fait de savoir si un génocide a eu lieu au Rwanda ou si des massacres généralisés furent perpétrés dans le cadre de la guerre contre le

FPR » et « le fait de savoir si les violences sexuelles peuvent être constitutives du crime de génocide ». « Malgré l'émotion, nous avons rendu la justice en toute sérénité, affirmait-il. Nous avons répondu à ces questions. » Pour la juge sud-africaine, Navanethem Pillay, ce jugement est « historique ». « Il y a eu trop longtemps une culture de l'impunité, spécialement en Afrique, commente-t-elle. Trop de gens ont commis trop d'atrocités sans être inquiétés. » M<sup>me</sup> Pillay affirme qu'au-delà de ce verdict, « il est très important que la Cour pénale internationale permanente devienne une réalité ».

Ce jugement du TPIR ne devrait toutefois pas éteindre le feu des critiques envers les institutions judiciaires internationales et l'attitude des Etats : les chefs politiques et militaires accusés de « génocide » et de « crimes contre l'humanité » par le TPI sur l'ex-Yougoslavie sont toujours en liberté ; les auteurs des tueries de réfugiés hutus dans l'ex-Zaïre, également qualifiés de « crimes contre l'humanité » dans un rapport de l'ONU, ne font l'objet d'aucune poursuite ; et certains pays ne voient pas d'un bon œil la création d'une Cour pénale internationale qui répondrait non seulement à l'exigence de la « répression » mais aussi à celle de la « prévention » du crime le plus abominable perpétré contre l'être humain.

R. O.

## Le TPIR doit encore juger les vrais instigateurs des massacres de 1994

**ARUSHA**  
de notre envoyé spécial  
Le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) espère que le premier jugement pour génocide lui apportera le souffle qui lui manquait : le génocide du printemps 1994 au Rwanda a désormais été reconnu par des juges élus par l'Assemblée générale des Nations unies et un accusé a été déclaré coupable des crimes qui lui étaient reprochés. Le TPIR doit maintenant franchir une nouvelle étape, avec l'ouverture des procès des responsables du génocide.

Un premier tournant dans l'histoire du tribunal avait eu lieu, le 1<sup>er</sup> mai 1998, avec l'aveu de culpabilité de Jean Kambanda, nommé premier ministre durant le génocide par les officiers putschistes hutus. La décision de M. Kambanda de coopérer avec le procureur général Louise Arbour devrait faciliter l'établissement de la preuve : celui-ci sera appelé à témoigner lors des procès des chefs présumés du génocide au cours duquel près d'un million de Rwandais, Tutsis et Hutus modérés, ont été tués. Le 1<sup>er</sup> mai, Jean Kambanda avait affirmé que son « plaidoyer de culpabilité » était sans équivoque.

Dans les couloirs du tribunal, on évoque la sincère volonté de repentir de cet homme très croyant et rétrospectivement effrayé par les atrocités commises. Son témoignage sera essentiel. Il devait en fournir une première illustration, jeudi 3 septembre, lors du débat sur la sentence qui lui sera infligée le lendemain. Car, en vertu

des règles en vigueur au TPIR, inspirées de la common law, le droit anglo-saxon, un accusé qui reconnaît ses crimes est déclaré coupable sans procès. Si l'affaire Akayesu a donc donné lieu au premier jugement émis par la cour sur le crime de génocide, le premier verdict avait été prononcé le 1<sup>er</sup> mai, immédiatement après que Jean Kambanda eut affirmé : « Je plaide coupable, monsieur le président. »

### NOUVELLES RÈGLES

Le procureur Arbour, outre qu'elle bénéficie du concours capital de Jean Kambanda, a modifié la stratégie du parquet. Après deux années consacrées à des procès individuels laborieux et le rejet au printemps par les juges de son projet d'un « procès national » du génocide, regroupant vingt-neuf accusés, M<sup>me</sup> Arbour a présenté des actes d'accusation thématiques et géographiques. Le tribunal doit se prononcer prochainement sur l'organisation d'un « procès des militaires » autour de la « tête d'affiche » des accusés, le colonel Théoneste Bagosora, chef des soldats hutus, d'un « procès des politiques » autour de Ferdinand Nahimana, présenté comme l'« idéologue » du génocide, et d'un « procès de Butare », une ville du sud-ouest du Rwanda.

Le TPIR espère que ces procès donneront davantage de visibilité à son travail, notamment en étayant la théorie qu'il y a bien eu conspiration en vue de commettre le génocide des Tutsis rwandais. Il souhaite également résoudre ainsi

différents problèmes : épargner aux rescapés de répéter plusieurs fois des témoignages traumatisants et qu'ils acceptent de livrer souvent au péril de leur vie ; économiser les fonds accordés par les pays donateurs et accélérer les procédures.

Depuis sa création en novembre 1995, ce tribunal a été fortement critiqué. Corruption de fonctionnaires de l'ONU, extrême lenteur des procédures, négligence quant à la sécurité et à l'anonymat des témoins, plaintes d'avocats quant au respect des droits de la défense, le TPIR n'a guère offert l'image de rigueur que la communauté internationale, et surtout le Rwanda, attendaient d'une cour à laquelle fut confiée la mission historique de juger le premier génocide reconnu depuis la Shoah.

« J'ai toujours été préoccupé par le fait qu'une justice rapide et équitable devait être rendue au peuple rwandais », commente le président du TPIR, Laity Kama. Nous avons compris certaines critiques. Toutefois, l'expérience a montré l'incompatibilité entre les impératifs de rapidité et d'équité. Nous devons absolument respecter les droits des accusés du crime le plus grave qui soit, celui de génocide ». Le juge Kama pense qu'avec l'instauration de nouvelles règles « chaque procès ne prendra dorénavant pas plus de quatre à six mois ». L'ONU a promis que de nouveaux juges seront élus en mai 1999 pour quatre ans et que le tribunal sera doté d'une troisième chambre.

R. O.

### TROIS QUESTIONS À PIERRE RICHARD PROSPER

1 Vous êtes le procureur dans l'affaire Akayesu. Que pensez-vous du jugement ?

Ce jugement est historique puisque c'est la première fois que la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide est appliquée. D'autre part, je suis très satisfait que les juges aient compris le sens de cette affaire. Akayesu a abusé de son pouvoir et a trahi son peuple. Non seulement, il n'a pas protégé la population de Taba, mais il a participé à l'exécution du génocide.

Par ailleurs, il est très important que les juges aient reconnu les crimes sexuels pour ce qu'ils sont vraiment, ils ont établi que les violences sexuelles sont un crime égal à l'assassinat ou à d'autres actes de génocide, parce que l'intention reste la destruction d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux.

2 Au Rwanda, une importance primordiale est accordée à la sentence, qui sera prononcée le 28 septembre.

La sentence est aussi importante

que le jugement, parce qu'elle illustre l'attitude de la communauté internationale face à ces crimes atroces. Durant la lecture du jugement, j'ai beaucoup observé Jean-Paul Akayesu. Il tentait de ne montrer aucune émotion, mais il pleurait chaque mot du juge. Je crois qu'il sentait que sa vie antérieure était définitivement enterrée, qu'il commençait son examen de conscience. Akayesu a besoin d'être puni !

3 Vous êtes le premier procureur à faire condamner un homme pour génocide. A quoi songez-vous à présent ?

Je vais aller à Taba, au Rwanda. Je ne sais pas ce que je vais raconter aux gens. Je vais tenter de trouver ceux qui sont venus témoigner à Arusha, leur apporter des copies de ce jugement, attendre leurs réactions. Je veux voir comment ils se sentent maintenant que ce procès est terminé. Au cours des audiences, je pouvais lire la souffrance sur les visages des victimes et des témoins rwandais. Il furent très courageux. J'espère désormais que ce jugement leur procurera un certain soulagement, et qu'il contribuera à la reconstruction de la société rwandaise.

Propos recueillis par Rémy Ourdan

## M. Kabila demande aux non-alignés de condamner les « agresseurs » du Congo

LE TON intransigeant adopté par Laurent-Désiré Kabila, mercredi 2 septembre, lors du 12<sup>e</sup> sommet du Mouvement des pays non-alignés, organisé à Durban, en Afrique du Sud, est de mauvais augure pour les perspectives de paix. Arrivé inopinément à Durban où se trouvaient notamment tous les chefs d'Etat impliqués dans le conflit congolais, le président autoproclamé de la République démocratique du Congo (RDC-ex Zaïre) a accusé le Rwanda et l'Ouganda de génocide et a demandé aux participants au sommet de les condamner.

« Nous exigeons le retrait immédiat et sans condition des soldats rwandais et ougandais de notre territoire national », a dit Laurent-Désiré Kabila. « Nous demandons à votre auguste assemblée de condamner sans équivoque cette agression et exigeons le retrait immédiat de ces agresseurs de notre territoire ». « Déguisés en victimes du génocide, les extrémistes parrai-

nés par Paul Kagame [le vice-président et ministre de la défense rwandais] sont eux-mêmes d'atrocités tueurs génocidaires », a ajouté M. Kabila en leur imputant meurtres, viols et destructions - notamment dans le port occidental de Matadi et au barrage hydro-électrique d'Inga.

### RENCONTRES MULTIPLES

Outre M. Kabila, les trois chefs d'Etat qui ont envoyé des troupes pour épauler son régime face à la rébellion - Robert Mugabe (Zimbabwe), Jose Eduardo dos Santos (Angola) et Sam Nujoma (Namibie) - ainsi que le président ougandais Yoweri Museveni et son homologue rwandais, Pasteur Bizimungu - qui soutiennent eux les rebelles hostiles au régime de Kinshasa - se trouvaient mercredi à Durban. Mais les espoirs d'un possible règlement de la crise en RDC en marge du sommet ont été pratiquement anéantis par le départ de Sam Nujoma et de Laurent-

Désiré Kabila. Les deux hommes ont choisi de ne pas participer au « mini-sommet » régional que le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan devait organiser jeudi matin à Durban, en marge de l'assemblée des non-alignés.

Laurent-Désiré Kabila s'est pourtant entretenu avec M. Annan dans les couloirs du Centre de conférences international de Durban. Selon le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, les deux hommes ont eu un tête-à-tête de quinze minutes, au cours duquel « M. Kabila a fait valoir son point de vue ». Il venait juste de répéter, à la tribune officielle du sommet, qu'il ne saurait y avoir de cessez-le-feu avec ceux qu'il considère comme ses agresseurs, le Rwanda et l'Ouganda.

Toute la journée, Durban a abrité des rencontres bi-ou multilatérales entre les parties prenantes à la crise congolaise : M. Kabila a partagé un déjeuner avec ses alliés namibien, zimbabwéen et angolais.

Les quatre présidents ont alors désigné M. Mugabe comme leur représentant auprès de M. Annan, selon une source onusienne.

Le secrétaire général de l'ONU, accompagné de son représentant dans la région des Grands Lacs, Mohamed Sahnoun, a reçu ensuite pendant près d'une heure les dirigeants du Zimbabwe Robert Mugabe et de Namibie Sam Nujoma. Les belligérants ont aussi saisi l'occasion de se rencontrer en début de soirée : M<sup>me</sup> Mugabe et Nujoma ont retrouvé les présidents rwandais Pasteur Bizimungu et ougandais Yoweri Museveni, selon des sources des Nations unies qui n'ont pas précisé la teneur des entretiens.

Selon The Herald, un quotidien zimbabwéen, publié mercredi à Harare, le Rwanda et l'Ouganda auraient demandé l'aide de Washington pour garantir une retraite sûre à leurs troupes engagées aux côtés des rebelles congolais en RDC. (AFP, Reuters)

LA VILLE BOUGE.  
LES MÉTIERS DE LA VILLE AUSSI.  
LE PROGRAMME D'ÉTUDES AVANCÉES  
MÉTIERS DE LA VILLE  
À L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS

**ScPo**

vous propose

une formation originale au management urbain pluridisciplinaire, internationale, politiste et prospective, assurée par des professionnels de la ville et des universitaires, en partenariat avec les grandes entreprises et acteurs de la ville.

Date limite de remise des dossiers pour la deuxième session d'admission : 25 septembre 1998

Directrice du PEA Métiers de la Ville : Céline SACHS-JEANTET

Renseignements et inscriptions : Danièle SONNET  
Institut d'Études Politiques de Paris - 63, rue de Varenne - 75007 Paris  
Tél. : 01 45 55 28 20 - Fax : 01 45 55 29 48  
e-mail : pepi.metiers@etudes-politiques.fr



هكذا من الإهمال

## Le limogeage du vice-premier ministre malaisien ouvre un conflit politique face à la crise financière

Opposé au contrôle des changes, M. Ibrahim est l'objet d'une enquête

Après avoir imposé, mardi 1<sup>er</sup> septembre, un contrôle des changes et une parité fixe pour le ringgit, le premier ministre malaisien, Mahathir

Mohamad, a renvoyé, mercredi 2, son vice-premier ministre chargé des finances, Anwar Ibrahim. Dauphin désigné du premier ministre de

Malaisie, M. Anwar était partisan de solutions économiques plus orthodoxes pour tirer le pays d'une grave récession.

**BANGKOK**  
de notre correspondant régional  
La crise régionale a fait sa première victime de poids en Malaisie. Anwar Ibrahim a été démis, mercredi 2 septembre, de ses fonctions de vice-premier ministre et ministre des finances. Celui qui était encore, voilà trois mois, l'héritier désigné du Dr Mahathir Mohamad, soixante-trois ans, premier ministre depuis 1981, devait également perdre la vice-présidence de l'UMNO (United Malays National Organisation), mouvement qui domine la coalition gouvernementale. En déclarant, mercredi, qu'il n'y avait pas encore eu d'arrestation dans le camp d'Anwar Ibrahim, l'inspecteur général de la police a néanmoins souligné le regain de tension politique à Kuala Lumpur.

Déjà l'an dernier, alors que le Dr Mahathir mettait la crise sur le dos de spéculateurs internationaux, Anwar Ibrahim, qui était le numéro deux du gouvernement depuis 1993, avait affirmé une attitude plus réaliste. Il avait fait adopter des mesures d'austérité, sans toutefois avoir recours aux bons offices du FMI. La crise entre les deux hommes s'est nouée en juin, quand le Dr Mahathir a rappelé au

sein du gouvernement, en lui attribuant un droit de regard sur la politique économique, Daim Zaidin, collaborateur fidèle et favorable au contrôle des mouvements de capitaux, auquel s'opposait Anwar Ibrahim.

Sommé de démissionner après l'adoption, mardi, par Kuala Lumpur d'un contrôle des changes, Anwar aurait refusé. Objet d'un très bref communiqué, son limogeage a ouvert une crise politique au moment même où l'économie malaisienne connaît sa plus grave récession depuis la proclamation de l'indépendance, en 1957: le PIB a reculé de 6,8 % au cours du deuxième trimestre, après 1,8 % au trimestre précédent. L'objectif du contrôle des changes, dans l'esprit du Dr Mahathir, est de protéger de la contagion régionale la Fédération de Malaisie, au niveau de vie le plus élevé d'Asie du Sud-Est après ceux de Singapour et de Brunei.

En imposant le rapatriement de ringgits détenus à l'étranger d'ici au 1<sup>er</sup> octobre, Kuala Lumpur compte récupérer de 5 à 7 milliards de dollars. Le pari est également de sortir de la récession à l'aide de taux d'intérêts faibles sans pour autant affecter la santé du ringgit ou décon-

rager les investisseurs étrangers dans le long terme. Dans l'immédiat, cependant, les marchés ont réagi négativement à l'annonce que l'équivalent de milliards de dollars de contrats financiers en ringgits ne sont plus librement négociables.

**PARI RISQUÉ**  
Pour avoir annoncé récemment qu'un contrôle des changes pouvait contribuer à résoudre la crise en Asie, l'éminent économiste américain Paul Krugman s'est senti contraint de diffuser, mercredi, une mise au point sous forme d'une « lettre ouverte au Dr Mahathir ». Il précise que le contrôle ne peut pas durer plus de trois ans, que le taux de parité du ringgit doit être concurrentiel (alors que Kuala Lumpur l'a fixé à 3,80 pour un dollar, son taux le plus élevé depuis plusieurs mois). Et, surtout, que ce contrôle doit s'inscrire dans un processus de réformes, alors que le Dr Mahathir a laissé entendre que le défilé de grâce, en ce qui concerne les défauts de paiement, pourrait être porté de trois à six mois.

Quoi qu'il en soit, alors qu'un pari risqué est pris, la crise gouverne-

mentale n'arrange rien. La police a annoncé que des scellés seraient posés sur les bureaux d'Anwar Ibrahim, lequel pourrait être impliqué dans des poursuites ouvertes contre l'un de ses associés. Ces derniers mois, l'ancien vice-premier ministre avait été l'objet d'une campagne, de mauvais augure, de rumeurs sur sa vie privée. Interrogé sans jugement pendant vingt-deux mois en 1974, Anwar Ibrahim avait amorcé, avec l'aide du Dr Mahathir, une brillante carrière politique dans les années 80 qui en avait fait, en 1993, le successeur désigné du premier ministre le jour où ce dernier, âgé de soixante-trois ans, déciderait de prendre sa retraite.

La perspective d'une succession en douceur a volé en éclats. Si le contrôle des changes donne des résultats positifs, au moins temporairement, le Dr Mahathir pourrait en profiter pour convoquer des élections anticipées et renforcer ainsi son assise. Dans le cas contraire, la crise risquerait de prendre une tournure plus aiguë, la politique économique plus orthodoxe d'Anwar Ibrahim ne manquant pas de partisans en Malaisie.

Jean-Claude Pomont

## Le FMI convoque une cellule de crise latino-américaine

**LES MINISTRES** des finances du groupe des Neuf, qui réunit les principaux pays d'Amérique latine (Mexique, Argentine, Chili, Venezuela, Colombie, Pérou, Équateur et Uruguay) sont arrivés jeudi 3 septembre à Washington pour un séminaire de deux jours, organisé à l'initiative du Fonds monétaire international sur l'impact de la crise financière mondiale sur la région.

Cette réunion ne pouvait mieux tomber: en décidant, mercredi 2 septembre, d'élargir la bande de fluctuation de sa monnaie par rapport au dollar à 23 % contre 14 % auparavant, dévaluant de fait le peso, Bogota a donné un signe supplémentaire de la vulnérabilité des économies de la région aux soubresauts des marchés internationaux. La menace récurrente d'une dévaluation au Venezuela, la deuxième partenaire commerciale colombienne après les États-Unis, et l'effondrement de la Russie ont contraint la banque centrale de Bogota, sous pression depuis plusieurs semaines, à anticiper.

La Colombie est le premier pays d'Amérique latine à dévaluer sa devise. Depuis le début de la crise, la quasi-totalité des pays de la zone ont utilisé l'arme de la hausse des taux pour soutenir leur monnaie. Au Mexique, le peso a sou-

fert malgré un tour de vis sur les taux d'intérêt (+36 %). Au Brésil, les réserves en devises se sont réduites et les Bourses ont été attaquées sur tout le continent. La situation est rendue encore plus fragile par la baisse des prix des matières premières et surtout du pétrole, qui réduit drastiquement les revenus des pays producteurs, le Venezuela et le Mexique.

### RASSURER LES INVESTISSEURS

C'est donc un bricoleur de combat général qu'a convoqué le directeur général du FMI, à moins d'un mois de l'assemblée générale de l'institution, pour tenter d'éviter que la région souffre plus encore de la défiance des investisseurs à l'égard de l'ensemble des pays émergents. Michel Camdessus a déjà fait savoir qu'il trouvait que les pays d'Amérique latine étaient inéquitablement traités par les marchés financiers car leurs gouvernements montraient une volonté de mettre en œuvre des politiques macro-économiques rigoureuses.

Ce sommet, auquel participent le Canada et les États-Unis, devrait aboutir à quelques messages-clés destinés à rassurer les investisseurs pour qu'ils ne fûtent pas en masse les marchés

de la région au risque d'ébranler vraiment l'économie nord-américaine. L'Amérique latine, y compris le Mexique, absorbe 20 % des exportations des États-Unis. Déjà, la croissance moyenne du continent va se ralentir autour de 3 % en 1998 contre plus de 5 % en 1997, selon les différentes prévisions.

Pour Charles Dallara, directeur général de l'Institut de finances internationales (IFI) qui réunit les grandes banques internationales, la région doit appuyer « un signal de différenciation entre les pays d'Amérique latine et la Russie ou certaines économies asiatiques (...). Il faut montrer clairement combien de progrès ont été faits au sein de certaines économies-clés pour contenir l'inflation, privatiser, renforcer le système bancaire et réduire les déficits ». De son côté, le FMI devra aussi se montrer prêt à intervenir si nécessaire, de manière appropriée, comme l'a laissé entendre M. Camdessus, estime M. Dallara. Il a toutefois souligné que si le Fonds se trouvait à court de ressources, la communauté internationale devrait faire face à ses responsabilités.

Babette Stern

## La possibilité d'élections anticipées en Israël persiste

**TEL AVIV**  
de notre correspondant

Sur fond de grèves de la fonction publique, un petit pas a été franchi mercredi 2 septembre à la Knesset en direction d'une dissolution et d'élections anticipées, solution pour laquelle milite ouvertement le président Ezer Weizman, qui se plaint d'une « absence de leadership » dans le pays. Le président la commission des lois du parlement, Hanan Porat, a promis que la loi de dissolution de la Knesset, adoptée à une nette majorité en lecture préliminaire lors du dernier jour de la session parlementaire, le 29 juillet, sera prête à être soumise au vote en première lecture dès la première semaine de la rentrée parlementaire, prévue le 19 octobre. La loi doit être votée trois fois par la Knesset pour être adoptée. Les élections sont normalement prévues en 2000.

Lors d'une réunion de cette commission, convoquée mercredi malgré les vacances parlementaires, Hanan Porat s'est opposé à l'exigence de l'opposition de procéder immédiatement à un vote, déclarant qu'il souhaitait que lui et d'autres membres de la Knesset puissent adapter leur position « en fonction des développements politiques ». Une façon à peine voilée, pour le député du Parti national religieux, membre de la coalition gouvernementale et farouchement opposé à un retrait israélien en Cisjordanie occupée, de reconnaître qu'il souhaite maintenir cette épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête du premier ministre Benjamin Netanyahu, au moins jusqu'à la rentrée.

Toutefois, si l'opposition parvient à rassembler 61 signatures de députés appelant à la dissolution du Parlement, la commission sera réunie à cet effet avant la fin des vacances parlementaires, a-t-il assuré. Hanan Porat, qui coordonne les efforts du parti travailliste pour faire passer la loi de dissolution, aurait déjà rassemblé 60 signatures. Il s'agit du nombre exact de parlementaires ayant voté en faveur de la dissolution le 29 juillet. Un député de la coalition gouvernementale avait eu également, selon ses propres déclarations, l'intention de voter pour le texte, mais il avait raté le scrutin en raison d'embarras de circulation.

### LES DÉMARCHES DU PRÉSIDENT

En commission des lois, l'opposition a accusé M. Porat de vouloir retarder, voire enterrer, la loi, notamment en liant son examen à celui d'une autre initiative législative qui vise à supprimer l'élection directe du premier ministre. Un conseiller juridique de M. Netanyahu, qui souhaitait suivre les débats de la commission, a d'ailleurs été prié par ses membres de quitter la salle.

Parallèlement à ce lent processus, le président Weizman a multiplié ses démarches en faveur d'élections anticipées. Dans ce but, il a rencontré ces derniers jours le chef de l'opposition travailliste Ehoud Barak, le chef de la coalition gouvernementale à la Knesset Meir Sheerit, l'ancien ministre des affaires étrangères David Lévy et le vice-ministre Michael Eitan. Ses efforts, « contraires à la loi », selon le ministre des infrastructures nationales Ariel Sharon, ont valu à M. Weiz-

man des critiques acerbes de la part du Likoud, qui l'a accusé de « brouiller la fonction présidentielle ». Le président avait déjà souhaité des élections anticipées il y a trois mois, invoquant le blocage des négociations avec l'Autorité palestinienne et la nécessité de consulter le peuple à propos du processus de paix.

Au cours de ces derniers mois, le gouvernement de M. Netanyahu a survécu à un tel nombre de scan-

dales et de crises qu'il peut sembler encore aventureux de parler, comme le font certains commentateurs israéliens, d'« odeur d'élections ». Dans Haaretz, mercredi 2 septembre, Gideon Samet, infatigable pourfendeur du premier ministre, n'a pourtant pas hésité à écrire, dans un éditorial intitulé « Bientôt la fin », que « cette lamentable législature s'écroule dans le feuillet de bluffs tissés par Netanyahu ». (Interim.)

## La Corée du Nord pourrait tester un deuxième missile

**TOKYO.** Le Japon a placé des navires et des avions en état d'alerte en prévision d'un possible lancement d'un missile nord-coréen, trois jours après un premier tir, à indiqué, jeudi 3 septembre, un porte-parole du gouvernement. « Nous avons des informations selon lesquelles il pourrait y avoir un second lancement », a-t-il déclaré. A Séoul, une source gouvernementale a indiqué que Pyongyang se prépare pour un nouveau tir, mais que celui-ci ne paraît pas imminent. L'Assemblée nationale nord-coréenne se réunira samedi 5 septembre et devrait élire Kim Jong-Il au poste de président de la Corée du Nord. Pyongyang avait testé, lundi, sans préavis, un nouveau missile balistique qui a survolé le Japon avant de tomber dans le Pacifique. Le gouvernement japonais a pris une série de mesures de rétorsion contre la Corée du Nord suite à cet incident. - (AFP)

## Les cas d'empoisonnements se multiplient au Japon

**TOKYO.** Un Japonais de cinquante-huit ans est mort, lundi 31 août, après avoir bu lundi une cannette de thé qui contenait un poison, a indiqué jeudi 3 septembre un porte-parole de la police. Ce décès intervient alors que les affaires d'empoisonnements se multiplient au Japon. Mardi, le gérant d'un supermarché à Suzuka, dans le centre du pays, avait recraché, du fait de son goût amer, du thé en cannette où la police a trouvé des traces de cyanure. Mercredi, c'est un chauffeur de taxi qui a bu une cannette contenant un pesticide à Koryo (Ouest). Quatre personnes sont décédées en juillet après avoir mangé un plat au curry où se trouvait de l'arsenic, et, fin août, un inconnu a expédié par la poste des bouteilles de désinfectant à vingt-trois adolescents d'une école en le présentant comme un produit amincissant. - (AFP)

### DÉPÊCHES

■ **AFRIQUE DU SUD:** le Fonds monétaire international (FMI) a estimé, mercredi 2 septembre, que l'Afrique du Sud, dont la monnaie a subi de fortes pressions dans le sillage de la crise des marchés émergents russe et asiatiques, doit restaurer la confiance des marchés de façon urgente. Dans son avis annuel sur l'économie sud-africaine, le FMI estime que, compte tenu des pressions sur le rand, la politique monétaire doit se resserrer mais éviter d'intervenir sur les marchés des changes. Depuis mai 1998, la banque centrale a emprunté pour soutenir le rand et ses réserves ont fondu. Le Fonds estime que ces interventions sur les marchés des changes ont exacerbé les pressions sur la monnaie sud-africaine et « transformé ce qui n'était qu'une contagion en un véritable problème sud-africain ». - (AFP)

■ **BIRMANIE:** des centaines d'étudiants ont manifesté pacifiquement, mercredi 2 septembre, dans deux centres universitaires de Rangoon, pour réclamer « la fin du gouvernement militaire » ou le report de leurs examens. Des cordons de forces de sécurité ont encerclé l'Institut de technologie et le campus de Hlaing, où se sont déroulés les sit-in. En outre, une source philippine a indiqué, à la suite d'une rencontre entre M<sup>me</sup> Aung Suu Kyi et des diplomates étrangers, que la célèbre opposante pourrait être incluse dans de futures rencontres entre sa Ligue nationale pour la démocratie et la junte au pouvoir. - (Corresp.)

■ **INDONÉSIE:** le commandant en chef de l'armée indonésienne a annoncé, mercredi 2 septembre, que les troupes de combat retrées de la province séparatiste d'Aceh (nord de Sumatra) allaient y retourner pour mettre un terme aux manifestations. Un défilé organisé lundi pour le départ des quelque sept cents hommes du « dernier contingent de troupes de combat », à Aceh, avait provoqué des émeutes. - (AFP)

■ **VIETNAM:** deux dignitaires de l'Eglise bouddhiste unifiée ont été libérés de la prison B14, près de Hanoi, à la suite d'une amnistie qui a touché 5 166 prisonniers. Thich Quang Do avait été condamné en 1993 à cinq ans de prison pour avoir « saboté la politique de solidarité religieuse » du Vietnam. Thich Tue Sy avait été arrêté en 1984 et condamné à mort en 1988 pour « tentative de renversement du gouvernement ». Cette peine a ensuite été commuée en vingt ans de travaux forcés. La quasi-totalité des responsables de l'Eglise bouddhiste unifiée du Vietnam (EBUV) restent toutefois détenus ou assignés à résidence. - (AFP)

## Bonn accepte que l'Eurofighter soit rebaptisé « Typhoon »

**LONDRES.** L'avion de combat européen Eurofighter, conçu par la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, a été rebaptisé « Typhoon » pour les clients à l'exportation hors d'Europe, lors d'une cérémonie officielle, mercredi 2 septembre, à Farnborough (Angleterre). L'appareil devait être initialement baptisé en mars. Selon des sources britanniques, ce contretemps est dû à des réserves émanant des Allemands qui n'ont été levées que tout récemment. En effet, l'Eurofighter portera le nom d'un célèbre bombardier britannique de la seconde guerre mondiale qui s'est illustré par les dégâts occasionnés aux populations des villes et aux troupes allemandes. Le ministre allemand de la défense n'avait pas été initialement consulté. A l'issue d'une concertation, il s'est rallié à cette proposition. - (AFP)

# HUBERT REEVES



Les dialogues  
du ciel et de la vie.

Editions du Seuil



## Bill Clinton évoque une aide supplémentaire si la Russie poursuit les réformes

Alors que les communistes réaffirment leur intention de bloquer l'investiture de Viktor Tchernomyrdine à la tête du gouvernement, le financier Boris Berezovski a lancé un appel à la démission de Boris Eltsine

Le président américain, Bill Clinton et son homologue russe, Boris Eltsine, ont achevé, mercredi 2 septembre, un sommet de deux jours qui n'a permis d'aboutir qu'à des déclarations de soutien mutuel et de

coopération sur la sécurité et le désarmement. M. Clinton a promis de soutenir l'octroi d'une aide financière supplémentaire pour tirer la Russie de la crise financière dans laquelle elle est plongée, à condition

pendant que le futur gouvernement, à Moscou, poursuive son programme de réformes. En réponse, Boris Eltsine a expliqué, au cours d'une conférence de presse commune, que son pays avait besoin d'un

soutien moral plus que financier. Le président américain a insisté sur le fait que la Russie ne devait pas céder à la pression de l'opposition dirigée par les communistes en revenant à une économie planifiée. Bill

Clinton a quitté Moscou, jeudi matin, et est arrivé en Irlande du Nord où il doit rencontrer le premier ministre britannique, Tony Blair. (Lire aussi notre éditorial page 15.)

**MOSCOU**  
de nos envoyés spéciaux

Plus geste de sympathie que sommet traditionnel entre « puissances », la visite de Bill Clinton à Moscou n'aura pas apporté de répit au pouvoir de plus en plus contesté de Boris Eltsine. L'homme sur lequel les Etats-Unis, et avec eux l'ensemble du monde occidental, continuent de miser. Quelques heures après le départ du président américain, jeudi 3 septembre, un nouveau cours du rouble, à 13,46 pour 1 dollar - soit une perte de plus de moitié depuis le 17 août - était annoncé. Alors que quelques Russes renouent avec une pratique typique des années d'hyperinflation - la quête du dollar à tout prix - l'impasse politique, alourdie par de nouveaux appels à la démission de Boris Eltsine, rend la chute du rouble impossible à enrayer.

Aucune nouvelle aide internationale financière ne semblait se profiler pour la Russie, encouragée à trouver une « solution russe » à ses problèmes, le message du chef d'Etat américain fut un souhait rituel de voir les réformes maintenues. M. Clinton a parlé d'une « aide supplémentaire » de

la communauté internationale, à condition que Moscou respecte les « règles du jeu » capitaliste, assainisse les banques, la situation fiscale et le budget. Des responsables américains ne cachaient pas leur scepticisme sur les chances de voir ces mesures menées à bien.

Aux encouragements de son « ami Bill », Boris Eltsine a répondu que « le programme de stabilisation » serait suivi et porterait des fruits « dans les deux ans ». « Les réformes », a ajouté le président russe, « seront menées à terme ».

**UN PRÉSIDENT « BREJNEVISTE »**

Deux impairs commis par Boris Eltsine lors de la conférence de presse finale sont venus confirmer les inquiétudes concernant l'état de santé du maître du Kremlin, perçu désormais comme « brejnevisé » par bon nombre de ses concitoyens, c'est-à-dire piloté par ses assistants. Interrogé sur l'élargissement de l'OTAN vers l'est, processus qu'il considère comme une « erreur », M. Eltsine a fait état d'un sol-disant sommet de l'Alliance à « Varsovie », alors que rien de tel n'est prévu. Le président russe, soixante-sept ans, a



eu ensuite beaucoup de mal à répondre à une question sur l'éventualité de choix d'un autre candidat que Viktor Tchernomyrdine au poste de premier ministre, et sur les risques de dissolution de la Douma, la Chambre basse du Parlement : « Je crois... qu'il se passe-

ra... beaucoup d'événements chez nous... avant que nous atteignions ces résultats », articula très lentement Boris Eltsine, peu avant que son porte-parole, Sergueï Iastrjembski, ne mette brusquement fin à la conférence de presse, devant un Clinton étonné d'échap-

per de la sorte à de plus amples questions... sur l'affaire Lewinsky. Relégués par la tourmente financière et l'incertitude politique en Russie à un plan presque protocolaire, en dépit de leur importance, deux accords de désarmement ont été signés par les chefs d'Etat. L'un prévoit une coopération dans la détection des missiles, avec « création, en territoire russe, d'un centre russo-américain, c'est très important », a souligné M. Eltsine. Le second engage les deux pays à retirer de leurs stocks respectifs cinquante tonnes de plutonium militaire utilisé dans les ogives nucléaires.

M. Clinton a rencontré, mercredi, dans la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, une douzaine de députés et gouverneurs, parmi lesquels certains des acteurs du drame politique qui se joue en Russie : le général Lebed, « présidentiable » de choc, le chef des communistes, Guennadi Ziouganov, le président de la Douma, Guennadi Seleznev, et le chef des libéraux anti-eltsinistes, Grigori Iavlinski. « Si vous trouvez un moyen de résoudre cette crise, leur a-t-il dit, les Etats-Unis vous soutiendront sans porter de jugement

sur le système social précis que vous choisissez, dans le cadre d'une démocratie et d'une économie forte ».

Tandis que le président américain enjoignait ses interlocuteurs de la Douma à trouver un accord sur l'investiture de M. Tchernomyrdine, qui doit être examinée une deuxième fois vendredi, les députés votaient une résolution demandant au premier ministre par intérim de retirer lui-même sa candidature. Ce dernier a aussitôt refusé, en tentant de rallier à sa cause les gouverneurs régionaux, appelés eux aussi à se prononcer vendredi. Mais le « plan Tchernomyrdine » a reçu, dans la soirée un coup imprévu, lancé par le « Rasputine » de la politique russe, Boris Berezovski. Il a, pour la première fois, énoncé tout haut, sur la chaîne NTV, le scénario que la rumeur l'accuse de préparer depuis le début de l'été : « Une démission de Boris Eltsine serait souhaitable, a-t-il dit, pour laisser le champ libre à un pouvoir fort », que soit Alexandre Lebed soit le maire de Moscou Iouri Loujkov seraient capables d'imposer.

Natalie Nougayrède et Sophie Shalab

## A Moscou : divergence totale sur les remèdes à la crise

**MOSCOU**  
de notre correspondant

Alors que la plupart des Russes viennent de se voir refuser leurs salaires d'août en raison de la paralysie du système bancaire, l'inflation, déjà à 30 % depuis deux semaines, devait s'accroître encore avec la chute libre du rouble, qui s'annonçait, jeudi 3 septembre.

Les échanges devaient en effet reprendre sur la Bourse interbancaire après une semaine d'interdiction, de l'issue de laquelle le rouble, coté mercredi à 12,8 pour 1 dollar, a baissé au total de moitié par rapport à sa valeur avant la dévaluation du 17 août. Mercredi, la banque centrale a dû admettre qu'elle ne tenait plus compte du corridor de fluctuations annoncé ce jour-là. D'autre part, la banque centrale a ordonné des vacances bancaires : à six banques de dépôt. Leurs clients particuliers sont priés de transférer, à perte, leurs comptes à la Sberbank, la Caisse d'épargne dont les dépôts sont théoriquement garantis par l'Etat.

**ALARME DANS LES RÉGIONS**

Pendant ce temps, des cris d'alarme sur une situation sociale « explosive » parvenaient des régions. Ainsi, le maire de Zelenogorsk, un des centres de l'industrie nucléaire en Sibirie, se plaint de ne plus pouvoir payer de salaires ni assurer des services sociaux, car la banque locale (Konversbank) aurait saisi les devises gagnées par l'usine de traitement de matières fissiles dont les impôts forment

98 % de son budget.

Les exemples sont légion, alors qu'aucune solution n'est en vue à une crise dont l'ampleur commence seulement à être perçue. La situation politique, toujours bloquée, pousse les deux parties en conflit à prendre des mesures contradictoires.

La Douma a ainsi approuvé, mercredi, à une très large majorité la « Déclaration » qui tenait lieu de plan anticrise, un compromis élaboré la semaine dernière et largement inspiré des idées communistes d'étatisation de l'économie. Alors qu'un représentant du gouvernement intérimaire de M. Tchernomyrdine, l'ancien représentant de la Russie au FMI, Boris Fedorov, devait proposer, jeudi, à la Chambre basse du Parlement une solution qui se trouve aux antipodes de cette « Déclaration » : il a annoncé la veille, lors d'une conférence de presse, qu'il « son avis », la seule issue est la création d'un conseil monétaire (currency board). Elle consiste à priver la banque centrale, comme la Douma, de tout droit de regard sur l'émission monétaire. Celle-ci serait gérée par le conseil, qui n'émèterait des roubles qu'en contrepartie rigoureuse des avoirs en devises qu'il détient. Cette solution est socialement très dure et politiquement « humiliante », car nécessitant des réserves en monnaie forte, estimées à 50 milliards de dollars au moins, que seul l'Occident pourrait fournir, s'il le voulait et le pouvait.

La création d'un conseil moné-

taire n'aurait aucune chance d'être approuvée par la majorité parlementaire de « centre gauche » sur laquelle les dirigeants intermédiaires actuels veulent désormais s'appuyer pour tenter de restaurer leur autorité perdue.

**LA DICTATURE OU LE CHAOS**

Néanmoins, M. Fedorov a estimé que l'alternative est de laisser s'installer le chaos incontrôlé qui se dessine ou de restaurer une dictature « soviétique ». En libéral orthodoxe, il a affirmé que la solution en cours depuis une semaine qui est d'émettre des billets de façon limitée et en tentant d'éviter les fuites sur des comptes à l'étranger, est vouée à l'échec « étant donné le contexte russe ».

Boris Eltsine a cependant signé, mercredi 2 septembre, un oukase confirmant Boris Fedorov, ainsi que cinq autres de ses collègues du gouvernement intérimaire, à son poste de vice-premier ministre en charge de la macro-économie. M. Fedorov dirige aussi un groupe de travail chargé de proposer des solutions à la crise, créé la semaine dernière au retour du voyage de M. Tchernomyrdine en Crimée, accompagné de M. Fedorov, pour rencontrer le directeur du FMI, Michel Camdessus. Ce dernier a suggéré la mission que le père du conseil monétaire créé avec succès en Argentine en 1991, Domingo Cavallo, mène depuis lundi à Moscou.

S. St.

## Les Quinze en ordre dispersé

**BRUXELLES**  
(Union européenne)  
de notre correspondant

En raison de l'opposition de l'Allemagne, il n'y aura pas de réunion d'urgence des ministres des finances des Quinze pour débattre de la crise russe. La décision a été confirmée, jeudi, après la réunion du Comité monétaire des Quinze. Le prochain conseil Ecofin reste donc fixé comme prévu aux 26 et 27 septembre à Vienne.

Compte tenu de la gravité de la situation, de l'importance des liens entre la Russie et l'Union européenne (UE), le commissaire Yves-Thibaut de Silguy, en accord avec le président Jacques Santer, avait suggéré en début de semaine de réunir les ministres. Il était soutenu par l'Espagne et les « petits » Etats membres. Leur réaction avait été vive, lorsque, vendredi 28 août, les ministres des finances des quatre pays européens participant au G7 (Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni), ce dernier n'appartenant même pas à la zone euro), avaient cru bon d'adresser sans consultation une lettre à Viktor Tchernomyrdine, le premier ministre désigné, pour l'encourager à poursuivre les réformes.

**ARRÊTER UNE POSITION COMMUNE**

A quatre mois de l'entrée en vigueur de la monnaie unique, expliquait M. de Silguy, il serait souhaitable que le groupe « euro onze », élargi le cas échéant aux quatre pays de l'UE qui n'adoptent pas l'euro tout de suite (Grande-Bretagne, Danemark, Grèce, Suède), analyse la situation et adopte une position commune. « L'euro ne doit pas seulement nous offrir un bouclier protecteur, il doit être aussi l'occasion pour l'Europe de manifester sa présence et son identité sur la scène internationale », fait valoir le commissaire.

Les Allemands ont vite fait connaître leurs réticences : une telle réunion, disait-on à Bonn, pourrait être contre-productive si elle faisait apparaître que l'Union n'avait pas de message particulier à transmettre et, en fait, aucune prise sur l'événement. Elle risquerait d'être interprétée à Moscou comme préjudiciable à un nouvel effort financier des Européens dont, à ce stade, personne ne veut entendre parler.

A quelques semaines des élections allemandes, la

CDU d'Helmut Kohl et son allié, la CSU bavaroise du ministre des finances Theo Waigel, sont hostiles à toute initiative susceptible de leur coûter des voix. Ils ont toujours été allergiques, observe-t-on du côté de la Commission, à une gestion par les Onze de la politique des changes et à tout ce qui touche à la dimension internationale de l'euro. Aussitôt qu'on dépasse le cadre européen, le G7, auquel appartiennent les Etats-Unis, le Canada et le Japon, leur apparaît comme l'unique forum approprié.

Si elle devait persister, cette attitude laisse présager, au niveau des ministres des finances, des réunions agitées d'ici au lancement de l'euro. L'article 109 du traité reconnaît en matière de change des responsabilités particulières aux institutions de l'Union qu'il faudra bien traduire dans les procédures. On s'attarde à Bruxelles du caractère contradictoire de la position française : promoteurs de la monnaie unique, chauds partisans de l'euro onze, les Français doutent eux aussi le sentiment de préférer le G7 - enceinte des « grands » - à dès lors qu'il s'agit de questions macro-économiques internationales.

**DÉCLARATION SUR LA CRISE RUSSIE**

Ces divergences ne peuvent qu'affaiblir l'influence de l'Union. Pour limiter cette impression, la présidence autrichienne devait rendre publique jeudi une déclaration sur la crise russe. Une mission « présidence-commission » devrait se rendre à Moscou sitôt la situation politique stabilisée. Les ministres des affaires étrangères des Quinze, qui se rencontrent à Salzbourg durant le week-end, disposeront pour leur débat d'une communication de la Commission. Celle-ci, sans nier un impact négatif possible sur certains secteurs industriels de l'UE, tels l'acier, les non-ferrux, la chimie, y minimise les effets commerciaux et financiers directs de la banqueroute russe, sauf chez les voisins de la CEI. Hans van den Broek, le commissaire responsable, y manifeste son peu d'enthousiasme à l'égard de M. Tchernomyrdine, dont le document rappelle l'incapacité à agir durant ses cinq précédentes années de mandat.

Philippe Lemaître

## Jacques Chirac encourage l'Ukraine à poursuivre ses efforts

**KIEV**

de notre envoyé spécial

C'est avec un expert des questions russes en quelque sorte que s'est entretenu, mercredi 2 septembre, le président Jacques Chirac, qui était reçu à Kiev par le chef de l'Etat ukrainien, Leonid Kouchma. Diplomatie oblige, la conversation qu'ils ont eue sur les aspects politiques de la crise à Moscou et sur ses différents acteurs est restée secrète. On aura compris en revanche que, sur le plan économique, M. Kouchma, dont le pays est aux premières loges et reçoit de plein fouet le contrecoup de la tourmente russe, a besoin pour y parer de l'appui des Occidentaux, du Fonds monétaire international en particulier, et qu'il a trouvé en Jacques Chirac un avocat.

L'économie ukrainienne dépendante de la Russie sur le plan énergétique, très imbriquée commercialement et par son système bancaire, connaît une situation extrêmement précaire. Depuis la dévaluation du

rouble, la monnaie nationale, la hryvna, a chuté dans des proportions qui pourraient nécessiter un ajustement. C'est dans ce contexte que les dirigeants ukrainiens ont mené tout récemment avec le directeur général du FMI, Michel Camdessus, d'ultimes négociations qu'ils espèrent voir aboutir « dans les jours qui viennent » à l'octroi d'un prêt de 2,2 milliards de dollars. Un tel accord serait non seulement un ballon d'oxygène dans une économie qui frise l'asphyxie depuis des mois, mais aussi un signal fort capable peut-être de conjurer, pour partie, les effets de contagion de la crise russe. M. Kouchma s'est efforcé de convaincre son interlocuteur français que « l'Ukraine n'est pas la Russie » et qu'il est prêt à payer un prix élevé pour conclure avec le FMI. Le Fonds lui réclame des efforts considérables en matière de réduction des déficits, de hausse des prix de certains services publics, ou de lever des entraves aux investissements notamment

C'est ce que le président français souhaitait entendre et à quoi il a prodigué ses encouragements : « Ayez confiance », a dit Jacques Chirac lors du dîner, l'Ukraine a de nombreux atouts. Elle en aura davantage encore à l'avenir si mesure que les réformes nécessaires progresseront et porteront leurs fruits ».

**Les Etats-Unis ont fait de ce pays le troisième bénéficiaire de leur aide extérieure après l'Egypte et Israël**

Cela étant, si ces encouragements sont nécessaires et les négociations si dures avec le FMI, c'est malgré tout parce que l'Ukraine,

bien que « n'étant pas la Russie », souffre de certains maux - déficit, corruption, endettement -, qui ont entravé jusque-là les transformations de son économie et qu'elle a du mal politiquement à surmonter. La France, l'Europe en général, trop concentrées sans doute sur les évolutions de la seule Russie, n'y ont peut-être pas porté suffisamment d'attention.

C'est la première fois qu'un président français vient en Ukraine depuis l'indépendance de ce pays en 1991. Même si M. Chirac avait déjà rencontré cinq fois son homologue ukrainien en diverses circonstances, sa visite à Kiev aujourd'hui semble réparer un trop long oubli. Cela était sensible dans l'insistance avec laquelle Jacques Chirac a défendu mercredi soir « l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine » et vanté le rôle « éminent, incontournable » qu'elle joue pour la paix en Europe, un peu comme s'il venait de le découvrir. Plus conscients de l'importance straté-

gique de l'Ukraine (qui a notamment accepté, lors de la dissolution de l'URSS, de renoncer à ses armes nucléaires de longue portée), les Etats-Unis ont fait de ce pays le troisième bénéficiaire de leur aide extérieure après l'Egypte et Israël.

Trop proche de la Russie pour pouvoir prétendre ni à l'OTAN ni à l'Union européenne (UE), l'Ukraine ne mène pas moins une diplomatie très activement tournée vers l'Occident. M. Kouchma a déclaré, mercredi soir, qu'il s'était fixé comme objectif de faire, à terme, de ce pays un membre associé de l'UE. Jacques Chirac s'est dit favorable à ce « rapprochement ».

Jeudi, le président français devait notamment déjeuner avec des chefs d'entreprise et rencontrer, en compagnie du secrétaire d'Etat à la Santé Bernard Kouchner, de jeunes Ukrainiens qui ont été soignés en France après la catastrophe de Tchernobyl.

Claire Tréan

Osez une grande Ecole Parisienne !

**ESG**

Ecole Reconnue par l'Etat  
Diplôme visé par le ministère de l'Éducation Nationale

Des carrières au plus haut niveau en :

**Marketing**  
**Finances**  
**Commerce International**  
**Expertise Comptable**

Préparez pour les étudiants en :

**Droit**  
**Gestion**  
**Lettres**  
**Sciences**

Ecole Supérieure de Gestion  
25 rue Saint-André 75011 PARIS  
Tél: 01 52 36 44 00  
Fax: 01 43 55 73 74  
Internet: <http://www.esg.fr>



هكذا من الإهمال

## Les députés irlandais et britanniques ont adopté une législation antiterroriste

Une conséquence de l'attentat d'Omagh

**BELFAST**  
de notre envoyé spécial  
Les députés irlandais et britanniques ont voté, dans la nuit du mercredi 2 au jeudi 3 septembre, une nouvelle législation antiterroriste destinée à combattre les groupuscules extrémistes en Irlande du Nord. Les Communes et le Dail avaient été rappelés de leurs vacances parlementaires pour une session exceptionnelle, au lendemain de l'attentat qui a fait vingt-huit morts à Omagh à la mi-août. Dans ces circonstances, et à la veille de la visite du président Bill Clinton, arrivé jeudi matin à Belfast, ces mesures d'urgence ne pouvaient que renforcer l'assentiment de l'opinion, et de la quasi-totalité des députés.

Après avoir été adoptées par les Chambres hautes de Dublin et de Londres, ces textes devaient prendre force de loi avant la fin de la semaine. L'objectif est de s'en prendre non plus aux principales organisations terroristes - républicains comme loyalistes protestants - mais aux groupuscules qui n'ont pas renoncé à la violence, et en particulier à l'IRA véritable, responsable de l'attentat d'Omagh.

### INITIATIVES SPECTACULAIRES

En vertu de ces mesures, il sera plus facile de condamner des suspects de terrorisme, et leurs biens pourront être confisqués. Mais elles vont plus loin que le problème nord-irlandais, puisque la justice britannique pourra désormais poursuivre les responsables d'attentats contre des pays étrangers. Le débat aura permis à Tony Blair de dénoncer ceux qui ont tout essayé pour faire dérailler le processus de paix : « Vous avez

échoué parce que la violence et la terreur représentent le passé, et la démocratie et la paix le futur en Irlande du Nord », leur a-t-il lancé. Son homologue irlandais, Bertie Ahern, a mis en garde ceux qui s'en prennent à l'Irlande tout entière : « Ils n'ont aucune chance de gagner, d'autant plus que la coopération entre les deux gouvernements et leurs forces de l'ordre est plus étroite que jamais ».

Les républicains viennent d'autre part d'annoncer plusieurs initiatives spectaculaires. Tout d'abord, Gerry Adams, le chef du Sinn Féin - la branche politique de l'IRA -, a déclaré, mardi, que la violence « doit devenir une chose du passé », reconnaissant, en fait, que les hostilités avaient pris fin. Le dirigeant loyaliste David Ervine a repris la balle au bond en répliquant que, si la guerre était terminée pour l'IRA, il en traiterait de même pour ses amis. M. Adams a ensuite nommé le principal négociateur du Sinn Féin, Martin McGuinness, comme représentant des républicains à la commission chargée d'étudier le désarmement des parties au conflit. Ces gestes - en large partie dus aux pressions de la Maison Blanche - ont été bien accueillis à Londres et à Dublin, mais aussi par les unionistes modérés comme M. Trimble. On s'attend que ce dernier accepte, pour la première fois, de s'entretenir en tête à tête avec M. Adams, après une réunion des chefs de parti prévue en début de semaine prochaine. Les gestes du Sinn Féin pourraient ainsi lui ouvrir la porte du futur gouvernement provisoire de la province.

Patrice de Beer

## Un vaste réseau de pédophiles opérant sur Internet a été démantelé par les polices de vingt et un pays

Une centaine de personnes ont été arrêtées lors de l'opération « Cathédrale »

Une opération, baptisée « Cathédrale » et déclinée par les polices de vingt et un pays, a permis l'arrestation d'une centaine de per-

sonnes suspectées d'appartenir à un réseau de pédophiles. Plus de 100 000 clichés et des centaines de disquettes informatiques ont été sa-

sies lors de cette intervention policière dont l'origine remonte à un travail effectué par les douanes américaines en 1996.

UNE CENTAINE de personnes suspectées d'appartenir à un réseau de pédophiles diffusant des images pornographiques d'enfants sur Internet ont été interpellées simultanément, mercredi 2 septembre, dans vingt et un pays. Le bilan définitif de ce coup de filet n'était pas connu, jeudi matin, mais un porte-parole des douanes américaines, Raymond Kelly, estimait qu'il s'agissait du « plus vaste réseau de pédophiles jamais mis au jour ».

Cette opération était en préparation depuis plusieurs semaines sous le nom de code « Cathédrale ». Les modalités d'intervention avaient été mises au point lors de réunions entre responsables policiers. L'objectif des enquêteurs était d'identi-

fier les cent cinquante à deux cents habitués d'un site baptisé « Wonderland Club », le « Club du pays des merveilles ».

Les principaux pays concernés sont la Grande-Bretagne, l'Allemagne et, plus encore, les États-Unis où une trentaine de personnes ont été interpellées. En France, quatre personnes ont été appréhendées à Toulouse, Strasbourg et dans la région illoise, sur commission rogatoire du juge illois Jean-Marc Herbaut. En Italie, un ingénieur de trente-huit ans, suspecté d'être une sorte d'« idologue » de la pédophilie a été interpellé à Naples. Selon l'Agence France-Presse, certains enfants victimes du réseau seraient d'origine italienne. La police a pro-

cedé à des perquisitions à Rome, Turin, Catanzaro, Naples, Bologne et Florence.

Parmi les autres pays figurent notamment le Brésil, la Russie, le Japon, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Finlande, la Norvège, le Portugal et la Suède. Au total, plus de 100 000 clichés, dont certains impliquaient des enfants de deux ans, auraient été saisis à cette occasion, de même que des centaines de disquettes informatiques. « C'est réellement odieux », a commenté John Stevardson, l'un des policiers britanniques chargé de coordonner le dispositif.

L'opération « Cathédrale » est la conséquence d'un travail effectué dès 1996 par les douanes améri-

caines. Le démantèlement d'un autre réseau (Orchid Club) avait alors permis d'établir un lien avec la Grande-Bretagne. La police britannique avait pris le relais et constaté, à son tour, l'existence de réseaux internationaux. D'où la mise au point d'une opération de grande ampleur, résultat d'une « parfaite coopération », indique-t-on de source française.

### SERVICES SPÉCIALISÉS

Cette coopération internationale devrait être intensifiée au mois d'octobre lors d'une conférence consacrée à la prostitution enfantine réunissant, à Londres, les pays de l'Union européenne et une dizaine de pays d'Asie. Les autorités britanniques mènent depuis plusieurs années une guerre contre la pornographie enfantine. En 1997, près de 2 000 clichés avaient été retirés d'Internet en Grande-Bretagne par la commission nationale de contrôle du réseau, qui avait reconnu ne pouvoir s'attaquer qu'à une « toute petite partie du problème ».

La France dispose, elle aussi, de services spécialisés. Ainsi le volet français de l'opération « Cathédrale » a été mené par la division nationale de la répression des atteintes aux personnes et aux biens. Ce service dispose d'un groupe de policiers spécialisés dans la lutte contre la pédophilie sur Internet. La brigade centrale chargée de la fraude électronique de la sous-direction des affaires économiques et financières a également travaillé sur ce dossier. Elle aura la charge d'exploiter les renseignements livrés par les ordinateurs des suspects français.

Michel Alberganti

Philippe Broussard

## Pas d'anonymat dans le cyberspace

LES ORIGINES libertaires d'Internet et l'absence de contrôle centralisé du développement du réseau télématique mondial ont pu laisser croire que tout y est permis. Certains vides juridiques liés au caractère transfrontalier des accès aux documents de la Toile ont renforcé le sentiment que l'impunité régnait dans le cyberspace. L'opération « Cathédrale » menée par les autorités de 20 pays coordonnées par la police britannique achève cependant de démontrer que l'anonymat n'existe pas dans le cyberspace.

Pour se connecter au réseau, les internautes doivent passer par l'intermédiaire d'un fournisseur d'accès auxquels ils règlent un abonnement mensuel. Cette opération suffit à les identifier avec précision, car il est impossible de payer en liquide. Le fournisseur d'accès délivre ensuite une adresse électronique à chacun de ses abonnés, adresse que les internautes utilisent pour échanger du courrier électronique qui transite obligatoirement par les ordinateurs (les serveurs) des fournisseurs d'accès.

Tout se passe comme si ce courrier était stocké à la poste et que les destinataires venaient régulièrement chercher leurs messages en faisant état de leur identi-

té. Impossible, de ce fait, de communiquer de façon anonyme, comme d'échapper à l'interception du courrier de la police si elle décide de perquisitionner chez un fournisseur d'accès. Les forums de discussion (newsgroups) n'échappent pas à la règle. Les messages sont identifiés et stockés sur les serveurs des fournisseurs.

Sur la Toile, le sentiment de liberté a été entretenu par les affaires négationnistes ou les publications pirates d'ouvrages. Il est vrai que le contenu d'un site de la Toile peut être légal dans un pays et illégal dans un autre. Les tentatives de blocage, en dehors des systèmes de filtrage individuel, ont donné peu de résultats convaincants. L'exercice de la pédophilie sur Internet fait aussi bien appel aux forums de discussion qu'au courrier électronique et aux sites de la Toile. Le recrutement de victimes par ces moyens, s'il est possible, est probablement peu pratiqué. En revanche, Internet sert de révélateur des réseaux pédophiles grâce aux photos très explicites que leurs membres s'échangent ou publient sur la Toile.

ATIONS.  
(ET VOUS PENSIEZ AVOIR TOUT VU)

ENTER AIRLINES AIR CANADA 747-400 THAI 747-300 VARIO 747-400 Lufthansa 747-400

Le monde a son réseau aérien

STAR ALLIANCE

The airline network for Earth.

www.staralliance.com



**DROITE** Le bureau provisoire de l'Alliance, réuni mercredi 2 septembre, a publié un communiqué indiquant que Jacques Blanc, député de Lozère et président du conseil ré-

gional Languedoc-Roussillon grâce à l'appui du Front national, ne pourra pas participer aux structures et activités de l'Alliance, et en particulier à son intergroupe. M. Blanc de-

meure membre du groupe Démocratie libérale de l'Assemblée nationale. **ALORS QUE** l'UDF a fait la clarté dans ses rangs en excluant de son groupe parlementaire les deux

autres députés et présidents de région alliés au Front national, Charles Millon et Jean-Pierre Soisson, Alain Madelin, président de DL, a imposé à ses partenaires de ne pas faire de

même pour M. Blanc. **À LYON**, l'hypothèse d'une « alternative républicaine » à Charles Millon, au sein de la droite, est considérée avec faveur par le chef de file des socialistes.

## Alain Madelin obtient du RPR et de l'UDF de ne pas exclure Jacques Blanc

Malgré la radiation de Charles Millon et de Jean-Pierre Soisson des rangs du groupe UDF de l'Assemblée nationale, le président de la région Languedoc-Roussillon, lui aussi allié au Front national, continuera à siéger au groupe Démocratie libérale

LES DIRIGEANTS de l'opposition ont apporté, mercredi 2 septembre, une réponse mi-chèvre, mi-chou à la question de la place dans leurs rangs des présidents de conseil régional élus grâce au Front national. Charles Millon, président de la région Rhône-Alpes, et Jean-Pierre Soisson, élu en Bourgogne, ont été exclus du groupe UDF de l'Assemblée nationale, mais Jacques Blanc (Languedoc-Roussillon) demeure membre du groupe Démocratie libérale de l'Assemblée nationale. En revanche, le bureau provisoire de l'Alliance pour la France, composé de François Bayrou, François Létard, Alain Madelin, Nicolas Sarkozy et Philippe Séguin réuni en fin d'après-midi au siège du RPR, a annoncé, dans un communiqué, que M. Blanc ne pourra pas participer aux structures et activités de l'Alliance, et en particulier à son intergroupe.

Vingt-quatre heures de tractations ont précédé l'éviction de M. Millon de l'UDF et le maintien de M. Blanc à DL. Depuis qu'au mois d'août, l'adhésion de M. Blanc au groupe DL avait jeté le trouble chez les libéraux, les dirigeants de l'Alliance avaient gardé le silence. Le RPR et l'UDF jugeaient inutile de rajouter à la confusion. Pourtant, mardi, en fin de journée, des déclarations de M. Bayrou et de François Létard, porte-parole du RPR, appelant l'opposition à la « clarté », ont conduit le président de Démocratie libérale que ses partenaires abordent cette question le lendemain, lors de la réunion du bureau de l'Alliance. Aussitôt, il leur fait savoir qu'il est hors de question que M. Blanc soit formellement exclu du parti Démocratie libérale (il n'en est, selon les termes de M. Madelin, qu'en « vacances ») ou qu'il quitte le groupe présidé par José Rossi.

Pour l'UDF comme pour le RPR, ne rien faire est exclu : ce serait

alors toute la crédibilité de l'Alliance qui serait compromise, et le message de fermeté à l'égard du Front national, maintenu non sans mal depuis les élections régionales, n'y résisterait pas. M. Séguin, M. Bayrou et M. Létard cherchent donc une parade, envisageant un temps de négocier le simple appariement de M. Blanc au groupe DL. De son côté, Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF, juge le moment bien choisi pour mettre à exécution un projet toujours annoncé, mais jamais appliqué par son groupe depuis les élections régionales : l'exclusion de M. Millon et de M. Soisson. Sur tout, cette initiative permettra à M. Bayrou et à M. Létard de participer l'esprit libre au bureau de l'Alliance : M. Madelin ne pourra pas invoquer, pour la défense de M. Blanc, M. Millon et M. Soisson.

C'est aussi l'argument soumis à M. Douste-Blazy par les libéraux restés à l'UDF. Regroupés au sein du Pôle républicain, indépendant et libéral (PRIL), ils ont déjeuné ensemble mardi. D'un commun accord, ils ont estimé que le groupe UDF auquel ils appartiennent doit faire place nette avant la réunion du bureau de l'Alliance. C'est Alain Lamassoure qui avait été chargé de



le demander à M. Douste-Blazy. Pendant que, mercredi matin, l'ancien ministre de la culture convoque à la hâte le comité exécutif de son groupe, M. Madelin vérifie sa position auprès de ses troupes. Il le fait lors d'un déjeuner de travail qui, prévu antérieurement, réunit des députés DL. A l'is-

sue de cette réunion, M. Rossi résume la position des libéraux : « L'adhésion de Jacques Blanc (...) n'a pas vocation à être remise en cause » ; les groupes RPR, UDF et DL déterminent « d'un commun accord la composition de l'intergroupe » qui, selon DL, « devrait avoir vocation à rassembler tous les

députés de l'opposition républicaine ». « Cette participation n'est pas un préalable », précise M. Rossi, en faisant valoir que DL fait ainsi une concession. Au passage, il rappelle que le titre exacte de son groupe est Démocratie libérale et indépendants, et que M. Blanc y siègera en tant qu'indépendant, et non en tant que membre de Démocratie libérale, elle-même membre fondateur de l'Alliance. Nuance.

### Méthodes staliniennes

M. Millon, de son côté, apprend son exclusion par la lecture du *Monde*. Il rejoint aussitôt M. Douste-Blazy et se rend vite compte que plaider sa cause ne changera rien. « Atristé » et « choqué » par ce qu'Hervé Mariton, candidat à la présidence de l'UDF, appelle des « méthodes staliniennes », le président de la région Rhône-Alpes se console en affirmant que cet épisode est somme toute une « campagne de pub » en sa faveur. Il en veut pour preuve les nombreux coups de téléphone de soutien qui, affirme-t-il, se succèdent dans son bureau. C'est par le même vecteur, mais en Corse, que M. Soisson est informé. Il s'étonne de cette décision puisque, rappelle-t-il, il s'est mis « en congé

du groupe » par une lettre du 28 avril, « en accord » avec M. Bayrou, alors président du groupe. « J'ai alors préparé, en liaison avec José Rossi, mon appartement au groupe Démocratie libérale », affirme M. Soisson. « Nous n'avons pas eu de demande à ce jour, laissez-nous reposer. Voyons d'abord comment bâtir l'Alliance », répond M. Rossi, qui précise en outre que son groupe « n'a pas intégré l'hypothèse d'une demande de M. Millon ».

Le comité exécutif du groupe n'a plus qu'à se réunir brièvement après le déjeuner. Une partie de ses membres, absents de Paris, sont consultés par téléphone. M. Douste-Blazy peut très vite annoncer l'exclusion de M. Millon et de M. Blanc. Thierry Cornillet, président du Parti radical et opposant à M. Millon au conseil régional, approuve : « On ne peut être à la fois dans l'UDF, profiter au Front national à gauche, créer son parti à Paris et espérer rentrer dans l'Alliance. »

En fin d'après-midi, les cinq membres du bureau de l'Alliance se rejoignent au siège du RPR. Entre M. Létard et M. Madelin, qui se reviennent pour la première fois depuis que le second s'est constitué partie civile dans l'enquête sur le financement du Parti républicain, qui met en cause le premier, l'atmosphère est tendue. La réunion était attendue par tous. Le compromis est finalement vite trouvé, sur les bases de la position rendue publique par M. Rossi quelques heures auparavant. Un participant la résume ainsi : « Chacun fait ce qu'il veut chez soi, mais, s'agissant des parties communes, il y a un règlement de copropriété ». Jeudi matin, sur Europe 1, M. Blanc a souhaité que M. Madelin accorde ou s'entende avec M. Millon. Le règlement de copropriété le permet-il ?

Résumé du service France

## « Le signe supplémentaire du désarroi d'une droite honteuse »

« JE VIENS d'apprendre par la presse mon exclusion du groupe parlementaire UDF de l'Assemblée nationale », écrit Charles Millon dans un communiqué publié mercredi 2 septembre. Je suis attristé de cette décision de la part d'un groupe que j'ai présidé pendant neuf ans. Le président de la Droite se dit « surtout choqué par la procédure non démocratique utilisée, puisque l'exclusion a été prononcée sans que j'aie été entendu ni par le groupe ni même par son bureau exécutif ». « Cette décision, prise après cinq mois d'atermoiements, est un signe supplémentaire du désarroi d'une droite hon-

teuse qui, au lieu de juger les actes, se complait dans le procès d'intention », conclut-il.

Sur France 2, mercredi soir, le député du Rhône, président du conseil régional Rhône-Alpes, a dénoncé la volonté de « l'instriciser » manifestée par les dirigeants de l'opposition. Fustigeant, dans un entretien publié par *Le Parisien* jeudi, « les états-majors parisiens » de l'UDF et du RPR, « complètement coupés de la réalité », M. Millon assure que « l'on s'inscrit dans son mouvement La Droite « tous les jours ». M. Millon assure par ailleurs que son budget sera voté au sein du conseil régional de

Rhône-Alpes qu'il préside. Et « ne veut pas croire » à une alliance entre la gauche, le RPR et l'UDF pour présenter un contre-budget commun (lire ci-dessous).

Dans un entretien publié jeudi par le mensuel *Lyon-Mag*, M. Millon explique enfin qu'il existe « certaines tentations à droite » de conclure une alliance avec le FN. Selon lui, cependant, en adoptant cette stratégie « la droite se déqualifierait encore un peu plus ». M. Millon déclare vouloir amener l'opposition à se fédérer comme le fit François Mitterrand avec les socialistes au congrès d'Épinay en 1971.

## M. Balladur parachève sa « contribution » pour ressouder l'opposition

CHACQUE ÉTÉ, Edouard Balladur aime faire entendre sa « différence ». En 1996, dans ces colonnes, l'ancien premier ministre s'était déjà prononcé pour « une voie nouvelle » (*Le Monde* du 28 août 1996). Cette année, le député de Paris distille au compte-gouttes un programme intitulé, précisément, « Propositions pour une voie nouvelle ». Une première livraison, essentiellement à caractère socio-économique et institutionnel, en avait été donnée à Paris-Match (*Le Monde* du 28 août). Une seconde, plus « sociale » et internationale, est déclinée dans *Le Figaro*, jeudi 2 septembre. Le tout doit être explicité par son auteur lui-même, le 6 septembre, lors de l'émission « Public » sur TF 1.

Cette « contribution », rédigée de façon solitaire depuis plusieurs mois, vise à rassembler l'opposition sur le terrain des idées, afin de tenter de reléguer au second plan les querelles de personnes qui minent l'actuelle opposition. Nombre de ces idées, telles que la réduction des dépenses publiques, la baisse des impôts et des charges, l'assouplissement du droit du travail, sont déjà connues. L'un des objectifs affichés est de réduire le chômage d'un tiers environ en cinq ans.

Parmi les « nouveautés » figure la proposition de « confier aux partenaires sociaux, désormais librement responsables de la gestion des crises de Sécurité sociale, le soin d'ajuster les prestations maladie aux résultats de leur gestion ». En matière d'organisation administrative, le département ne serait plus qu'une collectivité subordonnée à la région. Une « loi de dégelage des cadres » serait proposée aux fonctionnaires qui voudraient quitter leur emploi avant l'âge de la retraite.

Sur l'immigration, après avoir proposé, au début de l'été, de débattre de la préférence nationale, M. Balladur se montre plus

prudent, mais il estime qu'après la ratification du traité d'Amsterdam, « c'est désormais au niveau de l'Union européenne qu'il faudra régler la question du statut des étrangers à l'Union au regard des prestations sociales non contributives ». L'ancien premier ministre souhaite aussi que la législation sur l'immigration et la nationalité soit intégrée dans la Constitution, afin d'éviter des remises en chantier à chaque alternance. Il propose que la réforme de la justice soit soumise à un référendum. Il se prononce, enfin, pour un « régime présidentiel à la française ».

Ann d'« unir la droite », M. Balladur

dur renouvelle sa proposition de soumettre le futur projet de l'opposition aux élus et aux électeurs. « Dès lors que la République n'est plus menacée, la droite ne peut continuer de s'en remettre à d'autres du soin de faire son unité », explique M. Balladur. Le temps est venu pour elle de la bâtir elle-même, c'est-à-dire de dévaler, d'abord à ses propres yeux, son identité. Une telle démarche, selon l'ancien premier ministre, marquerait le véritable lancement de l'Alliance pour la France.

Jean-Louis Saux

## Rhône-Alpes : le PS favorable à une alternative à droite

LYON de notre envoyé spécial L'exclusion de Charles Millon du groupe UDF de l'Assemblée nationale, mercredi 2 septembre, n'inspire à Hervé Mariton, vice-président du conseil régional Rhône-Alpes et candidat à la présidence de l'UDF, qu'un commentaire acerbe : « Même à l'époque stalinienne, on faisait semblant d'entendre les accusés ! ». Ironiquement, M. Mariton assure que cet événement « ne déplacera pas une voix » à l'Assemblée régionale. Au siège lyonnais de la Droite, le mouvement de M. Millon, on a enregistré, mercredi après-midi, un « re-

gain d'appels téléphoniques et d'adhésions », assure Thierry Bernard, directeur général du mouvement, qui fait régulièrement certifier leur nombre par un huissier. Le cap des 16 800 adhésions a ainsi été franchi.

A Finverse, Anne-Marie Compagnon (UDF-ED) approuve cette « nécessaire clarification ». Pour cette élue lyonnaise, même « si le combat contre l'extrême droite apparaît parfois aux personnes [qu'elle] côtoie sur le terrain un peu abstrait et intellectuel », il faut « leur rappeler que cette alliance a des incidences quotidiennes du fait de l'influence du Front national ». Pour autant, il

n'est « pas question d'abandonner la région au Parti socialiste, ni de renoncer à nos convictions », souligne M. Compagnon.

Président du Parti radical, Thierry Cornillet se réjouit également de la décision prise par le groupe UDF de l'Assemblée nationale. « C'était une demande ancienne des radicaux, qui avaient souhaité que tous ceux qui ont une attitude ambiguë avec le Front national soient exclus de l'UDF », indique-t-il. Soucieux de clarifier la situation avant l'élection du président de l'UDF, le 16 septembre, M. Cornillet aimerait que, au lendemain de ce scrutin, tous les conseillers régionaux UDF se conforment au vote de la majorité des militants. « Ceux qui ne prendront pas clairement position s'excluront d'eux-mêmes », affirme-t-il.

Au conseil régional, M. Cornillet entend proposer aux membres du groupe UDF et RPR de présenter un « budget alternatif » pour 1999, « s'il s'avère que celui de M. Millon est trop inspiré par le Front national ». Le maire de Montélimar regrette que le gouvernement envisage pour janvier seulement le vote définitif, par le Parlement, du « 49-3 régional » (*Le Monde* du 3 septembre), ce qui risque, selon lui, de « donner de l'air à M. Millon ». Dans *Le Parisien*, jeudi, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM et chef de file des socialistes de Rhône-Alpes, se déclare prêt à « favoriser une solution républicaine, qui mette à l'écart le FN en même temps que Millon et ses proches ». M. Cornillet est persuadé que certains élus, fidèles jusqu'à présent au président du conseil régional, vont changer d'attitude. Ce la pourrait être le cas du maire de Saint-Etienne, Michel Thollière (UDF-rad), qui domine un signe en prenant position pour François Bayrou à la présidence de l'UDF.

Patrick Jarreau

Vincent Charbonnier

## La crainte de l'« effet Millon »

LA DROITE peut-elle de nouveau croire en elle-même ? Le moins qu'on puisse dire est que les circonstances ne l'y aident pas. Alors qu'elle détenait tous les pou-

**ANALYSE**  
L'Alliance ressemble aujourd'hui à un sabre de bois

voirs il y a trois ans, elle s'est révélée incapable d'en faire bon usage. et les a presque tous perdus. La cohabitation profite exclusivement à ses adversaires : d'un côté, un gouvernement et une majorité qui ont su tirer bénéfice, jusqu'à présent, de la conjoncture économique ; de l'autre, une extrême droite en position de force sur le terrain de la protestation. Si l'on y ajoute que la vague des affaires politico-financières, qui battait les murs de la gauche au début de la décennie, frappe à présent la droite, les dirigeants, les élus, les militants de l'op-

position républicaine ne sont pas à la fête.

Cette démoralisation conduit un certain nombre d'entre eux à considérer que leur salut ne peut venir que de ces électeurs que le FN a su attirer depuis quinze ans. A tout le moins, ils estiment que la force d'attraction de l'extrême droite est telle qu'il serait insensé de l'affronter et qu'il faut, sinon lui céder, du moins ruser avec elle. Les meilleurs esprits peuvent se piler à ce raisonnement, tel Edouard Balladur proposant, au début de l'été, d'ouvrir un débat, en y associant l'extrême droite, sur la « préférence nationale ».

La gauche n'est pas non plus à l'abri de cette illusion, comme l'avait montré en d'autres temps Laurent Fabius lorsqu'il avait admis que le FN pouvait poser de « bonnes questions » - il en est bien revenu depuis -, ou lorsque Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement s'obstinaient à afficher, au sujet des immigrés irréguliers, une fermeté nécessaire, selon eux, pour dissuader d'autres candidats à l'entrée il-

légal sur le territoire, mais surtout destinée, en fait, à rassurer les électeurs sensibles à la propagande de l'extrême droite.

Depuis quinze ans, la preuve a été faite, pourtant, qu'il n'y a pas « moyen de moyennier » avec l'extrême droite : ou bien on la combat, ou bien on fait son jeu. Et cette alternative est peut-être encore plus impitoyable pour la droite que pour la gauche, précisément parce que l'opposition républicaine et le FN sont en concurrence auprès d'une partie de l'électorat. Or, selon la formule définitive de Jean-Marie Le Pen, ces électeurs-là, encouragés dans leurs penchants par les concessions qui leur sont faites, finiront toujours par « préférer l'original à la copie ».

La plupart des dirigeants de la droite semblent en être aujourd'hui convaincus. Et c'est parce qu'ils le sont qu'ils ont voulu, à l'occasion de la première réunion de rentrée du bureau provisoire de l'Alliance - qu'ils ont créée ensemble - mettre un terme à toute ambiguïté en excluant de ses composantes les

quatre présidents de conseil régional élus avec l'aide du FN. Force est de constater qu'ils ne sont pas parvenus à leurs fins : si le groupe UDF de l'Assemblée nationale a tenu en fin de parole en radiant Charles Millon et Jean-Pierre Soisson, Démocratie libérale et son président, Alain Madelin, ont imposé au RPR et à l'UDF le maintien de Jacques Blanc au sein du groupe parlementaire DL.

L'effort demandé par le RPR et auquel l'UDF a rapidement consenti a donc buté sur le refus de M. Madelin et la crainte d'amplifier l'« effet Millon » produit, dans les rangs de la droite, à la base, par le lancement du mouvement La Droite. La clarté n'y a donc pas gagné, ni vis-à-vis de l'extrême droite ni du point de vue de l'organisation de la droite. Qualifiée de « pétard mouillé », cet été, par le giscardien Jean-Pierre Raffarin, l'Alliance ressemble, aujourd'hui, à un sabre de bois, qui n'impressionne même pas ceux qui ont entrepris de le fabriquer ensemble.



## Le gouvernement explore une nouvelle piste de réforme des cotisations sociales patronales

La baisse du coût du travail non qualifié serait compensée par une « CSG » sur les profits

Un nouveau projet de réforme des cotisations sociales patronales a été soumis à Lionel Jospin. Il prévoit une baisse des cotisations sur les bas

salaires, compensée par un accroissement de celles sur les plus hauts et la création d'une sorte de CSG payée par les entreprises en fonc-

tion de la valeur ajoutée et de leurs profits. Le premier ministre devrait se prononcer dans les prochains jours.

L'ARLÉSIENNE de cette rentrée a pour nom « réforme des cotisations sociales d'assurance-maladie », mais nul ne sait précisément si Lionel Jospin a décidé d'en faire son prochain grand chantier. Un jour, la ruine assure que le premier ministre préfère jouer la montre et différer toute mesure au moins jusqu'à l'an 2000, en arguant de la nécessité d'engager, au préalable, une vaste concertation. Le lendemain, des bruits strictement opposés circulent, attestant que le débat est ouvert et que Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, n'a pas encore perdu son combat pour qu'une première étape de cette réforme soit engagée dès 1999.

Officiellement, la seule certitude a trait au calendrier. La loi fait obligation au gouvernement d'informer les partenaires sociaux du détail du projet de loi de financement de la Sécurité sociale avant que celui-ci ne soit soumis au Parlement. Avant même le conseil des ministres du 7 octobre, qui doit examiner ce projet, le voile sera donc levé sur les intentions gouvernementales lors de la réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale, prévue pour le 22 septembre.

Au-delà, il apparaît que c'est la seconde hypothèse qui est la bonne : M. Jospin n'a pas encore tranché, et le débat est toujours largement ouvert. Des réunions de travail associant les ministres concernés et quelques dirigeants socialistes devraient permettre au chef du gouvernement, en fin de cette semaine ou au tout début de la semaine, de se déterminer.

Pour comprendre l'enjeu de ce débat, techniquement et politiquement très complexe, il suffit de se remémorer son cheminement. A l'automne 1997, lors de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 1998, certaines composantes de la gauche « plurielle » - les communistes au premier chef, mais aussi de nombreux socia-

listes - avaient pressé le gouvernement d'engager une réforme de l'assiette des cotisations patronales, de sorte qu'elle cesse de ne reposer que sur les salaires, conformément au programme du PS lors des élections législatives anticipées de 1997. De son côté, M<sup>me</sup> Aubry plaçait depuis longtemps pour des mesures d'allègement de charges sociales pour les salaires au voisinage du SMIC, afin de stimuler l'emploi. En avril, le premier ministre avait donc chargé Edmond Malinvaud de démentir ce difficile dossier.

Au début du printemps, M. Jospin pouvait espérer s'en remettre à la sagesse du célèbre expert et

sur lesquelles le gouvernement peut compter ? Le débat n'a jamais en lieu dans les réunions du gouvernement ; le principe de cette réforme de la taxe professionnelle a bien été évoqué, mais jamais son coût. Pris de court par l'annonce de cette décision, certains dirigeants socialistes ont fait valoir *mezzo voce* qu'il aurait été autrement plus efficace pour l'emploi d'utiliser la somme qui va lui être consacrée à un allègement ciblé du coût du travail pour les salaires au voisinage du SMIC plutôt qu'à une aide indifférenciée profitant à toutes les entreprises. Certains experts ont même observé que le système de

1,3 fois le SMIC à 1,5, voire 2 fois le SMIC, suivant un barème plus progressif.

Le gouvernement peut-il totalement écarter toute mesure de retouche de l'assiette des cotisations, fortement demandée par certaines composantes de la gauche ? Peut-il de surcroît envisager de financer un allègement du coût du travail non qualifié par une majoration des prélèvements sur les salaires au-delà de deux fois le SMIC ? Devant la difficulté de ce dossier et l'aune de disposer de marge budgétaire, on comprend que le premier ministre ait pu penser qu'il était en réalité urgent... d'attendre !

Depuis quelques jours, pourtant, le débat a été relancé et une nouvelle proposition est à l'étude qui, pour le gouvernement, pourrait présenter de nombreux avantages. D'abord, la réforme serait à prélevement constant pour les entreprises. Elle ne serait donc pas financée, contrairement à ce qu'avait fait Alain Juppé, par un accroissement de la fiscalité sur les ménages. Enfin, elle permettrait d'éviter un danger bien connu des experts, celui de « la trappe à bas salaires ».

Concrètement, les allègements de charges sociales pour les salaires au voisinage du SMIC ne seraient pas financés par un « re-profilage » de la ristourne Juppé, mais par une hausse modérée des cotisations sur les salaires élevés, c'est-à-dire au-delà de deux fois le SMIC - le but économique d'allègement du coût du travail non qualifié serait ainsi atteint. Cette hausse sur les salaires élevés serait d'autant plus modérée qu'une seconde source de financement serait trouvée grâce à l'instauration d'une sorte de CSG basée sur la valeur ajoutée ou sur les profits des entreprises.

Cette solution ne fait pas l'unanimité au sein du gouvernement. Bercy, en particulier, n'est pas enthousiaste. Mais entre M. Strauss-Kahn et M<sup>me</sup> Aubry, qui se borne à demander publiquement que le gouvernement donne un signe de sa volonté réformatrice, les relations ne sont plus à l'égare. C'est un souci de moins pour le premier ministre, qui va devoir prendre une décision difficile dans les prochains jours.

Laurent Mauduit

### Le piège d'André Santini

Dans les décisions d'embauche prises par les chefs d'entreprise, le niveau de la taxe professionnelle compte-t-il autant que celui des charges sociales ? Le député (UDF-FD) André Santini raconte une anecdote qui éclaire la question. Maire d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) et agacé qu'on lui reproche fréquemment le niveau de taxe professionnelle payée à sa commune, il a un jour invité à déjeuner les principaux employeurs de la ville, patrons de grandes entreprises privées et publiques. Au début de la rencontre, ceux-ci ont maintenu leurs récriminations. Les faisant passer dans la salle à manger, M. Santini les a alors invités à s'asseoir devant le carton portant non pas leur nom... mais le montant de leur taxe professionnelle. « Un quart d'heure plus tard, mes convives étaient toujours debout », raconte-t-il, ironique.

### retenir ultérieurement certaines

de ses propositions. Les choses, pourtant, ne se sont pas déroulées de la sorte, et cela, pour deux raisons. D'abord, en juillet, le débat sur la réforme fiscale est venu brutalement interférer avec celui sur les cotisations patronales. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, a en effet obtenu du premier ministre qu'il arbitre en faveur d'une suppression de la part salariale de la taxe professionnelle (TP), soit un effort financier considérable de près de 27 milliards de francs sur cinq ans.

Pourquoi M. Jospin a-t-il retenu ce projet, qui va absorber l'essentiel des marges budgétaires

cotisation minimale de taxe professionnelle et le dispositif de lissage existant en cas d'embauche, impliquait que cet allègement fiscal n'ait qu'un effet très marginal sur l'emploi.

Seconde turbulence imprévue : les conclusions du rapport Malinvaud, connues au début du mois d'août, n'ont guère facilité la tâche des partisans d'une réforme des cotisations sociales patronales. Se produisant contre un changement d'assiette de ces cotisations pour y faire figurer la valeur ajoutée, l'économiste a recommandé une baisse durable des charges sociales sur les bas salaires, sous la forme par exemple d'une reconfiguration de la « ristourne Juppé », relevée de

avec la réforme des retraites mise en œuvre par

Edouard Balladur en 1993 pour une durée de cinq ans. Dans leur programme pour les élections législatives de 1997, les socialistes avaient envisagé de remettre en cause ce système peu favorable aux retraités. Avant de prendre éventuellement cette décision, le gouvernement attend les conclusions du commissaire au plan, chargé d'une mission globale sur les retraites ; elles doivent être connues au printemps. Le déficit prévisionnel de la branche vieillesse du régime général pour l'année 1998 est établi à 7,5 milliards de francs.

Enfin, le gouvernement prévoit, pour 1999, une hausse des dépenses maladie comprise entre 2,4 et 2,6 %. La loi doit intégrer la « clause de sauvegarde économique », qui fixe les conditions de reversement par les médecins en cas de dépassement des objectifs. Le Conseil d'Etat ayant annulé le système retenu par Alain Juppé, le gouvernement planche sur plusieurs hypothèses : une taxe prélevée par l'Urssaf ou une majoration des cotisations.

Bruno Caussé

## Le calcul des retraites ne devrait pas être modifié

PARMI les mesures envisagées dans la prochaine loi de financement de la Sécurité sociale, l'une concerne l'allocation de parent isolé (API), qui ne sera plus financée par la branche famille mais par le budget de l'Etat. La Caisse nationale d'allocations familiales a émis un avis favorable à ce transfert.

Cette mesure avait été préconisée par Dominique Gillet, députée (PS) du Val-d'Oise, dans un rapport remis au gouvernement juste avant la conférence sur la famille, tenue le 12 juin, au cours de laquelle la mise sous condition de ressources des allocations familiales avait été abandonnée au profit de l'abaissement du quotient familial dans le calcul de l'impôt sur le revenu. Mais cette réforme fait supporter à la branche famille des dépenses supplémentaires de l'ordre de 4,8 milliards de francs. D'où, en compensation, le transfert au budget de l'Etat de l'API. Créée en 1976, d'un montant de 4 264 francs pour un enfant à charge, l'API est versée à 163 000 personnes. Son coût a été de 4,6 milliards de francs en 1997.

La loi de financement de la Sécurité sociale devrait aussi maintenir, pour un an, l'indexation des retraites sur la hausse prévisionnelle des prix, en conformité

avec la réforme des retraites mise en œuvre par

Edouard Balladur en 1993 pour une durée de cinq ans. Dans leur programme pour les élections législatives de 1997, les socialistes avaient envisagé de remettre en cause ce système peu favorable aux retraités. Avant de prendre éventuellement cette décision, le gouvernement attend les conclusions du commissaire au plan, chargé d'une mission globale sur les retraites ; elles doivent être connues au printemps. Le déficit prévisionnel de la branche vieillesse du régime général pour l'année 1998 est établi à 7,5 milliards de francs.

Enfin, le gouvernement prévoit, pour 1999, une

hausse des dépenses maladie comprise entre 2,4 et 2,6 %. La loi doit intégrer la « clause de sauvegarde économique », qui fixe les conditions de reversement

par les médecins en cas de dépassement des objectifs. Le Conseil d'Etat ayant annulé le système retenu par Alain Juppé, le gouvernement planche sur plusieurs hypothèses : une taxe prélevée par l'Urssaf ou une majoration des cotisations.

Alain Beuve-Méry

## M<sup>me</sup> Aubry prêche les vertus des 35 heures

C'EST LE QUATRIÈME « premier bilan » des accords sur les 35 heures fait en un mois par les services de Martine Aubry. Au nombre de 204 au 21 août, ils ont permis la création ou la préservation de 2 538 emplois. La ministre de l'emploi et de la solidarité a précisé, mercredi 2 septembre, que « tous les syndicats représentatifs, au niveau national ont signé des accords » ; 102 pour la CFDT, 56 pour la CGT, mais aussi 41 pour FO. En visite à Guyancourt (Yvelines), sur le site de Thomson Optique, une filiale de Thomson CSF de 1 040 salariés, qui vient de conclure un accord pour le développement de l'emploi par la réduction du temps de travail, qui crée 85 emplois en contrepartie de 23 jours de congés supplémentaires et de la modulation salariale, elle a distillé « quelques messages » sur le

bon usage de la réduction de la

durée du travail. Tout au long de la déambulation dans les travées d'une usine, essentiellement peuplée de cols blancs, M<sup>me</sup> Aubry a adopté un ton résolument « soft », expliquant qu'« elle n'avait pas à apprécier la qualité des accords » signés dans les entreprises. Mais s'il n'y a ni « accord modèle » ni « accord élu », celui en application depuis le 1<sup>er</sup> septembre à Guyancourt a été salué par la ministre à plus d'un titre. Au premier chef, il se situe dans un secteur qui connaît une lourde concurrence internationale alors que les trois quarts du chiffre d'affaires de l'entreprise se font à l'export. En second lieu, la population cadres et ingénieurs est au cœur du dispositif mis en place.

Pour M<sup>me</sup> Aubry, « ce sont les dif-

férentes modalités contenues dans

les accords d'entreprises qui viendront enrichir le contenu de la deuxième loi » prévue en 1999. Ces accords d'entreprise - « le niveau le plus pertinent pour signer des accords » - constituent autant de callosités blanches menant à un bon usage des 35 heures, dont elle a précisé les contours : « Pour créer des emplois, la réduction de la durée du travail ne doit pas entraîner de baisse de compétitivité des entreprises », a-t-elle averti. « La modulation salariale est nécessaire dans les entreprises où les salaires sont corrects », mais, ajustant dans la foulée son propos, « on ne peut la demander aux bas salaires ». Enfin, « aucun accord ne peut être repris en tant que tel dans une autre entreprise », a-t-elle expliqué. Un véritable invitation à l'innovation.

Alain Beuve-Méry

## Le directeur de la DREE présente sa démission

LE DIRECTEUR des relations économiques extérieures (DREE), l'une des grandes directions du ministère des finances, Jacques de Lajugie, a présenté sa démission. Il avait été nommé en juillet 1996. Selon l'AFP, M. de Lajugie a remis sa démission mardi soir 1<sup>er</sup> septembre à la demande du ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn. Ce départ est vraisemblablement l'épilogue d'un long conflit. Voici près de six mois (Le Monde du 15 janvier), de fortes pressions s'étaient exercées sur le patron de la DREE pour qu'il abandonne ses fonctions au profit de Jean-François Stoll, un ancien collaborateur de Pierre Bérégovoy, et qu'il parte en poste à Washington. Mais Jacques Chirac avait mal accueilli ce projet, qui avait été finalement abandonné. De sources gouvernementales, on assure que ce départ a finalement été décidé en liaison avec l'Elysée.

## La fiscalité sera légèrement relevée pour les cigarettes brunes

LES HAUSSES des prix du tabac et des cigarettes devraient, comme prévu, avoisiner 2,5 % en 1999, ce qui permettra au gouvernement d'enranger un surplus important de recettes fiscales (Le Monde du 3 septembre). L'effort demandé aux fumeurs ne résultera pas de cette majoration des tarifs publics. Il existe, en effet, un système de prélèvement qui prévoit ce que les experts appellent un « minimum de perception », plus fort pour les cigarettes blondes que pour les brunes ou le tabac à rouler. Le gouvernement souhaite progressivement résorber cet écart et donc relever le « minimum de perception » pour ces deux derniers produits. En toute logique, les hausses des prix devraient être plus sensibles pour les brunes et le tabac à rouler que pour les blondes.

### DÉPÊCHES

■ EUROPEENNES : Robert Hue a affirmé, mercredi 2 septembre, sur France-Info, qu'il ne « redoute personne à l'extrême gauche » et que le Parti communiste « aura une place forte, identifiable » aux élections européennes de juin 1999. « Aujourd'hui, on nous crédite de 9-10 % », mais « dans les années qui viennent, le Parti communiste aura une influence bien plus importante que cela encore », a assuré le secrétaire national du PCF.

■ UDF : le bureau exécutif national des Adhérents directs de l'UDF, réuni mercredi 2 septembre, a décidé de soutenir la candidature du président de Force démocrate, François Bayrou, à la présidence de l'UDF. Réuni sous la présidence de Pierre-André Wiltzer, délégué général, le bureau exécutif a précisé que la candidature de son délégué général adjoint, Hervé Mariton, vice-président de la région Rhône-Alpes dont le président, Charles Millon, a été élu grâce aux voix du FN, est « une démarche personnelle qui ne saurait engager » les Adhérents directs.

■ CNPF : Denis Kessler a prévu, mercredi 2 septembre, sur Europe 1, « un petit ralentissement de la croissance française » et a souligné par conséquent que « les pouvoirs publics soient extrêmement rigoureux dans la gestion des deniers publics et n'anticipent pas des recettes fiscales qui pourraient ne pas être au rendez-vous en 1999 ». Le président de la commission économique du CNPF a trôné sur le nombre d'accords d'entreprise conclus sur les 35 heures, estimant que, tous les ans, 13 000 accords « sont signés dans tous les domaines sociaux ». « Les 35 heures ne sont pas le moyen pour créer de l'emploi en France », a-t-il ajouté.

■ FO : Marc Blondel a affirmé, mercredi 2 septembre, sur France 2, qu'il « fallait maintenant des décisions rapides pour accélérer le mouvement » en faveur de l'emploi, « utiliser la croissance économique pour essayer de réduire de manière substantielle le chômage ». Réaffirmant qu'avec la loi sur les 35 heures, « la création d'emplois ne sera pas automatique », le secrétaire général de FO a déploré que « la flexibilité soit la contrepartie que demandent les patrons partout ». « Tous les accords ne sont que flexibilité. Et c'est d'ailleurs Mme Aubry qui dit que c'est la contrepartie » des 35 heures, a-t-il rétorqué.

■ OUTRE-MER : Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, a présenté en conseil des ministres, mercredi 2 septembre, un projet d'ordonnance qui prévoit, en Guyane, la cession gratuite de terres par l'Etat, propriétaire jusqu'à présent de 90 % du domaine foncier du département. Cette ordonnance vise à mettre fin à une survivance du passé colonial qui privait une majorité de Guyanais du droit à la propriété. C'est « incontestablement un progrès », a estimé la députée Christine Taubira-Delannoy (app. PS, Guyane).

## REPUBLIQUE DU CAMEROUN

### MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA PRIVATISATION DE LA SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCE (SOCAR)

Dans le cadre de son programme de restructuration et de privatisation des entreprises du secteur public et parapublic, le Gouvernement du Cameroun souhaite voir créer par des investisseurs privés, une nouvelle société d'assurance IARDT et une nouvelle société d'assurance-vie appelées à remplacer la société publique SOCAR. La SOCAR est classée parmi les plus grandes sociétés d'assurances en Afrique francophone.

A ce titre, un appel d'offres international est ouvert pour la recherche d'un investisseur de référence qui acquerra au moins 51% des actions de l'une ou l'autre ou des deux nouvelles entreprises. Le montant minimal du capital est fixé à FCFA 2 milliards (FF 20 Millions ou USD 3,33 Millions) pour la nouvelle société d'assurance IARDT et FCFA 250 Millions (FF 2,5 Millions ou USD 416.000) pour la nouvelle société d'assurance vie.

L'investisseur ou groupe d'investisseurs de référence devrait être un assureur reconnu pour sa compétence, son professionnalisme, sa réputation internationale et disposant d'une surface financière solide. Toutefois, le gouvernement Camerounais acceptera une société financière ou industrielle ne réunissant pas ces caractéristiques dans les conditions précisées dans la note de présentation et les termes de référence.

Le Cameroun, plaque tournante de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), offre aux investisseurs des possibilités d'accès aux marchés des pays voisins.

Les investisseurs potentiels pourront procurer une note de présentation détaillée au sujet de cette privatisation, en français ou en anglais, ainsi que des documents nécessaires pour soumettre leurs offres en contactant :

Monsieur OBAM-MBOM Samuel,  
Directeur des Contrôles Economiques et des Finances Extérieures,  
Ministère de l'Economie et des Finances, B.P. 24, Yaoundé (Cameroun)  
Téléphone : (237) 22 49 53 ou (237) 22 19 63 ou (237) 21 49 75  
Télécoeur : (237) 23 35 22 ou (237) 23 34 85 ou (237) 23 35 27

ou  
Monsieur ONONEMANG Georges,  
Chef de Division des Assurances, Ministère de l'Economie et des Finances,  
B.P. 24, Yaoundé (Cameroun) - Téléphone : (237) 22 21 09

Les offres devront être reçues au plus tard le jeudi 1<sup>er</sup> octobre 1998 au Ministère de l'Economie et des Finances aux adresses indiquées ci-dessus.

P. LE MINISTRE D'ETAT CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Le MINISTRE DELEGUE Pr. Jean-Marie Gankou



**MÉDECINE** L'Union européenne devrait autoriser, le 15 septembre, la mise sur le marché du Viagra, un médicament efficace dans le traitement des troubles de la fonction érectile

masculine, commercialisé par la firme pharmaceutique américaine Pfizer. **EN FRANCE**, la commercialisation de ce médicament devrait intervenir dès le mois d'octobre. Le produit

pourra être prescrit par l'ensemble des médecins français et il ne sera pas remboursé par la Sécurité sociale. Le prix de vente du comprimé se situera autour de 60 francs. **AUX ÉTATS-**

**UNIS**, l'engouement suscité par le Viagra est tel qu'environ quatre millions d'ordonnances ont été établies en cinq mois. Les ventes devraient en un an dépasser 1 milliard de dollars. **LE**

**MÉDICAMENT** ne nourrit plus seulement les plaisanteries : il alimente de multiples débats sur l'égalité des sexes, la médecine du bien-être ou le rôle des compagnies d'assurances.

## Le Viagra sera commercialisé en France dès le mois d'octobre

Les autorités européennes devraient donner, le 15 septembre, à la firme Pfizer une autorisation de mise sur le marché. Le médicament, qui fait l'objet d'un engouement sans précédent aux États-Unis, pourra être prescrit par l'ensemble des médecins français

C'EST FAIT : le Viagra arrive en France. L'Union européenne donnera, le 15 septembre, une autorisation de commercialisation à la filiale française de la multinationale pharmaceutique Pfizer et la célèbre molécule sera dans les pharmacies d'officine en octobre. Jamais dans l'histoire de la médecine, un médicament n'avait connu, aussi vite, une telle notoriété mondiale ni bénéficié d'un tel battage médiatique avant même sa commercialisation. Pour cette raison, mais aussi parce qu'il est l'un des premiers à traiter aussi concrètement de la sexualité masculine, le Viagra constitue un phénomène unique ; un phénomène riche d'enseignements sur ce que sera la nouvelle pharmacopée de demain, campant aux frontières de la thérapeutique et de la quête médicamenteuse, du confort et du plaisir légitimes par la médecine et les autorités sanitaires.

L'annonce de la commercialisation à venir de cette molécule capable, pour la première fois, de corriger par voie orale les insuffisances de la fonction érectile masculine, ces dernières semaines, alimentent nombre de rumeurs et suscité quelques incompréhensions touchant notamment à sa prise en charge par la Sécurité sociale et les modalités de sa prescription par les médecins. C'est en mars dernier que la Food and Drug Administration (FDA) américaine

avait accordé son autorisation de mise sur le marché (AMM) à la firme Pfizer. Les volumes considérables des prescriptions faites par les médecins américains qui suivent cette autorisation, l'ampleur de la couverture médiatique qui en résulte, autant que les fantasmes suscités par une substance capable de transformer des hommes « déficients sexuels » en êtres dotés d'une fonction érectile équivalente à la normale, provoquent très vite une onde de choc mondiale.

La stratégie commerciale planétaire de Pfizer ayant conduit à privilégier l'expérimentation du Viagra en Amérique du Nord, l'Europe ne pouvait qu'être condamnée à l'attente. Deux mois après la FDA, l'Agence européenne du médicament de Londres faisait savoir qu'elle avait accordé un premier avis positif à la commercialisation du Viagra sur le vieux continent (*Le Monde* daté 31 mai-1<sup>er</sup> juin). Fin août, la Commission européenne décidait à son tour de ne pas mettre d'obstacle supplémentaire à la commercialisation du Viagra, le comité de réglementation de la Commission en charge de ce dossier ayant donné un avis pleinement favorable (*Le Monde* daté 30-31 août).

La seule mesure nouvelle décidée par Bruxelles concernait le « résumé des caractéristiques du produit ». Les consommateurs européens vont ainsi apprendre dans

les prochaines semaines qu'en plus des contre-indications et des possibles accidents cardio-vasculaires, parfois mortels, associés à la consommation de cette molécule, ils auront tout intérêt à consulter leur médecin si, après l'absorption d'un comprimé de Viagra, ils souffrent brutalement d'un pri-

**Jamais dans l'histoire de la médecine, un médicament n'avait connu, aussi vite, une telle notoriété mondiale ni bénéficié d'un tel battage médiatique avant même sa commercialisation**

pisme d'une durée de plusieurs heures.

Aujourd'hui tout est en place pour la commercialisation. « Nous sommes quasiment certains d'obtenir, le 15 septembre prochain, l'autorisation qui nous est encore nécessaire », a déclaré au *Monde* le docteur Sylvia Cukier, porte-parole de la filiale française de Pfizer. Il nous faudra ensuite attendre quatre et six semaines pour parvenir à rédiger et à fabriquer le texte de la notice officielle destinée aux consommateurs et pour répondre aux contraintes administratives et matérielles inhérentes à la mise sur le marché dans les pharmacies d'offi-

cine d'un nouveau médicament. En toute hypothèse, le Viagra sera donc disponible en France avant la fin octobre. De quelle manière ? A quel prix ? Et pour qui ? Après les incertitudes qui, ces derniers jours encore, prévalaient, il est désormais possible de répondre avec précision.

sagée au secrétariat d'État à la santé - ne pouvait être mise en œuvre, compte tenu des termes de l'autorisation de mise sur le marché accordée par l'Agence européenne de Londres qui exclut une telle hypothèse. « Une possibilité de restriction des prescriptions n'aurait pu être étudiée que si le Viagra avait été pris en charge par la Sécurité sociale, confie-t-on auprès de l'Agence française. Or tel n'est pas le cas. Rien ne s'oppose donc à sa prescription généralisée. »

● L'absence de remboursement par la Sécurité sociale. Là encore, contrairement aux rumeurs et aux hypothèses avancées par certains responsables sanitaires français, il est acquis que Pfizer ne demandera pas la prise en charge par la collectivité de son médicament. Cette stratégie peut paraître paradoxale et contraire à la cohérence d'une démarche qui ne manque pas une occasion de rappeler que le Viagra est un médicament permettant de traiter une pathologie fréquente et en aucun cas un aphrodisiaque pouvant être utilisé par des hommes en quête de nouveaux plaisirs. Mais en prenant une telle décision, la firme fait l'économie des discussions avec le gouvernement concernant la fixation du prix et prévient dans le même temps tout risque de restriction des prescriptions.

● Autour de 60 francs le

comprimé. Si l'on se refuse encore, chez Pfizer, à indiquer avec précision quel sera le prix de vente, on confie toutefois que ce dernier se situera entre 50 et 60 francs la boîte d'un comprimé, le prix étant ici fixé, comme aux États-Unis, sur la base de 10 dollars. Officiellement, la prise de Viagra devra être limitée à un comprimé par jour et rien dans la littérature médicale ne permet de dire quels seraient les effets de prises répétées à des intervalles plus rapprochés.

● L'information des prescripteurs et du grand public. La firme Pfizer annonce l'organisation en France d'un vaste programme de formation médicale continue des spécialistes et des généralistes concernant les différents aspects somatiques et psychologiques de la pathologie concernée par le Viagra. Elle a d'autre part prévu, dans les jours précédant la commercialisation de cette molécule, une « session spéciale d'information médicale pour les médias ». D'autre part, le professeur Joël Ménard, directeur général de la santé, a constitué un groupe de travail multidisciplinaire chargé d'étudier les multiples problèmes soulevés par la commercialisation de ce médicament dont les conclusions sont, d'ores et déjà, attendues avec le plus vif intérêt.

Jean-Yves Nau

Jean-Didier Vincent, neurobiologiste

### « Ce médicament a aussi été doté d'un statut social »

« En tant que neurologue et directeur de l'Institut universitaire Alfred-Fessard du CNRS, vous avez, dans un ouvrage de 1986, *La Biologie des passions* (éd. Odile Jacob), reconstitué le processus amoureux, en montrant que celui-ci ne pouvait être réduit à la simple biologie. La rumeur sur le Viagra aux États-Unis, et bientôt en France, est-elle de nature à modifier votre analyse ?

« Tout d'abord, il faut dire et expliquer que le Viagra est un médicament, et un bon médicament. D'ailleurs, aucun laboratoire ne se livrerait à un tel lancement pour une molécule inefficace. Mais ce médicament a aussi été doté d'un statut social. De même que la morphine, le meilleur analgésique du monde propre à soulager la chose la plus horrible du monde - la douleur -, a fini par devenir un symbole de déviance sociale, de même cette pilule risque fort de devenir une cause de désordre dans le comportement amoureux et dans le couple.

« Je suis surpris de cette exploitation brutale d'un aphrodisiaque « bandogène ». Le bruit qui accompagne sa diffusion recouvre en

réalité une vieille peur, celle de la castration. Quant au triomphe marketing escompté, il rappelle, à bien des égards, la lame de fond médiatique du Prozac, dont on disait que c'était la molécule du bonheur, comme on dit aujourd'hui que le Viagra est la pilule de la puissance sexuelle, tout en passant souvent sous silence les risques qu'elle comporte.

« L'attente que suscite le Viagra n'est-elle pas significative d'un certain brouillage entre médicament et drogue, dans la mesure où l'on semble attendre de ce produit thérapeutique un effet aphrodisiaque ?

« Je ne suis pas dualiste. Il n'y a pas d'un côté les psychotropes et de l'autre les médicaments. Mais le problème tient surtout à ce que l'érection n'a rien à voir avec le désir. Le désir est dans la tête. Le Viagra ne touche pas aux véritables causes de l'impuissance comme le vieillissement.

« Un chien a des érections réflexes. Pas un homme, qui, en tant qu'être social, éprouve du désir. Or la gestion de ce désir concerne deux, trois ou quatre personnes, et

il y a quelque chose de monstrueux à voir intervenir dans cette quête un « tiers objet » sous la forme d'une pilule ! On verra, à long terme, les effets de cette dérive qui consiste à réduire le comportement amoureux à des problèmes de tuyauterie. L'apparition du Viagra correspond sans doute à une désensibilisation d'un désir qui s'épuise, comme des récepteurs trop stimulés finissent par perdre leur réceptivité.

« Estimez-vous que le Viagra soit le produit d'une génération, identifiée avec celle de 68, qui refuserait de vieillir ?

« C'est peut-être, en effet, une affaire de « vieux nantis » car, après tout, le problème de l'érection reste indifférent aux sept huitièmes de l'humanité. Mais je crois que ce n'est pas un hasard si on fait maintenant du Viagra l'instrument de la conquête du bonheur, un fantasme de consommateur et non un simple médicament. L'érection était l'avant-dernier refuge de l'intimité. La dernière frontière, c'est celle du désir. »

Propos recueillis par Nicolas Weill

### Une molécule efficace dans le traitement des troubles de l'érection masculine

**THERAPEUTIQUE** efficace des troubles de l'érection masculine, le Viagra (ou sildenafil) peut-il avoir un effet - et, si oui, lequel ? - chez les hommes qui ne souffrent pas de cette pathologie ? Rien, du moins en l'état actuel des recherches officiellement conduites, ne permet de répondre à cette question qui est au centre de l'effet médiatique déchaîné par la commercialisation de cette molécule. Car si l'on excepte les quelques travaux conduits sur de petits groupes de volontaires sains, indispensables à la mise sur le marché d'un médicament, aucun travail n'a en effet été conduit sur ce thème. « Il ne faut pas compter sur nous pour lancer de telles recherches, confie-t-on chez Pfizer. Le Viagra est un médicament, rien d'autre. » Un médicament qui a priori concerne au minimum - si l'on en croit l'épidémiologie de la dysfonction érectile (défuite comme « l'incapacité pour un homme d'avoir ou de maintenir une érection suffisante pour permettre la réalisation d'un acte sexuel considéré par le patient comme satisfaisant ») - environ 5 % des hommes de 40 ans et de 15 à 25 % des hommes de plus de 65 ans.

Pau suspect de connivence avec l'industrie pharmaceutique, le mensuel *Prescrire* dresse, dans sa prochaine livraison (datée de septembre), un bilan très élogieux du sildenafil dont il dit qu'il fournit « une aide importante » dans le traitement par voie orale des troubles de l'érection, que ces troubles soient d'origine psychogène ou organique. Selon *Prescrire*, l'analyse exhaustive des publications médicales laisse penser que cette molécule « permet à 80 ou 90 % des patients d'avoir une érection permettant une relation sexuelle ».

« N'AGIT PAS SUR LE DESIR » « Toutefois un rapport sexuel considéré comme « satisfaisant » par les investigateurs dans les essais n'est possible en moyenne qu'une fois sur deux, ajoute le mensuel. Cette molécule n'agit pas sur le désir sexuel. Elle n'a pas été étudiée chez l'homme sans trouble de l'érection. »

En pratique, la prescription de Viagra devrait imposer une véritable consultation médicale et non pas se borner à la description par le patient des symptômes de dysfonctions sexuelles dont il souffre et au respect

des contre-indications (cardio-vasculaires notamment, compte tenu des risques d'hypotension artérielle) du médicament. L'impact de la prise de Viagra sur l'équilibre du couple ne devrait pas être ignoré, pas plus que celui du possible échec de ce traitement. Les spécialistes de *Prescrire* estiment néanmoins que ce médicament peut constituer « un premier recours qui permet de dédramatiser la situation pathologique et d'éviter que la succession de tentatives de rapports sexuels infructueux ne crée un véritable cercle vicieux ».

Une autre perspective thérapeutique, actuellement à l'étude, concerne l'utilisation du Viagra chez la femme souffrant de dysfonctions sexuelles. Bien que les bases physiopathologiques de ces dysfonctions ne soient pas toujours très bien établies et en dépit des difficultés rencontrées dans l'évaluation de l'effet de cette molécule chez la femme, les responsables de Pfizer ont décidé de lancer une première étude chez 300 volontaires vivant dans différents pays européens, dont la France.

J.-Y. N.

### Aux États-Unis : « Nous sommes entrés dans l'ère de la pharmacologie cosmétique »

NEW YORK

de notre correspondant  
LE HASARD a voulu que l'arrivée du Viagra sur le marché américain, en avril, coïncide avec une période déjà riche en discussions et débats sur la vie sexuelle - non pas la vie sexuelle en général, mais celle du président des États-Unis en particulier. Le succès immédiat du Viagra, son retentissement dans les médias et dans la société, la « révolution » qu'il a laissée espérer ont donné un moment l'impression qu'il n'était plus possible de parler d'autre chose, en ce printemps américain 1998, que de sexualité. « Ronald Reagan et George Bush ont présidé à la chute du communisme, Bill Clinton présida à l'ascension du Viagra », ironisa un chroniqueur conservateur.

Cinq mois et quelque quatre millions d'ordonnances plus tard, le Viagra n'a pas seulement eu pour effet d'enrichir son fabricant, Pfizer, et de faire du Dr Irwin Goldstein, le professeur d'urologie de Boston qui a dirigé l'expérimentation du médicament, une superstar de la médecine. La petite pilule bleue en forme de losange a vite dépassé le stade

des blagues de chansonniers et des reportages-vérité sur le thème « Le Viagra et moi » pour nourrir de multiples débats sur l'égalité des sexes, la médecine du bien-être, le rôle des compagnies d'assurance-maladie, et jusque sur une « nouvelle culture de la drogue ».

Il y a eu, bien sûr, les anecdotes qui, chacune à sa manière, ont apporté un éclairage sur les effets ou les interrogations soulevées par ce médicament-miracle contre l'impuissance : cette New-Yorkaise de soixante-trois ans qui a réclamé des dommages et intérêts en justice à son compagnon de soixante-dix ans parce que, deux jours après avoir retrouvé sa virilité pour la première fois en quatre ans grâce au Viagra, il l'avait abandonnée pour de plus jeunes conquêtes. Il y a eu cet aveu télévisé extraordinairement candide de Bob Dole, soixante-quatorze ans, ancien combattant et ex-candidat républicain à la présidence des États-Unis : « Oui, je l'ai essayé et c'est un médicament formidable », un constat qui devait confirmer sa femme, quelques jours plus tard, au cours d'une conférence de presse.

Soudain, les Américains apprenaient que treize millions d'entre eux souffraient de dysfonctionnements érectiles et qu'il était d'autant moins interdit d'en parler qu'il y avait désormais un remède. Et il y a eu ce philanthrope de Wall Street, Alan Greenberg, soixante-dix ans, président d'une firme de courtage, qui a fait don d'un million de dollars pour que les pauvres puissent, eux aussi, profiter d'un médicament à 10 dollars l'unité.

« EMBLEMES DE NOTRE CULTURE »

Le nombre de morts - soixante-neuf aux États-Unis entre avril et août, selon la Food and Drug Administration - préoccupe les chercheurs, mais n'a pas eu d'effet sur la demande. Celle-ci a rapidement débordé les cabinets de praticiens pour se répandre sur Internet, où divers fournisseurs proposent du Viagra à l'aide d'ordonnances plus ou moins fictives, ou sur un « marché gris », des discothèques aux universités. Le Viagra n'est plus seulement utilisé par des hommes souffrant réellement d'impuissance, il l'est aussi par des hommes en

bonne santé en quête de sensations fortes, par des femmes (pour lesquelles Pfizer mène en Europe une série d'expériences) et par des jeunes.

« Le Viagra est utilisé, à bon escient ou pas, comme aphrodisiaque récréatif », relève Frank Rich, chroniqueur du *New York Times*, qui s'étonne que cette substance, « emblème de notre culture de la drogue fin de millénaire », soit parfaitement légale et approuvée alors que la marijuana ne l'est toujours pas même dans ses usages médicaux. Inévitable, lui répond le directeur du service de psycho-pharmacologie d'un grand hôpital de New York, le Dr Richard Friedman : « Nous sommes entrés dans l'ère de la pharmacologie cosmétique. » Les médicaments ne servent plus seulement à atténuer les symptômes de telle ou telle maladie, ils doivent améliorer le bien-être de gens qui ne sont pas malades. Les médicaments pour maigrir, les antidépresseurs, les médicaments contre les algues d'estomac ont un succès croissant, tandis que, parallèlement, la chirurgie esthétique, et notamment le remodelage des seins, malgré la

polémique causée par les implants de silicone, connaissent une vogue nouvelle.

Cette évolution pose naturellement la question de la prise en charge par les compagnies d'assurances-maladie. Aux États-Unis, certaines compagnies d'assurances privées ont accepté de rembourser le Viagra, à raison de quatre ou six pilules par mois, d'autres ont refusé. Les autorités fédérales ont demandé aux États de prendre en charge la consommation de Viagra des personnes à faible revenu couvertes par un régime d'assurance-maladie public, Medicaid. Au moins deux États, le Wisconsin et l'État de New-York, se sont rebellés. Mais la plus forte protestation est venue des organisations féminines qui, constatant que la moitié des ordonnances de Viagra étaient prises en charge par divers régimes d'assurances, ont posé la question : pourquoi ces mêmes compagnies d'assurances continuent-elles de refuser de rembourser la pilule contraceptive ?

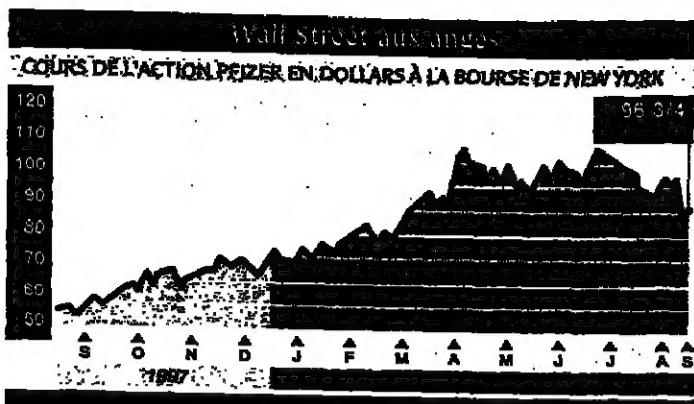
Sylvie Kauffmann



هكذا من الإلهام

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 4 SEPTEMBRE 1998 / 9



Après avoir vu ses cours doubler en huit mois, l'action Peizer a souffert d'une conjoncture boursière moins favorable. En un an, la hausse ressort tout de même à 76 %.

## Dès cette année, le Viagra devrait dépasser le chiffre record de 1 milliard de dollars de ventes

SEPTIÈME laboratoire mondial en 1997 avec une part de marché de 3,42 %, la firme américaine Pfizer achève son recensement sur ses activités pharmaceutiques tout en bénéficiant de l'engouement du public pour son médicament contre l'impotence masculine. « Même s'il est trop tôt pour faire des projections à long terme sur le nombre d'ordonnances pour le Viagra, la réaction initiale a été véritablement extraordinaire », affirme le patron du groupe William Steere, lors de la publication des comptes semestriels au début du mois de juillet. Entre le 27 mars, date de mise sur le marché, et le 26 juin, ce nouveau médicament a fait l'objet de deux millions sept cent mille ordonnances aux États-Unis. Les ventes ont représenté 411 millions de dollars soit plus de 11 % du chiffre d'affaires du groupe au second trimestre.

Si le rythme se maintient, la petite pilule bleue en forme de losange pourrait dépasser le milliard de dollars de ventes dès sa première année d'existence, inscrivait ainsi un record. Une possibilité d'autant plus réelle que son marché ne cesse de s'agrandir avec des lancements en Europe dès l'automne et dans cinquante pays avant la fin de l'année.

Sur le premier semestre, le bénéfice net du groupe a progressé de 24,5 % à 1 320 milliards de dollars et le chiffre d'affaires a gagné 17,9 % à 6,97 milliards de dollars. D'ores et déjà les actionnaires de Pfizer profitent de la découverte du Viagra. En un an, le titre a quasiment doublé et il résiste mieux que d'autres aux accès de faiblesse de Wall Street. Bien que quatrième groupe américain en termes de chiffre d'affaires derrière

Merck, Bristol Myers Squibb et American Home Products, Pfizer, porté par la hausse des cours, rivalise avec le numéro un, Merck, en ce qui concerne la capitalisation boursière.

Il se concentre sur ses activités pharmaceutiques et a décidé de céder sa branche de matériel médical. Ce recensement, annoncé en février, s'est achevé au mois d'août par la vente de sa filiale Howmedica, spécialisée dans l'orthopédie, au groupe Stryker corporation pour 1,9 milliard de dollars (1,4 milliards de francs), ce qui représente 2,3 fois le chiffre d'affaires de l'entreprise (820 millions de dollars). « Notre décision de céder Howmedica donne à ce pôle d'activités l'occasion de se développer », a estimé le 14 août, William Steere, président de Pfizer. Le laboratoire américain avait déjà vendu au cours des derniers mois American Medical Systems (implants urologiques) et Schneider-Wandell (prothèses cardio-vasculaires).

L'entreprise poursuivra ses efforts de recherche - qui lui ont permis depuis le début de la décennie de gagner huit places dans le classement mondial. Le groupe a ainsi plusieurs médicaments vedettes dans son portefeuille, comme l'antihypertenseur Norvasc, l'antidépresseur Zoloft, un antibiotique (trovan). Il a aussi développé une politique d'alliances notamment avec son concurrent Warner Lambert pour un produit contre le cholestérol (Lipitor).

« Ces armes devaient partir pour l'Algérie mais je ne suis au courant de rien. Nous étions plusieurs à habiter là, et moi, je n'y étais pas en permanence. Les armes, ce n'était pas de ma responsabilité. Et l'argent retrouvé ? En dollars, en deutschemarks, en livres ? interroge le président. C'étaient des dons pour mes ca-

## Le procès du « réseau Chalabi » se poursuit dans la confusion à Fleury-Mérogis

Sur les 107 prévenus comparaisant libres, 42 ne se sont pas présentés mercredi

Le procès du « réseau Chalabi », un réseau de soutien logistique aux maquis algériens, s'est poursuivi dans la confusion, mercredi 2 septembre, dans le gymnase de Fleury-Mérogis. Sur les 60 avocats qui avaient quitté la salle la veille pour protester contre ce « procès de masse » et

contre la puissance d'en face ? Personne n'entendra la voix de Karim Chlamat, chez qui la police a retrouvé des armes et 18 kilos de TNT. « Il ne reconnaît aucune légitimité à ce tribunal », explique son avocat, Clarisse Serre. Alors qu'il rentrait à la maison d'arrêt de Fresnes, la veille, il aurait, selon M. Serre, reçu des coups lors de la fouille au corps. Des faits confirmés par les surveillants de la prison, qui ont fait un rapport. Le procès devait se poursuivre, jeudi 3 septembre, en l'absence des avocats contestataires qui devaient se réunir une nouvelle fois dans la soirée. Une question reste en suspens : que se passera-t-il s'ils ne reviennent pas dans le prétoire pour l'audition de leurs clients ?

« Vous n'aviez pas la tentation de lui fournir ces documents ? insiste M. Steinmann. Non, puisque je ne savais pas qu'il était chez moi. »

« AUCUNE LÉGITIMITÉ »

Le prévenu s'explique alors sur son engagement. « Je suis un musulman pratiquant, je ne voyais pas de mal à ça. Avec la répression contre le FIS, les gens torturés, assassinés, il y a eu une cassure pour moi, et le jour où on m'a demandé de garder ces armes, je ne pouvais qu'accepter car j'ai pensé qu'on avait le droit de se défendre. »

« Vous vous doutez que ces armes n'allaient pas rester dans un râtelier, interromp le président Steinmann. Il y a une marge entre se défendre et aggraver, souligne Farouk Haddad. Que pouvaient ces armes

Acacio Pereira

## Les revirements de Bercy au sujet du PACS

INTERROGÉ sur l'imposition commune des concubins ayant signé un pacte civil de solidarité (PACS), le ministre de l'économie et des finances n'a cessé de démentir toute prise de position hostile à la proposition de loi présentée par les députés Jean-Pierre Michel (MDC) et Patrick Bloche (PS). A Bercy, on assure qu'aucun chiffrage n'a jamais été effectué et que Dominique Strauss-Kahn est personnellement favorable au PACS.

« Le ministre travaille depuis plusieurs mois et est favorable à l'imposition commune après un certain délai de vie en commun et la création d'un abattement spécifique pour les droits de succession, indique-t-on au ministère des finances. Les aspects techniques sont actuellement en cours de discussion dans le cadre de réunions interministérielles sous l'autorité du premier ministre. »

Si le ministre des finances est aujourd'hui favorable à l'imposition commune pour les signataires d'un PACS, il n'en a pas toujours été ainsi. Le directeur de cabinet de Lionel Jospin a reçu le 1<sup>er</sup> juillet 1998 une note signée par les directeurs de cabinet de Dominique Strauss-Kahn et de Christian Santter, secrétaire d'État au budget, relative à « la position du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et du secrétariat d'État au budget ». Cette note, qui concerne les mesures fiscales envisagées dans le cadre du PACS, précise « les raisons pour lesquelles nous sommes opposés » à l'imposition commune.

Cette disposition serait tout d'abord « coûteuse ». Les chiffrages, « nécessairement approximatifs s'agissant de l'appréciation de situations de fait mal recensées par les

services fiscaux », font, selon cette note, apparaître un coût compris « entre 4 et 6 milliards de francs ». Ensuite, cette mesure n'aurait aucun effet redistributif, car seuls les concubins « aisés » et les « monoactifs » seraient fiscalement gagnants. « L'imposition commune est souvent moins favorable que l'imposition séparée pour les couples de concubins biactifs disposant de revenus modestes », indique la note.

ÉVALUATION « TRÈS APPROXIMATIVE »

Enfin, le contrôle poserait problème. « Si les partenaires du pacte de solidarité devaient être soumis à une imposition commune, il serait indispensable de prévoir l'enregistrement de ce pacte en mairie, un simple contrat passé devant notaire n'étant pas suffisant pour assurer une information simple et complète des services fiscaux », précise la note.

Mercredi 2 septembre, le ministère des finances indiquait que la note du 1<sup>er</sup> juillet était « un document confidentiel qui avait enrichi sa réflexion » et que la position de Bercy avait nettement évolué au cours des différentes réunions techniques qui se sont tenues sur ce thème durant l'été. Au sujet du coût pour les finances publiques de l'imposition commune des signataires d'un PACS, on reconnaissait que cette évaluation « était très approximative et ne tenait pas compte d'une certaine durée imposée entre la conclusion d'un PACS et le droit à une imposition commune ».

Michèle Aulagnon

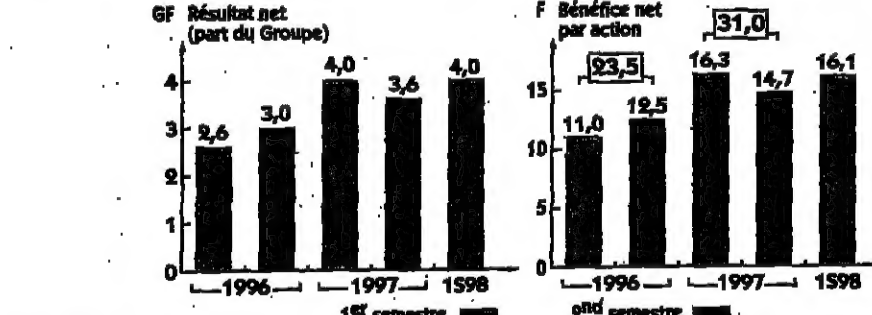
TOTAL

Conseil d'Administration  
1<sup>er</sup> septembre 1998

RÉSULTATS DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 1998

## MALGRÉ LA CHUTE DES PRIX DU PÉTROLE, TOTAL MAINTIENT SON RÉSULTAT NET AU PREMIER SEMESTRE 1998 À 4 MILLIARDS DE FRANCS

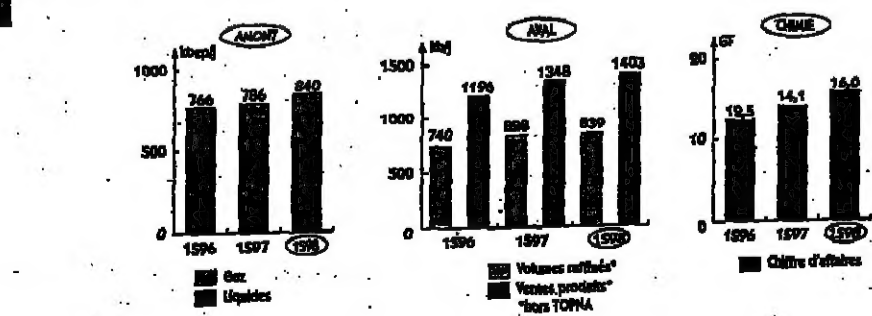
Le Conseil d'Administration de TOTAL, réuni le 1<sup>er</sup> septembre 1998 sous la présidence de Thierry Desmarest, a examiné les comptes consolidés du premier semestre 1998.



Le chiffre d'affaires du Groupe s'est établi à 82,3 milliards de francs, en diminution de 14 % par rapport au premier semestre 1997 (et en diminution de 8 % hors effet de périmètre lié à la fusion TOPNAUDS). Le résultat net part du Groupe s'est établi à 3 972 millions de francs, stable par rapport au résultat du premier semestre 1997.

Le bénéfice net par action s'élève à 16,1 francs, sur la base d'un capital dilué moyen de 246,1 millions d'actions au premier semestre 1998.

### Chiffres clés



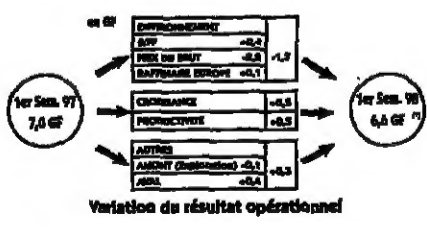
Communication Financière - Tél : (33) 01 55 55 55 55  
www.total.com / Banque des communications BICOM

### Une évolution contrastée des secteurs d'activité

Le résultat opérationnel des secteurs d'activité s'élève à 6 501 millions de francs, en baisse de 6 % par rapport au premier semestre 1997.

Le cours moyen du baril de Brent est en baisse de 30 % à 13,65 \$/baril au premier semestre 1998 contre 19,58 \$/baril au premier semestre 1997. Le dollar a progressé de 6 % à 6,06 FF contre 5,70 FF ainsi que la marge de raffinage européenne qui s'est établie à 17,1 \$/t contre 16,1 \$/t.

Globalement, l'évolution de l'environnement (dollar, prix du brut et marges de raffinage) a eu un impact négatif de 1,7 milliard de francs sur le résultat opérationnel du Groupe. Cet impact a pu être compensé à hauteur de 1 milliard de francs par la croissance des volumes et les efforts de productivité dans tous les secteurs d'activité, et à hauteur de 0,3 milliard de francs par d'autres éléments non-récurrents.



Les investissements bruts du premier semestre 1998 s'établissent à 10 879 millions de francs contre 9 116 millions de francs au premier semestre 1997, soit une progression de 19 % due aux nombreux développements dans le secteur Amont. Les déinvestissements évalués au prix de cession ont représenté 2 084 millions de francs, contre 884 millions de francs au premier semestre 1997 ; ils correspondent essentiellement à des cessions de participations financières.

Hors effet de stock négatif non couvert par la provision pour régularisation des cours.

### Perspectives

TOTAL a démontré au premier semestre 1998 sa résistance à la baisse du prix du brut. Malgré un environnement pétrolier détérioré et qui demeure volatil, le Groupe confirme ses objectifs de croissance et rentabilité grâce à la robustesse de son portefeuille de projets. Dans l'Amont, TOTAL continuera à ne retenir que des projets d'investissements présentant des points morts bas. Dans l'Avail et la Chimie, TOTAL poursuit son développement qui va de pair avec une amélioration de la rentabilité des secteurs.



Société anonyme au capital de : F 12 216 658 800 - Tour TOTAL - 24, cours Michel - Puteaux (Hauts de Seine) - 92 051 180 RCS Nanterre, France.



DISPARITIONS

# Lord Rothermere

Le dernier « tycoon » de la presse britannique

LE DAILY MAIL et l'Evening Standard sont en deuil pour la deuxième fois en trois mois. Le propriétaire de ces deux quotidiens britanniques, Vere Harmsworth, Lord Rothermere, est mort à Londres, mardi 1<sup>er</sup> septembre, à l'âge de soixante-trois ans. Le 10 juin, c'est son ami et complice Sir David English, patron d'Associated Newspapers - qui publie les deux titres - qui mourait, victime, lui aussi, d'une crise cardiaque (Le Monde du 23 juin). Lord Rothermere était sans doute le dernier tycoon de la presse britannique, héritier d'une empire familial, là où le Times ou le Daily Telegraph sont passés sous la coupe de grands magnats non britanniques, comme Rupert Murdoch et Conrad Black.

« Il correspond exactement à l'idée française du milliardaire », écrit le journaliste Lynn Barber dans l'Observer du 29 juin 1997. Milliardaire, excentrique, playboy, lorsqu'on lui demande à quelle classe il appartient, Lord Rothermere répond : « Nobleman. » Comme le Daily Mail, il était bien sûr conservateur, jusqu'à ce qu'il crée un choc en décidant de soutenir Tony Blair, lors des élections de 1997, et de siéger dans les rangs du Labour à la Chambre des lords. Il a toujours eu son libre parler (« je suppose que cette génération de la famille royale sera la dernière, n'est-ce pas ? ») et sa propre façon de vivre. Il se déclarait bouddhiste, habitait la plupart du temps à Paris et avait épousé en 1993, un an après la mort de sa première femme, sa maîtresse de longue date, un mannequin d'origine japonaise.

TRANSFORMATIONS

Né le 27 août 1925, Vere Harold Esmond Harmsworth est le troisième vicomte Rothermere, grande famille de la presse britannique, qui incarne la noblesse de Fleet Street. Son grand-père et son grand-oncle ont bâti un groupe de presse, en créant le Daily Mail et l'Evening News. Lorsque Associated Newspapers démantela Fleet Street à Kensington, à la fin des années 80, Lord Rothermere fait démonter et transférer pièce par

pièce le bureau de son grand-oncle Lord Northcliffe, qui avait coutume de demander à ses rédacteurs en chef : « On dit que je suis fou... Envoyez votre meilleur reporter sur l'affaire. » Après des études peu brillantes à Eton, il travaille dans tous les départements du groupe, avant de prendre la direction du Daily Mail en 1971. Il décide alors de transformer le quotidien en tabloïd et de rechercher un public plus féminin. Journal de la classe moyenne, le quotidien - élu journal de l'année en 1996 - voit aujourd'hui sa diffusion progresser face au déclin des tabloïds populaires.

MÉTAPHORES

C'est lui aussi qui lance le Mail on Sunday et fusionne l'Evening News et le Standard. Toutes ces décisions ont été prises avec son complice David English, qu'il connaît depuis 1956. Les deux hommes dirigeaient les journaux et le groupe de presse en tandem, même si Lord Rothermere avait cédé sa place de PDG à David English, en 1992. Son fils et héritier Jonathan Harmsworth, âgé de trente ans, directeur général de l'Evening Standard, devrait prendre la direction du groupe.

Lord Rothermere a reçu les hommages de plusieurs personnalités. Le premier ministre britannique, Tony Blair, s'est déclaré attristé par la mort de cet « homme extraordinaire, à l'esprit vif et à la personnalité attachante ». Et Margaret Thatcher l'a salué comme « l'une des plus grandes figures du journalisme de ce siècle ».

Poète amateur, Lord Rothermere aimait les métaphores. Dans son éditorial de l'Evening Standard, annonçant son soutien à Tony Blair, il comparait le Parti conservateur à « un saumon magnifique qui, surmontant tous les obstacles, a donné naissance à une nouvelle génération et s'en va à la dérive, épuisé et ruiné, vers la mer ». Il donna aussi cette belle définition d'un quotidien : « Un journal devrait être comme la mer : toujours différent, toujours le même. »

Alain Salles

# Mohand Ourabah

Le service de l'Etat et de l'islam de France

CONSEILLER d'Etat honoraire, Mohand-Sadek Ourabah est mort mercredi 2 septembre à Châtillon-sous-Bagneux (Hauts-de-Seine), à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Né le 5 octobre 1915 dans une famille de notables de la Petite Kabylie à Oued-Amizour, Mohand-Sadek Ourabah fait à Alger ses études de droit, mais délaisse assez vite le barreau de Bougie, pour se consacrer, dès le lendemain de la guerre, à sa vocation et vraie passion : le service de l'Etat. Administrateur civil, de 1946 à 1952, au gouvernement général d'Algérie, Mohand Ourabah est recruté par la préfecture de métropole à Florac (Lozère), Montbard (Côte-d'Or) et Issoudun (Indre), avant d'être nommé, en 1959, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

A la pire période de la guerre d'Algérie, de 1960 à 1962, il est préfet d'Orléansville, dans l'Ouest algérien. Mohand Ourabah s'élève contre les forfaits commis au nom de l'indépendance algérienne comme contre ceux commis par ceux qui défendent l'Algérie française et il participe à la préparation des négociations d'Evian. Après l'indépendance, il est appelé par le gouvernement algérien pour mettre en place une nouvelle administration préfectorale, mais s'écarte assez vite de son poste de directeur des affaires politiques et générales et il réintègre le Conseil d'Etat en France, où il finira sa carrière, en 1984, à la section du contentieux.

S'il n'était pas lui-même un pratiquant régulier de l'islam, Mohand Ourabah fut très vite préoccupé par l'insertion d'une communauté musulmane qui peine à faire reconnaître ses droits à un culte et à des conditions dignes de vie religieuse en France. Il fait partie des premières commissions du gouvernement

Barre, chargées en 1979 de la question des Français musulmans et du culte musulman (commission Dominati). Il alerte très vite les autorités sur les anomalies de la situation juridique de la Mosquée de Paris, dont la gestion avait été confiée, en 1956 par Guy Mollet, au recteur Si Hamza Boubakeur et il convainc les pouvoirs publics de lui couper ses subventions. La Mosquée de Paris se tournera alors vers les gouvernements du Maghreb, notamment l'Algérie.

LES DIVISIONS COMMUNAUTAIRES En 1990, il fait partie des six premiers membres du Conseil de réflexion sur l'islam de France (Corif), suscité par Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et des cultes, désireux de mettre fin aux divisions de la communauté musulmane et de faciliter son intégration dans la société laïque. L'aventure du Corif, premier embryon d'organisation de la communauté musulmane en France, sombrera en 1993 après le retour de la droite au gouvernement et de M. Pasqua au ministère de l'Intérieur. En août 1997, Mohand Ourabah faisait encore partie des personnalités musulmanes consultées par Jean-Pierre Chevènement. Très préoccupé par la dégradation de la situation en Algérie, il milita toujours pour un islam de France, évitant les ingérences étrangères, notamment celles du gouvernement d'Algérie à travers la Mosquée de Paris.

Personnalité affable, le conseiller d'Etat Ourabah connaissait par cœur l'histoire coloniale de France et il contribua à la rédaction du livre le plus complet sur l'histoire des harkis, sorti sous la signature de Mohand Hamoumou, en 1992, chez Fayard.

Henri Tincq

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Natacha et Renato DE ANDRÉS, Anna et Scania. Les familles DE ANDRÉS, KONOPNY et REGENSBERG ont la joie d'annoncer la naissance de Emma, le 21 juillet 1998, à Paris.

— Mon voyage commencé un jour de travail sur les îles de la Méditerranée à la Santa de Mar, le 21 août 1998.

Quel bonheur, Ulysse.

Tes parents, Caroline GÉRIN et Thomas WELLER. Tes grands-parents, Weller et Géri. Tes arrière-grands-parents, Hippolyte et Weller. Tes oncles, tes tantes, tes cousins, l'accompagnement.

18, rue de la Banque, 73000 Chambéry.

Anniversaires de naissance

— Du Pérou, d'Autriche et de France, tambours et trompettes annoncent les vingt et un ans de Nadège,

notre « petite puce », née un 4 septembre avec la rosée du matin.

Mariages

Nicole et Marc CLÉMENT, Colette CHARLIER ont le vif bonheur d'annoncer le mariage de leurs enfants, Véronique et Stéphane,

qui sera célébré à Hyenville, le samedi 5 septembre 1998.

La Girardière de Haut, 50660 Hyenville, 21, rue Amiral-Lacaze, 97410 Saint-Pierre.

Décès

— Catherine Barbry, son épouse, Aurélien et Thomas Barbry, ses fils, Cécile Abgrail, sa belle-fille, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de François-Régis BARBRY,

dans sa cinquante-septième année.

Ses obsèques se sont déroulées dans l'intimité.

Nous vous invitons à nous entourer pour lui rendre hommage en l'église Saint-Médard, Paris-9<sup>e</sup>, le 17 septembre 1998, à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

François-Régis BARBRY, vice-président de l'association Parrains par mille, défendait la cause des enfants défavorisés. Vos dons peuvent être adressés à l'association (Credif mutual, compte bancaire 00023958241).

M<sup>me</sup> Catherine Barbry, 6, rue Jenner, 75013 Paris.

— France-Culture a la tristesse de faire part du décès de son collaborateur,

François-Régis BARBRY, producteur de l'émission « La Mémoire en chantant ».

— L'Académie Charles-Cros, dans une profonde tristesse, rend hommage à l'un des siens,

François-Régis BARBRY. (Le Monde du 28 août.)

— Jacques Boullé, Delphine et Bruno Pindemacher et leurs enfants, Antoine Boullé, ont la tristesse de faire part du décès de

Antoinette BOULLÉ,

survenue le 14 août 1998, après une lutte courageuse de près de cinq années contre une maladie insupportable.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu le 17 août, à Marly-le-Roi (Indre).

9, rue Berthelot, 92130 Issy-les-Moulineaux.

— Sa famille annonce le décès de M. André LAURENT,

capitaine de corvette honoraire, ingénieur général de l'aviation civile (I.A.C.), officier de la Légion d'honneur, médaillé de l'aéronautique.

Selon son désir, son incinération a eu lieu le mardi 1<sup>er</sup> septembre 1998, dans la plus stricte intimité, et les cendres déposées dans le caveau de famille au cimetière de Quillac (Gard).

La Collette, Port de plaisance, 83000 Toulon.

— Bruneilde Bretteau, son épouse, Cédric, André, Alexandre et Grégoire, ses enfants, Denise Bretteau, sa mère, Jean-Pierre, Denis, Noël, Gisèle et Rémy, ses frères et sa sœur, Ses sœurs et beaux-frères, Ses sœurs et beaux-frères, François et Hervé Bailey, ses beaux-parents, Les familles Bailey, Bretteau, Gauthier, Sclera, Thoin.

Et ses nombreux amis, ont l'immense douleur de faire part du décès soudain de

François BRÉTEAU, avocat à la cour, ancien conseiller municipal, vice-président de Droit au logement,

survenu à l'âge de quarante-neuf ans, le 29 août 1998, à Paris.

Les obsèques auront lieu au crématorium du Père-Lachaise, le vendredi 4 septembre, à 15 h 15.

Les cendres reposent au cimetière de Noirmoutier-en-l'Île.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue du Colonel-Oudet, 75012 Paris.

4, rue de Labarre, 45000 Orléans. (Le Monde du 2 septembre.)

— Bernard et Marie-Louise Denery, Catherine et Bernard Holphen, Stéphane, Lionel, Frédéric, Anne Larre, Emmanuel, ont la tristesse de faire part du décès de leur père, beau-père et grand-père,

Jacques DENNERY, ancien directeur de la Rochette Coupe, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 6 août 1998, et rappelé le souvenir de son épouse,

Simone, décédée le 30 janvier 1997.

55, boulevard Murat, 75016 Paris. 135, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

Maurice DI SCUILLO est mort.

Alertés par l'odeur, les voisins ont appelé la police.

Maurice était mort depuis dix jours. Environ, Rue des Cèvennes, à Paris. Maurice était un prolétaire. Il a toujours fait face tout seul, sans embêter personne.

Maurice était orgueilleux de père. Sa mère l'avait élevé seul. Maurice a accompagné les dernières années de la vie de sa mère, Filialement.

Il était seul à son enterrement. Absolument seul. Le jeudi 8 septembre 1998. Ça arrive plus souvent qu'on croit, chez les prolétaires.

Il l'a révélé plus tard, à quelques copains.

Puis il a été exécuté de la gorge de vingt mètres carrés qu'occupait sa mère. C'est là qu'il a commencé à flécher la rampe, Maurice.

Un copain l'a bénoyé. Il a connu le chômage, le RMI.

Mais il n'embêtait personne. On a pas pu l'aider. On a pas su l'aider. D'ailleurs, il voulait pas.

Il était raide Maurice. C'était un insupportable, insupportable.

Un objectif de conscience. Un pacifiste radical. Un déserteur de la première, de la deuxième, de la troisième guerre mondiale.

Ses copains ne payeront pas d'enterrement à Maurice.

Pour chasser le regret de n'avoir pas pu l'aider à vivre ?

D'ailleurs, c'était pas possible. Et puis c'est trop tard.

Le service des indigents de la Préfecture de Paris fera ça très bien. Et gratuitement.

C'est pas souvent qu'il aura bénéficié de quelque chose de gratuit, Maurice.

Si... de la vie... Il était né le 3 août 1946. Il est mort à cinquante-deux ans.

Qu'est-ce qu'on peut faire pour lui... à Maurice... Rien. Si. Vivre... Vivre dignement !

C'est déjà bien assez difficile. Il était digne Maurice. C'est notre seule victoire.

Il est éternel Maurice.

Ceux qui l'ont connu, ceux qui veulent participer à ce faire-part, peuvent écrire à :

Robert Quivaux, 73, rue des Cèvennes, 75013 Paris.

Nous envisageons, fin octobre, une réunion pour parler de lui. Le lieu et la date seront fixés en fonction des réponses.

Les copains de Maurice.

CARNET DU MONDE Fax : 01-42-17-21-36 Téléphone : 01-42-17-39-80 01-42-17-38-42 01-42-17-29-96

— Porto Alegre. Pelotas. Rio de Janeiro. Genève. Paris.

Anabel Michelin-Goulart, Nicolas Goulart, ses enfants, Luis et Hadio Goulart, ses frères.

Les familles parentes et alliées Goulart, Ponzi, Michelini, Rodolli et Cholewa, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès subit de

Horacio GOULART, survenu le 22 août 1998, au Brésil.

Une cérémonie a été célébrée le 23 août, au cimetière Sao Miguel e Almas à Porto Alegre.

Été penser en ti pare fcar feliz.

— Gérard Chauvallon, Jean-Serge, Véronique et Agathe Lacroix, Bernard et Chantal Legrand, Franck Legrand, Sabine Tisserand, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Nicole LEGRAND-CHAUVALLO, le 1<sup>er</sup> septembre 1998.

Les obsèques auront lieu le mardi 8 septembre, à 11 h 15, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, entrée rue des Rondes.

Suivant sa volonté, ses cendres seront dispersées en Savoie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue des Chapelles, 92310 Sèvres.

— Jacqueline Lhoste, son épouse, Ses enfants, ses petits-enfants, Sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Gilbert LHOSTE, sous-directeur honoraire - affaires internationales - Centre national des œuvres universitaires et scolaires, survenu à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-François-Xavier, à Toulouse, le 5 septembre 1998, à 10 heures.

19, rue Fines, 31300 Toulouse.

— M<sup>me</sup> Edith Macdon, née Liliand, son épouse, Sylvie et Jean-François Duborpen, Ludmilla, ses enfants, Laurie et Oriane, ses petites-filles, Sa sœur, Fabrice, belles-sœurs, Neveux et nièces, Parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean MARION, professeur de mathématiques à l'université de la Méditerranée,

le 1<sup>er</sup> septembre 1998.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Hespérides (83), 67, boulevard des Alpes, 13012 Marseille.

— L'UPR sciences de Luminy. Les membres du département de mathématiques de Luminy, Les membres du Centre de physique théorique de Marseille, ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami,

Jean MARION, professeur de mathématiques à l'université de la Méditerranée, chercheur au Centre de physique théorique, survenu le 1<sup>er</sup> septembre 1998, à Marseille.

— Jean Saint-Geours, président de la Cinéma-thèque française, Dominique Pelin, directeur de la Cinéma-thèque française, Les membres de l'association, Et l'ensemble du personnel, ont la tristesse de faire part du décès de

Alain PHILIPPON, leur collaborateur et ami, le 27 août 1998.

— Mario-Bénédictine Maron, sa fille, Jean-Pierre Andraut, Rodolphe Rayssac, ont l'immense douleur d'annoncer que

Fanchon MEUNIER s'est éteinte le 29 août 1998.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église de Chambon, son village natal, où elle repose en paix.

37290 Chambon.

« Je vous laisse la paix, je vous donne ma paix ; Je ne vous la donne pas comme le monde la donne. »

Évangile selon saint Jean (XIV, 27).

— Le docteur Rissane Ourabah et Thibaut, Arfa Ourabah et Maria-Antonietta, Siffidine Ourabah et Christine, ses enfants, Myriam, Michaël, Fabien et Eléonore, ses petits-enfants, Les familles Ourabah, Benbid et Rambot, ont la douleur de faire part du décès de

Mohand-Sadek OURABAH, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, conseiller d'Etat honoraire, ancien préfet,

survenu le 2 septembre 1998, dans sa quatre-vingt-troisième année, après une vie consacrée au service de l'Etat et de la Justice.

Les obsèques auront lieu vendredi 4 septembre, à 10 heures, au cimetière intercommunal de Chevilly-Larue (Val-de-Marne).

70, rue des Cordrais, 92330 Sceaux. (Lire ci-contre.)

— Le Centre d'études africaines de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, URA CNRS, Georges Balandier, son fondateur, ont appris avec grande tristesse le décès de

M<sup>me</sup> Yvonne ROUX, ingénieur de recherche CNRS, qui a longtemps assuré le secrétariat scientifique du laboratoire.

Anniversaires de décès

— Le 4 septembre 1990, Lucky FORSE, née Lucienne EMO, nous quitte, c'était il y a huit ans. Que ceux qui l'ont aimée se souviennent d'elle. Nous, nous ne l'oublions pas. Jean-François, Véronique, Frédéric. 19, rue de Damiette, 91190 Gif-sur-Yvette.

— De Cerisy où ils l'ont vue pour la dernière fois, les amis de Denise MALDIDIER se souviennent d'elle en ce sixième anniversaire.

Remerciements

— Nevez, Katherine et Jean-Christophe, Ainsi que toute la famille, très sensibles aux marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors de la disparition de

M<sup>me</sup> Gisèle MHUN, vous remerciant sincèrement du soutien que vous avez manifesté en vous associant à leur grande peine et vous assurant de toute leur reconnaissance.

Cours

Dans le cadre de la rentrée 1998, normalien, diplômé de la Sorbonne, propose des cours de français et méthodologie pour lycéens. Tél. : 01-56-24-88-21.

Communications diverses

ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING Week-end de sensibilisation. Programme 1998-1999 sur simple appel : tél/fax : 01-40-51-79-10 et sur Internet : http://www.club-internet.fr/person/anching

75 Vente après Liquidation Judiciaire au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 24 SEPTEMBRE 1998 à 14h30 - EN UN LOT

HOTEL PARTICULIER à PARIS 16<sup>e</sup> 1 bis, rue Charles-Marie-Widor

élevé sur sous-sol d'un rez-de-chaussée et de deux étages, cour le tout sur un terrain d'une superficie de 168 m<sup>2</sup> environ

MISE A PRIX : 1.500.000 F

S'adr. à M<sup>me</sup> PICHAT, Avocat à PARIS 12<sup>e</sup>, 44, avenue Daumesnil Tél. : 01-43-07-06-22 - M<sup>me</sup> BAUMGARTNER, Mandataire Liquidateur à PARIS 4<sup>e</sup>, 4, rue de la Contellerie

Au Greffe des Créances du TGI de PARIS - Sur les lieux pour visiter



هكذا من الإهل

## RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 4 SEPTEMBRE 1998

# La Bergerie nationale de Rambouillet fait sa révolution

Ancré dans l'Histoire, ce lieu d'excellence de l'enseignement zootechnique rompt aujourd'hui avec l'inspiration productiviste de ses formations pour se transformer en « école des territoires ». Développement durable, agriculture biologique, nouveaux métiers deviennent ses maîtres mots

LA BERGERIE NATIONALE de Rambouillet (Yvelines), qui fut aussi royale et impériale, est-elle en voie de réussir sa mutation, après deux siècles d'existence ? En fait, ce lieu d'excellence de l'enseignement zootechnique ouvert au grand public - 70 000 personnes par an, dont 40 000 enfants -, devenu établissement public national (EPN) en 1993, change d'époque et s'ouvre à de nouvelles missions sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

« Nous étions dans un cul-de-sac. Il nous fallait rompre avec la longue tradition d'enseignement de nature productiviste qui a marqué la Bergerie, de l'« agromanie » des débuts à aujourd'hui où l'on s'exerce sur les 10 000 litres de lait par an que peut produire une vache laitière », explique Jacques Bourdreux, directeur de l'établissement. Comment assurer la transition sans trop heurter les habitudes ? Après une longue réflexion, le pari a été pris de transformer l'établissement en une « école des territoires », appellation prise dans son acception large. Vaste ambition, qui fait que la Bergerie est de moins en moins orientée vers son enseignement rural traditionnel. Depuis 1993, compte tenu de sa position au cœur d'un bassin de population de près de onze millions d'habitants, elle est devenue progressivement lieu de formation, d'expérimentation, de recherche sur les grands problèmes du moment liés au développement durable. Son ambition est en outre de devenir un « centre de ressources » à vocation nationale.

« Ce sont des nouvelles thématiques que nous proposons désormais en direction des acteurs de terrain », explique M. Bourdreux. Nos nouvelles missions sont centrées autour des espaces périurbains, du développement

durable et de l'éducation à l'environnement. Pour quels publics ? « Les élus des collectivités, les fonctionnaires territoriaux, les formateurs, les réseaux associatifs que nous accueillons sur place, sont notre cible principale, dit Jean-François Ayats, directeur adjoint. Mais, depuis peu, la demande des collectivités se fait très fortement en direction du développement local. »

Le tournant, pris non sans mal tant il heurtait nombre d'élèves adeptes d'une formation classique, va dans le fil de la récente loi d'orientation agricole qui, dans son exposé des motifs, prend en compte « un développement économique durable et équilibré (...) renforçant le rôle des agriculteurs comme producteurs de services et de paysages ». Depuis un an, le cadre de la réflexion s'est encore élargi avec la création d'une mission du développement

local et de l'aménagement du territoire. « Les métiers du développement local sont en émergence alors que la demande explose. Ce que nous faisons ici en direction des acteurs locaux est une goutte d'eau par rapport au besoin réel. Les agents de développement [exerçant dans les collectivités, les parcs naturels régionaux, les « pays »...] que l'on estime à trente mille en France, sont sous-formés », estime Didier Minot, responsable de la mission.

Agronome de formation, Didier Minot constate notamment que « les progrès de l'intercommunalité font que l'on va vers une spécialisation croissante de ces nouveaux métiers ». Rien d'étonnant donc si les sessions de formation et d'appui pour 1998 de la Bergerie, « lieu neutre, dégagé des contraintes institutionnelles et visant la mixité des publics », sont de plus en plus diversifiées. Ainsi, le programme de

l'année en cours porte-t-il, notamment, en faisant appel à des études de cas, sur les problématiques suivantes : quels projets, quels contrats pour les territoires périurbains ? Comment accompagner le développement économique local ? Comment utiliser les procédures de l'Etat au service d'un projet ? Comment encore se préparer aux futurs contrats locaux et à la mise en place des « pays » ? Comment, enfin, appréhender les politiques régionales européennes ? Toutes questions - l'Etat, mode d'emploi ? Bruxelles, mode d'emploi ? - que se posent avec acuité des acteurs locaux confrontés à une évolution très rapide de leur pratique professionnelle.

Exemples concrets : à la demande du conseil régional du Nord - Pas-de-Calais, c'est ici que fut évaluée, en 1997, la mise en place des contrats ruraux de développement

La Bergerie, pour autant, n'a pas abandonné ses missions traditionnelles. Si elle a abrité jusqu'en 1992 l'Ecole nationale des bergers et des formations initiales de techniciens d'élevage, parties sous d'autres cieux, elle a conservé son école d'insémination artificielle, ses produc-

tion. Avec ses deux autres missions - « territoire périurbain » et « relation agriculture environnement » -, l'établissement s'efforce de répondre à la montée en puissance des demandes. Ce qu'il fait, tout en assurant presque son autofinancement.

A la demande du conseil régional du Nord - Pas-de-Calais, c'est ici que fut évaluée, en 1997, la mise en place des contrats ruraux de développement

« Pour l'heure, nous capitalisons nos connaissances dans la prise en compte des espaces agricoles et forestiers dans la planification territoriale », commente Jean-Raymond Cohen, responsable de la mission « territoire périurbain ». « Nous sommes encore loin d'avoir fait le tour de la question, alors que la demande institutionnelle augmente dans ce sens. » Comment gérer les friches agricoles, maintenir une activité agricole proche de grands ensembles et de quartiers en difficulté (Le Monde du 2 juillet), élargir le réseau des fermes pédagogiques en plein essor (plus de mille deux cents en France) - lesquelles correspondent aussi à un besoin de diversification des agriculteurs -, telles sont les questions auxquelles tente de répondre cette mission.

tions animales (bovins, ovins, aviculture), sa ferme expérimentale, ses formations hippiques... et sa boutique gourmande. Cela dans le cadre de la politique nationale de la direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) du ministère de l'Agriculture. Cette direction, visiblement, soutient l'équipe de la Bergerie (110 personnes dont 30 fonctionnaires de l'Etat) dans sa démarche d'évolution.

« Nous avons fait le choix d'une conversion totale, mais progressive, de notre exploitation à l'agriculture biologique », se félicite M. Bourdreux. Cette « rupture » volontariste d'avec les canons officiels de l'enseignement agricole traditionnel est en cours et devrait être effective en l'an 2000. Elle s'inscrit dans une opération pilote qui regroupe dix-sept établissements et dont la Bergerie assure l'animation. Une petite révolution si l'on sait qu'une vingtaine seulement de lycées agricoles français sur trois cents ont entamé une réflexion sur le développement durable.

J. M.

Jean Menanteau

## Deux siècles de tradition expérimentale

C'EST pour en faire son domaine de chasse que Louis XVI fit l'acquisition, en 1783, auprès de son cousin, le duc de Penthièvre, du domaine de Rambouillet. L'époque était à l'« agromanie », dans le plus pur style des Lumières. Une ferme expérimentale fut érigée deux ans plus tard. Cette fonction devait perdurer pendant plus de deux siècles, jusqu'au tournant pris en 1993.

Lieu d'expérimentation et d'innovation, la Bergerie royale s'est fait connaître, en France et dans le monde, grâce à son célèbre troupeau de moutons Mérimos, acquis en Espagne en 1786, pour la qualité de sa laine. La valorisation du mérinos comme « améliorateur » de la qualité lainière eut pour vertu de relancer l'industrie du textile en France, avant de se faire apprécier à l'étranger. Cela jusqu'au début de la première guerre mondiale. L'élevage de nouveaux animaux débuta également au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec des vaches suisses, des moutons d'Afrique, des chèvres angoras, et continua jusqu'à Bonaparte, qui fit venir des buffes d'Ita-

lie, des chevaux belges, normands, arabes... Dans le même temps, l'expérimentation agronomique débuta - 275 hectares de cultures et prairies - dans le domaine de la chasse.

### DIVERSIFICATION

Après la création (1939) de l'Ecole nationale d'élevage ovin, la Bergerie s'est diversifiée, notamment par la création (1946) de l'Ecole d'insémination artificielle, la création (1965) de la section de techniciens « productions animales ». Malgré les nouvelles orientations qui lui ont été dévolues par le ministère de l'Agriculture, la Bergerie a maintenu, pour le plus grand attrait de ses visiteurs, son patrimoine animalier. Outre les 150 mérinos toujours bien présents, on y dénombre 65 vaches laitières Holstein, 23 limousines, 10 buffes, 3 000 poules pondeuses... et 18 « aurochs de Heck ».



Prix tout inclus

Un conducteur heureux, et fait tout ce qu'il veut. Pour un prix de 51 900 F, vous pouvez avoir une Twingo avec tous les équipements de série, toujours à portée de main. C'est la joie de la Twingo. Une voiture qui vous fait plaisir.



Twingo®

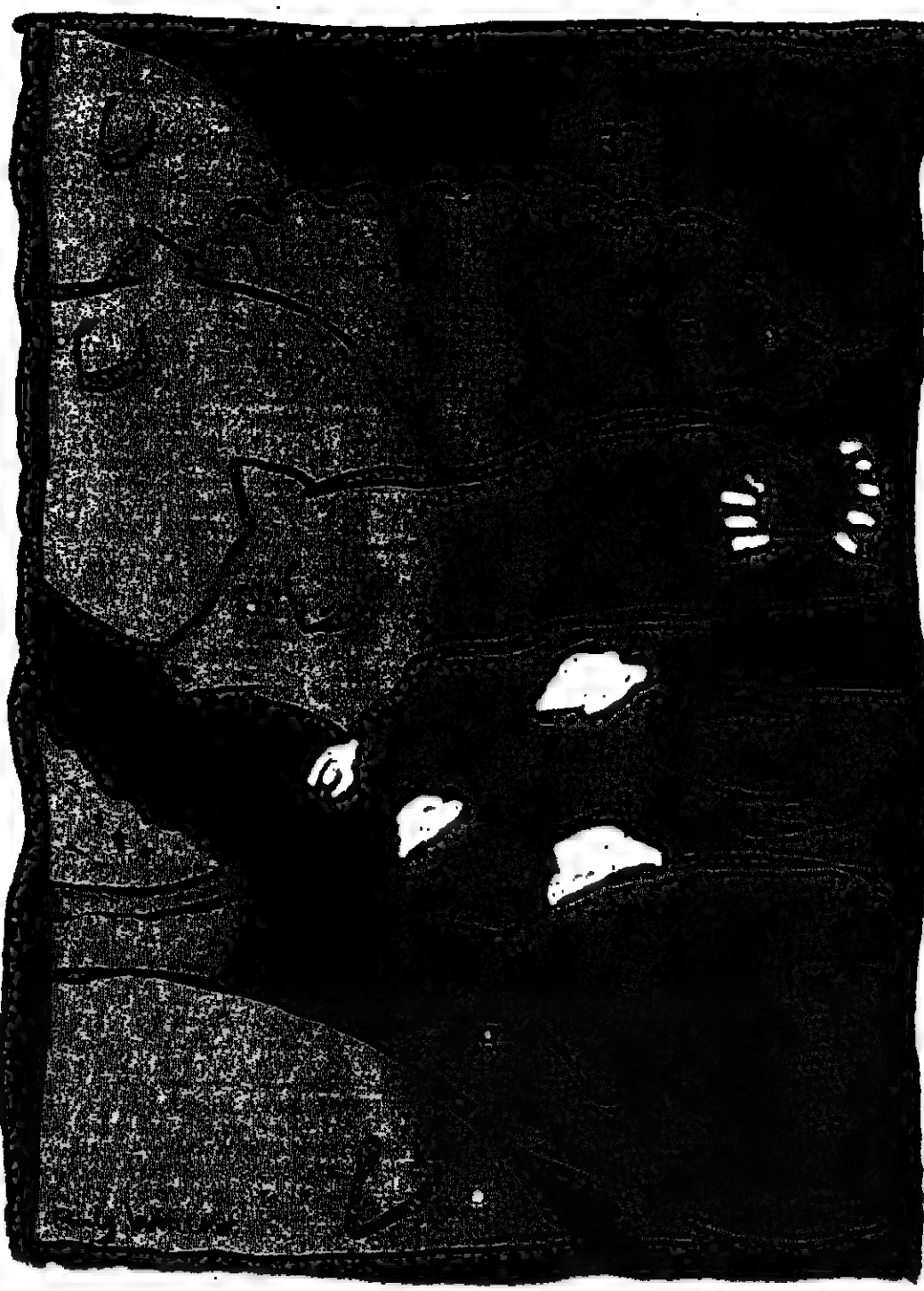
Un monde à part

RENAULT  
LES VOITURES  
À VIVRE



# Le mystère de la vache Heureuse

**C'était une bonne vache de l'Ouest, née à la ferme, nourrie à l'herbe, au fourrage et au maïs. Une vache « naïve », née après l'interdiction des farines animales. Pourtant, elle est devenue « folle », a dû être abattue, et avec elle tout son troupeau, au grand malheur de Guy, éleveur modèle. L'énigme relance les interrogations sur les origines de l'encéphalopathie spongiforme bovine**



« Cela a éclairci beaucoup de choses, raconte-t-il. J'ai dit: "Moralement, c'est dur." J'ai pesé mes mots, j'ai plaidé pour le sanitaire comme je l'ai toujours fait. Ils ont compris que ça peut arriver à tout le monde, que personne n'est à l'abri. Après, ils ont compris. Je suis revenu libéré. » Dans le village, l'opinion a évolué. « Les gens disent maintenant: "Il s'est mal débrouillé, il n'avait qu'à rien dire." », explique le maire.

Deux mois et demi ont passé. Guy, soutenu par ses proches et ses amis, a digéré le choc. Mais il s'interroge toujours douloureusement. Les inspecteurs vétérinaires l'ont questionné, ils ont remonté les filières, examiné toutes les hypothèses, mais le doute persiste. Comment l'ESB a-t-elle pu pénétrer dans cet élevage modèle, reconnu de tous comme l'un des plus propres, des plus fiables de la région? La seule hypothèse sérieuse est une contamination croisée. Guy, à côté des vaches, élève des porcs. Or les farines animales

**« L'argent ne remplace pas les bêtes. Où vais-je en racheter? Je n'ai plus trop confiance »**

sont interdites aux ruminants, mais pas aux porcs ni aux volailles. « Il y a trois cadres possibles de contamination croisée, explique le chef de l'inspection vétérinaire. Soit l'usine de fabrication des aliments: jusqu'il y a quatre ans, elle produisait alternativement, sur les mêmes chaînes, les divers types de granulés. Soit le transport: il reste parfois quelques kilos dans les vis creuses des bennes de livraison. Soit l'exploitation, où il suffit d'une négligence, d'une inattention pour donner aux vaches une pelle de farine destinée aux porcs ou aux poulets. »

Heureuse a-t-elle été trop gourmande? A-t-elle passé la tête à travers la barrière et mangé, dans une benne oubliée à quelques minutes, des aliments qui ne lui étaient pas destinés? Guy doute. Ses bâtiments d'élevage sont complètement séparés, les silos aussi. Ses vaches n'ont pas pu manger de farine à porcs. « J'ai perdu confiance dans les fabricants d'aliments, dit-il, amer. On nous fait gober n'importe quoi. On est dépendants vis-à-vis d'eux. »

**R**EPARTIR? Racheter des bêtes? Pour l'instant, il n'en a pas envie. Il a gardé ses porcs et licencié son salarié. « On perd le goût de travailler, dit-il. On doute de ses capacités d'éleveur, on se sent dépossédé de son outil de travail. On est méfiant, réticent. On a donné beaucoup et on se fait saborder en quatre jours. L'argent ne remplace pas les bêtes. Où vais-je en racheter? Je n'ai plus trop confiance. » Il a songé un moment à quitter l'agriculture. A reconstruire sa vie ailleurs.

Il a trente-six ans, une femme, trois enfants. Il repartira, comme la quasi-totalité des éleveurs touchés par l'ESB. Mais différemment. Heureuse produisait 11 000 litres de lait par an. Presque deux fois plus qu'une vache à l'ancienne, élevée à l'herbe. Impossible sans complément alimentaire. Mais elle en est morte.

L'ESB, dit-il, est une sonnette d'alarme. C'est le système d'élevage intensif, comme il le pratiquait jusqu'ici, qui est remis en question. « On est engagé dans une spirale. On nous dit qu'il faut produire toujours plus. Il ne s'agit pas de revenir en arrière, mais il y a des excès. Le système intensif a touché ses limites. » Comment produire moins mais mieux? Faut-il arrêter les porcs? Replanter ses prairies de trèfle blanc et de ray grass pour se passer de compléments protéinés? Il a tout envisagé. Rien n'est facile. Pour faire du « bio », il faut une exploitation d'un seul tenant. Ses terres sont trop morcelées. « J'ai des amis qui ont eu de très bonnes prairies », dit-il, songeur. Peu importe le moyen. « On repartira, mais il est clair qu'il y a des choses qu'on ne veut plus subir. »

Véronique Maurus  
Dessin: Emily Walcker

**E**LLE s'appelait Heureuse. Elle était née le 16 août 1992 au creux d'un vallon prospère du Centre-Ouest. C'était une bonne, une excellente vache. Intelligente, expressive, calme, facile à traire. Une frisonne, une vraie usine à lait, vedette d'un troupeau classé parmi les cinq meilleurs du département. Le 15 juin, Heureuse a mis bas et ne s'est pas relevée. Amalgame, titubante, la tête ballante, à la fois agressive et apeurée, elle était méconnaissable. Le vétérinaire n'en avait jamais vu, mais il a à peine hésité: c'était un cas d'ESB, la terrible encéphalopathie spongiforme bovine, dite « maladie de la vache folle ».

La foudre était tombée sur l'élevage modèle. Le lendemain, Heureuse était abattue. Dix jours plus tard, les analyses confirmaient le diagnostic. Le 30 juin, tout était fini: Guy n'avait plus de troupeau. Restait l'amertume et des questions, beaucoup de questions.

Sur les téléécrans, Heureuse n'a eu droit qu'à quelques lignes: un nouveau cas de vache folle a été détecté dans l'Ouest, ce qui porte à trente-six le nombre d'ESB répertoriés en France depuis 1991 sur un cheptel de 21 millions de têtes. Point. C'était la Coupe du monde de football et il y a beau temps que la vache folle ne fait plus les gros titres.

Pourtant Heureuse, la mal nommée, aurait mérité un peu plus d'attention. Car elle était et reste un mystère. Un cas qui n'aurait jamais dû être, une de ces énigmes qui, depuis deux ans, empoisonnent les services vétérinaires et brouillent les explications officielles. Heureuse était un animal dit « naïf », comprenez: né après l'interdiction des farines. Elle était a priori à l'abri de toute contamination. Pourquoi est-elle tombée?

Un retour en arrière s'impose. En juillet 1990, la France, deux ans après la Grande-Bretagne où l'épidémie est née, interdit l'usage des farines d'origine animale dans l'alimentation des bovins. Ces farines, données aux vaches pour accroître leur rendement en viande et surtout en lait, sont reconnues comme le principal vecteur de transmission de la mala-

die. C'est un peu tard, le mal a déjà traversé la Manche. Heureusement, l'usage des farines protéinées est moins répandu dans l'Hexagone qu'en Grande-Bretagne, et l'épidémie reste limitée à quelques cas par an, pour la plupart localisés dans le grand Ouest, géographiquement et historiquement proche des îles Britanniques. Jusqu'à la mi-1996, le problème paraît bien circonscrit: toutes les vaches malades sont nées avant 1990, et ont mangé des farines animales importées d'Angleterre. Les circuits desdites farines ont pu être reconstitués, et on attend tranquillement l'extinction naturelle de la maladie. Les farines étant interdites depuis 1990 et la durée d'incubation allant de deux à six ans, normalement on ne doit plus découvrir d'animal contaminé après 1996. Sauf accident.

Lorsqu'en mars 1996 les Anglais créent la panique en annonçant que la maladie pouvait être transmise à l'homme, les autorités sanitaires françaises restent sereines. Pas pour longtemps. Le premier cas d'animal « naïf », né après 1990, apparaît dans le Maine-et-Loire deux mois plus tard, en mai 1996. On pense à un vieux stock, un sac de farine oubliée dans un coin. Mais suivent un deuxième cas, dans le

tion de l'alimentation du ministère de l'agriculture.

« Je ne suis pas un bricoleur! Je n'ai jamais donné de poudre de perlimpinpin à mes bêtes. » Deux mois après, Guy, le propriétaire d'Heureuse, ne comprend toujours pas ce qui lui est arrivé. La vache folle, c'était pour les autres, les tricheurs, qui feraient « n'importe quoi pour avoir la meilleure vache de l'Ouest ». Pas lui.

Jusqu'à la dernière minute, il n'y a d'ailleurs pas cru. Entre le premier diagnostic, confirmé par le chef des services vétérinaires, et le résultat des analyses, dix jours se sont écoulés. Dix jours d'espoir, d'angoisse et d'insomnies. « On m'avait prévenu. Si le résultat est négatif, on indemnise la bête. Ça n'aura été qu'un mauvais passage. S'il est positif, il faudra abattre tout le troupeau. Je me suis dit: "Oh là là! Où c'est que t'es rendu!" Je l'ai pris dur. Je comptais les jours; tous les soirs, je gamberrais. » Guy, sans cesse, reprend tout: Heureuse est née à la ferme, sa mère aussi, elle n'a jamais mangé que de l'herbe, du fourrage et du maïs produits dans ses champs. Plus des compléments minéraux d'origine végétale, des aliments nobles ou « achetés nobles », précise-t-il aujourd'hui. Ni farines animales ni médicaments miracles. Ce n'est

**« Il y a un traumatisme très très fort. Les éleveurs, surtout laitiers, sont attachés à leurs bêtes »**

**Un vétérinaire de la brigade d'inspection**

Cantal, puis un troisième, dans la Manche. Les certitudes sont sérieusement ébranlées. Depuis, les « accidents » se succèdent: Heureuse, en juin, était le onzième. En juillet et août, deux autres animaux « naïfs » ont épaissi le mystère. Trafic de farines interdites? Négligences? Défauts de fabrication des aliments pour bétail? Il faut se rendre à l'évidence: dans la plupart des cas on ne trouve rien de litigieux. « On ne comprend pas. Normalement, il ne devrait plus y avoir d'animaux contaminés. Il y en a, très peu heureusement, mais pourquoi y en a-t-il encore? », soupire-t-on à la direc-

pas possible. Et, pourtant, ça l'est. Un mercredi soir, le directeur des services vétérinaires l'appelle. L'ESB est confirmée. Il faut abattre le troupeau. Toutes les autres bêtes, pourtant indemnes. Il a quatre jours pour tout préparer. « On en porte lourd. On est dans un processus dont on ne peut pas sortir. On vous dit que le chef des gendarmes va venir. On se sent en faute, même si l'administration fait attention à ne pas vous traiter en truand. » L'administration, en l'occurrence, marche sur des œufs. « Nous ne sommes pas des psychologues, mais nous ne voulons pas retrouver un paysan au bout

d'une corde », explique crûment le directeur des services vétérinaires. Avant de téléphoner à Guy, il s'est renseigné, a pris contact avec son père. Les éléments recueillis sont favorables. Il sait qu'il a affaire à un homme solide, honnête, « réglo », militant de la gauche catholique, responsable d'un groupeement sanitaire, bien marié, bien entouré, une famille unie. Guy l'admet volontiers: l'épreuve a changé sa vision des administratifs. « On pouvait discuter, ils ont été fermes mais très humains. » On lui donne un « plan de campagne » et un numéro qu'il peut appeler vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Car tout doit aller très vite.

**L**e jeudi, il doit rentrer ses bêtes, rechercher tous ses papiers (naissances, ventes, achats d'animaux ou de nourriture, etc.) et prévenir la coopérative laitière qu'il ne livrera pas dimanche pour un problème sanitaire. Et chercher deux personnes pour participer à l'expertise du cheptel le vendredi matin. Le tout sans rien dire à personne, pour ne pas alerter les médias. « Je ne mangeais plus. Il ne fallait rien montrer devant les enfants. Il y avait une tension terrible. »

Le vendredi, l'expertise tant redoutée réunit à la ferme la direction des services vétérinaires, un marchand de génisses, un responsable du groupement sanitaire et un contrôleur laitier. « J'ai dit ce que j'avais à dire, que cette situation, je ne l'avais pas voulue, que j'avais un salarié, que ce troupeau était le résultat de vingt-cinq ans de sélection génétique par mon père, puis par moi. J'ai parlé des conséquences fiscales. C'était douloureux, mais le soir j'étais déjà plus soulagé », admet Guy. L'indemnisation demandée est acceptée sans discussion. C'est la règle, explique la brigade d'inspection vétérinaire chargée de suivre tous les dossiers. « Il y a un traumatisme très très fort. Les éleveurs, surtout laitiers, sont attachés à leurs bêtes. Notre seule réponse est d'essayer de faire en sorte que la perte économique - l'autre n'est pas quantifiable - soit correcte. Dans ces cas-là, il faut être large. »

Le samedi, il y a fête au village. Guy se force à y aller en pensant que demain, il faudra traire les

vaches pour la dernière fois. Ce jour-là, dit sa femme, Marie-Hélène, « il a fait le deuil de son troupeau ». Guy s'agit, un peu gêné. Dans la maison toute neuve qu'il a construite à côté de la ferme des parents, le drame paraît presque incongru. Pelouse, fleurs, balançoires dehors. Bois clair, salon en cuir et jouets dedans. Tout est simple, net, serein dans cet intérieur sans histoire. Marie-Hélène, une petite bonne femme solide et grave, encourage Guy à parler, pour se soulager. Depuis l'abattage de son troupeau, il a été consulter une psychologue. « On ne dépouille pas quelqu'un de trente-cinq ans de vie sans conséquence », dit-elle tranquillement. Ce samedi fatal, Guy est allé parler à ses vaches. « Ça paraît idiot, mais j'avais besoin de le faire, avoue-t-il. J'ai dit: "Demain, c'est le destin, vous ne serez plus là." Je leur ai dit adieu. »

Le lendemain, dimanche, les camions bleus sont arrivés. Il a chargé les bêtes, jeté le lait. Le plus vite possible. C'était fini. Le plus dur était à venir. La solitude, l'opprobre, l'opinion. Guy est allé prévenir son voisin. « Il a eu peur, j'en aurais eu tout autant. » Dans le village, la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre. « J'ai été averti le dimanche. Le lendemain, tout le monde semblait au courant », se souvient le maire. La première réaction est d'angoisse. « Quand c'est loin, on oublie vite, mais quand ça frappe à votre porte, on s'interroge. » Les éleveurs du canton, mal informés, redoutent la contagion pour leurs bêtes, les autres s'inquiètent pour leur propre santé. La viande, le lait de cet élevage, ils en ont absorbé. Plus que tout, ils craignent la presse, la publicité qui jetterait la suspicion sur tout le canton et ferait chuter les cours du marché voisin. « C'est comme le sida, on peut passer pour des pestiférés! », explique Marie-Hélène. La presse locale enquête, téléphone à tous les éleveurs du coin. « Une vraie chasse à l'homme », gémit-elle.

Il faudra une réunion publique d'information pour calmer les esprits. Guy y assiste, non sans angoisse. « Le matin, il m'a téléphoné, raconte le maire. Il n'osait pas affronter le public. Je lui ai dit: "Tu n'as rien à te reprocher!" ». Pourtant, cette réunion le soulage.



# Républicains, n'ayons plus peur !

par Régis Debray, Max Gallo, Jacques Julliard, Blandine Kriegel, Olivier Mongin, Mona Ozouf, Anicet Le Pors et Paul Thibaud

Nous avons souvent bataillé entre nous, les soussignés. Entre « pro-européens », qui voient un antidote à la mondialisation sauvage dans l'Union européenne, et « anti-Maastricht », qui voient en elle son plus sûr cheval de Troie. Entre partisans et adversaires de l'engagement français dans la guerre du Golfe : « première » et « deuxième » gauche. Sans renoncer à nos contradictions, bien réelles, le temps nous paraît venu d'épouser de conserve une querelle désormais plus urgente.

Empêcher la loi de s'appliquer est devenu le B-A-BA de l'action corporative. Que l'on nous comprenne bien : il existe dans l'histoire des sociétés des moments singuliers où la loi est si évidemment synonyme d'injustice que la résistance à l'ordre légal est le premier devoir du citoyen. La Constitution de l'an I avait même explicitement prévu cette éventualité. Mais établir durablement l'ordre de la justice en marge de celui de la loi, c'est détruire la démocratie dans son fondement et lui substituer un pur et simple rapport de forces. Il suffit désormais à un groupe social ou corporatif de se proclamer « en colère » pour que ladite colère, forcément légitime, vaille absolution. Se profile ainsi une philosophie sociale nouvelle : celle du consommateur au lieu du citoyen, celle de l'assisté au lieu de l'ayant droit, celle de la victime au lieu du militant. L'option

l'action directe des groupes sociaux, au prorata de leur pouvoir de blocage, peut satisfaire les plus libéraux de droite et les plus libertaires de gauche. Mais les républicains démocrates ne peuvent s'en accommoder, car il interdit l'accès de tous à l'égalité. La conception purement négative de la loi, chère au libéralisme, ne peut que reproduire tel quel l'ordre social et interdire tout espoir de le rendre plus juste. Le ralliement des classes populaires à la République, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, s'est fondé sur la confiance en l'action réformatrice de la loi et sa capacité de lutter contre les inégalités.

C'est à un examen de conscience collectif qu'il invite à cet égard l'ensemble grandissant de l'extrême droite dans le paysage mental et politique. Car plus l'État a reculé et baissé la tête, plus a avancé le Front national dans le pays. Quitte à dramatiser les enjeux, osons dire que la République doit aujourd'hui être nettement refondée si on ne veut pas la voir demain silencieusement renversée. Si la demande de règles et de valeurs n'est pas satisfaite par les républicains, elle le sera tôt ou tard, en compte à demi ou sous nom propre, par les adeptes de la tribu. Et ce ne sera plus la loi égale pour tous, mais l'ordre des forts doublé d'ordre moral.

Inquietant semble l'écart croissant entre le réel vécu par nos concitoyens et le réel projeté sur l'écran médiatique ; entre les pensées autorisées des bons auteurs,

mage obligé ? Que le nombre de violés enregistrés a triplé depuis dix ans ? Que d'exiger des parents qu'ils exercent leur responsabilité parentale en contrepartie des prestations et assistances qu'ils reçoivent de la société ? La gauche issue de 89 a déjà abandonné à l'extrême droite fascisante l'idée, égalitaire et libératrice, de nation souveraine ; le drapeau tricolore, emblème de la Révolution ; la figure de Jeanne d'Arc, la fille du peuple chère à Michelet. Faut-il lui laisser aussi le monopole des réalités qui dérangent ? Ce que prend de haut l'édifice de référence va hélas se réfugier au fond des mers. Entre des cohortes d'électeurs qui votent mal et une poignée d'influents qui pensent bien, la démocratie ne tient pas balance égale ; et ce que la page « débats » expose nous revient par la fenêtre « régions ». La meilleure façon de prévenir l'acceptable consiste à gagner la course de vitesse désormais engagée entre la restauration réactionnaire et la refondation républicaine.

Refonder la République, ici et maintenant, c'est envisager une longue chaîne de citoyenneté dont les maillons s'appellent jadis : le père, l'instituteur, le maire, le lieutenant, le copain d'atelier, le secrétaire de cellule ou de section syndicale. Cet enchaînement de respects ancestraux – aux résonances quasiment bucoliques –, c'est un fait qu'il aujourd'hui disjoint. La famille dévaluée ou éclatée – père au chômage, mère absente, grands-parents au mourir ; l'école déclassée, débranchée par l'absence de débouchés et le surplomb télévisuel ; le creuset du service militaire disparu ; le travail impossible ou bien atomisé ; les partis et syndicats classiques marginalisés – toutes ces crises en amont se cumulent pour rendre l'initiation d'un adolescent aux disciplines les plus simples pratiquement sans moyens, et quasiment sans objet.

Une fois liquidées les autorités d'ascendance, de compétence, de commandement et enfin de métier, dont la succession réglée permettait naguère l'intégration des jeunes défavorisés et des nouveaux arrivants, ne reste plus, en terrain vague, que des individus désintéressés, livrés aux nationalismes de quartier ou de cité, aux solidarités viscérales de la communauté ou de la bande, aux prestiges du caïd et de l'argent facile, aux mirages virtuels et télévisuels. Le tout dans l'ignorance totale de nos institutions, de l'existence d'un cadre juridique et de l'idée même de loi.

Dans beaucoup d'endroits, le policier est devenu la première figure d'autorité que rencontre un jeune Français de la rue. N'attendons pas de Goldorak qu'il vienne combler pour notre compte le « déficit de lien social », pas plus que du pompier dépeché sur l'incendie du Crédit lyonnais qu'il en assure les comptes. De même serait-il vain, et bien lâche, de réduire le rôle de l'État à celui du juge. Le judiciaire est un palliatif, non une solution (ne serait-ce que pour une raison de bon sens : le plus clair de ce qui pourrit la vie du citoyen lambda échappe au code pénal). Et comment exiger de l'école qu'elle répare, avec ses pauvres moyens, tout ce que la République a laissé se détruire, au fil des ans, en amont et en aval des lycées et collèges ?

On peut utilement manier le contre-projet global. On peut aussi, quitte à perdre en « radicalité critique », agir sur des leviers plus à notre portée : et, entre la cage d'escalier et le plan sur la comète, chercher modestement le moyen terme, dans nos propres sphères d'existence. Quand on voit, sur notre seuil, des professeurs de lycée qui avouent leur honte d'être professeurs aujourd'hui, des miliaires qui échappent en toute légalité à l'impôt sur la fortune ou des réseaux clientélistes qui consistent depuis des lustres les aides publiques à l'agriculture, il n'est pas insensé de croire que ces hommes-là, peu ou prou, dépendent de nous.

Les nouvelles politiques de la ville, de l'éducation, de la justice, de l'administration, en un mot la réforme de l'État lui-même, resteront stériles sans la mise au travail

d'une volonté engageant l'ensemble des citoyens, à commencer par nos dirigeants. Si la discipline n'est pas rétablie, si l'enseignement lui-même ne retrouve pas sa dignité et ses finalités, les enseignants le moral et les élèves l'envie d'apprendre, les « moyens supplémentaires » tournent au gâchis.

C'est dans les cœurs et les têtes que la bataille se décidera. En bas comme en haut, en bas si le haut s'engage. Car les pouvoirs publics

personnel – la justice française a le même nombre de magistrats qu'en 1867... ? Peut-être, mais qu'on nous le dise ouvertement et qu'on ne feigne pas ensuite de gémir sur l'expansion, chez les ados, d'un monde parallèle où les actions, même les plus meurtrières, n'ont jamais de conséquence. Quand la loi de la République s'efface, qui protège les plus faibles, faut-il s'étonner que la loi du milieu s'installe, celle de la jungle, les riches

– responsabiliser le service de l'intérêt général, en lui rendant toute sa dignité face aux empiétements et tentations financières du privé. Révaloriser la haute fonction publique, oui, mais à condition de prohiber le « pantouflage » (et a fortiori l'assurance, après un échec dans le privé, d'un tranquille retour à son corps d'origine) ;

– responsabiliser les services de sécurité publique, face aux incivilités quotidiennes les plus graves. Il n'est pas acceptable qu'une professeur qui se voit « raccompagnée » en fin de journée à son métro par une dizaine d'adolescents qui l'insultent et la menacent de viol se voie opposer par un gardien de la paix que, l'infraction n'étant pas commise, aucun juge ne prendra sa plainte au sérieux. Le moindre bien serait que les auteurs fassent l'objet d'une convocation au commissariat de police local ;

– responsabiliser les requérants étrangers à la naturalisation, en exigeant d'eux un minimum d'adhésion aux valeurs républicaines (en clair : apprendre à lire et parler français, respecter la laïcité des espaces publics) ;

– responsabiliser les partenaires internationaux de la France, d'où partent les flux d'immigration les plus importants, en les engageant à des contrats d'échange permettant la formation professionnelle et le retour volontaire des travailleurs, en situation irrégulière ou non ;

– responsabiliser les mineurs en abaissant l'âge de la responsabilité pénale de dix-huit à seize ans – car, à l'heure où on peut faire le guet à dix ans, voler une voiture à treize et tuer à seize, « l'excuse obligatoire de minorité » et « l'excuse atténuante de minorité facultative », qui garantissent trop souvent l'impunité des jeunes délinquants, vident de sens les procédures ;

– responsabiliser les élèves dans les lycées et collèges en rétablissant partout l'ABC de la discipline et un minimum d'encadrement, mais aussi, et pour cela même, responsabiliser les professeurs. A ceux-ci de sanctionner

Quitte à dramatiser les enjeux, osons dire que la République doit aujourd'hui être nettement refondée si on ne veut pas la voir demain silencieusement renversée

s'habitue à considérer, qu'il n'y a plus de règle générale, seulement des situations particulières à régler au cas par cas. Sous prétexte de discriminations positives, l'on incite les militants de la justice à se comporter en seigneurs de charité.

Ne nous y trompons pas : entre l'État minimal des libéraux et libertaires d'une part et l'État SAMU d'une autre part, il y a une opposition, mais complémentaire. La citoyenneté devient un mot creux quand des catégories entières de citoyens échappent à l'empire de la loi. Ce sont les classes dirigeantes, politiques et économiques, qui ont donné le mauvais exemple. Leurs malversations ont rarement été sanctionnées par une justice longtemps complaisante. Il a fallu attendre une époque récente pour que leur responsabilité dans la gestion des fonds publics commence à être reconnue. Chacun s'est autorisé de cet exemple. Les paysans ont introduit dans notre droit social des franchises nouvelles : droit de barrer les routes. Transporteurs routiers, conducteurs de deux-roues, chasseurs sont devenus des groupes de pression redoutés.

Ce déclin de la loi au profit de

via éditos, exhortations et pétitions, et les sentiments éprouvés sans bruit par les gens, et notamment les treize millions de Français logés en HLM ; disons clairement : entre la France morale, légitime et parisienne, et la France perturbée, peu polie et assez démolie où vit à contrecoeur la moitié de la population.

Jusqu'à quel point peut-on sacrifier le principe de réalité à la version intellectuelle du principe de plaisir qu'est le plaisir des principes ? Durant les dernières décennies, à gauche, il était, par exemple, incorrect d'évoquer l'insécurité urbaine, car c'était « faire le jeu du pouvoir » que d'agiter les « fantasmes sécuritaires ». Ces fantasmes se portent hélas de mieux en mieux. Quand la réalité sociale est politiquement incorrecte, faut-il la taire ? Châtons notre langage, restons entre nous et couvrez ce sein que je ne saurais voir ; comme l'aberrante naissance, au bord de nos villes, de zones de peuplement ethnique.

Est-ce céder aux sirènes du racisme que de constater que les quartiers en tête pour les problèmes de violence sont ceux où l'immigration irrégulière est la plus répandue (pauvreté et chô-

meurs ?) ?

Une fois liquidées les autorités d'ascendance, de compétence, de commandement et enfin de métier, dont la succession réglée permettait naguère l'intégration des jeunes défavorisés et des nouveaux arrivants, ne reste plus, en terrain vague, que des individus désintéressés, livrés aux nationalismes de quartier ou de cité, aux solidarités viscérales de la communauté ou de la bande, aux prestiges du caïd et de l'argent facile, aux mirages virtuels et télévisuels. Le tout dans l'ignorance totale de nos institutions, de l'existence d'un cadre juridique et de l'idée même de loi.

Dans beaucoup d'endroits, le policier est devenu la première figure d'autorité que rencontre un jeune Français de la rue. N'attendons pas de Goldorak qu'il vienne combler pour notre compte le « déficit de lien social », pas plus que du pompier dépeché sur l'incendie du Crédit lyonnais qu'il en assure les comptes. De même serait-il vain, et bien lâche, de réduire le rôle de l'État à celui du juge. Le judiciaire est un palliatif, non une solution (ne serait-ce que pour une raison de bon sens : le plus clair de ce qui pourrit la vie du citoyen lambda échappe au code pénal). Et comment exiger de l'école qu'elle répare, avec ses pauvres moyens, tout ce que la République a laissé se détruire, au fil des ans, en amont et en aval des lycées et collèges ?

On peut utilement manier le contre-projet global. On peut aussi, quitte à perdre en « radicalité critique », agir sur des leviers plus à notre portée : et, entre la cage d'escalier et le plan sur la comète, chercher modestement le moyen terme, dans nos propres sphères d'existence. Quand on voit, sur notre seuil, des professeurs de lycée qui avouent leur honte d'être professeurs aujourd'hui, des miliaires qui échappent en toute légalité à l'impôt sur la fortune ou des réseaux clientélistes qui consistent depuis des lustres les aides publiques à l'agriculture, il n'est pas insensé de croire que ces hommes-là, peu ou prou, dépendent de nous.

Les nouvelles politiques de la ville, de l'éducation, de la justice, de l'administration, en un mot la réforme de l'État lui-même, resteront stériles sans la mise au travail

d'une volonté engageant l'ensemble des citoyens, à commencer par nos dirigeants. Si la discipline n'est pas rétablie, si l'enseignement lui-même ne retrouve pas sa dignité et ses finalités, les enseignants le moral et les élèves l'envie d'apprendre, les « moyens supplémentaires » tournent au gâchis.

C'est dans les cœurs et les têtes que la bataille se décidera. En bas comme en haut, en bas si le haut s'engage. Car les pouvoirs publics devraient payer d'exemple, en pourchassant l'alcool dans les commissariats avec autant de soin que le crack dans les cités. Si le haut de l'échelle ne montre pas la voie, comment, en bas, substituer la volonté à l'incantation et la décision au vœu pieux ? Il n'y a pas de détail, et les mesures les plus triviales décident des plus compliquées, comme l'a montré, dans la plus sauvage des métropoles d'Occident, le succès de la doctrine dite du « crack cassé ». Tout fumeur de shit ne finira pas à l'héroïne, mais tout héroïnomanie a commencé par le shit. C'est en tendant vers une tolérance zéro face à la petite incivilité qu'on pourra demain remédier à l'incivisme en grand. La « sauvagerie en ville » commence à l'arrachage des boîtes aux lettres, au piétinement des plates-bandes municipales et au tag des murs d'école repeints à neuf. La « violence à l'école » commence au tutoiement du professeur ; l'usage du baladeur sous les préaux et à la tenue délibérément provocante des élèves en cours, garçons et filles. Mais comment lutter contre l'incivilité des petits si on tolère l'incivilité des grands qui est la fraude fiscale ?

À quoi est due la désespérance ordinaire ? Au chômage, d'abord. Mais aussi au manque de réponses des « responsables ». Des hauts fonctionnaires pantouflent et abandonnent, toujours plus nombreux, le service de l'intérêt général. Et la misère faite aux fonctionnaires de base ? Dans les banlieues, le « personnel de front » – travailleurs sociaux, associations bénévoles, éducateurs – est en train de craquer. L'éducation nationale n'est plus en mesure de pourvoir aux postes de professeur-faute de candidats. Les enseignants eux-mêmes s'en vont, ou tombent en dépression. Des associations humanitaires renouent, fermement boutique, les flotiers des patrouilles ou regardent ailleurs. Et comment ne pas baisser les bras quand s'agissent, au vu de tous, les démissions de l'État social, de l'État éducateur et de l'État pénal ? Qu'est-ce qu'une loi qu'on n'a plus le courage de faire respecter ?

Le décalage entre les pratiques d'abandon et la fermeté des « affiches », entre les comportements et les discours de l'officialité, fera bientôt de l'hypocrisie le premier principe républicain. Prenons l'exemple pénal, peu glorieux en soi, mais d'autant plus révélateur du double jeu général qu'il est « ras des pâquerettes ». Commissions et rapports disputent gravement de la dépenalisation de la drogue. Comme si la justice n'avait pas déjà tranché ! La législation sur les stupéfiants ne distingue pas entre drogues dures et drogues douces, mais il y a une belle hurette que les juges ont cessé de poursuivre l'usage et le trafic de cannabis en dessous de 10 grammes.

Il est fait grand bruit d'une nouvelle politique pénale. Pourquoi ne pas commencer par reconnaître qu'aujourd'hui 80 % des procédures aboutissent à des classements sans suite, que 50 % des délits dont les auteurs sont interpellés ne sont pas poursuivis et que les peines de prison ferme de moins d'un an ne sont plus appliquées dans nombre de juridictions ? C'est un choix, qui a de bonnes raisons et des causes objectives. Manque de crédits, de

gardant toujours la faculté de privatiser – l'éducation des enfants et la sécurité du quartier ?

Le refus de sanctionner, premier petit pays de l'enfer, vient d'un bon sentiment. La loi du bon cœur voudrait prévenir, non réprimer, comme si la répression ne faisait pas partie intégrante de la prévention. Elle rêve de remplacer la punition par l'assistance. On ne se reconnaît plus le droit d'énoncer une norme ou une règle, et encore moins – horresco referens – de la mettre à exécution.

L'institution, dit-on, fait violence à l'individu. Elle opprime sa nature. On a ainsi confondu la modernisation nécessaire des institutions et la récusation du principe même de l'institution, comme si l'on ne pouvait pas leur demander de se réformer sans les inviter à se suicider. Supprimez examens et devoirs, et vous foudroyez la créativité des petits... Dérégulez l'économie, et tous les pauvres deviendront riches.

L'équation d'après 68 aurait-elle triomphé : l'alliance des droits universels abstraits et du règne de la marchandise ? En clair : les rapports marchands sont sources de droit et le lien social est mis à la charge de la consommation –

l'absentéisme des élèves (que certains préfèrent escamoter pour ne pas priver leurs parents, comme le prévoit la loi, de leurs allocations familiales) ; aux fournisseurs de les soutenir, quitte à sanctionner les manquements, du reste rares, à la conscience professionnelle.

Le principe de l'égalité devant la loi, en s'effaçant des réalités, a littéralement disparu des consciences. La France, qui, lors du Mondial, s'est administré à elle-même une bonne cure antipresse, attend de ses responsables une leçon d'espérance, mais sans tricherie ni tartufferie. Ceux qui sauront conjuguer les nécessités du retour à la loi avec les exigences du progrès social auront gagné pour longtemps la bataille civique.

## AU COURRIER DU « MONDE »

### TOURISME ET DÉVELOPPEMENT

Je vous écris à la suite de votre article paru dans *Le Monde* du 20 août sous le titre « Le dollar du tourisme ». Je réagis tout particulièrement à la conclusion de cet article, laissant entendre que jusqu'à cette date rien n'aurait été fait dans ce domaine.

Notre association, habilitée récemment comme membre associé du Réseau d'information tiers-monde (Ritmo), qui regroupe une quarantaine de centres de documentation en France, est uniquement consacrée au thème du tourisme Nord-Sud. Nous y recueillons à la fois des informations sur les situations particulièrement préoccupantes créées par le tourisme dans certaines régions du monde, mais aussi celles qui rendent compte des nombreux efforts réalisés au Nord comme au Sud pour susciter une prise de conscience du phénomène touristique et encourager un tourisme « porteur de développement » que, depuis le sou-

miet de Rio, nous préférons appeler le « tourisme durable ».

Je ne peux lire la conclusion de votre article sans penser aux innombrables associations, ONG de développement, associations de voyages ou membres de notre réseau international et européen qui travaillent, au Nord comme au Sud, parfois depuis longtemps, sur le thème du tourisme.

Nous constatons néanmoins que les pays du sud de l'Europe, dont la France, sont très en retard par rapport aux pays anglo-saxons, qui, depuis plusieurs décennies, sont actifs dans ce domaine et, beaucoup plus que chez nous, entendus et écoutés dans les sphères officielles.

Nous constatons aussi que le tourisme ne peut faire aucun miracle dans le domaine du développement dans les pays où les droits de l'homme ne sont pas respectés, et où l'activité touristique peut devenir une arme redoutable au service des dictatures.

Dora C. Valayer, présidente de l'association Transverses

4



# Le système scolaire secrète l'insatisfaction de tous ses acteurs

JUSQU'à quelle classe les acteurs du système scolaire - élèves, parents et enseignants - portent-ils un jugement favorable sur l'école? Grâce à la grande consultation organisée à l'automne 1996 par la FSU, l'Agence Campa-Eleb et la SOFRES et qui a permis l'exploitation de 10 000 réponses d'élèves, 10 000 réponses de parents et 10 000 réponses d'enseignants, il est possible de suivre de manière fine, catégorie par catégorie, le degré de satisfaction et de critique.

Les élèves n'ont véritablement commencé à répondre à la consultation qu'à partir de la classe de troisième, c'est-à-dire en fin de collège. A ce stade-là, ils manifestent encore un haut degré de satisfaction envers l'institution scolaire. Ils jugent favorablement les rythmes, les programmes, l'orientation. Ils ne critiquent ni les enseignants ni le système scolaire. Ils jugent le climat de l'école avant tout « motivant ». La tendance commence à s'inverser avec l'entrée en seconde et le passage au lycée. La critique du système - sur les effectifs, les rythmes, l'ouverture à la vie professionnelle - se fait plus sévère. Mais c'est véritablement en classe de première que le jugement devient nettement défavorable (voir graphique). L'inverse de l'école devient désormais « stressant ». La contestation du système scolaire fait un bond, la critique du travail des enseignants se fait plus fréquente.

On peut, bien sûr, voir dans ces résultats le développement naturel du sens critique des élèves devant progressivement des adultes. Mais tout se passe aussi comme s'ils étaient soumis à une double découverte : la pression croissante qui s'exerce sur eux et la difficulté de tracer leur avenir personnel, avec la perspective d'un enseignement supérieur en crise (sur lequel les élèves portent un jugement défavorable à partir de la première) et la faible capacité de l'école à les préparer à l'entrée dans la vie professionnelle.

Ces deux éléments expliquent sans doute que la charge critique est plus grande encore dans les lycées d'enseignement général que dans les lycées techniques ou pro-

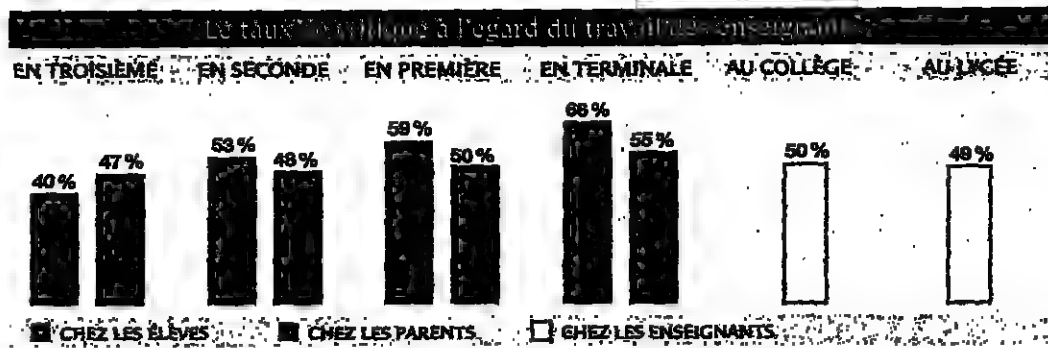
**Elèves et parents concentrent leurs critiques sur le lycée. Les enseignants le font dès le collège**



COORDINATION  
Gérard Courtois  
Jérôme Jaffré

fessionnels. Cela est particulièrement vrai pour les rythmes scolaires, les effectifs, l'aide aux élèves en difficulté et l'ouverture vers la vie professionnelle.

Le mécontentement des élèves en fin de cycle secondaire marque durablement leurs esprits. Le sondage sur l'école effectué à l'été 1997 par l'Institut CSA pour Capital, auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des Français, montre que les plus mauvais résultats proviennent de la catégorie des 20-29 ans, frais émoulus de l'enseignement secondaire. Ce sont eux qui se montrent de loin les plus critiques, jugeant par exemple à 42 % que les enseignants n'écoulent pas suffisamment leurs élèves (contre 40 % en



C'est dès la classe de première que les enseignants ont commencé à critiquer le système scolaire. La réponse « ça va mal » aux cinq items suivants : le travail des enseignants, le dialogue enseignants-élèves, le dialogue enseignants-parents, l'aide aux élèves en difficulté, le volume des devoirs et des leçons.

moyenne nationale) et à 60 % qu'ils ne s'occupent que de leurs meilleurs élèves (contre 43 % pour l'ensemble des Français).

Ce jugement sévère, les parents d'élève le partagent, comme des citoyens soucieux du lien entre l'école et la vie professionnelle et comme cause de résonance de leurs enfants. Dans la consultation de la FSU, les parents ont une bonne opinion globale de l'enseignement primaire et secondaire et une mauvaise opinion de l'enseignement supérieur et cela quel que soit le cycle scolaire de leurs enfants. Mais dans le détail, le jugement critique sur l'école devient vraiment majoritaire quand les enfants atteignent la classe terminale, alors que chez les élèves, il le devient dès la classe de première. Tout se passe ici comme s'il y avait un effet retard des parents devant la déflation croissante de leurs enfants.

Dès le collège, les parents classent dans la rubrique de ce qui va mal le dialogue entre professeurs et élèves. Ils font franchement de même à partir de la classe de seconde pour les rythmes scolaires, à partir de la classe de première pour les programmes, le volume des devoirs et des leçons, ou encore le dialogue entre professeurs et parents. Le jugement critique croît en classe terminale et se prolonge encore dans le supérieur puisque 58 % des parents y ayant un enfant jugent qu'à ce stade de l'enseignement « les choses vont mal » (contre seulement 29 % d'avis contraire). Cependant, le mécontentement

à l'égard de l'école culmine parmi ses fantasmes, les enseignants. Si ceux de maternelle (à 79 % contre 19 %) et du primaire (à 62 % contre 36 %) jugent que les choses vont bien dans leur cycle scolaire, il n'en est pas de même pour les enseignants des lycées, où le mécontentement touche 59 % des enseignants, et surtout parmi les enseignants des collèges, qui, pour deux tiers d'entre eux (65 %), estiment que les choses vont mal. Si les élèves sont critiques à partir de la première et les parents à partir de la terminale, les enseignants le sont donc dès la 6<sup>e</sup> et l'entrée au collège.

Les professeurs de collège contestent en grande majorité à la fois les programmes, les rythmes, les effectifs, l'orientation et le

cadre de vie. Dans ce contexte, 60 % d'entre eux jugent de façon négative leur propre travail d'enseignant, 81 % déplorant même leur incapacité à aider les élèves en difficulté. Davantage que ceux des lycées, les enseignants des collèges mettent en avant, comme dossier prioritaire, l'échec scolaire (à 56 %), alors que dans les lycées l'accent est mis fréquemment sur le contenu des programmes scolaires (à 32 %). Au total, les deux tiers des enseignants considérés dans leur ensemble se montrent « très critiques » à l'égard du système scolaire tel qu'il fonctionne et la moitié « très ou assez critiques » sur le travail des enseignants.

De ce constat sévère pour l'institution scolaire, la nécessité

## La compétition du privé et du public

Aux yeux des Français, la bataille du privé et du public a beaucoup perdu de son caractère scolaire. Mais les images des deux écoles restent aujourd'hui encore fortement typées. Le public a perdu sa supériorité d'antan. Selon l'enquête CSA/Capital de l'été 1997, le privé écarte le public pour la sécurité des établissements (à 67 % contre 14 %) et le suivi des élèves (à 65 % contre 16 %). Même les sympathisants des partis de gauche reconnaissent sans discussion la supériorité du privé dans ces deux domaines. Plus surprenant, les Français donnent l'avantage au privé sur la qualité des enseignants (à 42 % contre 30 %). C'est particulièrement le cas des jeunes de vingt à vingt-neuf ans et des catégories populaires.

L'enseignement public tient cependant sa revanche sur trois points essentiels pour qu'il accorde de l'importance à la relation entre l'école et la société. Il s'agit du traitement égal des enfants quel que soit leur milieu d'origine (à 49 % contre 28 %), l'ouverture sur le monde extérieur (à 47 % contre 24 %) et l'apprentissage de la vie en société (à 42 % contre 32 %). Sur les deux premiers de ces trois domaines, même les sympathisants de la droite modérée reconnaissent la supériorité de l'école publique.

d'adapter sans relâche l'école ressort comme une évidence. La réforme des lycées annoncée, au printemps, par le ministre de l'éducation nationale correspond bien à la demande des élèves et des parents, mais les personnels de l'éducation attendent qu'elle s'étende rapidement aux collèges. En particulier, on voit mal qu'une des dispositions principales du rapport Méhrieu - la réduction du nombre d'heures d'enseignement au profit d'une disponibilité pédagogique - ne soit pas adoptée très rapidement, et cela dès les premières classes du secondaire.

## C'est en classe de première que le jugement des élèves devient défavorable

Pour leur part, les enseignants se vivent en victimes du système. A leurs yeux, ce sont ces dysfonctionnements qui rendent difficiles leur travail et non leurs propres insuffisances. Pourtant, ils gagneraient à ne pas croire que tous les maux proviennent de causes qui leur seraient extérieures. Pour être mieux compris de l'opinion publique, ils devraient prendre en considération les reproches qui leur sont adressés et que révèle l'enquête CSA/Capital : 40 % des Français pensent qu'ils sont trop souvent absents, 43 % qu'ils ne s'intéressent qu'aux meilleurs de leurs classes, 48 % qu'ils ne se préoccupent pas de la situation familiale et personnelle de leurs élèves, 51 % qu'ils ne sont pas assez ouverts au monde extérieur, 55 % qu'ils ne savent pas se faire respecter de leurs élèves, 56 % qu'ils ne dialoguent pas assez avec les parents. Repli sur soi, absentéisme, élitisme, ignorance de la société où les élèves vivent : s'il a un fond, même partiel, de vérité, le constat n'invite-t-il pas les enseignants à se réformer eux-mêmes autant qu'à réclamer la réforme de l'école?

Jérôme Jaffré  
directeur du Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (CECOP)

## Les jeunes générations d'enseignants se distancient de leurs aînés

La critique la plus souvent portée sur l'éducation en France touche à une certaine distance du système éducatif avec le monde du travail et même plus largement avec la société. Pourtant, la consultation publique conduite auprès de tous les acteurs du système scolaire à l'automne 1996 tend à relativiser ce jugement. En confrontant les réponses des enseignants et des élèves du second degré, force est de constater que la distance dénoncée tend à se réduire et, surtout, que les différences d'appréciation entre les jeunes enseignants (les moins de 35 ans) et leurs aînés se traduisent par un rapprochement progressif des plus jeunes avec les élèves. Ces jeunes professeurs marquent leurs distances avec les plus anciens tant sur la conception de l'éducation que sur les remèdes à apporter pour améliorer le système d'enseignement. Ayant traversé depuis vingt ans la crise économique, ils comprennent sans doute mieux et partagent le regard de leurs élèves, enfants de la crise.

Certes, du côté de la représentation de l'école, les grands mythes de l'éducation républicaine et de l'idéal des Lumières continuent de primer. Aux yeux de tous les enseignants, l'école garde pour vocation essentielle la formation de l'esprit critique (71 %) et la formation du citoyen (50 %). Ses emblèmes sont le savoir (79 %) et la laïcité (61 %). Pour autant, sur ces deux points, les différences entre les deux générations d'enseignants commencent à pointer.

Ainsi, après la formation de la réflexion et l'apprentissage de la citoyenneté, les plus de 35 ans désignent le fait d'acquiescer le goût

d'apprendre en troisième vocation (41 % des réponses dans cette catégorie) tandis que les plus jeunes estiment que la troisième priorité de l'école doit être d'aider davantage les élèves à accéder au monde du travail (44 % de leurs réponses). Un rôle qui sied mieux aux élèves pour qui l'accès au monde du travail doit être la vocation première de l'école (70 % des citations), loin devant l'acquisition d'une culture générale (48 %), la formation à l'esprit critique (23 %) et l'apprentissage, de la citoyenneté (19 %).

De même, vu les symboles de l'école, l'intégration suit de près la laïcité parmi les plus jeunes enseignants (43 % contre 54 %), alors que les plus de 35 ans la placent loin derrière la laïcité (36 % contre 64 %). Une école davantage tournée

vers la société, qui prend mieux en compte ses divisions, amène également une majorité de jeunes enseignants à souhaiter un renforcement de la marge de manœuvre des établissements (47 % de favorables contre 42 % d'opposés), ce que reçoivent les plus âgés (37 % contre 54 %).

Les différences d'attitude sont sensibles encore, entre les enseignants les plus jeunes et les plus âgés sur la critique de l'enseignement secondaire. Ainsi, tandis qu'une majorité des plus de 35 ans juge que le dialogue entre enseignants et parents d'élève se déroule plutôt bien (50 % d'opinions positives), les plus jeunes se montrent critiques (seulement 36 % de positifs contre 50 % de négatifs). Là aussi, le regret des jeunes enseignants

se focalise sur le peu d'ouverture sur l'extérieur, qu'il s'agisse du monde du travail, des entreprises ou des parents. Une opinion qui rejoint très nettement celle de trois quarts des lycéens qui déplorent l'absence d'ouverture de l'école sur la vie professionnelle et qui ne placent les enseignants qu'en quatrième position des personnes avec qui ils parlent de leur scolarité (32 % des réponses), loin derrière les autres élèves (77 %), les parents (76 %) ou les frères et sœurs (40 %). Enfin, il est à noter que les jeunes enseignants se distinguent de leurs collègues masculins par des critiques encore plus affirmées.

Dès lors que l'on aborde la question des voies à suivre pour améliorer le fonctionnement du système scolaire, les différences entre

jeunes enseignants et plus âgés s'affirment encore plus fortement. A la question « Qui doit jouer un rôle plus important dans les orientations de l'école? », les moins de 35 ans citent dans l'ordre les enseignants (60 %), le monde de l'entreprise (31 %) et l'Etat (24 %) tandis que les plus de 35 ans désignent plus fortement les enseignants (70 %) devant l'Etat (35 %), loin devant le monde de l'entreprise (21 %). Pour ce qui concerne l'amélioration de la formation professionnelle des jeunes et leur accès à l'emploi, les plus jeunes se placent davantage sur le plan de l'expérience tandis que leurs aînés donnent une importance encore forte à la culture. Le développement de l'apprentissage apparaît comme un bon moyen à 30 % des premiers contre 24 % parmi les plus âgés. Pour que l'école fonctionne mieux, les jeunes professeurs sont plus d'un tiers (35 %) à souhaiter que les parents participent davantage à la vie de l'école alors que l'on ne trouve qu'un quart des plus âgés pour exprimer ce souhait.

Les résultats de cette consultation ne permettent pas à eux seuls d'affirmer qu'il y a un divorce entre les deux générations d'enseignants mais, déjà, les plus jeunes marquent leurs distances par une vision davantage tournée vers la société et le monde du travail. A défaut de vouloir bouleverser l'école, les jeunes professeurs, par leur conception du système éducatif, ont déjà gagné un rapprochement avec les élèves.

Philippe Méchet,  
directeur général adjoint de la Sofres  
Didier Witowski,  
directeur d'études à la Sofres

## Le corps enseignant reste politiquement atypique

GRÂCE à leurs vastes échantillons (4 000 interviews en 1995, 3 000 en 1997), les enquêtes post-électorales du Cevipof permettent d'isoler les résultats de la catégorie des enseignants (en exercice, anciens enseignants ou conjoints d'enseignants) et de connaître leurs attitudes politiques avec la précision requise par de petits sous-échantillons. Le moins que l'on puisse dire est qu'ils restent très différents du reste de la population.

S'ils n'ont pas échappé à la déception envers la gauche au début des années 90, les enseignants se sont depuis réconciliés avec elle. Au second tour de la présidentielle, 70 % d'entre eux ont voté pour Lionel Jospin, 30 % seulement pour Jacques Chirac. Au premier tour des législatives du 25 mai 1997, 67 % ont voté pour la gauche ou les Verts (contre 44 % dans l'ensemble du corps électoral).

L'hostilité à l'extrême droite et l'antiracisme structurent la population enseignante. Seuls 4 % d'entre eux ont voté Le Pen à la présidentielle et 1 % Front national aux législatives. 70 % des enseignants sont en désaccord avec l'idée selon laquelle « il y a trop d'immigrés en France » (contre 37 % des Français). Parallèlement, les

enseignants sont profondément européens. Ils ont massivement voté « oui » au référendum sur le traité de Maastricht et dès juin 1997, 78 % d'entre eux se déclarent favorables à la future monnaie unique européenne. Au surplus, les enseignants suivent l'évolution idéologique de la société : 48 % jugent positif le mot « privatisation » et 52 % portent la même appréciation sur le mot « libéralisme ».

On relève, enfin, un moindre respect - inquiétant pour l'apprentissage civique à l'école - de la norme sociale que chez les autres citoyens. 36 % seulement des enseignants jugent condamnable le squat d'un appartement inoccupé (contre 51 % des Français), 59 % les chèques sans provision (contre 68 %), 43 % approuveraient le refus de payer les impôts comme mode de protestation (contre 37 % en moyenne nationale) et 66 % l'occupation de bâtiments administratifs pour faire connaître ses revendications, contre 42 % seulement pour l'ensemble de l'opinion publique.

## Pour en savoir plus

- A l'école, de François Dubet et Danilo Martuccelli, Le Seuil, 1996, 362 p., 140 F. A partir d'une vaste enquête de terrain, les auteurs étudient la mutation de l'école, du primaire au lycée et les stratégies de ses différents acteurs. Ils s'interrogent sur la mise en place de discriminations positives pour pallier les situations d'échec et les inégalités.
- Pour le savoir, contre la stratégie, de Bernard Charlot, pp. 59-77 dans Ecoles, familles, le malentendu, Editions Textuel, 1997, 167 p., 130 F. Analyse les tensions existant autour de l'école, en particulier en raison du surinvestissement scolaire des parents.
- Les Français et l'école, de Michel Deschamps, pp. 135-151 dans Sofres, l'Etat de l'opinion, 1998, Le Seuil, 1998, 261 p., 160 F. La secrétaire générale de la FSU présente les résultats de la grande consultation organisée par son syndicat et donne sept axes d'évolution pour l'école.
- Pour l'école, de Roger Fauroux et Georges Chacornac, Calmann-Lévy/Documentation française, 1996, 300 p., 69 F. S'il a donné lieu à controverse au moment de son élaboration, le rapport de la commission présidée par Roger Fauroux présente un diagnostic sévère du système scolaire, de ses lacunes et de ses archaïsmes.
- Enfin, le détail de la grande consultation du rapport Méhrieu sur le savoir dans les lycées peut être consulté, académiquement, sur le site internet du Centre national de documentation pédagogique. <http://www.cndp.fr/colloquies/>



Sécretes  
ses acteurs

هكذا من الإلهام

HORIZONS-ANALYSES

LE MONDE / VENDREDI 4 SEPTEMBRE 1998 / 15

## L'avenir incertain de la place financière de Paris

L'EUROPE financière peut se construire sans le concours de la France. Il y a trois mois encore, la thèse aurait paru saugrenue. Aujourd'hui, deux mois après l'annonce surprise d'un accord entre Francfort et Londres pour la constitution d'une place financière pan-européenne, elle hante tous les esprits à Paris. La communauté financière s'interroge sur son avenir lorsqu'elle arrive à s'échapper des soubresauts provoqués par les crises asiatiques et russes.

Depuis cinq ans, les pouvoirs publics français et les dirigeants de la Société des Bourses françaises (SBF) étaient convaincus que l'axe franco-allemand, moteur de l'Europe politique, pouvait également se décliner sur le plan financier. Leurs homologues allemands ne partageaient pas forcément cette vision. En face, même si la place de Londres a perdu de sa superbe pour avoir tardé à se convertir aux transactions électroniques, elle demeure le lieu de concentration des talents et un véritable laboratoire de création de nouveaux produits financiers. Dans le schéma présenté en juillet, Francfort apporterait sa capacité à créer un réseau, tandis que Londres serait chargée de l'alimenter par des produits.

Aujourd'hui, la Bourse de Paris est condamnée à s'inventer un nouvel avenir. Son choix se résume à accepter un rôle passif à l'intérieur de l'association germano-britannique ou à conduire une solution alternative. Mais celle avancée par la SBF - regrouper les places européennes refusant de se plier aux règles édictées par Londres et Francfort, ainsi que le New York Stock Exchange - ne soulève pas l'enthousiasme. Et dans son choix stratégique, la Bourse de Paris ne peut pas ignorer les intérêts de ses membres : investisseurs institutionnels, intermédiaires financiers et sociétés cotées. La plupart d'entre eux militent en faveur d'une Bourse européenne unique reposant sur un système de transactions électroniques. La place de Paris ne peut pas ajouter à un isolement politique une marginalisation de ses membres. « Et la tentation du gouvernement français d'apporter la sécurité des plus-values boursières à court terme n'arrange pas les choses », constate le représentant d'un groupe financier français.

### SILENCE GÉNÉRAL

L'adoption à la SBF se double de celui fait aux grandes institutions financières françaises. Si Michel Freych, président de l'Association française des banques (AFB), a dénoncé l'accord entre Londres et Francfort - « Un mauvais coup porté à l'euro et à l'espace monétaire européen » -, le silence général des trois grandes banques françaises, Société générale, BNP et Crédit lyonnais, est éloquent. Malgré les efforts réalisés par la Société générale et la BNP pour accroître leur présence à

Londres, elles n'auraient pas été mises dans la confidence par les grandes banques comme HSBC, Merrill Lynch, ABN Amro, Warburg ou Deutsche Bank qui ont pesé dans le rapprochement des places britannique et allemande. Quant au Crédit lyonnais, il se garde bien de prendre une position tranchée avant sa privatisation.

Pour avoir tardé à se lancer dans le mouvement de concentration internationale, les institutions françaises sont moins bien préparées que leurs homologues anglo-saxons à la globalisation des marchés financiers. Ces derniers ont déjà de solides équipes sur toutes les places européennes. La constitution d'une Bourse pan-européenne ne change rien à leur stratégie et ne peut qu'apporter des bienfaits, comme la simplification des opérations et la réduction des coûts.

La position des sociétés françaises cotées devrait être également déterminante. Les valeurs composant l'indice CAC 40 monopolisent, à elles seules, près de 80 % des transactions de la Bourse de Paris. Une part importante de leur capital est désormais détenue par des investisseurs étrangers. Les dirigeants français y voient la chance : l'accès à un large bassin d'épargne. Ils y recourent pour lever des capitaux destinés à financer leur développement ou pour placer les titres de certaines filiales qui ne font plus partie de leurs priorités stratégiques. Rhône-Poulenc a ainsi cédé une partie du capital de sa filiale chimique Rhodia et Alcatel a fait de même avec Alstom. Même le gouvernement français a eu recours aux investisseurs internationaux pour assurer le succès de ses privatisations.

Avec l'arrivée, le 4 janvier 1999, de la Bourse de Paris ne peut pas ignorer les intérêts de ses membres : investisseurs institutionnels, intermédiaires financiers et sociétés cotées. La plupart d'entre eux militent en faveur d'une Bourse européenne unique reposant sur un système de transactions électroniques. La place de Paris ne peut pas ajouter à un isolement politique une marginalisation de ses membres. « Et la tentation du gouvernement français d'apporter la sécurité des plus-values boursières à court terme n'arrange pas les choses », constate le représentant d'un groupe financier français.

Avec l'apparition de l'électronique, la localisation géographique des marchés n'a plus guère d'importance. Ce qui prime, c'est l'offre de services adaptés aux intervenants. « L'Europe se dirige vers la mise en place de trois marchés distincts », prédit Michel Fleuriot. Le premier serait destiné à négocier les trois cents plus grandes valeurs européennes - dont font naturellement

partie les fleurons de la Bourse de Paris. Il devrait être unique et construit sur une plate-forme électronique pour favoriser l'échange de transactions importantes. Le deuxième marché serait plus spécialement consacré aux valeurs moyennes dont le rayonnement demeure national. Ces valeurs continueraient à être négociées sur leur place d'origine. Enfin, un troisième marché serait destiné aux valeurs de croissance européennes qui attirent une catégorie spécifique d'investisseurs. Electronique, ce marché devrait être construit à l'échelle européenne.

### PLATE-FORME ÉLECTRONIQUE

Ce schéma reprend celui en vigueur aux États-Unis, où le New York Stock Exchange cohabite avec des Bourses régionales spécialisées sur des niches (produits dérivés et matières premières à Chicago, devises à Philadelphie) et avec le Nasdaq, spécialisé dans les valeurs technologiques.

Cette vision bute encore sur l'absence de structures de régulation (droit boursier, législation en matière d'OPA...) et de contrôle européen. « Il faut aller vite car sinon, la liquidité ira vers la place la moins réglementée », estime Michel Fleuriot. En cela, le choix d'une plate-forme

électronique n'est pas neutre. C'est un système structurant, rappelle Jean-François Théodore, président de la SBF. Il détermine l'endroit où la négociation est effectuée, donc le droit applicable et l'institution déterminant le pouvoir de contrôle sur les opérations financières. Mais il détermine également la localisation de la valeur ajoutée et celle des emplois.

Aujourd'hui, dans l'industrie des services financiers, la valeur ajoutée se situe au niveau de la recherche financière et de la capacité de placement des titres. Londres pourrait continuer d'attirer les analystes financiers, même si des analyses spécialisées dans la grande distribution ont plus intérêt à s'installer à Paris et ceux dans l'industrie mécanique à Francfort. La vente de titres, elle, impose une répartition des équipes sur chaque marché afin d'être proche des investisseurs nationaux. Enfin, les activités à moindre valeur ajoutée comme le dépouillement et le traitement des opérations boursières (back office, en anglais) pourraient être concentrées dans des pays à faibles coûts salariaux. La place de Paris pourrait ainsi perdre des emplois aux deux bouts de la chaîne, parmi les mieux payés et parmi les moins bien payés.

Enguerrand Renault

## Intimité par Hervé Coffinière



## Diana, ou le besoin de divertissement

Suite de la première page

Un photographe britannique spécialisé dans la couverture de la famille royale racontait à qui voulait l'entendre, il y a dix ans, une anecdote révélatrice. Lors d'une cérémonie officielle, Diana, apercevant ce confrère qu'elle connaissait bien et appréciait au milieu de la « horde » des photographes de presse (ce mot a une connotation péjorative, mais il tente de traduire, rougissant en moins, l'expression anglaise courante *rat-pack*) avait imperceptiblement relevé le haut de sa minijupe à son intention avec un clin d'œil complice, afin que son cliché soit le plus réussi et le plus sexy de tous. Au même moment, son mari dénonçait l'intrusion de la presse dans la vie privée de sa famille et Diana faisait chorus.

Diana, n'ayant délaissé aux magazines, était tout sauf une sainte. Elle était mûre, insatiable, instable, ignorante, manipulatrice et vaniteuse. Elle était aussi très belle et très émue. Mais surtout, et c'est ce qui a fait d'elle des centaines de millions de nés compatriotes du cyberspace et du village planétaire cher à Mac Lhann, elle était une révolte, une héméroïde adolescente en baskets, le baladeur scotché aux oreilles, qui faisait le désespoir de

sa belle-mère, de son mari, et de la maîtresse attitrée de ce dernier. Elle n'a pas accepté les compromis qui allaient de soi à une autre époque, pas si lointaine, puisqu'il s'agit du début du siècle. Sait-on que la reine Alexandra, épouse d'Edward VII, eut soin d'avertir la dernière maîtresse quasi officielle de son courreur de mari pour que cette dernière lui rende une dernière visite en 1910, alors qu'il était déjà aux portes de l'agonie ?

Diana refusa ce rôle raisonnable vers lequel le personnel de cour, qui connaît ses classiques, la poussait insidieusement et que la reine Elizabeth, moins prude qu'il n'y paraît, l'avait vivement incitée à accepter. Diana a fait un pied de nez à la monarchie britannique, qui n'est pas aussi solide qu'on le croit, puisqu'elle a vacillé sur son socle du seul fait de cette insolence. Bref, elle s'est moquée du vieil et solennel establishment anglais. Et ce faisant, elle a conquis le cœur de millions de gens. Ce n'est pas Diana déshéuée ou vêtueuse d'orphaïnes qui est devenue mondialement populaire, mais une très belle adolescente prolongée, révoquée contre son mari et sa famille.

### JEUNESSE ET LOOK REBELLE

Le culte de Diana, qui comporte certes de nombreuses tendances et chapelles, ne s'expliquerait pas sans cette révolte adolescente, mélange d'irresponsabilité et de provocation. Diana, c'était un peu mai 68 à Buckingham Palace, avec de jolies jambes et un merveilleux sourire un peu triste en plus. La jeunesse et le look rebelle font,

comme on sait, merveille en public.

Diana a donc été remplacée par d'autres idoles. Ce marché de l'image est soumis à un turn-over impitoyable. Mais la déconscience du culte dianesque amène à poser une question de fond. Que cherchons-nous lorsque nous jetons avidement sur Paris-Match ou Gala, et plus généralement sur les pages dites « people » des journaux ? Aux États-Unis, le magazine qui s'appelle précisément et tout simplement *People*, fort de ses textes romanesques et subtils plus que de ses photos, connaît un immense succès. Notre œil est-il si différent lorsque nous lisons les rubriques « people » des journaux et celles, traditionnellement jugées plus nobles, de politique générale ou d'économie ?

### LE SPECTACLE DU MONDE

N'y a-t-il pas un plaisir, qui ne relève pas seulement de la curiosité intellectuelle désintéressée, à jurer la responsabilité de Roland Dumas au prix de ses bottines achetées chez Berluti ? Le caractère atterré de M<sup>me</sup> Tiberi et son goût discutable pour les redécouvertes d'appartements HLM occupés par sa famille est-il sans rapport avec l'intérêt que nous portons aux déboires politiques du maire de Paris ? La liste pourrait s'allonger indéfiniment. La vie des gens, leur existence privée et ce qu'elle cache, ce « *miserable tas de petits secrets* », selon la formule de Malraux, fascine tant et plus que leur action publique. Nous prenons un plaisir très vif, pas nécessairement recomman-

dable, si l'occasion nous en est donnée par les médias d'apercevoir sans risque la vie intime, d'ordinaire cachée, des personnalités en tout genre. Cela nous distrait de nos préoccupations habituelles.

« L'homme, quelque plein de tristesse qu'il soit, si on peut gagner sur lui de le faire entrer en quelque divertissement, le voilà heureux pendant ce temps-là. Sans divertissement, il n'y a point de joie ; avec le divertissement, il n'y a point de tristesse. Et c'est aussi ce qui forme le bonheur des personnes de grande condition, qu'ils ont un nombre de personnes qui les divertissent et qu'ils ont le pouvoir de se maintenir en cet état. » Cette remarque de Pascal s'applique admirablement à notre usage des médias. Quel de plus divertissant, en effet, que de se pencher sur les joies, les malheurs ou les turpitudes des vedettes de cinéma, des princesses, des hommes politiques corrompus ou réputés tels ?

« La lecture du journal est la prière de l'homme moderne », disait jadis Hegel. Elle est aussi et surtout une forme de divertissement. En tant que lecteurs des journaux, et plus encore en tant que télé-spectateurs, nous avons le pouvoir de nous maintenir en état d'être divertis, à chaque instant, par le spectacle du monde. Diana un jour, une inondation en Chine le lendemain, l'émotion d'Alain Juppé mis en examen et s'expliquant au journal télévisé le jour suivant. Nous sommes des rois, qui ont les moyens d'être divertis, et qui ne demandent qu'à l'être.

Dominique Dhombres

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

## Bill Clinton et le chaos russe

Y aller ou pas ? La question a divisé les milieux politiques et journalistiques américains avant la visite de trois jours que Bill Clinton a achevée, jeudi 3 septembre, à Moscou. Les uns pensaient qu'il était inutile voire risqué pour le président, déjà affaibli à l'intérieur, de se rendre dans un pays sans gouvernement, au bord du gouffre économique, où le seul interlocuteur protocolaire est un vieillard malade, incapable de parler sérieusement des affaires du monde, prié de toutes parts de quitter le pouvoir. Les autres considéraient que le maintien du voyage, selon le calendrier prévu, montrait que la communauté internationale, et d'abord la première puissance mondiale, n'abandonnaient pas la Russie à son sort. Ceux-ci ont sans doute eu raison.

Pratiquement, le bilan est maigre et il ne pouvait en aller autrement. Mais ces trois jours, les propos tenus publiquement, les rencontres avec des hommes politiques russes de différentes tendances ont permis à M. Clinton de lancer quelques messages. Le premier était à destination de Boris Eltsine. Bill Clinton a réaffirmé son soutien à l'action de son collègue russe. Le geste valait peut-être plus pour le passé, mais au moment où la situation de M. Eltsine paraît presque désespérée, l'annonce de la visite aurait porté le coup de grâce. Faut-il d'autres interlocuteurs, les Occidentaux considèrent encore que le chef du Kremlin est le dernier point de repère dans l'anarchie menaçante.

Le président américain n'en a pas pour autant négligé de s'intéresser à la relève. Ses entretiens avec des personnalités aussi diverses que le communiste Guennadi Ziouganov, le général Lebed, le président de la Douma, Guennadi Seleznev, ou encore Gregori Iavinski, le chef du parti « démocrate » la-bloko, coqueluche traditionnelle des Occidentaux, lui ont donné quelques idées sur les issues possibles de la crise politique.

A tous ces interlocuteurs, M. Clinton a répété ce qu'il a dit aux étudiants de l'université de Moscou : le salut est dans la poursuite des réformes, le succès dépend des Russes eux-mêmes, pas de l'aide financière de l'étranger. Le message a-t-il été reçu ? M. Eltsine et son premier ministre désigné, Viktor Tchernomyrdine, ont acquiescé, ajoutant cependant qu'il fallait renforcer l'intervention de l'Etat dans l'économie. Toute l'ambiguïté est là. Chacun parle de réformes mais personne ne pense la même chose. Entre la médecine préconisée par le Fonds monétaire international, la restauration du rôle d'un Etat qui n'existe plus, la tentation de revenir en partie au moins au dirigisme de type soviétique et une politique s'inspirant de la reconstruction de l'Europe occidentale après la guerre, le bateau ivre russe est ballotté. Bill Clinton a lancé une mise en garde ferme contre tout retour en arrière mais il n'a pas clairement indiqué de cap. On ne saurait lui en tenir rigueur. Qui ne resterait perplexe devant le chaos russe ?

### LE MONDE en bref

Président du directeur : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Rédacteur en chef : Jean-Marie Colombani  
Directeur adjoint : Pierre Grogg / Rédacteur adjoint : Jean-Pierre Lhote  
Directeur adjoint : Dominique Reynaud / Rédacteur adjoint : Alain Fomont  
Rédacteur en chef : Alain Fomont  
Rédacteur : Erik Iversen (Éditorial et analyses)  
Rédacteur : Laurent Goussier (Suppléments et cahiers spéciaux) / Rédacteur : Michel Kohn (Débats)  
Rédacteur : Patrick Jaurès (France) / Rédacteur : Patrick Jaurès (France) / Rédacteur : Patrick Jaurès (France)  
Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie) / Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie) / Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie)  
Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie) / Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie) / Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie)  
Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie) / Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie) / Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie)

### LE MONDE en bref

Directeur : Jean-Marie Colombani / Rédacteur en chef : Jean-Marie Colombani  
Directeur adjoint : Pierre Grogg / Rédacteur adjoint : Jean-Pierre Lhote  
Directeur adjoint : Dominique Reynaud / Rédacteur adjoint : Alain Fomont  
Rédacteur en chef : Alain Fomont  
Rédacteur : Erik Iversen (Éditorial et analyses)  
Rédacteur : Laurent Goussier (Suppléments et cahiers spéciaux) / Rédacteur : Michel Kohn (Débats)  
Rédacteur : Patrick Jaurès (France) / Rédacteur : Patrick Jaurès (France) / Rédacteur : Patrick Jaurès (France)  
Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie) / Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie) / Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie)  
Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie) / Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie) / Rédacteur : Jacques Bouché (L'Asie)

### IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## Espionnage et délation à Berlin

A BERLIN, dans la zone d'occupation soviétique, un nouveau ministère de la propagande, nanti d'un budget considérable, vient de s'installer dans les bureaux de l'ancien ministère de la propagande de Goebbels. Les chefs du nouvel organisme sont Rudi Engel et Herbert Güte, deux transfuges de Moscou d'un fanatisme à toute épreuve.

Les Russes ont toujours ressenti pour le docteur Goebbels et ses méthodes une admiration qui ne s'est jamais démentie. Il est donc normal que, comme son modèle, ce nouveau ministère de la propagande dispose dans les cinq provinces de sections régionales et locales. Leurs fonctions, précisées dans un programme de travail comprenant vingt-trois points, reposent en somme sur l'organisation et l'extension de l'espionnage et de la délation.

Les bureaux, indépendamment

de l'action qu'ils doivent exercer sur la presse, les organismes politiques de toute sorte et l'opinion elle-même, sont tenus de surveiller le comportement de la population et d'adresser des rapports réguliers à la centrale au sujet notamment de l'affluence dans les églises, de la circulation des journaux et de l'attitude des sociétés sportives.

Cette surveillance s'exercera également dans les cinémas, où la présentation des documentaires et films russes a donné lieu ces temps derniers à des manifestations répétées. Les tables d'écoute ont été multipliées partout : les communications téléphoniques de personnalités politiques domiciliées dans les secteurs occidentaux feront l'objet d'une surveillance particulière.

Georges Blum  
(4 septembre 1948.)

### Le Monde sur tous les supports

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 06-36-29-04-36

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompoServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78



**AÉRONAUTIQUE** A la veille de l'ouverture, le 7 septembre, du Salon aéronautique international de Farnborough en Angleterre, John Weston, le président de British Aero-

space, numéro trois mondial de l'aéronautique, souligne la nécessité pour l'industrie européenne de ce secteur de regrouper rapidement ses forces. ● POUR M. WESTON, deux ou

trois grands de l'aéronautique survi- vront dans dix ou quinze ans et il se- ra indispensable pour le grand groupe européen qu'il appelle de ses vœux de tisser des liens étroits avec

des groupes américains. ● BRITISH AEROSPACE ne souhaite pas que l'Etat français ou Daimler-Benz dé- tienne une part significative du nouvel ensemble européen et veut

un actionariat complètement dilué. ● ENFIN, le groupe britannique, qui possède 20 % d'Airbus, montre un grand intérêt pour l'avenir du numé- ro deux mondial de l'aviation civile.

## British Aerospace aspire à disparaître au profit d'un géant européen

Dans un entretien accordé au « Monde », John Weston, président de la société britannique, souligne la nécessité pour le futur grand groupe européen de tisser des liens étroits avec des entreprises américaines

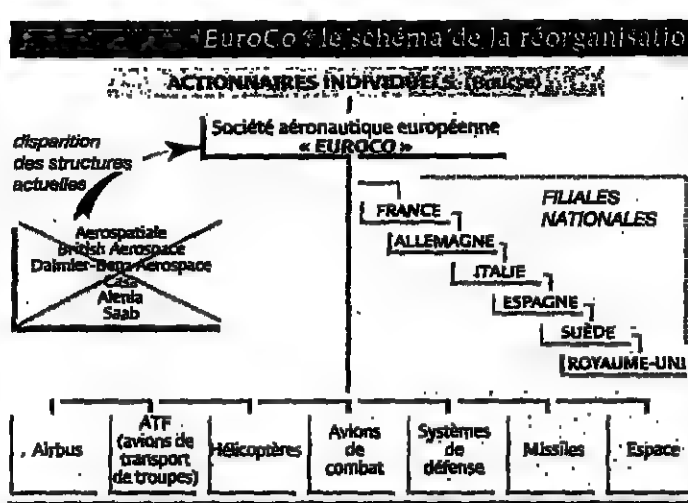
« On assiste depuis quelques années à un vaste mouvement de restructuration de l'industrie de la défense, caractérisé par des rachats, des regroupements et des fusions. Quelle analyse en faites-vous ?

— Les mouvements qui se dessinent en Amérique du Nord et en Europe ne sont que le prétexte à une mondialisation progressive de cette industrie. Je pense que dans dix ou quinze ans il n'y aura plus que deux ou trois principaux groupes mondiaux. British Aerospace fera partie de l'un d'entre eux. Cela signifie qu'il faudra tisser des liens transatlantiques forts, et qu'il ne faut donc pas opposer les regroupements européens aux grands groupes américains, comme Boeing et Lockheed Martin.

— Il faut toutefois reconnaître que ces rapprochements transatlantiques seront difficiles à mettre en œuvre à court terme. Le Pentagone est toujours réticent pour confier des programmes d'armement à une entreprise internationale. Il y a encore trop de « black programs » réservés aux firmes américaines.

— Vous n'êtes donc pas intéressé par une acquisition aux Etats-Unis, comme le rachat de Northrop Grumman ?

— Je n'ai pas dit cela. Pour l'opération que vous évoquez, nous attendons encore de savoir si cette entreprise peut être rachetée par une société européenne. Nous devons encore déchiffrer le message envoyé par le gouvernement amé-



Dans un rapport commun, qui demeure confidentiel, les quatre industriels anglais British Aerospace (BAE), le français Aerospatiale et l'espagnol CASA ont présenté, le 27 mars, à leurs gouvernements respectifs leur vision de la réorganisation européenne dans le domaine aéronautique et des industries de défense connexes. Ce schéma, annexé au rapport, illustre la structure de la future société unique, issue de la disposition des sociétés actuelles.

ricain, en bloquant le rachat de Northrop par son compatriote Lockheed Martin. Cela dit, je crois sincèrement que l'industrie de défense européenne est encore trop divisée pour se lancer, en position de force, dans ces mariages transatlantiques. Regroupons nos forces d'abord.

— C'est ce que tentent de faire les industriels européens depuis plusieurs années.

— Oui, mais comment ne pas être frustré par la lenteur de ce processus ? Certes, d'immenses progrès ont été faits et il y a désormais un accord sur l'objectif à atteindre. British Aerospace, Aerospatiale, Daimler-Benz Aerospace et CASA ont mis au point le schéma ultime de la réorganisation européenne, qu'ils ont présenté à leurs gouver-

nements dans le rapport du 27 mars. Nous préconisons la constitution d'une société européenne unique privée, regroupant l'ensemble des activités aéronautiques et de défense, sous un management unique.

— La constitution d'Airbus et les regroupements en cours dans les missiles, les satellites et les hélicoptères permettront-ils d'atteindre cet objectif ultime ?

— C'est, à mon avis, la manière la moins efficace d'y parvenir. Cette série d'opérations financières sera très coûteuse, à commencer par les frais d'avocats et de banques-conseil. Elles obligent les directions de chacun des groupes concernés à y consacrer une part trop importante de leur temps. Je préférerais une fusion réelle,

c'est-à-dire la mise en commun de l'ensemble des activités des principaux groupes européens d'aéronautique et de défense.

— En rachetant l'activité militaire du suédois Saab, en vous portant candidat à l'entrée dans le capital de l'espagnol CASA ou de l'italien Alenia, en réfléchissant à un rapprochement avec DASA, vous donnez pourtant l'impression de vouloir prendre vos concurrents de vitesse, ce qui risque de compromettre votre schéma coopératif ?

— Nous ne pouvons rester inertes lorsque des opportunités se présentent. Toutes ces opérations, réelles ou hypothétiques, que vous évoquez doivent permettre de placer British Aerospace dans les meilleures conditions pour aborder l'intégration européenne. Je reste convaincu que toutes ces opérations seront plus utiles avec la participation de tous, et notamment de l'industrie française. Je vous rappelle enfin que l'ambition de British Aerospace est de disparaître le plus vite possible pour laisser la place à un groupe européen.

— Qu'attendez-vous ? — Que plusieurs conditions soient remplies, notamment quant à l'actionariat de la future entreprise européenne « Euro Co. ». Nous ne voulons pas que l'Etat français ou Daimler-Benz, l'actionnaire principal de DASA, détienne une part significative du nouvel ensemble. Nous voulons

un actionariat complètement dilué, comme celui de BAE aujourd'hui. Sinon, nos actionnaires actuels n'accepteront jamais d'échanger leurs titres British Aerospace contre ceux d'Euro Co.

— La décision du gouvernement français de privatiser Aerospatiale, en faisant entrer le groupe Lagardère dans son capital, facilite-t-elle ce processus ?

— Très certainement. Mais ce n'est pas suffisant. Le gouvernement français conserve une part importante du capital et le poids du groupe Lagardère pourrait également poser un problème dans le futur. Nous voulons également savoir quel sera le sort réservé à Dassault dans ce schéma français. Ses activités d'avions de combat sont essentielles pour la constitution de la société européenne. Puisqu'on ne peut plus regrouper les deux programmes concurrents que sont leur Rafale et notre Euro-

fighter, il faut d'ores et déjà mettre en commun les structures marketing et les bureaux d'études.

— Faut-il d'avancée rapide, pourriez-vous être tenté par un rapprochement de type vertical avec votre compatriote, le groupe d'électronique de défense General Electric Company (GEC) ?

— Il existe des synergies évidentes entre nos deux groupes. C'est pourquoi certains membres du gouvernement britannique pensent que cela serait une très bonne idée. D'autres mettent en avant les problèmes de concu-

### Une puissance financière

Avec 596 millions de livres de résultat net (environ 5,8 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 8,5 milliards de livres en 1997, British Aerospace se pose en « homme fort » de l'Europe de l'aéronautique. Au cours des quatre dernières années, la valeur de BAE en Bourse a été multipliée par dix. L'entreprise britannique est valorisée à 69 milliards de francs, alors que le français Aerospatiale, avant l'annonce de sa privatisation, était évalué entre 25 et 30 milliards de francs.

La cession d'activités jugées non stratégiques, comme les avions d'affaires, les satellites ou les voitures Rover, représentant un sacrifice de plus de 40 % du chiffre d'affaires entre 1993 et 1995, et la rationalisation de la production ont permis à BAE de restaurer sa rentabilité. Forte d'une trésorerie de plus de 20 milliards de francs, BAE est en mesure de se porter candidate à toutes les opportunités d'acquisitions en Europe, du suédois Saab Aircraft à l'espagnol CASA et à l'italien Alenia.

— Donneriez-vous votre feu vert au lancement du gros porteur A-3XX européen ?

— Nous sommes convaincus de l'importance stratégique, pour Airbus, d'avoir dans sa gamme un avion gros porteur pour concurrencer le Boeing 747. Mais, comme tous les actionnaires d'Airbus, nous devons être sûrs, avant de donner notre accord, de la rentabilité de ce programme. Le management d'Airbus travaille toujours à cette évaluation.

Propos recueillis par Christophe Jacubyszyn

Toutes les sorties, tous les horaires, toutes les salles

Le 9 septembre

aden

ressort... vous aussi.

Le guide des arts, du divertissement et de la nuit

## Procès Dassault : le ministère public estime qu'un pacte de corruption a bien existé

**BRUXELLES** de notre correspondant. Le procès Agusta-Dassault s'est ouvert, mercredi 2 septembre à Bruxelles, dans le cadre imposant de la Cour de cassation, juridiction suprême du royaume de Belgique. Douze accusés font face à quinze juges en robe rouge, requis de juger cette affaire sur le fond et en dernière instance en raison de la qualité de ministre de deux accusés, Guy Coëme et Willy Claes, qui détenaient au moment des faits, en 1988 et 1989, respectivement les portefeuilles de la défense et de l'économie.

La première audience a été consacrée à l'exposé, par le procureur général Eilene Liekendaels, de l'histoire des deux affaires de corruption présumée de dirigeants des partis socialistes francophone et flamand, celle de l'attribution d'un marché d'hélicoptères militaires à la firme italienne Agusta, et celle de la modernisation des chasseurs F16 de l'armée de l'air belge par l'électronique Serge Dassault (ESD).

notamment les déclarations de l'avocat Alfons Puelnickx, intermédiaire dans les deux affaires, elle estime qu'un pacte de corruption préalable à la passation des marchés a bien existé. Pour l'affaire Dassault, elle remet en mémoire de l'avionneur français une phrase qui lui aurait échappé lors d'un interrogatoire en France par le juge d'instruction belge Jean-Louis Pignon, selon laquelle « tout le monde donne des commissions ! ». Ce demi-aveu formulé à mi-voix n'avait d'ailleurs pas été acté par le magistrat français assistant à l'audition au motif qu'il était un peu dur d'oreille.

### DÉCISION

Serge Dassault manifeste son irritation à l'écoute de l'exposé des charges retenues contre lui par le ministère public en prenant furieusement des notes et en faisant d'énergiques signes de dénégation. La presse belge tourne déjà en dérision la ligne de défense qu'aurait, selon elle, adoptée l'industriel français pour expliquer les sommes importantes passées des comptes suisses de sa mère, Madeleine Dassault, décédée en 1992, à ceux gérés par les intermédiaires des PS flamand et francophone : ces versements auraient été effectués à son insu à l'initiative de Pierre de Bocard, un banquier suisse gérant les

actifs de la famille Dassault dans la Confédération. Pierre de Bocard étant également décédé, cela permet par exemple à l'hellomadaire Le Soir illustré de s'insurger contre ce « procès de toutes les lâchetés » où l'un des principaux accusés s'abrite derrière des morts.

Le procureur général a d'autre part manifesté sa volonté de « frapper à la tête » en soulignant la responsabilité des hiérarches des partis en cause, qui ne devront pas compter sur sa mansuétude, alors qu'elle laisse entendre que les « seconds couteaux » pourront espérer quelque indulgence s'ils contribuent, plus qu'ils ne l'ont fait au cours de l'instruction, à la manifestation de la vérité.

Les prochaines audiences vont être consacrées à d'âpres débats de procédure introduits par le bataillon d'avocats défendant les accusés. Comme on est en Belgique, la première controverse aura pour objet la langue utilisée au cours du procès, le français, contestée par les avocats des prévenus flamands. Serge Dassault fera, pour sa part, valoir que le procès qui lui est intenté est inéquitable, en raison du fait que lui, simple citoyen, est privé du droit à une justification d'appel comme ses coaccusés anciens ministres.

Luc Rosenzweig



هكذا من لامل

## Northwest Airlines répond à la grève de ses pilotes en mettant au chômage technique 27 500 salariés

Les avions d'Air Canada sont aussi cloués au sol par un arrêt de travail

Alors que ses pilotes sont en grève depuis samedi, la direction de la compagnie américaine Northwest Airlines a annoncé, mercredi 2 sep-

tembre, la mise au chômage technique de 27 500 personnes et l'annulation de ses 1 700 vols quotidiens. Le conflit porte surtout sur des revendica-

tions salariales, tout comme à Air Canada, où les pilotes ont arrêté le travail après l'échec des négociations sur la convention collective.

LA COMPAGNIE aérienne américaine Northwest Airlines, dont les pilotes sont en grève depuis le samedi 29 août, a annoncé mercredi la mise au chômage technique de 27 500 personnes, soit la moitié de ses effectifs. La direction n'exclut pas d'étendre cette mesure. Les négociations entre la direction et l'ALPA, le syndicat des pilotes de ligne américains, sont dans l'impasse malgré l'entente que les deux parties ont eu jeudi avec le secrétaire d'Etat aux Transports, Rodney Slater. La direction montre ainsi qu'elle est résolue à entrer dans un conflit long. La dernière grève de pilotes de Northwest Airlines, en 1978, avait duré neuf jours.

Northwest Airlines a décidé d'annuler tous ses vols jusqu'au lundi 7 septembre, jour férié aux Etats-Unis (Labor Day). La quatrième compagnie américaine a prolongé de cinq jours l'annulation de ses 1 700 vols quotidiens à partir de ses

plates-formes de correspondance de Minneapolis, Memphis et Detroit et en direction de toutes les grandes villes américaines mais aussi à destination de l'Europe et de l'Asie.

Ce n'est qu'une coïncidence, mais elle est révélatrice. Au moment même où Air France, après la grève de juin, tente de mettre au point les nouvelles modalités de rémunération des pilotes et leur entrée au capital de l'entreprise, certains de leurs collègues nord-américains se saisissent à leur tour de cette arme. Après ceux de Northwest Airlines, les pilotes d'Air Canada ont arrêté le travail mercredi 2 septembre, des discussions de dernière minute sur la négociation de leur convention collective ayant échoué.

Leur décision devrait clouer au sol les 160 appareils de la compagnie de Montréal, dont la direction a annoncé tous ses vols pour mercredi et jeudi. Air Canada, qui emploie 22 000 personnes au total, dont 2 100 pilotes, transporte plus de 60 000 personnes par jour à travers le monde, notamment aux Etats-Unis. La compagnie assure par ailleurs près de la moitié du service postal du pays.

d'un accord sur ces revendications paraissant très lointaine, d'après un porte-parole du syndicat des pilotes cité par l'agence Bloomberg.

A Northwest Airlines, les 6 000 pilotes demandent à toucher les fruits du redressement spectaculaire opéré par la compagnie ces dernières années. En 1993, tandis que Northwest était menacée de faillite, ils avaient accepté une baisse de leurs salaires, en échange de leur entrée au capital de la société. Une problématique qu'on retrouve aujourd'hui dans les négociations qui se déroulent à Air France.

Le résultat de ces efforts ayant atteint leur but, même si la compagnie a enregistré des résultats décevants au premier semestre, les pilotes réclament désormais ce qu'ils estiment être leur dû : une augmentation de 15 % sur cinq ans, c'est-à-dire la durée de la prochaine convention collective ainsi que certaines garanties en matière d'emplois. Selon le porte-parole de la compagnie, Jon Ausin, les propositions de la direction permettraient aux pilotes de dépasser de 4,5 % le salaire de leurs collègues d'Améri-

can Airlines, de United Airlines et de Delta Airlines en l'an 2000 et de 7 % en 2002. La direction fait valoir que, les actions détenues par les pilotes ayant considérablement augmenté, cela compense largement les pertes de salaire depuis 1993.

Un porte-parole de Northwest avait annoncé, vendredi, que le conflit allait coûter 490 millions de dollars par semaine à l'économie américaine. Malgré cette perspective, la Maison Blanche avait indiqué, le même jour, qu'elle n'interviendrait pas pour l'instant dans ce conflit.

La législation américaine (par le Railway Labor Act de 1926, utilisé pour la dernière fois contre les pilotes d'American Airlines en février 1997) autorise le président à contraindre les grévistes à reprendre le travail pour une durée de soixante jours et à nommer, pendant cette période, des négociateurs. Mardi, le secrétaire d'Etat au transport avait cependant annoncé son intention de nommer un médiateur.

Anne-Marie Rocco

## Plusieurs négociations prennent du retard à Air France

Un nouveau DRH est nommé

DES PETITS RETARDS sont annoncés chez Air France. Dans la négociation sur les 35 heures, tout d'abord. Initialement prévue pour l'automne, celle-ci ne débutera qu'en décembre, ont annoncé les syndicats et la direction, à l'issue de leur première réunion, mercredi 2 septembre. Mais déjà, des divergences apparaissent. Les 35 heures doivent « créer des emplois durables avec des objectifs d'amélioration de la compétitivité », affirme la direction, tandis que les syndicats affichent leur inquiétude. « La réduction du temps de travail ne devra pas être l'occasion d'introduire de nouvelles mesures dégradant les conditions de vie et de travail », selon Force ouvrière.

Dans un premier temps, la discussion sur les 35 heures ne concernera que le personnel au sol (30 000 sur un total de 46 000). Mais les pilotes, qui travaillent selon un rythme spécifique, pourraient demander l'extension des négociations à leur profession.

Mais le principal enjeu pour les pilotes reste la signature d'un ac-

cord sur le gel des salaires avec la direction. Censées aboutir le 31 août, ces négociations pourraient, elles aussi, se gripper en raison des pressions du gouvernement, qui reste le principal arbitre du dossier. Les pilotes, qui ont obtenu des engagements verbaux de la direction à l'issue de la grève de juin, craignent de les voir remis en question par Bercy (Le Monde du 1<sup>er</sup> septembre). Selon Les Echos, ils pourraient décider de suspendre les négociations pour une semaine.

Pour gérer ces deux dossiers, la direction a nommé mercredi 2 septembre un nouveau directeur général adjoint en charge des affaires sociales : Jacques Pichot. Cet ancien de la Direction générale de l'aviation civile, appelé par Air France pour négocier avec les pilotes, succède au dernier lieutenant de l'ex-PDG Christian Blanc encore en poste dans la société, Jean-Yves Grosse. Celui-ci est nommé directeur général de l'aéropostale.

Hélène Rissler

### Standard and Poor's plaie Air Canada sous surveillance

L'agence de notation financière Standard and Poor's a placé mercredi la note BB de la compagnie Air Canada sous surveillance avec implications négatives, en raison de la grève des pilotes de la compagnie.

Standard and Poor's souligne que les pertes devraient atteindre 7 millions de dollars (4 millions de francs) par jour près des mises au chômage technique. Selon l'agence, Air Canada devrait pouvoir faire face à la grève prolongée grâce à ses liquidités et des crédits bancaires. Les prix des billets au Canada sont d'environ 30 % inférieurs à ceux pratiqués aux Etats-Unis et les coûts de la compagnie canadienne sont plus élevés que la moyenne de ceux de ses concurrents américains, souligne Standard and Poor's.

### REVENDEMENTS SALARIAUX

La rémunération des pilotes d'avions est au cœur des négociations. A Air Canada, ils réclament une hausse de salaire de 10 % pour chacune des deux années à venir. Les pilotes affirment toucher un salaire annuel de 100 000 dollars canadiens (environ 380 000 francs), soit, estiment-ils, de 30 % à 50 % de moins que ce que perçoivent leurs homologues aux Etats-Unis.

Leur grève, estiment les analystes, devrait coûter de 10 à 13 millions de dollars canadiens par jour à la compagnie, déjà largement mise à mal par la Bourse : le titre Air Canada a chuté de 53 % depuis le début de l'année, en raison des perspectives de ralentissement du trafic que fait redouter la crise monétaire et financière partie d'Asie, qui touche désormais une bonne partie de la planète. Mardi soir, l'éventualité

## Les salariés de MHS et les élus nantais contestent le plan social d'Amtel

NANTES

de notre correspondant

Une grande partie des 820 salariés de l'usine MHS de Nantes, qui fabriquent des semi-conducteurs, ont débrayé et manifesté, mercredi 2 septembre, à l'appel de la CFDT, syndicat majoritaire, pour protester contre le plan social, prévoyant 149 suppressions d'emplois, que la direction avait présenté jeudi 3 septembre au comité d'entreprise. La nouvelle tombe mal pour l'agglomération nantaise, où l'on craint qu'Unilever n'annonce, le même jour, que l'usine Edgécramme, détruite par un incendie le 9 juin, ne sera pas reconstruite ; dans ce cas, 384 emplois sont en jeu.

Créée dans les années 70 par Matra et l'américain Harris, l'usine MHS de Nantes a ensuite été filiale commune de Matra et Daimler-Benz. Longtemps déficitaire, elle semblait sortie d'affaire il y a quatre ans. Tunc, l'entité micro-électronique du groupe allemand qui chapeautait l'usine nantaise, projetait alors d'investir 1,3 milliard de francs et d'embaucher 600 personnes pour doubler la capacité de production. Mais le retournement du marché des composants a changé la donne.

### PRIORITE AUX ACTIONNAIRES

En début d'année, l'usine a été vendue à l'américain Amtel, qui possède déjà un site de production près d'Aix-en-Provence, et dont le président proclamait alors la nécessité de réduire de 10 % la masse salariale de ses usines dans le monde. Ce chaud et froid laisse un goût amer à Nantes. La CFDT constate que l'entreprise n'a pas respecté l'engagement contracté en 1997 dans le cadre d'un accord Robien défensif. L'effectif est descendu sous le seuil de 847 salariés garanti par l'accord, interdisant de

ce fait le versement des 15 millions de francs d'aides publiques prévues. Mais la réduction du temps de travail ne semble pas être la priorité des actionnaires américains, même si ce manque à gagner s'ajoute aux pertes de 64 millions de francs constatées en 1996 et de 74 millions en 1997. La CFDT s'inquiète aussi de l'absence actuelle d'investissements qui, dans un secteur aussi évolutif, risque de rendre rapidement l'usine obsolète.

Les collectivités locales, qui ont soutenu la dernière vague d'investissements en apportant 15 millions de francs, jugent elles aussi ce revirement sautier. Dans un communiqué commun, Luc Dejoie, président RPR du conseil général de Loire-Atlantique, et François Fillon, président RPR du conseil régional des Pays de la Loire, rappellent qu'en 1994 un programme de recherche et développement estimé à 400 millions de francs a engagé une collaboration scientifique avec trois laboratoires nantais. Il s'agissait de créer 200 emplois et, surtout, de pérenniser le site. « Les dirigeants du groupe dont dépend une entreprise qui a bénéficié de crédits publics sont comptables des engagements pris par leurs prédécesseurs », jugent-ils. Ils demandent à Amtel de le reconsidérer et de « maintenir un projet d'entreprise conforme aux capacités du site et aux engagements pris ».

De son côté, Jean-Marc Ayrault, le maire de Nantes (PS) demande à Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'Industrie d'être particulièrement vigilant sur les aides publiques à la recherche qu'Amtel reçoit actuellement.

Adrien Favreau



**VOUS** qui détestez sauter un repas, ne restez pas sur votre faim, choisissez nos classes affaires : **Club Opale et Club Azur.**

Club Opale : Des petits déjeuners, déjeuners et dîners chauds.

Club Azur : De vrais repas aux heures des repas

...et des collations entre les repas.

**0 803 00 1234\***

Minitel : 3615 AOM (1.29 F/min)

ou contactez votre agence de voyages.

**AOM.** Vous n'êtes pas qu'un passager.

Only Sud - Nice, Marseille, Perpignan, Toulon.



\*11,08 F/min.



## Aux Mutuelles du Mans, les salariés réclament le départ de leur PDG

L'assureur vit une « crise de management »

QUELQUES 2 000 SALARIÉS des Mutuelles du Mans, soit 70 % des effectifs présents au siège du Mans, se sont rassemblés mercredi 2 septembre à la mi-journée devant le siège de l'entreprise pour demander au PDG Jean-Claude Jolain de démissionner « dans l'intérêt du groupe ».

De nombreux cadres supérieurs ont participé à cette manifestation, qui s'est déroulée dans le calme, à l'appel de la CGT (majoritaire), la CGC, FO et la CFDT. M. Jolain ne s'était toujours pas rendu jeudi matin au siège mancoeur, ce qui n'apportait guère les salariés. Il a adressé une lettre à ses collaborateurs, faisant le constat d'une « crise sans précédent », et réaffirmant sa totale reprise en main de la direction du groupe. Il devrait confier les fonctions de directeur général à un « professionnel de l'assurance ».

Cela étant, les Mutuelles sont « en crise de management », déclarent des sources proches du dossier, une crise qui accompagne la perte de quelque 30 000 contrats cette année. Le groupe, qui connaît un recul de sa compétitivité et une érosion de son chiffre d'affaires (-0,8 % en 1997), a engagé une réflexion sur la réorganisation de ses structures, pour l'instant entre parenthèses. La crise est larvée depuis plusieurs mois (Le Monde du 16 juin). C'est le manque de stratégie et l'immobilisme qui sont le plus souvent dénoncés.

La manifestation est intervenue au lendemain de l'annonce faite par l'assureur d'une mise à l'écart de Raymond Fekil du poste de directeur général du groupe, fonction qu'il occupe depuis 1992. Ce dernier n'a pour l'instant pas encore reçu de notification officielle. Les deux conseils d'administration qui composent le groupe (les Mutuelles

du Mans IARD et les Mutuelles du Mans Assurances-vie) ont pris cette décision mardi après avoir été convoqués pour « cas d'urgence », a annoncé le groupe dans un communiqué sybillin. Ce limogeage fait suite à une lettre signée par le directeur général et une vingtaine de membres de la direction qui demandait le départ du président. Cette lettre, mentionnée par Libération, parle d'une « véritable trahison ». Les choix stratégiques du président ont été critiqués par la direction qui lui reproche également de prendre ses « décisions seul et de manière peu avisée », indique pour sa part Les Echos.

UN PROCHE DE M. JOLAIN

M. Jolain, un proche du président de la République, a été nommé PDG des Mutuelles du Mans par décret gouvernemental en juillet 1986. Il était responsable des affaires financières de la ville de Paris. Les Mutuelles avaient alors été privatisées par le ministère des finances. Les syndicats, tout comme les cadres dirigeants, estiment que M. Jolain est arrivé à la tête du groupe par « un fait du prince » et s'inquiètent du programme de réduction des coûts et du gel des salaires engagé par celui-ci. M. Jolain n'exclut pas des réductions d'effectifs.

Huitième assureur français, les Mutuelles du Mans emploient quelque 5 000 salariés (dont 3 900 au Mans) pour un chiffre d'affaires de 25,8 milliards de francs en 1997. La question que se posent plusieurs observateurs est de savoir quel est l'avenir d'une société d'assurance généraliste dans le paysage très concurrentiel du secteur de l'assurance. Ses concurrents ne manquent pas une occasion de souligner l'affaiblissement des Mutuelles du Mans.

LA CRISE RUSSE n'épargne pas les banques françaises, jusqu'ici très silencieuses. L'agence de notation Moody's a pris les devants. Elle a annoncé mercredi 2 septembre avoir placé sous surveillance la note financière « C » de la banque d'affaires du groupe Crédit agricole, Crédit agricole-Indosuez. Cette dernière n'est ni la première, ni la dernière : Crédit suisse First Boston (CSFB) et la Bank Austria, toutes deux notées C+, ont eu droit au même traitement. Dans la foulée, Moody's a placé sous revue la note de la banque américaine Bankers Trust en vue d'un éventuel abaissement. La septième banque américaine avait annoncé mardi des pertes d'un peu plus de 2 milliards de francs avant impôts sur ses opérations de marché en juillet et en août.

UN DÉBUT

Ce n'est sans doute qu'un début. Moody's va passer au peigne fin l'ensemble des engagements de CA Indosuez et de ses concurrents. L'agence de notation américaine a ainsi indiqué qu'elle n'exclut pas que la crise russe entraîne de nouvelles mises sous surveillance de certaines banques européennes, tout en écartant catégoriquement un « risque systémique ». Moody's se veut aussi rassurant. A quelques exceptions près, l'engagement des banques européennes en Russie ne devrait affecter que de façon limitée la solidité financière des établissements. « Cependant, les effets généraux des turbulences russes sont clairement négatifs ». En s'ajoutant aux engagements en Asie du Sud-Est, elles risquent de peser sur les fondamentaux de certaines banques.

## Les pertes des banques américaines sur les marchés financiers se multiplient

L'agence de notation Moody's place Crédit agricole-Indosuez sous surveillance

Au moment où les banques américaines ne cessent d'annoncer des pertes sur les marchés à la suite de la crise financière russe, l'agence de

notation Moody's a rendu public, mercredi 2 septembre, la mise sous surveillance de la note de la banque d'affaires (Crédit agricole-Indo-

suez) du groupe Crédit agricole. Les notes de la caisse nationale et des caisses régionales de la banque verte ne sont pas concernées.

Cette mise sous surveillance reflète les « implications potentiellement négatives de la présence et des engagements de CA-Indosuez en Russie et sur d'autres marchés émergents », explique un communiqué de l'agence. Les notes du groupe, de la caisse nationale et des caisses régionales de la banque verte ne sont pas concernées. La banque indique qu'elle passera des provisions « très importantes » en Asie et en Russie sur le premier semestre 1998, mais le résultat net sera positif. Des précisions seront données lors de la présentation des comptes du groupe le 24 septembre. La Société générale, la BNP, Paribas... dévoileront leurs résultats la semaine prochaine. La CPR (Compagnie parisienne de réescompte), a passé une provision de 150 millions de francs sur le premier semestre (Le Monde du 3 septembre) à la suite de pertes en Russie.

Charles de Croisset, président du Crédit commercial de France (CCF), a estimé mercredi que les risques encourus par la banque sur l'Asie du Sud-Est et la Russie étaient « négligeables ». CA-Indosuez disposerait d'engagements en Russie de moins de 5 milliards de francs. Les risques des banques françaises en Russie sont bien inférieurs à ceux en Asie.

En tout cas, les annonces de pertes sur les marchés et en Russie de banques américaines - tenues par leur législation de les annoncer dès qu'elles sont inscrites au bilan - se multiplient. Après les banques suisses UBS et CSFB, la britannique Barclays et l'allemande Deutsche Bank, la plus engagée en Russie (Le Monde du 28 août), la Chase Manhattan a annoncé mercredi une provision de 1,2 milliard de francs au 3<sup>e</sup> trimestre. La banque new-yorkaise indique que son exposition directe en Russie est de 1,5 milliard de francs. La banque d'affaires Donaldson Lufkin & Jenrette (DLJ), filiale d'Equitable, contrôlée par

AXA, a, elle aussi, annoncé que son bénéfice avant impôts pour les mois de juillet et août avait souffert des « mauvaises conditions sur les marchés financiers et des bouleversements en Russie ». Long Term Capital Management, un hedge fund (fonds spéculatif) dirigé par un ancien de Salomon, a déclaré mercredi avoir perdu 44 % de ses actifs nets.

UNE LISTE NON CLOISÉE

Morgan Stanley a, de son côté, annoncé que son bénéfice net serait amputé de 660 millions de francs pour le trimestre clos au 31 août. Citibank, la troisième banque américaine, anticipe une réduction de 1,2 milliard de francs de ses profits après impôts au 3<sup>e</sup> trimestre. La maison de titres Salomon Smith Barney a, elle aussi, reconnu des pertes sur les marchés de l'ordre de 900 millions de francs sur la période juillet-août, dont 360 millions en Russie. BankAmerica, première banque commerciale depuis sa fusion avec

Nationsbank, a perdu sur le troisième trimestre 3 milliard de francs. JP Morgan, cinquième banque aux Etats-Unis, avait précisé que son exposition en Russie à la date du 27 août était de quelque 960 millions de francs. Et la liste est loin d'être close... Merrill Lynch, Lehman Brothers et autre Bear Stearns n'ont pas encore dévoilé leur exposition en Russie.

De même, Nomura Securities, la première maison d' titres japonaise, a confirmé mercredi l'existence de pertes potentielles de l'ordre de plus de 2 milliards de francs sur ses engagements sur la Russie. Il reste que les banques américaines ont gagné beaucoup d'argent sur les bons du Trésor russe, les GKO, entre 196 et mai 1998. « Elles se sont retrouvées colées sur ces titres, dont les encours totaux représentaient 70 milliards de dollars en mai 1998, dot 20 milliards pour les non-résidents », note un expert de la Russie.

Pascal Sauti

## Le groupe d'électronique Hitachi se prépare à des pertes historiques

HITACHI, le numéro un japonais de l'électronique, a revu, jeudi 3 septembre, en très forte baisse ses prévisions pour l'exercice en cours, qu'il voit désormais se traduire par une perte nette consolidée de 250 milliards de yens (10,5 milliards de francs), le premier résultat négatif depuis 1947. L'entreprise tablait jusqu'à présent sur un bénéfice de 40 milliards de yens. Hitachi explique la très forte différence entre sa prévision initiale et son estimation révisée par la poursuite de la crise pour les mémoires DRAM et le décollage commercial moins rapide que prévu du marché des « systèmes sur puce ». D'autres types de composants, jusqu'ici et demande, ont subi un retournement du marché. De surcroît, les prix de vente des ordinateurs personnels et des équipements multimédias fabriqués par le groupe « se sont détériorés ». Le résultat net s'annonce plus faible encore car le groupe japonais prévoit de passer d'importantes provisions, pour restructurer ses opérations dans les semi-conducteurs, pour assainir le fonds de pension de ses employés et pour tenir compte des pertes latentes sur son portefeuille de titres, résultant de la chute des cours des valeurs financières à la Bourse de Tokyo.

## le nouvel Observateur

ALLÈGRE, LES PROFS ET VOS ENFANTS  
CE QUI VA CHANGER  
À L'ÉCOLE



KRACH RUSSE CRISES BOURSIÈRES  
LA FAILLITE  
DU TOUT-LIBÉRAL

## Une vache entrée dans la légende

Nous publions une série d'articles, illustrés par Jacques Valot, sur les produits mythiques qui traversent les modes et les époques.

COMMENT, au pays des camemberts, roquefort et reblochon, cette pâte à tartiner fromagère parvient-elle à exarçoler en tête des ventes depuis plus de soixante-quinze ans ? C'est toute l'histoire de La Vache qui rit. Une aventure qui doit beaucoup au génie marketing de son créateur, Léon Bel.

En reprenant une recette suisse ancestrale à base de gouda et de gruyère, ce fils de fromager, établi à Orgelet dans le Jura, invente en 1921 le premier fromage fondu en emballage individuel. A priori, pas de quoi révolutionner les habitudes des amateurs d'emmental. Même si ce produit, pratique et facile à emporter, anticipe d'une quarantaine d'années sur l'évolution de la vie moderne et le développement de la grande consommation.

Léon Bel voit grand dès le départ. Con vaincu des atouts de sa marque, il abandonne en 1926 la fabrique familiale et fait construire une usine ultramoderne à Lons-le-Saunier, capable de produire vingt tonnes de fromage fondu par jour. Reste à persuader les mères de famille d'acheter son produit novateur. Cet artisan, qui n'est jamais sorti de sa fromagerie, imagine alors une astuce digne des professionnels du marketing contemporain : faire l'unanimité dans les cours de récréation afin de décider les parents. Pour cela, il demande à un dessinateur d'agrémenter ses emballages de l'effigie d'un animal sympathique, capable de « susciter la joie et si possible l'affection ». La marque et l'emblème de La vache qui rit étaient nés. Robert Flévy, le gendre de Léon Bel qui lui succède en 1937 à la tête de l'entreprise familiale, fait preuve du même talent commercial. Aussitôt en poste, il lance de grandes campagnes publicitaires en France, mais aussi en Angleterre et en Belgique où la marque s'est implantée au tournant des années 30. Toutes les ficelles de la communication actuelle sont alors utilisées : stand sur les étapes du Tour de France, création d'un programme radio pour enfants, « La vache qui rit aux pays des animaux » et, à partir de 1950, lancement d'un nécessaire d'écolier avec protégé-cahier, buvard, et autres fournitures aux couleurs du bovin légendaire.

Aujourd'hui, La Vache qui rit s'est transportée sur le petit écran. « Nous comptons parmi les trois marques de fromage qui dépendent le plus en parts de marché », revendique Francis Le Cam, directeur division au sein des Fromageries Bel, en visionnant son dernier spot publicitaire, dont le slogan - « Si de- vrait tous rire au moins une fois par jour » - étale sur plusieurs affiches.

Mais au siège parisien de Bel, il n'y a pas que La Vache qui rit qui fasse sourire. Kiri, le fromage des gastronomes en culottes courtes, ainsi que Bimbel, Fort Salut et Babybel, sont autant de marques vedettes créées par les descendants de Léon Bel. Au total, ce groupe familial qui a bûché sa prospérité sur les fromages ludiques pour enfants, décline aujourd'hui vingt et une fromageries dans le monde et réalise un chiffre d'affaires de 9,3 milliards en 1997. Mais l'étoile au museau rouge reste la vache à lait du groupe. Elle représente encore près de 50 % des volumes de vente et continue de grandir au rythme de 6 % à 7 % par an. Même si les familles européennes comptent de moins en moins d'enfants.

« Pour soutenir la consommation, nous innovons en permanence », explique Francis Le Cam, tout en prenant sur l'étiquette de son bureau les derniers-nés de la gamme : Rik et Croq, « des biscuits croquants » à tremper dans une barquette de Vache qui rit à la pause goûter, et Tchise, des portions de fromage paré à préparer pour le déjeuner. Bref, « il s'agit de multiplier les occasions de consommer de La vache qui rit ». En France, tout d'abord, mais aussi à l'étranger où le mammifère jurassien réalise près de 70 % de ses volumes de vente.

Rebaptisée « The Laughing Cow » en Grande-Bretagne, « La Vaca que ríe » en Espagne, elle a commencé par s'implanter en Europe, avant de s'attaquer aux Etats-Unis, au Maroc, aux pays arabes et au Vietnam. Reste à conquérir la Chine et l'Asie du Sud-Est, « des marchés difficiles pour notre marque, car on n'y trouve pas de pain pour tartiner le fromage fondu », explique Francis Le Cam. A moins que La vache qui rit n'invente d'ici peu une pâte-fromagère qui se consomme avec des baguettes.

Hélène Rissier

PROCHAIN ARTICLE :  
Que sais-je ?



## COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 4 SEPTEMBRE 1998

## Le nouveau « Var-Matin » vise une diffusion de 100 000 exemplaires

La fusion du quotidien varois avec les éditions locales de « Nice-Matin » est une nouvelle étape dans la réorganisation de la presse quotidienne dans le Sud sous l'égide d'Hachette, en situation de quasi-monopole à Marseille, Toulon et Nice

**TOULON**  
de notre correspondant  
« Et si on améliorait le quotidien des Varois ? » Dès le 26 août, la question était posée dans les deux journaux du département, *Var-Matin* et *Nice-Matin*, sur les ondes d'une douzaine de radios, dans un tabloïd publicitaire tiré à 400 000 exemplaires, sur 114 bus toulonnais et sur 350 panneaux publicitaires de trois mètres sur quatre. Jeudi 3 septembre, six mois après le rachat de *Var-Matin* par son voisin nicois, les Varois ont trouvé la réponse dans les kiosques et ne trouvant qu'un seul quotidien : *Var-Matin*.

La lecture du premier exemplaire de ce « journal de la rentrée », comme l'indique un titre à la une en forme de cin d'œil, ne devait pas globalement perturber les lecteurs des deux anciens titres. Néanmoins, c'est

*Nice-Matin* qui semble prendre le pas sur *Var-Matin*, dont le titre passe du rouge au bleu tout en s'enrichissant d'un sous-titre rappelant son appartenance au quotidien nicois.

## Marier la spontanéité et la rigueur

L'éditorial de Marc Chevachon, empreinte marquée de l'ancien journal concurrent, fait son entrée à la une de *Var-Matin* qui, sur le quart de cette première page, annonce un reportage sur la traversée sous-marine de Toulon. La mise en page est aérée, favorisant la lisibilité grâce à de gros titres, un recours à des filets et le souci

d'une information de proximité sensible dans le choix des sujets déclinés. Bien des pages, comme celles concernant l'économie avec l'éditorial, jusque-là nicois, de Jean-Louis Gombaud, la société, les informations nationales et internationales, les sports, la Bourse, les courses, la détente ou les programmes de télévision, ressemblent à celles de *Nice-Matin*.

« J'ai lancé un projet d'entreprise pour trouver la meilleure adéquation entre les éditions et les villes et leur périphérie », explique Michel Comboul, PDG de *Var-Matin* et de *Nice-Matin*. Nous devons marier les qualités des deux quotidiens, spontanéité pour *Var-Matin*, rigueur pour *Nice-Matin*, selon une étude d'Ipsos. *Var-Matin* vendait 63 000 exemplaires, *Nice-Matin* 35 000. L'objectif est d'arriver à un gros départemental à 100 000 exemplaires.

La centaine de journalistes de la nouvelle équipe varoise veulent y croire et paraissent unanimement prêts au combat. Comme ses prédécesseurs à la tête du titre depuis sa création, Patrick Andrieu, ancien chef de la région Côte d'Azur de *Nice-Matin* et nouveau directeur départemental de *Var-Matin*, juge « vital que ce journal s'enracine ». Il lui faudra également « rendre leur fierté aux Varois en les faisant sortir du tourbillon de toutes les affaires ». Un exercice difficile.

« *Var-Matin* et *Nice-Matin*, aujourd'hui, ne font plus qu'un... » C'est sur ces mots que s'ouvre la charte rédactionnelle du quotidien varois, la première depuis sa création.

Le *Var libre*, a vu le jour le 29 août 1944. Issu de la Résistance, ce tabloïd de deux pages rédigé par quatre journalistes tire alors à 44 000 exemplaires. Rebaptisé *Liberté du Var* puis *République de Toulon et du Var* en mai 1946, le journal devient l'organe de la fédération socialiste du département. Le grand frère marseillais, *Le Provençal*, rachète le journal toulonnais en avril 1954. Francis Leenhardt, un des anciens responsables de la zone sud durant la Résistance, en devient PDG et directeur ; la codirection est assurée par le frère de Gaston Defferre, Jacques.

*Var-Matin* succède à *République de Toulon et du Var* en mai 1996, adoptant un titre qui veut marquer son ancrage territorial et son identité. Le titre s'impose sur le terrain avec un tirage qui passe de 17 600 exemplaires en 1954 à 54 400 en 1994. Après la mort en novembre 1983 de Francis Leenhardt, les administrateurs du *Provençal* essayent d'imposer une fusion à laquelle Jacques Defferre s'oppose, avant d'être contraint de

démissionner. Le « rapprochement » entre les deux titres semble alors imminent. La mort de Gaston Defferre en mai 1986 met un frein à ces manœuvres. Hachette prend le contrôle du *Provençal* au cours de l'été 1987.

Lors de la fusion entre *Le Provençal* et *Le Méridional*, en 1997, *Var-Matin* craint alors d'en être à terme la troisième composante. Mais c'est *Nice-Matin* qui rachète le titre varois en mars 1998, pour 164 millions de francs. Le journal a alors perdu 22,7 % de son lectorat en dix ans, passant de 83 832 journaux vendus quotidiennement à 64 737. La fusion des titres varois est une nouvelle étape de la réorganisation par Hachette de la presse du Sud-Est, après la création de *La Provence* et le rachat de *Nice-Matin*.

José Lenzini

## Michel Boyon devrait être candidat à sa propre succession à la tête de Radio-France

LE PDG DE RADIO-FRANCE, Michel Boyon, a l'habileté des politiciens et la prudence des hauts fonctionnaires. A deux mois de l'expiration de son mandat, il a prêté, mercredi 2 septembre, de la présentation de la nouvelle grille de France-Inter pour faire un bon très positif de ses trois années de présidence. Il a toutefois refusé d'annoncer sa candidature à sa succession, estimant que, « par respect », il devait d'abord éliser le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et les collaborateurs de la radio de service public le centre de projet.

Conforté par de bons scores d'audience, Michel Boyon s'est attaché à montrer que ceux-ci sont le résultat de la politique menée par son équipe depuis qu'il a pris la présidence de la Maison ronde, en novembre 1995 : « Nous avions la conviction qu'il y a la place pour une grande radio généraliste de service public. Au niveau de la programmation, il fallait en tirer toutes les conséquences avec un souci de diversité et dans le respect de la continuité éditoriale. Ceci supposait une plus grande palette d'émissions utilisant tous les genres radiopho-

niques. » Selon lui, la plus grande place donnée à l'information locale et régionale et à la culture a aussi contribué au succès de France-Inter. Entre les saisons 1996-97 et 1997-98, l'audience de la station est passée de 11,1 % à 11,6 %, et sa part de marché a grimpé de 9,8 % à 10,8 %.

## PEU DE NOUVEAUTÉS

Du coup, les dirigeants de France-Inter ont estimé qu'il était inutile de bousculer leur public en introduisant trop de nouveautés dans la grille entrée en vigueur lundi 31 août. Dans le domaine de l'information, le changement de titulaire de la revue de presse, désormais confiée à Pascale Clark, qui remplace Nicolas Polcaré, retourné au grand reportage, et quelques modifications dans la tranche 6 heures-9 heures, où certaines chroniques ont disparu au profit de l'information brute, constituent les changements essentiels. En matière de programme, les transformations, infimes, concernent principalement le déroulement de quelques émissions.

Une des obsessions des respon-

sables de France-Inter est le renouvellement du public, avec notamment l'ambition d'attirer les jeunes, que les radios musicales détournent des généralistes. « Il faut se prémunir contre les risques de vieillissement de l'audience », précise Michel Boyon. Cet objectif était une des raisons de la création du Mouj, la radio destinée aux jeunes installée à Toulouse. Pour accroître la diffusion de cette station, née en juin 1997, Radio-France vient de demander au CSA l'autorisation d'exploiter dix-sept fréquences appartenant à son propre patrimoine. Elles s'ajouteraient aux dix-sept déjà utilisées pour la diffusion du Mouj, ce qui permettrait de toucher une population totale de 4,5 millions de personnes.

« Il faut encore progresser dans la voie de l'urgence et de la qualité. Et, à l'intérieur de l'entreprise, il faut profiter du passage au numérique et aux trente-cinq heures pour réussir la modernisation totale de l'entreprise », a conclu Michel Boyon. Une stratégie présidentielle, en quelque sorte.

Françoise Chirot

## Les premiers pas de la méthode Comboul : aller vite en évitant tout conflit social lourd

**NICE**  
de notre correspondant  
Moins de six mois pour concrétiser, dans le Var, la fusion des deux quotidiens concurrents : même Hachette, l'actionnaire principal de *Nice-Matin*, mettait en garde le PDG, Michel Comboul, contre un excès de précipitation. Le chantier était vaste et le plan social qui en découlait lourd : fermeture du siège à Ollioules, transfert de l'impression à Nice, fermeture d'une agence sur deux, création d'un nouveau centre éditorial à Toulon, ouverture d'une agence à Sanary.

« J'ai tenu à respecter la date fixée pour le lancement du journal commun, car l'urgence impliquait la mobilisation de tous », explique M. Comboul. Nommé en mars, le nouveau PDG a marqué la fin d'une dynastie à la tête de *Nice-Matin*, celle des Bavastro, et un changement radical de méthode.

Le temps d'observation avec le personnel très inquiet de *Var-Matin* a été bref. Dès la première visite du directeur des relations humaines de *Nice-Matin*, les rotatives se sont arrêtées un jour. Message reçu par Michel Comboul, pris entre la tension extrême qui existait à *Var-Matin* et le mot d'ordre d'Hachette : « Pas un cri, pas une vague ».

A cinquante-deux ans, le nouveau patron est pressé de tourner une page de son journal, pour avoir trop longtemps vécu sous la férule de Michel Bavastro, ennemi juré de la famille Comboul, coactionnaire depuis toujours de *Nice-Matin*, à hauteur de 20 %. Il engage avec les syndicats un dialogue social ouvert, facilité par le budget mis à sa disposition par Hachette. Le coût du plan social, qui comprend quatre-vingts départs, s'élève à environ 54 millions de francs, prix de

l'engagement à résoudre au cas par cas les problèmes de personnes.

Quant à *Nice-Matin*, sa relance devrait être engagée dès cet automne. Un nouveau directeur de la rédaction, Hubert Perrin, venu du *Dauphiné libéré*, vient d'être nommé. Les Nicols ont assisté avec curiosité à la nouvelle méthode de gestion sociale appliquée à *Var-Matin*. « Il est urgent que les Alpes-Maritimes redynamisent une priorité pour la direction, estime Charles Guenou, du Syndicat national des journalistes, secrétaire de la coopérative de main-d'œuvre de *Nice-Matin*. Le dynamisme a permis de réussir la fusion. Mais les gens sont épuisés, inquiets de voir comment prendra la grille des équipes et impatients que l'on donne à leur journal les moyens d'une relance ».

La prise de participation majoritaire de Hachette dans le capital de *Nice-Matin* a provoqué le départ de cinquante-huit journalistes. Michel Comboul doit réorganiser la rédaction, annoncer la création d'un service enquêtes et reportages et la réouverture, dans le centre-ville de Nice, d'une grosse agence. Deux ombres subsistent au tableau. La situation de l'édition *Corse-Matin*, qui craint d'être fusionnée avec *La Corse*, l'édition insulaire de *La Provence*. Le 31 août, les agences de l'île ont observé une « journée morte ». Enfin, les conditions de la vente de *Var-Matin*, propriété du groupe Hachette, à *Nice-Matin*, également propriété d'Hachette, sont contestées pour « l'absence de transparence de la transaction » par la coopérative des salariés de *Nice-Matin* qui demande auprès du tribunal de commerce l'annulation de cette vente.

Jean-Pierre Laborde

## The Body Shop fait usage de l'image du chanvre

SUR UN FOND couleur sanguine, une feuille de chanvre d'un beau vert tendre se déploie derrière un tube de crème pour peau sèche. Le tout est orné du slogan « Arrêtez la peau sèche, pas nos vendeurs ». Publiée dans *Libération*, mercredi 2 septembre, après l'avoir été dans les pages du quotidien britannique *The Independent*, l'annonce a priori absconse, émane de la firme The Body Shop.

Elle vise le lancement en France, par la société britannique, le 24 août, de cinq cosmétiques à base de chanvre industriel. Ce qui a déclenché l'inquiétude de la police d'Aix-en-Provence. La responsable de la boutique locale a été interpellée (quelques heures) et les produits, leur emballage et le matériel promotionnel portant l'image de la feuille de chanvre confisqués un temps, au prétexte qu'ils inciteraient à la consommation de drogue. La firme s'inquiète désormais d'éventuelles poursuites du parquet. Deux autres boutiques, à Paris et à La Défense, ont

aussi reçu la visite de policiers.

Pour The Body Shop, l'antagonisme entre marijuana et chanvre industriel est absurde. L'annonce dans les quotidiens vise à « réhabiliter le chanvre industriel » qui, outre ses vertus cosmétiques, ne peut être assimilé au chanvre indien (marijuana), et bénéficie d'aides de subventions européennes.

Les lancements en Grande-Bretagne et aux États-Unis n'ont pas donné lieu à ce type d'imprévis, hormis les protestations de députés conservateurs anglais. C'est la première fois que l'entreprise britannique, célèbre pour ses produits naturels, son refus de les tester sur les animaux et ses liens avec Amnesty International et la défense de l'environnement, fait de la publicité dans la presse : elle utilise généralement ses contacts personnels avec les journaux spécialisés. La polémique aura donc le mérite de faire parler de The Body Shop et de ses produits.

Yves-Marie Labé

## DÉPÊCHES

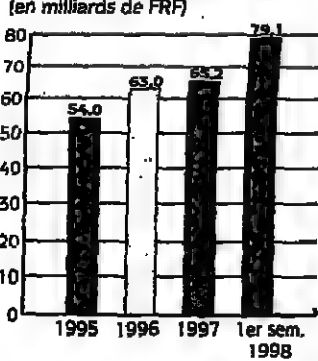
■ **AUDIOVISUEL** : le magnat australo-américain Rupert Murdoch a rencontré, mercredi 2 septembre, à Milan, les dirigeants de Mediaset, filiale audiovisuelle du groupe Fininvest de Silvio Berlusconi. Des négociations sont en cours, sous le nom de code « Traviata », pour l'entrée de Mediaset et de Murdoch, dans le groupe allemand Kirch (Le Monde du 12 août). — (AFP, Bloomberg)

■ **PRODUCTION** : les actionnaires de la société de production audiovisuelle Technisonor, soit la Sofrad, France 2, France 3, TF1 et le SFR, ont décidé de céder leurs participations dans l'entreprise et de vendre le catalogue de droits. L'activité de production de téléfilms, fictions et jeux de Technisonor est délicate.

CPR

BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION

## Evolution des encours gérés (en milliards de FRF)



## RELATIONS INVESTISSEURS

Tél. : 01 45 96 24 33  
Fax : 01 45 96 25 05  
e-mail : adesplanques@cpr.fr  
Plus d'informations sur notre site : [www.cpr.fr](http://www.cpr.fr)

RÉSULTATS DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 1998 AVANT PROVISION POUR RISQUES GÉNÉRAUX DE MARCHÉ : 204 MILLIONS DE FRF.

COMPTE-TENU DE LA SITUATION ACTUELLE DES MARCHÉS FINANCIERS, LE CONSEIL DÉCIDE DE COMPTABILISER UNE PROVISION POUR RISQUES GÉNÉRAUX DE MARCHÉ DE 150 MILLIONS DE FRANCS, RAMENANT LE BÉNÉFICE NET À 54 MILLIONS DE FRF.

en millions de FRF	1997	1 <sup>er</sup> sem. 1997	1 <sup>er</sup> sem. 1998	1 <sup>er</sup> sem. 97 / 1 <sup>er</sup> sem. 98
Produit Net Bancaire	2 192,1	1 157,1	1 189,8	+ 2,8 %
Frais généraux	1 593,7	778,9	797,4	+ 2,4 %
Résultat brut d'exploitation (RBE)	598,4	378,3	392,4	+ 3,7 %
Résultat avant provision pour risques généraux de marché	525,2	186,3	204,0	+ 9,5 %
Provision pour risques généraux de marché			150,0	
Résultat net part du groupe	325,2	186,3	54,0	

Le PNB de CPR s'élève à 1 189,8 MF en hausse de 2,8 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 1997 et de 8,6 % par rapport à l'exercice 1997 en rythme annuel. Les charges d'exploitation sont en hausse de 2,4 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 1997, mais stables par rapport à l'ensemble de l'exercice précédent. Le coefficient d'exploitation est de 67,0 %. Le RBE est en hausse de 3,7 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 1997 et de 31,2 % en rythme annuel.

## Gestion pour compte propre

Les activités d'arbitrages sur les marchés d'actions, de dérivés et d'obligations du secteur privé ont été satisfaisantes. Au 1<sup>er</sup> semestre, la crise des marchés financiers en Asie n'a pas eu d'impact défavorable sur le résultat. Néanmoins l'aggravation de la crise depuis le début du second semestre, et notamment en Russie, nous a amenés à titre prudentiel à comptabiliser une provision, non déductible, pour risques généraux de marché de 150 millions de FRF. Avant la dévaluation du rouble, la totalité des engagements du groupe sur la Russie s'élevait à 280 millions de FRF.

## Gestion pour compte de tiers

Les encours gérés ont connu une forte croissance pour atteindre 79,1 Mds. Le produit net bancaire est en hausse sensible, en partie grâce à la croissance des activités de prise d'ordres auprès des clients privés. Les investissements informatiques et le renforcement des équipes ont été poursuivis.

## Intermédiation

Les résultats des activités d'intermédiation sont très contrastés. Les faibles volumes sur les marchés de taux ont pénalisé les activités de SVT et celles des courtiers interbancaires. En revanche, les activités sur les marchés d'actions et de dérivés ont été satisfaisantes, ainsi que sur les marchés de taux et d'actions.

## Perspectives

Depuis le début du deuxième semestre, le produit net bancaire et les résultats des activités de gestion pour compte de tiers et d'intermédiation restent bien orientés. Au-delà de 1998, la situation financière de CPR et ses perspectives de développement sur ses trois métiers restent solides.



# AFFAIRES

## INDUSTRIE

● **HONDA MOTOR** : le groupe japonais a pris le contrôle majoritaire de deux joint-ventures qui assurent l'assemblage de ses deux-roues en Indonésie et au Pérou. Honda est passé de 49 % à 51 % dans PT Honda Astra Engine Manufacturing en Indonésie et de 40 % à 82 % dans Honda del Peru.

● **HAVILAND** : le porcelainier de Limoges va être repris par deux fonds d'investissement, TCR Europe (qui a déjà repris Jet Tours et Quo Vadis) et Quilvest Capital France, à hauteur de 70 %, le solde restant entre les mains de son PDG, Dominique Decoster.

## SERVICES

● **NORTHWEST AIRLINES** : le conflit entre la direction et les pilotes de la compagnie aérienne s'est durci, mercredi 3 septembre, avec l'annonce de la mise au chômage technique de 27 500 personnes. (Lire p. 17.)

● **US WEST** : la grève entamée le 16 août par les employés de la compagnie régionale de téléphone américaine a pris fin lundi 31 août. Les représentants du syndicat Communications Workers of America (CWA) ont accepté une nouvelle convention de trois ans avec la compagnie, qui prévoit des augmentations de salaires de 10,9 % et des retraites de 21 % ainsi qu'un nouveau plan de couverture sociale.

● **IBM** : la société américaine va reprendre la division informatique de l'opérateur téléphonique Cable & Wireless Communications pour une durée de dix ans. Ce contrat d'infogérance de 18 milliards de francs est le plus important jamais signé par IBM hors des Etats-Unis.

● **INFORMATIQUE** : le syndicat CFE-CGC des cadres de sociétés de service informatique a réclamé au patronat de la branche, Syntec-Informatique, l'ouverture de négociations sur les dépassements horaires prévus pour préparer le passage à l'euro.

● **TATI** : de nouveaux magasins vont ouvrir, le 3 septembre à Douala (Cameroun), le 5 septembre au Qatar et le 17 septembre à Libreville (Gabon). Tati est déjà installé en Côte d'Ivoire.

● **ACCOR** : le groupe hôtelier a acheté la chaîne néerlandaise Postillon, qui rejoint le réseau des hôtels Mercure.

● **AHOLD** : le groupe de distribution néerlandais va étendre ses activités en Espagne, avec la reprise de la chaîne Dumaya (29 supermarchés dans le Sud) et l'ouverture de pourparlers en vue d'une association avec Diaflo, propriétaire d'une centaine de supermarchés en Andalousie.

## FINANCES

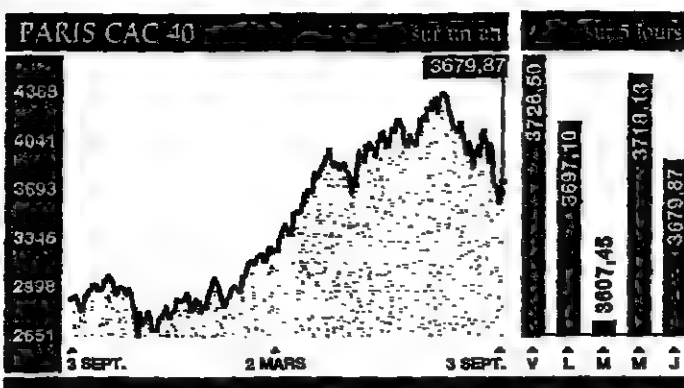
● **CRÉDIT AGRICOLE** : Moody's a placé sous surveillance la note intrinsèque de la filiale de la « banque verte ». (Lire p. 18.)

● **INTRODUCTIONS EN BOURSE** : Jean-François Théodore, le président de la SBF-Bourse de Paris, a indiqué que près de 70 entreprises avaient déposé une demande d'introduction en Bourse d'ici à la fin de l'année. 98 sociétés françaises et étrangères ont déjà été introduites depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

## RÉSULTATS

● **TOTAL** : en dépit de la chute des prix du pétrole brut, le pétrolier français a maintenu son résultat net au premier semestre 1998 à 3,972 milliards de francs, au même niveau que celui de la même période de l'année 1997, qui avait battu le record semestriel historique du groupe.

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde » : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)



## Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours	Var. %	Var. %
CASIMATI-AMA	1730	+0,07	31/12
CANAL	1330	+0,01	18,85
PINAILL-PRINT	1014	+7,73	62,58
CCF	1334	+7,18	18,21
WMS ADVERT	1110	+0,08	51,21
CAREFOUR	2707	+0,01	10,06
SYNTELABO	1385	+0,00	30,88
PRIMAGAZ	190	+0,02	-2,58
LEGEND	122	+0,02	14,45
SOPHA	244	+0,00	14,78

## LES PLACES BORSIÈRES

### PARIS

**JEUDI 3 SEPTEMBRE**, la Bourse de Paris repartait à la baisse. Vers 12 heures, l'indice CAC 40 perdait 1,41 % à 3 677,07 points dans le sillage du recul des places boursières allemande, japonaise et américaine. L'action Granvision, en chute de 6,4 %, atteignait son cours le plus bas de l'année, tout comme les titres Bic (-5,4 %), Bertrand Faure (-4,7 %) et Imetal (-4,6 %). L'action Thomson CSF, première baisse du règlement mensuel, cédait 6,1 %. Elle continuait de pâtir de la démission de Serge Tchouk, président d'Alcatel, du conseil d'Aerospatiale, qui risque de retarder la restructuration de l'industrie de défense. L'action Sanofi poursuivait son redressement après la publication de ses résultats semestriels et la perspective de meilleurs résultats en 1998 qu'en 1997. Elle s'ajustait à la première hausse du règlement mensuel avec un gain de 5,2 %.

### TOKYO

**JEUDI 3 SEPTEMBRE**, la Bourse de Tokyo a terminé en baisse. L'indice Nikkei a perdu 0,8 % à 14 261,24 points. Le marché a été atteint par l'annonce de prévisions de pertes importantes pour Hitachi. Il a également été affecté par la probable liquidation de Toa Steel, filiale du sidérurgiste NKK Corp.

### NEW YORK

**PETIT ACCÈS** de faiblesse à Wall Street, mercredi 2 septembre. L'indice Dow Jones, qui avait regagné 3,8 % la veille, a terminé sur une baisse de 0,58 %, à 7 752,36 points. Une nouvelle fois, les marchés ont fait preuve d'une extrême nervosité, préférant prendre leurs bénéfices après la moindre hausse. La Bourse de New York a inversé sa tendance dans la dernière heure d'échanges, après avoir été en hausse toute la journée.

## Indices boursiers

Europe 12h30	Cours	Var. %	Var. %
PARIS CAC 40	3677,07	-1,41	31/12
SBF 250	2354,56	-1,40	21,08
SECOND MAR.	2074,37	-0,40	14,80
MIDCAC	1730,74	-0,29	12,73
LONDRES FTSE 100	1914,13	-1,50	0,58
AMSTERDAM AEX	1238,29	-1,09	18,71
BRUXELLES BEL	1235,81	-0,58	20,80
FRANCKFORT DAX	1372,83	-1,36	14,88
MADRID IBEX35	1442,75	-0,76	17
MILAN MIBOL	3075,9	-2,77	23,15
SUISSE SMI	5742,10	-1,44	7,81
STOCK 600	3571,1	-1,27	-
EURO STOXX 30	1019,47	-1,18	-
STOCK 50	1019,47	-1,15	-
EURO STOXX 50	1019,47	-0,83	-

## Monde

MONDIE P	7752,36	var. %	31/12
NEW YORK DJ	7752,36	-0,58	1,13
- SP 500	900,00	-0,58	2,07
- NASDAQ	1929,99	-1,13	1,40
BUSINESS ARES M.	200,40	0,00	-43,21
JOHANNESBURG	2742,85	-1,12	-22,08
MEXICO BOLSA	150,75	0	-43,87
SANTO PAUL IPSA	65,74	-2,10	-43,58
SAO PAULO BOVL	1002,1	-1,84	-33,28
TORONTO TSE 300	3284,4	0,01	-16,14
ASIE 1015	6209	0,09	31/12
BANGKOK SET	157,95	0,22	-47,16
HONGKONG H.	7814,38	-0,50	-81,75
SEOUL	7019	0,17	-14,74
SINGAPOUR ST.	2313,35	-0,71	-3,84
SYDNEY ALL O.	1451,04	-0,00	-8,54
TOKYO NIKKEI	14261,24	-0,83	-

## ÉCONOMIE

### Dépréciation de 5,7 % du peso colombien

Le gouvernement colombien a fait face dans l'urgence, mercredi 2 septembre, aux pressions financières venues de la crise russe et de l'instabilité des marchés nord et sud-américains, en autorisant une dépréciation supplémentaire de 9 % du peso (23 D au lieu de 14 %) par rapport au dollar américain au cours des douze mois à venir. Le peso a de fait perdu, mercredi, 5,7 % face au billet vert (lire page 3).

● **AMÉRIQUE LATINE** : Le Fonds monétaire international (FMI) a convié les grands argentiers d'Amérique latine à une réunion jeudi et vendredi à Washington, avec les Etats-Unis et le Canada, pour tenter de prévenir la contagion de la crise financière qui menace le continent.

● **JAPON** : la consommation des ménages japonais a chuté de 3,4 % en juillet, par rapport à son niveau du même mois de 1997, a annoncé jeudi 3 septembre l'agence gouvernementale de planification économique (EPA).

● **CHINE** : Wang Jian, un économiste de la Commission d'Etat du plan, a mis en garde jeudi contre une baisse du dollar à l'avenir, estimant que la Chine devait rééquilibrer ses énormes réserves de change en dollars en faveur de l'euro.

● **MALAISIE** : la décision des autorités malaisiennes d'établir un contrôle des changes est « un pas en arrière », a estimé mercredi David Aaron, sous-secrétaire américain au commerce. M. Aaron a indiqué que la Malaisie avait bénéficié d'investissements étrangers et qu'imposer un contrôle des changes maintenant ne fera « qu'empirer » la situation économique difficile.

● **RUSSIE** : la banque centrale de Russie a choisi de sauver ses réserves et ne tient plus compte du corridor de fluctuation du rouble, selon son vice-président Denis Kisilov, interrogé mercredi par la radio Echo de Moscou.

● **Le chancelier allemand** Helmut Kohl et son ministre des finances, Theo Waigel, ont appelé mercredi la Russie à poursuivre ses réformes.

● **POLOGNE** : le syndicat Solidarité a rejeté mercredi la réforme fiscale proposée par le ministre polonais des finances Leszek Balcerowicz, qui veut simplifier radicalement le système fiscal et introduire, à partir de l'an 2000, un impôt sur le revenu à taux unique de 22 %.

● **ROUMANIE** : le négociateur du FMI pour la Roumanie Paul Thomson, a déclaré mercredi à Bucarest que la seule solution pour réduire le déficit budgétaire était la majoration des impôts.

● **UKRAINE** : le produit intérieur brut (PIB) de l'Ukraine a augmenté de 0,2 % durant le premier semestre 1998 par rapport à la même période de 1997. C'est la première hausse de cet indicateur depuis l'indépendance en 1991, a indiqué mercredi la Banque nationale d'Ukraine.

● **ÉTATS-UNIS** : les commandes industrielles aux Etats-Unis ont augmenté de 1,2 % en juillet, après une hausse de 0,3 % en juin, a annoncé mercredi le département du commerce. Il s'agit de la progression mensuelle la plus forte depuis novembre 1997.

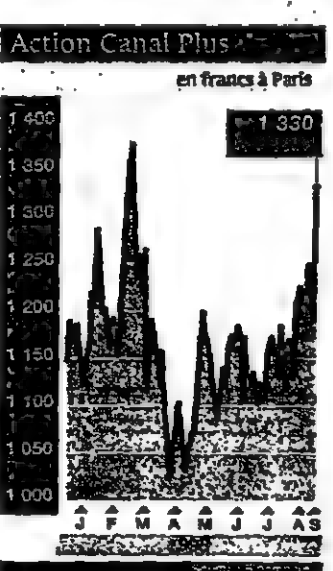
● **SUÈDE** : le produit intérieur brut (PIB) de la Suède devrait progresser de 3 % en 1998 mais retomber à 2,1 % en 1999 en raison de la crise en Asie, selon des prévisions trimestrielles publiées mercredi à Stockholm par Handelsbanken, l'une des principales banques suédoises.

## NOMINATIONS

● **SNCF** : Eric Beaudonnet, quarante-quatre ans, a été nommé directeur de cabinet du président de la SNCF, Louis Gallois, et de la direction générale de l'entreprise ferroviaire, en remplacement de Christian Cochet, qui devient directeur de la région SNCF de Lille.

## Valeur du jour : Canal Plus marque des points

**BELLE REVANCHE** pour Canal Plus en Italie. Le groupe a annoncé, mercredi 2 septembre, qu'il avait signé un accord d'exclusivité pour la diffusion des matches des quatre plus grands clubs de football italiens : l'Inter de Milan, le Milan AC, la Juventus de Turin et Naples. L'action Canal Plus a immédiatement bondi de 8,2 %, à 1 330 francs, dans un marché portant sur 1,2 % du capital du groupe. Plusieurs sociétés de Bourse, dont celle de la Société générale, sont passées à l'achat et le marché semble s'être reconstruit avec un titre qui a beaucoup baissé au printemps dernier.



Cet accord est une excellente nouvelle pour la société. Le football constitue un important produit d'appel pour le recrutement de nouveaux abonnés. En obtenant l'exclusivité sur des matches qui représentent 65 % de l'audience de ce sport, les risques d'arrivée d'un second bouquet numérique, susceptible de concurrencer celui de Canal Plus, sont minimisés, pense-t-on à la société de Bourse Ferry. La perspective de l'arrivée d'un concurrent sur ce marché avait fait plonger le titre en Bourse en avril. D'autre part, « la sécurisation de ces droits doit un des préalables à la réussite commerciale de la filiale italienne », note la société de Bourse EIFB. Alors que la chaîne à péage Telepiù continue de perdre de l'argent, la plate-forme de télévision par satellite constitue le seul re-

garder un jour des profits », note Yves Pelras, analyste à la société de Bourse IFF.

lais de croissance en Italie. Le groupe connaît en outre un contexte favorable. A la fin de juillet, les opérateurs des deux bouquets de programmes numériques en Espagne, Canal Plus, se sont mis d'accord pour fusionner leurs plateformes. Depuis quelques mois, le groupe, à l'instigation de Jean-Marie Messier, patron de Vivendi, principal actionnaire de Canal Plus, a engagé une politique de réduction des foyers de pertes sans pour autant remettre en cause la stratégie de développement conduite par Pierre Lescur, PDG de Canal Plus. Une attitude qui pourrait être gagnante rapidement. Les analystes ne prévoient pas un retour aux bénéfices avant l'an 2000, en raison notamment des pertes des filiales européennes. Cependant, « le marché a pris conscience que, sur le métier de la télévision numérique et à péage, il faut être le leader pour pouvoir espérer dé-

gager un jour des profits », note Yves Pelras, analyste à la société de Bourse IFF.

Enfin, pour bon nombre d'investisseurs, le titre Canal Plus est considéré comme une valeur refuge. Il n'a pas été affecté par les récentes turbulences boursières. Depuis la mi-juillet, l'action Canal Plus a gagné près de 15 % alors que l'indice CAC 40 en a perdu autant.

Joël Morio

## MONNAIES

● **Dollar** : le billet vert restait faible, jeudi matin 3 septembre, face aux devises européennes, affecté par le nouveau recul de Wall Street de la veille. Il cotait 1 7430 mark et 5 8460 francs.

● **Peso colombien** : le peso a perdu, mercredi 2, de 5,7 % par rapport au dollar, après la décision de la banque centrale colombienne d'élargir la marge de dépréciation de la monnaie nationale.

## Cours de change

Cours de change				
12 h 30	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR.
FRANC.....	5,88	6,67	9,80	4,07
DM.....	1,74	1,57	2,51	1,00
LIRE (100).....	1715,05	1947,21	2878,22	1203,40
YEN (100).....	135,83	154,30	227,95	95,48
FLORIN.....	1,96	2,23	3,29	1,36
FR. S.....	1,62	1,82	2,39	0,98
LIVRE.....	0,63	0,68	1,00	0,40
ECU.....	0,68	1,00	1,48	0,62
DOLLAR.....	1,00	1,14	1,58	0,78

## Taux d'intérêt

Taux	Taux	Taux	Taux
FRANCE	3,38	3,44	4,43
ALLEMAGNE	3,48	3,58	4,52
GRÈCE	7,19	7,44	8,45
ITALIE	5,38	4,94	4,76
JAPON	0,48	0,53	1,32
ÉTATS-UNIS	5,34	4,91	5,56
SUISSE	1,38	1,58	2,83
PAYS-BAS	3,21	3,27	4,45

## Matif

COURS 12h30	Volume 12409	dernier prix	premier prix
National 5,5 SEPTEMBRE 98	77462	108,38	108,29
Fiber 3 mois SEPTEMBRE 98	2495	95,45	95,45

## Marché des changes

Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
FLUX 1250	1250	1250	1250	1250
2,87	4,25	3,4	3,55	—
87,50	1268,26	—	887,02	224,84
—	—	—	78,75	23,08
—	1,44	0,11	7,70	0,13
0,73	1,05	0,08	0,82	0,24
0,30	0,44	0,25	0,34	0,70
0,45	0,55	—	0,51	0,15
0,31	0,74	0,53	0,58	0,17

### Marché des changes

Devises 1912	Cours	Actuel	Var. %
100	100	100	100
ALLEMAGNE (100)	37,34	46,18	49,23
AUTRICHE (100)	11,25	12,08	12,78
BELGIQUE (100)	3,79	3,50	4,70
CANADA	2,15	87	87
DANEMARK (100)	3,91	3,97	4,27
ESPAGNE (100)	9,55	6,09	6,18
ÉTATS-UNIS	10,21	104	116
FINLANDE (100)	9,28	10,23	10,23
GRÈCE (100)	1,54	1,76	2,25
IRLANDE	6,31	7,08	8,82
ITALIE (100)	3,29	3,15	3,86
JAPON (100)	0,23	0,08	0,43
NORVÈGE (100)	12,35	71,59	80,50
PAYS-BAS (100)	2,52	2,58	3,85
PORTUGAL (100)	4,47	09	79
SUÈDE (100)	38,70	391	413

## TAUX

● **France** : le marché obligataire a ouvert en légère baisse, jeudi 3 septembre. Après quelques minutes de transactions, le contrat optionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, cédait 2 centimes, à 108,16 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 4,40 %, soit 0,11 % au-dessus du rendement du titre allemand de même échéance.

● **Etats-Unis** : les obligations américaines avaient terminé la séance du mercredi 2 septembre sur une note stable. Le rendement de l'emprunt à 30 ans, qui constitue la référence outre-Atlantique, s'était inscrit à 5,35 % en clôture. Les opérateurs étaient restés très attentifs à l'évolution du marché des actions, certains analystes estimant qu'une chute de Wall Street pourrait inciter la Réserve fédérale américaine à assouplir sa politique monétaire.











هكذا من لامل

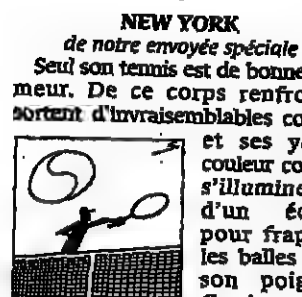
## A Flushing Meadow, Marcelo Rios veut se tailler un profil de numéro un mondial

Le Chilien compte sur l'US Open pour gagner le respect du public et de ses pairs

Le Chilien Marcelo Rios a fait très forte impression en disposant du Tchèque Daniel Vacek en trois sets, lors du premier tour de l'US Open,

mercredi 2 septembre. Un autre Tchèque, Petr Korda, tête de série n° 4, a été battu par l'Allemand Bern Karbacher (2-6, 6-3, 6-3, 6-1), pen-

dant que Jean-Baptiste Perlant, Français issu des qualifications, éliminait l' Australien Jason Stoltenberg (1-6, 7-5, 6-3, 6-3).



NEW YORK

de notre envoyé spécial  
Seul son tennis est de bonne humeur. De ce corps renfrogné sortent d'introuvables coups, et ses yeux, couleur coiffe, s'illuminent d'un éclair pour frapper les balles que son poignet élastique renvoie partout où son adversaire n'est plus. Marcelo Rios court, virevolte pour mieux dompter. La magie se dissipe quand il roule des mécaniques. L'homme alors se fait arrogant. Dommage, le joueur était si beau.

Mercredi 2 septembre, Daniel Vacek n'a pas eu le temps d'analyser les métamorphoses du Chilien. Le Tchèque n'y a vu que du feu, aveuglé par ce jeu fait de coups masqués, d'ouvertures en revers majeur, de coups droits recouverts pour mieux transformer la balle en tompe inévitables. Daniel Vacek, qui venait de battre séchement (6-3, 6-2) Marcelo Rios à Cincinnati (Ohio), croyait pourtant en sa chance. Sur le court central de Flushing Meadow, devant une dizaine de milliers de personnes plus la poignée de Chiliens qui accompagnent Rios dans ses déplacements, Vacek a perdu ses illusions d'abord, dépassé dans sa quête du filet par des passing-shots tantôt croisés, tantôt le long de la ligne. Le Tchèque ne s'est pas fâché, il était simplement triste. Tout ce monde pour le voir jouer ainsi, n'importe comment. Le joueur a reculé sur les balles du Chilien au lieu de les attaquer et a regardé les siennes partir dans les bûches. Et ces volées derrière son service? Frappées à la va-vite, c'est-à-dire mal. Un dernier coup droit dans le couloir sous les plaillements des supporteurs de Marcelo, et Daniel a tendu une main molle au gagnant et au juge de chaise pour aller noyer sa misère sous la douche.

Marcelo Rios pouvait pavoiser. Il venait de donner impeccablement sa réplique dans cette partie insipide, afin de faire le moins d'erreurs possibles et d'en terminer au plus vite (6-4, 6-2, 6-3).

C'était déjà l'heure de Pete Sampras. La mode était à la vitesse, à la noblesse du gazon, des surfaces rapides. Marcelo ne connaissait pas ce tennis-blitz. Trop petit (1,75 m),

alourdi, les mises en jeu se sont allongées, plus variées. Son jeu de jambes de dur à cuire et son indéniable courage ont fait le reste. Juste alors tapi dans l'embuscade de l'ocire, Marcelo Rios a alors commencé à gagner des matches sur surface dure.

Ironie du sort, il se qualifie pour la première fois dans un tournoi du Grand Chelem sur le synthétique des Internationaux d'Australie. Il recommence à l'US Open. En janvier à Melbourne, il participe à sa première finale en Grand Chelem, contre Petr Korda, et la perd. Marcelo Rios vient de commencer sa course-poursuite contre Pete Sampras. Pendant que le numéro un mondial a du mal à réitérer les victoires de la saison précédente - l'essentielle condition pour garder son classement -, Marcelo, qui n'a pas grand chose à défendre, ramasse les points comme des fleurs au printemps.

L'apothéose survient le 29 mars 1998. En battant André Agassi en finale de Key Biscayne (Floride), il s'empare de la place de numéro un mondial. Il est le premier Chilien à atteindre cette consécration. Plus de 10 000 personnes l'accueillent sur la grand place de Santiago à son retour.

Il a perdu son rang quelques semaines après, et l'a retrouvé en août pour deux semaines. A l'US Open, Sampras est la tête de série numéro un. A New York, tout le monde ne cesse de lui demander : « Comment pouvez-vous être numéro un mondial à la fin de l'année, vous n'avez pas gagné de tournoi du Grand Chelem ? » Il répond : « Si je rencontre Pete Sampras en finale et que je le bats, j'aurai passé une excellente quinzaine. »

Bénédict Mathieu

## Jean-Baptiste Perlant, le « neveu de... »

Révélation du tennis français à vingt et un ans, le vainqueur de Jason Stoltenberg est un parent de François Bayrou

SA VOIX zigzague, un travers de langage conjugué à l'émotion du moment. Cela le rend charmant. Issu des qualifications, Jean-Baptiste Perlant vient de passer un tour dans un tournoi du Grand Chelem pour la première fois de sa jeune carrière. Il a vingt et un ans, il est 197<sup>e</sup> joueur mondial. Il a sorti Jason Stoltenberg, 38<sup>e</sup> mondial. Habitué par le trac, le Français a d'abord laissé filer le premier set avant de revenir à lui pour battre le serveur-volleyeur australien en quatre manches (1-6, 7-5, 6-3, 6-3).

### « J'AVAIS LES AMIES »

D'ordinaire, ce genre d'adversaire effraie les jeunes joueurs. Être constamment pilonné par un grand type qui passe sa vie au filet n'est sans doute pas la meilleure façon d'entrer dans la carrière. Jean-Baptiste, lui, assure qu'il ne pouvait tomber mieux. Il explique : « J'avais les armes pour le battre. » La panique de la première manche passée, il s'est solidement installé sur ses appuis, a appuyé ses coups et a pu

déborder Stoltenberg. Sa silhouette, bien que plutôt légère (1,92 m, 80 kg), l'aide à cimenter sa défense au filet.

Ce bordelais poursuivait jusqu'à présent une carrière modeste. Il fut finaliste du championnat de France mineurs, il s'est entraîné à l'Insep, et maintenant à Roland-Garros, avec des compatriotes de sa génération comme Arnaud Clément. Moins bien classé que ce dernier, Jean-Baptiste a passé la saison 1997 à écumer les tournois de deuxième division du circuit. Il a par exemple été quart-de-finaliste à Ho-Chi-Minh Ville ou demi-finaliste à Zagreb.

D'autres sportifs dans la famille ? « Mon père a fait du rugby », dit-il. Il fut un temps trois-quarts-centre au SBUC, le club universitaire bordelais. Et que font ses parents ? Il rougit et indique que son père est négociant en vins dans le Bordelais, que sa mère est chirurgien-dentiste et que son frère est en route pour être médecin.

Il dit aussi : « Mon oncle fait de la politique », et rougit encore un peu plus. Et qui est cet

oncle ? « Il a été ministre de l'Éducation, il s'appelle François Bayrou. C'est le mari de la sœur de mon père. » M. Bayrou prend-il des nouvelles de son neveu de temps à autre ? « Oui, c'est aussi mon parrain. »

### ESPÉRER UN « GRAND COURT »

Il assure que l'annonce de sa vocation n'a pas été trop mal accueillie dans la famille. Un temps, il a même dormi au ministère de l'Éducation dans une chambre qu'on lui avait prêtée pendant le mandat de son oncle. L'école ? Il s'est arrêté un peu avant le baccalauréat : « Cela devenait de plus en plus difficile de voyager avec tous mes bouquins. » Le fils de bonne famille devait rencontrer le vainqueur du match entre l'Espagnol Alex Corretja et l'Italien Gianluca Pozzi. Préférence pour le premier. « Contre la tête de série n° 7, dit-il, j'aurai peut-être la chance de jouer sur un "grand" court. »

B. M.

## Un test permettrait de dépister l'hormone de croissance

UNE MÉTHODE permettant de dépister l'usage de l'hormone de croissance lors de tests de contrôle anti-dopage aurait été mise au point par une équipe de recherche internationale, annonce, mercredi 2 septembre, le quotidien tanois Politiken. Associée aux stéroïdes anabolisants, cette hormone accroît la puissance musculaire et était jusqu'ici impossible à dépister. Le programme de recherche est financé par l'Union européenne et un groupe pharmaceutique danois, dont l'hormone de synthèse avait été saisie dans les sacs de nageuses chinoises avant les championnats du monde en Australie. Ce test pourrait être fiable lors des Jeux de Sydney en 2000. - (AFP, AR)

## ETVDES

Le sida en Afrique  
Michel GUÉRY

Bernanos aux abîmes de la colère  
Philippe LE TOUZÉ

Septembre 1998

Le numéro : 60 F

114, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48  
Métro 13 15 SÉTUDES

### DÉPÊCHES

■ OMNISPORTS : le président du Comité international olympique (CIO), l'Espagnol Juan Antonio Samaranch, et le ministre grec de la culture, Evangelos Venizelos, ont signé, mercredi 2 septembre, à Athènes, sous l'égide de l'Unesco, un accord créant une « fondation pour l'olympiade culturelle » qui organisera différentes manifestations culturelles dans le cadre des Jeux olympiques à Athènes en 2004. - (AFP)

### FOOTBALL : la société Media Partners, qui propose la création d'une Superligue européenne à partir de la saison 2000-2001, a revu les modalités de qualification à cette épreuve qui met dans l'embarras l'UEFA. Les clubs « fondateurs », au nombre de 18 et non plus 16, seraient choisis selon leur classement national des dix dernières années. La France bénéficierait de deux représentants. Les 18 équipes qualifiées seraient « révoquées » tous les trois ans en fonction de leurs performances. Media Partners se propose d'adopter 18 autres clubs, pour faire participer les vainqueurs des championnats nationaux, ce qui pourrait porter à trois le nombre de clubs français. - (AFP)

## Cyclisme : Richard Virenque aurait exercé des pressions sur la Fédération française

Daniel Baal, président de la FFC, se dit « dépité »

DANIEL BAAL, président de la Fédération française de cyclisme (FFC), affirme que Richard Virenque a exercé, « à plusieurs reprises », des pressions sur lui à la suite de l'affaire de dopage de l'équipe Festina révélée à la veille du départ du Tour de France. « J'ai subi des pressions de toutes parts, y compris de Richard Virenque, a-t-il déclaré au micro d'Europe 1, mercredi 2 septembre. Oui, Richard Virenque est intervenu auprès de moi. Je lui ai expliqué que ma responsabilité en tant que président de la fédération était d'ouvrir une procédure disciplinaire et il l'a admise. Il espère qu'il ne sera pas sanctionné mais ce sera à la commission de discipline de décider. »

La FFC, à qui l'Union cycliste internationale (UCI) avait demandé de prononcer avant le 13 septembre d'éventuelles sanctions à l'encontre des coureurs concernés par les faits de dopage, a obtenu un report de cette date limite, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre. En cas de sanctions - l'UCI a suggéré des suspensions allant de six à douze mois -, Richard Virenque et ses coéquipiers pourraient être écartés de leurs sélections nationales pour le championnat du monde, organisé le 11 octobre à Valkenburg, aux

Pays-Bas. En revanche, l'équipe Festina doit prendre le départ du Tour d'Espagne, samedi 5 septembre à Cordoue. Selon Daniel Baal, « cela peut effectivement être choquant que Festina continue son activité ».

« Dépité » par les réactions de Richard Virenque, qui nie tout dopage et qui évoque un « acharnement » à son encontre, Daniel Baal a indiqué au Monde qu'il s'attendait à ce que « la justice fasse son travail, sans en rajouter, mais sans faire de concessions ». Il a également souligné « qu'on n'inverse pas le débat, que le président de la Fédération française de cyclisme ne se retrouve pas sur le banc des accusés même si, au plan médiatique, il ne pèse pas bien lourd face à des stars ».

Par ailleurs, le premier procureur adjoint au parquet de Lille a estimé que l'information selon laquelle Richard Virenque aurait reconnu la prise de produits dopants était un « bruit erroné » : « Il n'y a aucun élément nouveau dans le dossier, Richard Virenque a toujours dit que s'il avait été dopé, c'était à son insu, et qu'il était persuadé de ne jamais avoir pris de produits dopants ».

E. C. (avec AFP)

## La dernière bagarre de Mike Tyson

### LOS ANGELES

correspondance

Un arrière-goût de sauvagerie. C'est certainement la dernière impression qu'a laissée Mike Tyson aux amateurs de boxe. En juin 1997, après son dernier combat contre Evander Holyfield pour l'obtention du titre de champion du monde des lourds WBA (World Boxing Association), tout le monde a gardé en mémoire le coup de dent de « Iron » Mike. Le boxeur avait sectionné un bout de l'oreille droite de son adversaire dans un débordement d'agressivité.

Un mois plus tard, la puissante Nevada Athletic Commission décidait de suspendre sa licence pour une année, lui interdisant de facto d'exercer son métier. Depuis, Mike Tyson n'a jamais caché son désir de revenir sur les rings, mais sa réputation n'est pas encore gagnée. Ce boxeur de trente-deux ans présente la particularité de s'inviter régulièrement dans la rubrique faits divers des journaux. Et il vient d'y faire une nouvelle apparition.

Lundi 31 août, à la suite d'un léger accident de la circulation survenu dans la petite ville de Galthersburg (Maryland), Mike Tyson a décidé de régler le constat d'assurance à sa manière. Après avoir donné le coup de poing aux deux automobilistes mis en cause dans l'accident, le boxeur n'a retrouvé son sang-froid qu'après l'intervention énergique de ses gardes du corps.

### ENIÈME FAIT DIVERS

Son épouse (le docteur Monica Turner), qui conduisait le cabriolet Mercedes au pare-chocs maintenant éraflé, a donc observé avec impuissance son mari envoyer un direct du droit dans la poitrine du premier automobiliste avant de placer un uppercut au second. Sans conséquences fâcheuses pour les victimes, selon le rapport de police. Souffrant étrangement de douleurs aux côtes, l'ancien champion du monde a pourtant subi des examens au Shady Grove Hospital qui n'ont rien révélé d'anormal. Cet enième fait divers, qui vient s'ajouter à diverses affaires de meurtres, confirme la mauvaise réputation de l'éternel « bad boy » de la boxe.

Après trois années d'emprisonnement dans un pénitencier de l'Indiana pour viol (de 1992 à 1995), diverses condamnations pour harcèlement sexuel, la morsure mutilante infligée à Evander Holyfield et des récents déboires financiers avec Don King, son ancien promoteur, Mike Tyson

semble poursuivre par ses vieux démons. « Je veux encore combattre. C'est viscéral, expliquait-il le mois dernier dans The Source Sports, un magazine dédié aux athlètes afro-américains. Parfois, je m'ennuie, mais rien ne peut m'arrêter quand j'enfile des gants. Tout le monde pense que je suis une poule aux œufs d'or car mes apparitions à la télévision battent les records d'audience. En fait, j'ai pulvérisé ces records pour une seule raison : les gens veulent voir l'animal que je suis censé représenter. »

Dans quelques jours, « l'animal » jouera l'une de ses dernières cartes s'il veut, un jour, remonter sur un ring. Selon la procédure habituelle qui suit une radiation temporaire, Mike Tyson aurait dû se représenter devant la commission du Nevada le 9 juillet, mais, à la surprise générale, il a ajourné ce rendez-vous pour déposer une autre demande de licence, dans le New Jersey cette fois. Pour certains, cette volte-face était une façon d'éviter le sulfureux Don King dont l'influence dans cet État de l'Est des États-Unis est moins marquée... à cause d'une ancienne interdiction de séjour.

Hélas, au cours de son audition dans le New Jersey, au mois d'août, Mike Tyson a piqué une colère en pleine session. Résultat : il a de nouveau changé son fusil d'épaule en redemandant officiellement une licence dans le Nevada. Il a supposé que les mots crus utilisés sans discernement, pour expliquer aux membres de la commission du New Jersey sa façon de penser, ne pouvaient que jouer en sa défaveur.

C'est donc un retour à la case départ. Prévue d'abord pour le 9 septembre à Las Vegas (Nevada), sa prochaine audition a été reportée au 19 septembre. Bientôt, l'irascible boxeur sera donc fixé sur son sort. Mais son ultime dérapage intervient au pire moment.

Paul Miquel

Nouvelle Collection  
DU BEAU VÊTEMENT À  
LA SIMPLE RETOUCHE  
**LEGRAND**  
Tailleur sur mesure  
Hommes et Dames  
Très grand choix  
de tissus et de prix  
Depuis 1894  
27, rue du 4-Septembre, Paris 2e  
Tél. : 01.47.42.70.61



## De nouvelles pluies par l'Ouest

VENDREDI, le flux de sud-ouest doux mais humide persiste. La dépression au large de l'Irlande apportera des pluies progressivement sur une moitié nord-ouest du pays. Le littoral méditerranéen préservera son soleil.

**Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie.** - En matinée, il pleuvra partout, parfois de façon soutenue. Les éclaircies reviennent sur le Finistère dès la mi-journée puis gagneront toute la Bretagne et la Vendée. Il fera de 18 à 23 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Les belles éclaircies présentes du Nord aux Ardennes s'estomperont dans la matinée, et les nuages remontant du Sud-Ouest envahiront toutes les régions. Des pluies sévront de la Haute-Normandie à la région parisienne et au Centre. Il fera de 18 à 24 degrés.

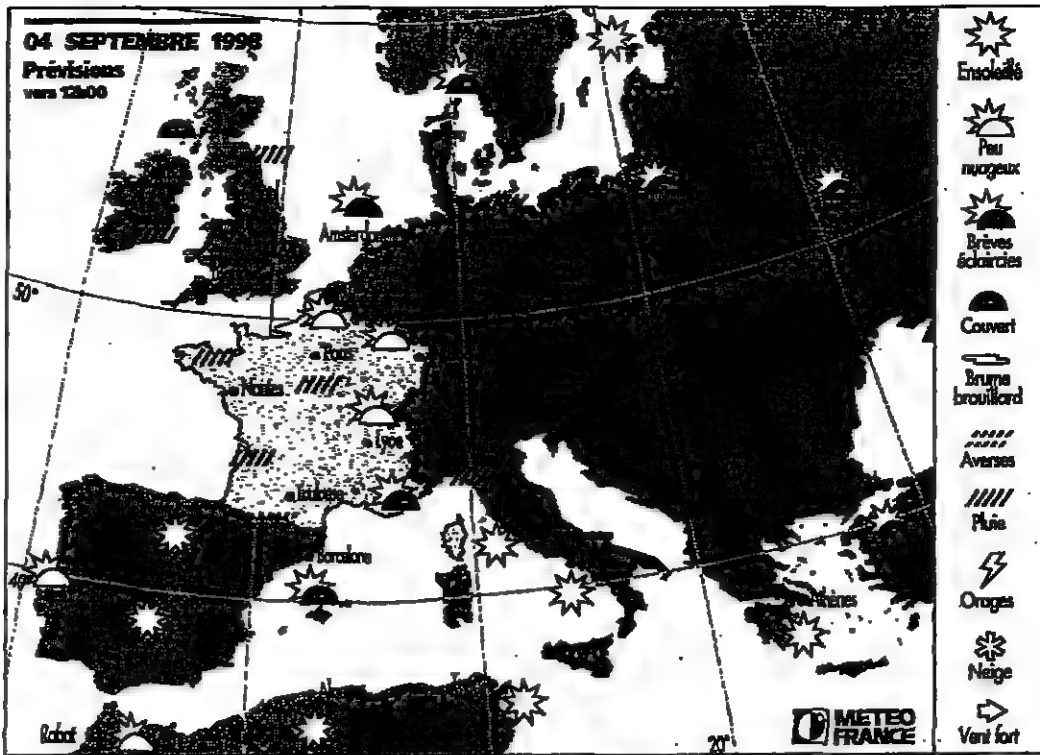
**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - En début de journée, le ciel sera serein malgré le brouillard. Des nuages

recouvreront rapidement la Champagne et la Bourgogne puis s'étendront jusqu'aux frontières. Il commencera alors à pleuvoir sur l'Ouest. Il fera de 20 et 24 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - La pluie présente en matinée du Poitou-Charentes au Périgord gagnera par la suite le sud de l'Aquitaine. Le sud de Midi-Pyrénées sera plus favorisé, mais le soleil y sera voilé. Il fera de 24 à 26 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Le voile nuageux présent sur l'Auvergne s'éclaircira au fil des heures avec des ondées orageuses l'après-midi. L'aggravation interviendra plus tardivement dans les Alpes, après une matinée ensoleillée. Les pluies seront durables en Limousin. Il fera de 22 à 28 degrés.

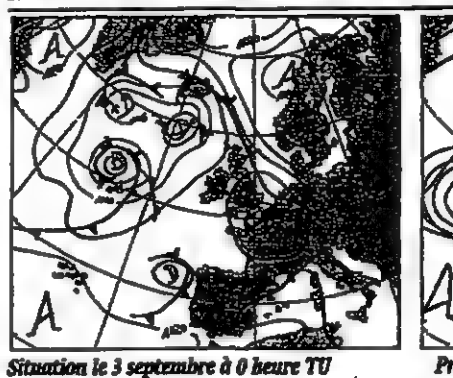
**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Le soleil du matin sera parfois contesté par des nuages d'altitude l'après-midi. Ceux-ci prendront le dessus en soirée. Le mercure indiquera 25 à 28 degrés.



**PRÉVISIONS POUR LE 04 SEPTEMBRE 1998**  
Ville par ville, les minima/maxima de température  
S : ensoleillé; N : nuageux;  
C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	9/21 C	ATHÈNES	9/21 C
ALGER	16/26 S	13/23 P	BARCELONE	13/23 P
AMSTERDAM	16/26 S	13/23 P	BELFAST	13/23 P
BARCELONE	16/26 S	13/23 P	BERGAMO	13/23 P
BELFAST	16/26 S	13/23 P	BERLIN	13/23 P
BERGAMO	16/26 S	13/23 P	BERNE	13/23 P
BERLIN	16/26 S	13/23 P	BRUXELLES	13/23 P
BERNE	16/26 S	13/23 P	BUCAREST	13/23 P
BRUXELLES	16/26 S	13/23 P	BUDAPEST	13/23 P
BUCAREST	16/26 S	13/23 P	COPENHAGUE	13/23 P
BUDAPEST	16/26 S	13/23 P	DUBLIN	13/23 P
COPENHAGUE	16/26 S	13/23 P	FRANCFORT	13/23 P
DUBLIN	16/26 S	13/23 P	GENÈVE	13/23 P
FRANCFORT	16/26 S	13/23 P	Helsinki	13/23 P
GENÈVE	16/26 S	13/23 P	ISTANBUL	13/23 P
Helsinki	16/26 S	13/23 P	VARSOVIE	13/23 P
ISTANBUL	16/26 S	13/23 P		
VARSOVIE	16/26 S	13/23 P		

9/14 N	VENISE	20/25 N	LE CAIRE	23/32 S
18/22 C	VIENNE	12/16 C	MAARAKICH	20/35 S
12/19 P	AMSTERDAM	12/19 P	NAIROBI	14/24 N
12/20 S	BRASILIA	17/32 S	PRETORIA	13/31 S
14/21 N	BUEENOS AIRES	17/17 S	TUNIS	18/25 C
14/21 N	LOS ANGELES	18/23 C	ALGER	24/34 S
20/26 P	CHICAGO	19/28 S	ALGER	24/34 S
19/10 P	UMMA	13/20 N	BANGKOK	26/30 P
14/21 N	LOS ANGELES	18/23 C	BOMBAY	26/30 N
20/26 P	CHICAGO	19/28 S	DIJAKART	27/32 C
19/10 P	UMMA	13/20 N	DUBAI	29/38 S
14/21 N	LOS ANGELES	18/23 C	HANOI	28/33 C
20/26 P	CHICAGO	19/28 S	HONGKONG	27/31 N
19/10 P	UMMA	13/20 N	JERUSALEM	22/31 S
14/21 N	LOS ANGELES	18/23 C	NEW DELHI	25/33 P
20/26 P	CHICAGO	19/28 S	PEKIN	19/30 S
19/10 P	UMMA	13/20 N	SEOUL	21/28 N
14/21 N	LOS ANGELES	18/23 C	SINGAPOUR	26/28 P
20/26 P	CHICAGO	19/28 S	TOKYO	22/25 P
19/10 P	UMMA	13/20 N		



## LE CARNET DU VOYAGEUR

**■ ANGLETERRE.** A partir du lundi 14 septembre, la liaison Saint-Etienne - Londres, assurée par Ryanair, est ramené à un vol quotidien, au lieu de deux. Départ de Saint-Etienne à 10 h 10, arrivée à Londres à 10 h 50. Les retours de la capitale britannique s'effectuent à 7 heures pour une arrivée en France à 9 h 45. Le tarif aller-retour, à 755 F, implique de rester deux nuits sur place ou d'y passer le samedi soir. Réservation, tél. : 08-03-85-78-57.

**■ ITALIE.** Les syndicats des personnels des aéroports de la Péninsule ont annoncé un mouvement de grève pour la journée du dimanche 6 septembre, de 10 à 18 heures, pour demander la titularisation de personnels en contrats à durée déterminée. Le personnel de terre d'Alitalia a prévu son arrêt de travail de 12 à 18 heures. La société Aeroporti di Roma affirme qu'elle s'efforcera de réduire les perturbations.

## VENTES

## Des dessins et objets de chasse au château de Sully-sur-Loire

**DIRECTIVE EUROPÉENNE** ou pas, M<sup>re</sup> Jean-Claude Renard ouvrira la chasse en salle des ventes dimanche 13 septembre. Dans l'ensemble qu'il présente sur ce thème, au château de Sully-sur-Loire (Loiret), figurent les cibles préférées des chasseurs d'objets : dessins, gravures, bronzes, armes, livres et collections diverses.

Un dessin au crayon d'Henri Harpignies, *Le Chasseur surpris*, évoque

les déconvenues de ce sport d'agrément, quand le lièvre moqueur passe au moment du repos. Proche de l'école de Barbizon, Harpignies (1819-1916), surnommé par Anatole France « le roi des arbres », est aussi apprécié pour sa manière de croquer les personnages (6 000 à 8 000 francs). Plusieurs aquarelles et dessins de Georges-Frédéric Rodg (1879-1961), un peintre animalier spécialiste de la chasse, sont cotés

de 2 000 à 3 000 francs : *Les Girages*, *Têtes de setters et de cochons*, *Lion et lionne à l'affût*. De très nombreuses gravures sont accessibles entre 1 000 et 3 000 francs.

Les bronzes animaliers gardent un public fervent, auquel on propose des œuvres classiques et contemporaines : *Cerf au vent* (de 25 000 à 35 000 francs) et *Combat de cerfs* (de 10 000 à 15 000 francs), du Français Christian Maas (né en

1951), perpétuent l'esthétique naturaliste chère aux chasseurs.

Les armes gardent une place prépondérante dans les ventes de ce genre. Les amateurs trouveront quelques pièces de choix parmi une centaine de modèles des XIV<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. La plus ancienne est une haquebute en fer forgé de la fin du XV<sup>e</sup> siècle, appelée aussi « canon à croc », une des premières armes à feu (25 000 à 30 000 francs). Une arquerbuse de chasse à rouet, datée vers 1700-1720, est ornée de décors de chasseurs et d'animaux sur les parties en acier et en laiton (50 000 à 55 000 francs). Réalisée vers 1810-1820, un fusil de chasse double (à deux canons) provient de la manufacture de Versailles, où officiait Nicolas Bouret, le meilleur armurier de son temps (40 000-50 000 francs). En Angleterre, la marque Purdey, qui remonte à la fin du XVIII<sup>e</sup>, reste une des plus réputées. Un fusil de chasse de 1912 avec sa valve de transport en bois et cuir, qui contient également des accessoires et une boîte en os pour les pièces détachées, est estimé 60 000 à 80 000 francs.

Dans une autre gamme, les boutons d'équipage et de vénerie, les plaques de garde champêtre et de

grande particularité font partie des collections traditionnelles. Ils datent du XIX<sup>e</sup> ou du début du siècle, et leur prix varie, selon le prestige de l'équipage, de la propriété à surveiller (600 à 800 francs les lots de boutons, 800 à 1 000 francs pour les plaques).

Ouvrage de référence, le fameux catalogue illustré de la Manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne, conserve ses fidèles. Les exemplaires du début du siècle se négocient entre 1 000 et 2 000 francs, ceux des années 1950 et 1960 à partir de 600 francs.

Cette vacation sera complétée, le samedi 20, à l'hôtel des ventes de Gien, avec plus de 400 livres sur la chasse, la pêche, la vénerie et l'équitation.

Catherine Bedel

## Calendrier

**ANTIQUITÉS**  
● Château-Thierry (Aisne), Palais des rencontres, du vendredi 4 au dimanche 6 septembre, vendredi de 14 heures à 20 heures, samedi de 10 heures à 20 heures, dimanche de 10 heures à 19 heures, 35 expositions, entrée 20 F.  
● Draguignan (Var), complexe Saint-Euphrasy, du vendredi 4 au lundi 7 septembre, de 10 heures à 19 heures, 50 expositions, entrée 20 F.  
● Fleuveval (Finistère), fort de Bertheaume, samedi 5 et dimanche 6 septembre, samedi de 14 heures à 20 heures,

dimanche de 9 heures à 19 heures, 50 expositions, entrée 10 F.  
● Bourg-sur-Gironde (Gironde), salle du gymnase, samedi 5 et dimanche 6 septembre, de 10 heures à 19 heures, 30 expositions, entrée 15 F.  
● Pougues-les-Eaux (Nièvre), salle polyvalente, samedi 5 et dimanche 6 septembre, de 10 heures à 19 heures, 30 expositions, entrée 15 F.  
● Tervuren (Gers), au château, samedi 5 et dimanche 6 septembre, de 10 heures à 19 heures, 30 expositions, entrée 15 F.

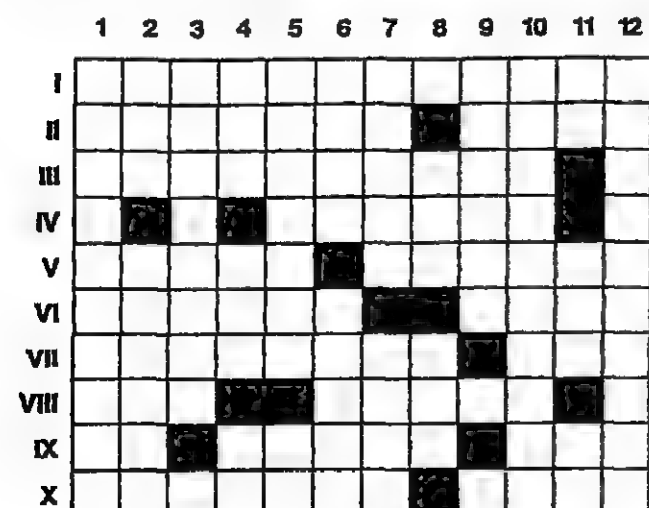
**BROCANTES**  
● Marsac (Charente), centre de loisirs, samedi 5

et dimanche 6 septembre, samedi de 10 heures à 19 heures, dimanche de 7 heures à 19 heures, 100 expositions, entrée 20 F.  
● Pont-Salomon (Haute-Loire), stade municipal, samedi 5 et dimanche 6 septembre, de 6 h 30 à 20 heures, 300 expositions.  
● Condekerque-Branche (Nord), place Salengro et dans les rues, samedi 5 et dimanche 6 septembre, de 13 heures à minuit, 1 400 expositions.  
● Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), parc de Saint-Cloud, allée Grand-Jet, samedi 5 et dimanche 6 septembre, 200 expositions.  
● Paris, avenue Trudaine, samedi 5 et dimanche 6 septembre, de 10 heures à 19 heures.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98211

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



## HORIZONTALEMENT

1. Appréciées, mais valent bien mieux. - II. Envoyez paître au soleil. Proche quand elle est petite. - III. Prêt à tout à condition d'y mettre le prix. - IV. Rendait immortel celui qui en buvait. - V. A cause de lui la Sécurité sociale creuse son trou. Ses chenilles passent de la pomme de terre à la penderie. - VI. Préparer l'étoffe à teindre. Coussin maternel. - VII. Fausse croyance. Sans bavure. - VIII. Forme de rite. Se retrouve sans le haut et sans le bas. - IX. Démonstratif retourné.

Elle s'accroche à tout. Chargé de missions. - X. Espace de plaisir pour le sanglier. Finis.

## VERTICALEMENT

1. Préparent les cadres de l'entreprise et de l'Eglise. - 2. Se lance. Sur-le-champ. - 3. Un petit trou dans l'oreille. - 4. Pour insister et dire que c'est vrai. S'occupe de tout le monde. Mesure à Pékin. - 5. Ont pris un mauvais air. Personnel. - 6. S'échange contre un peu de rhubarbe. Voisin européen un peu familier. - 7. Support publicitaire.

Embelli. - 8. Annonce la fin. A tellement vu d'eau, qu'il finit dans le vin. - 9. Parti sous la Révolution. - 10. Apparitions soudaines. - 11. Voyelles. Conteste le vrai. Deux points en opposition sur la carte. - 12. Lancés dans la fête.

Philippe Dupuis

## SOLUTION DU N° 98210

## HORIZONTALEMENT

I. Guenle-de-loup. - II. Triptoteuse. - III. Apaisés. Nier. - IV. Nain. Lette. - V. Dinosaur. Bi. - VI. Ss. Intrusion. - VII. Dior. St. Lue. - VIII. Ubu. Pl. Ea. In. - IX. Clivera. Ilot. - X. Serviabilité.

## VERTICALEMENT

1. Grands ducs. - 2. Paisible. - 3. Etain. Ouir. - 4. Urinoir. Vv. - 5. Lis. Sn. Pel. - 6. Epellât. Ira. - 7. Doseurs. Ab. - 8. Et. Truie. - 9. Lentes. Ail. - 10. Oufé. U. Li. - 11. Use. Boulot. - 12. Pertinente.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0245-2377

Imprimé au Monde 12, rue M. Gombert 94822 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

## L'ART EN QUESTION N° 81

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

## Un vieux secrétaire

CETTE STATUE a été découverte dans une tombe de Saqqara, lors des fouilles menées par l'égyptologue français Auguste Mariette au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Le scribe est un personnage important dans l'administration égyptienne : il sait lire, écrire - savoir hérité des dieux - et dessiner. Il bénéficie souvent d'une situation privilégiée et puissante. Assis en tailleur, le rouleau de papyrus déroulé sur ses genoux, il tenait dans la main droite un pinceau.

La qualité de cette sculpture haute de 53 centimètres est remarquable par l'équilibre des volumes, la finesse du modelé et la vivacité des couleurs parfaitement conservées. Le ventre rond souligne la prospérité du personnage, son regard est vif et pétillant, son visage attentif et intelligent est animé par des yeux dont l'iris est en cristal de roche.



Quel est le dieu égyptien patron du scribe :

- la déesse Hathor, dotée d'oreilles de vache ?
- le dieu Horus, à tête de faucon ?
- le dieu Thot, représenté sous l'aspect d'un ibis ?

Réponse dans Le Monde du 11 septembre.

Solution du jeu n° 80 paru dans Le Monde du 28 août. Auguste Rodin a été soupçonné, à tort, d'avoir utilisé le moulage sur nature pour *L'Age d'airain*.

كلمان الدين



## CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 4 SEPTEMBRE 1998

**ART** L'ancien hôpital Saint-Jean, à Bruges, accueille jusqu'au 6 décembre la passionnante exposition « De Memling à Pourbus », traversée en trois cents tableaux de la ville au

XVI<sup>e</sup> siècle. Nourrie d'intenses recherches scientifiques et d'un important effort de collecte des œuvres, la manifestation démontre la persistante vitalité intellectuelle et artis-

tique de la cité flamande, dont débute alors le déclin. ● **ELLE POSE** également le problème des relations culturelles entre une école du Nord et la péninsule au moment où s'im-

posait le modèle italien. ● **DE SALLE** EN SALLE, on peut assister à la transformation de la peinture brugeoise qui, continuant d'exceller dans l'art de l'image religieuse et du portrait

individuel, va progressivement adopter la technique méditerranéenne du clair-obscur. ● **LES TABLEAUX** de maîtres méconnus complètent heureusement l'exposition.

## Bruges, portrait d'une ville au XVI<sup>e</sup> siècle

En quelque trois cents œuvres de Memling à Pourbus, une exposition tente de corriger l'image de « Bruges la morte » qui s'est imposée à travers la littérature du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle dévoile comment l'esprit de la Renaissance italienne a pu souffler sur les peintres héritiers des grands Flamands

**DE MEMLING À POURBUS.** Memlingmuseum - Oud Sint-Janshospitaal, Mariestraat 38, B-8000 Brugge. Tél.: 00-32-50-44-66-44. En France, informations et réservations à la FNAC. Tél.: 01-49-87-50-50. Tous les jours, de 10 heures à 21 heures. Entrée 350 FB (57 F). Jusqu'au 6 décembre. Catalogue en français, néerlandais, allemand, anglais, 360 pages, 250 illustrations couleurs. 1 200 FB (195 F).

L'ouverture en plein mois d'août, à temps pour que les vacanciers des bords de mer s'arrêtent au passage, ou fassent le détour, l'abondance des affiches qui signalent le chemin du musée, l'hôpital Saint-Jean lui-même avec son dispositif d'accueil calculé large, sa longue entrée en architecture de toile, des couloirs qui n'en finissent pas : tous les signes d'une vaste opération touristique-culturelle sont là. Pourquoi ne pas se faire le plaisir d'y céder ? Aller à Bruges n'est jamais désagréable et l'exposition qui fait l'objet de tant de battage particulièrement intéressante, bien au-delà des enjeux locaux.

En nous offrant une traversée de Bruges au XVI<sup>e</sup> siècle, ce pour la première fois, les responsables des musées de la ville nous introduisent aussi au cœur du passionnant problème des relations culturelles entre une école du Nord et la péninsule au moment où le modèle italien s'impose. Comment l'esprit de la Renaissance a pu souffler sur les peintres héritiers des grands Flamands de Bruges ou de Gand, la ville voisine, que l'on persiste à qualifier de « tyndaliti » ? Quels artistes ont été retenus, quels modèles les ont introduits ? Comment le nouveau style a-t-il été compris ? Ce sont, entre autres, ces questions que le parcours de l'exposition suscite.

Le cas de Bruges est particulier. Difficile. Peu étudié. L'attrait pour les grands peintres flamands du XV<sup>e</sup> siècle a joué contre ceux du siècle suivant, celui de Bruegel, qui travaillait à Anvers, la nouvelle métropole sur laquelle les regards se sont fixés, quand Bruges passait pour être en total déclin. L'image

de « Bruges la Morte » instaurée par la littérature du XIX<sup>e</sup> siècle n'a pas été démentie par les historiens de l'art. Total déclin ? Ou ville encore florissante pendant une bonne partie du siècle, malgré les crises politiques qui déstabilisent la cité, malgré les conflits religieux qui occupent les esprits, malgré le grave problème de l'ensablement du Zwin, qui coupe Bruges de sa liaison maritime, freine le commerce et les échanges (Anvers aura 100 000 habitants quand Bruges n'en aura que 40 000) ? Les artistes ont suivi le mouvement. Moins vite qu'on ne l'a dit.

La réputation de Bruges comme métropole, centre d'affaires international et grand foyer artistique n'est pas tombée du jour au lendemain. L'important marché de la laine d'Espagne a continué de passer par Bruges. L'industrie textile faisait vivre la ville et les industries de luxe, notamment la tapisserie et l'orfèvrerie, y sont restées longtemps florissantes. Au début du siècle, les dirigeants brugeois qui s'efforçaient d'assurer la vie économique de la ville étaient des hommes éclairés qui savaient s'entourer de penseurs humanistes comme Erasme ou Juan Luis Vives à qui fut demandé d'élaborer un projet de politique communale en faveur des pauvres. Mais la résistance des milieux ecclésiastiques aux idées nouvelles était là. L'attitude du clergé découragea le théologien John Cassander qui, après avoir assumé la chaire de langues classiques dans le tout nouveau collège installé dans les halles de la ville, finit par se retirer en Rhénanie.

### LIBERTÉ ET HARDIESSE

L'exposition évoque tout cela. Son objectif : montrer, preuves à l'appui, qu'une vie intellectuelle, scientifique et artistique a continué à se développer à Bruges pendant une bonne partie du siècle, que des artistes y sont restés ou revenus. Elle nous les fait découvrir dans leur contexte. Des salles de documents ayant trait à l'histoire politique, économique et culturelle de la ville ouvrent le parcours. Il est long, n'en finit pas de serpenter à travers l'histoire Saint-Jean dont les salles réservées



Sibylle, détail du triptyque « La Glorification de la Vierge » (vers 1510) du Maître du Saint-Sang. Huile sur bois.

aux malades ont été restaurées pour la circonstance.

Puis viennent les peintures, portraits, retables, et petits tableaux de dévotion à usage privé qui méritent attention. Réalisés avec tout le soin et le savoir-faire hérités des maîtres du XV<sup>e</sup> siècle, ils témoignent parfois d'une liberté et de hardiesse qu'on ne trouve pas dans les commandes programmatiques du clergé et des guildes. La tension entre tradition et modernité est partout. A l'évidence, nombre d'ateliers résistent aux idées nouvelles. Ou les introduisent prudemment. Hans Memling, qui meurt en 1494, et Gérard David, qui restera actif dans le premier quart du XVI<sup>e</sup> siècle, sont encore les grandes références. Leurs œuvres sélectionnées pour l'exposition le montrent.

De fait, c'est moins dans le domaine de la peinture que dans celui de la décoration et des arts appliqués que le style de la Renaissance gagne Bruges, où la madone de Michel Ange ravivée d'Italie par de riches commerçants n'exercera pas une influence déterminante. La Vierge deviendra une femme de la bourgeoisie et l'Enfant Jésus un bébé qui mange sa boudille (Gérard David). Les scènes de la Bible inscrites dans des architectures fleuries, à l'antique, finiront par être vraisemblables avec et après Pierre Pourbus. Les paysages naguère relégués au second plan prendront de l'importance, jusqu'à devenir le motif du tableau. Ainsi du *Repos pendant la fuite en Égypte* d'Adriaen Isenbrant, conservé à Vienne. Des rochers en feuilles d'artichaut, à la manière de Patinir, côtoieront les tours de Bruges. Un Lancelot Blondeel peindra une scène de martyre dans un champ d'impressionnantes ruines romaines.

De salle en salle, on peut assister à toutes les étapes de la transformation de l'image religieuse et au dégel du portrait individuel, où les peintres de Bruges continuent d'exceller. Ils savent sacrifier un peu de leur goût du détail précis pour modeler les visages dans une nouvelle lumière, avec des ombres douces, un clair-obscur à l'italienne dont Benson, d'origine lombarde, est le champion. Pourbus

profitera de ces leçons. Son double portrait de Jan Van Eyckwerve et Jacquemynne Bunck le montre avec autorité. L'exposition permet aussi de mesurer la difficulté que nombre de peintres de Bruges ont à gérer les grandes compositions, à ne pas charger l'espace d'incroyables cercles de foules, à abandonner les patchworks d'images et d'idées, à lier les figures et le fond, à unifier le tableau.

### DÉBAT DES ATTRIBUTIONS

Autrement dit, toutes les étapes du passage du maniérisme gothique et flamboyant au maniérisme « international » et ses compositions savantes d'artistes à la page sont représentées. Les œuvres de bons maîtres injustement traités par l'histoire de l'art voisinent avec celles des petits maîtres capables de retarder l'attention par quelque singularité échappant au conformisme. Et puis il y a les anonymes, dits maîtres de telle ou telle légende, que l'on s'efforce de situer dans ce qu'on appelle aujourd'hui des « groupes », et dont le rassemblement peut relancer le débat des attributions. Celui-ci est loin d'être clos.

De telles expositions sont rares de nos jours. Elles nécessitent une somme considérable de recherches scientifiques et beaucoup d'efforts pour réunir les œuvres. Car si nombre de peintures rassemblées dans l'ancien hôpital Saint-Jean proviennent des collections de la ville, notamment du Groningenmuseum, ou de Bruxelles, d'autres appartiennent aux musées de New York, Vienne, Paris - ou à des collectionneurs privés. Ainsi d'un tableau de Benson, *La Déposition*, dont on n'avait plus de traces depuis une quarantaine d'années, qui a été prêt par un antiquaire croate. C'est dire que l'exposition a de quoi combler notre curiosité. Presque trop. L'attention ne manque pas de se relâcher lorsqu'on aborde le deuxième étage, celui des cartes, des livres rares, des meubles, des décorateurs et des romanistes convaincus, ou presque.

Geneviève Breerette

## Lancelot Blondeel, « Homo universalis »

**LANCELOT BLONDEEL** est né en 1498, à Poperinghe (Flandres occidentales) et mort à Bruges en 1561. On ignore chez qui il fit son apprentissage, mais on pense qu'il reçut une formation de maçon ou d'architecte. Ses diverses activités reflètent en tout cas le lien constant que l'artiste a entretenu avec l'espace monumental.

Reçu franc-maître de la Guilde des Imagers brugeois en 1519, c'est-à-dire très tôt, s'il est peintre, il est aussi un décorateur bien établi et un ingénieur. En 1520, il reçoit de la ville la commande de douze tableaux vivants pour « la joyeuse entrée de Charles Quint ». En 1528, il dessine les plans de la cheminée « Charles Quint » pour le Franc de Bruges, qu'il réalise dans le style de la Renaissance.

### MANIÉRISTE ORIGINAL

En 1546, on fait appel à ses compétences d'ingénieur pour concevoir le plan d'un canal de liaison entre Bruges et la mer. En 1549, il est chargé de trois arcs de triomphe pour recevoir Philippe II. Et en 1551, il réalise des études pour le monument funéraire de Marguerite d'Autriche. On lui connaît des cartons de tapisseries et l'on sait qu'il a réalisé des vitraux : Blondeel, l'« Homo universalis » de Bruges. Peintre, c'est un maniériste ori-

ginal qui se fait remarquer par les hallucinants cadres peints dont il dote ses tableaux. Le grand Triptyque avec les saints Côme et Damien, son *Saint Luc peignant la Vierge* que l'on voit au travers d'un abondant décor doré, comme ciselé, aux motifs inspirés des grotesques italiens, donnent une idée de ce que pouvaient être les fastes orchestrés pour la venue des empereurs.

L'autre spécialité de l'artiste, ce sont les paysages de ruines monumentales servant de cadre à des scènes de martyre. Il en subsiste des études sur papier. Plus que d'autres, le peintre traite de l'histoire culturelle, parle d'hier pour réfléchir sur le temps, celui de l'humanisme et de l'inquisition.

G. B.

## Trois peintres méconnus, oubliés, à découvrir

**ISENBRANT** était un peintre à succès encore connu au XVII<sup>e</sup> siècle. A ce jour, pourtant, aucune œuvre signée ou documentée n'a été répertoriée. On sait peu de choses de lui, et encore moins du corpus de son œuvre longtemps confondue avec un certain Maître de Notre-Dame des Sept Douleurs. On pense qu'il est né vers 1480, mais on ne sait où. Il est longtemps passé pour un disciple de Gérard David, alors qu'il avait déjà le titre de maître lorsqu'il s'est établi à Bruges, où ses vierges à l'enfant ont fait fureur.

Isenbrant est un peintre reposant. Celui justement du *Repos pendant la fuite en Égypte*. Il en a donné quantité de versions plus ou moins semblables, qui dans tous les cas montrent qu'il sait étirer les contours, exploiter le sfumato. L'appropriation éclectique d'idées développées par d'autres, le nombre d'apprentis plus ou moins habiles travaillant dans son atelier, ont, semble-t-il, découragé les experts de creuser son histoire. A moins qu'on ne le trouve trop fade, trop doux, pas assez novateur pour s'atteler au corpus de l'œuvre.

Aujourd'hui, on se passionne plutôt pour des maîtres plus curieux, comme ce Maître du

Saint-Sang, dont la sibylle sert de logo à l'exposition. Le Maître du Saint-Sang était actif à Bruges dans le premier quart du XVI<sup>e</sup> siècle. Friedländer, le grand spécialiste des écoles du Nord, dont les ouvrages pourtant anciens font encore autorité, lui accorde une trentaine de tableaux sans homogénéité de style. Ceux qui figurent dans l'exposition sous son nom nous montrent l'artiste se promenant entre Van der Weyden et Gossaert. C'est un expressif. Sa Lucrèce aux seins nus en train de se planter une épée dans le corps fait un peu sourire, mais ses grand triptyques plus sages ont de l'allure.

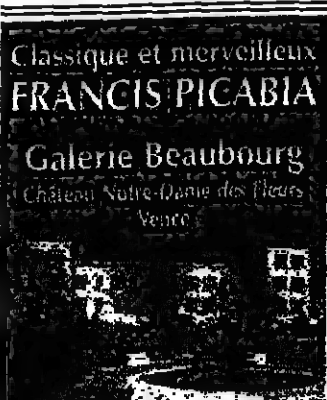
### MAÎTRE DU CLAIR-OBSCUR

Une autre figure à ne pas manquer est celle d'Ambroise Benson, artiste totalement tombé dans l'oubli pendant plusieurs siècles, mais qui depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle intéresse les chercheurs. Des pièces d'archives retrouvées ont permis de reconstituer une grande partie de sa vie et de son œuvre. Né en Lombardie, il est actif à Bruges entre 1518 et 1550, date de sa mort. Il a d'abord travaillé dans l'atelier de Gérard David, avec lequel il s'est brouillé pour une sombre histoire de coffre contenant des projets

et modèles que le vieux maître s'était appropriés. Celui-ci sera d'ailleurs condamné à les rendre. Il y aura d'autres querelles entre eux. Benson, apparemment, n'était pas du genre à se laisser marcher sur les pieds. Il s'installera comme maître indépendant, vendra ses tableaux sur le marché libre, jouera un rôle important dans la corporation des peintres, aura des clients dans la communauté espagnole de Bruges.

Son œuvre sera exportée. Elle est aujourd'hui estimée à quelques cent cinquante tableaux. Trois d'entre eux figurent d'ailleurs dans les collections du Louvre, et le Musée de Grenoble possède le *Judith et Holopherne* exposé à Bruges. Un étonnant tableau où la meurtrière nue en impose avec ses seins géométriques aussi lourds que ceux dont Michel-Ange dote parfois ses allégories. Sa Marie-Madeleine est somptueusement sensuelle et l'ensemble de ses portraits, avec leur carnation aux ombres souvent très marquées retiennent particulièrement l'attention. Le clair-obscur méridional à Bruges, c'est d'abord lui.

G. B.



Classique et merveilleux  
**FRANCIS PICABIA**  
Galerie Beaubourg  
Château Notre-Dame des Fleurs  
Vence



Classique et merveilleux  
**FRANCIS PICABIA**  
Galerie Beaubourg  
Château Notre-Dame des Fleurs  
Vence

Le 10 septembre 1998 à 18 heures

Inauguration de l'exposition **COTÉ SUD... Entschuldigung** et officialisation de l'**INSTITUT D'ART CONTEMPORAIN** né de la fusion du Nouveau Musée et du Frac Rhône-Alpes

par Madame Catherine Trautmann, Ministre de la culture et de la communication.

**INSTITUT D'ART CONTEMPORAIN**

11, rue Docteur Dolard - Villeurbanne - 04 78 03 47 00 - www.i-art-c.org

Reservations publicitaires : 01 42 17 39 65



## Bibliothèques : un rapport préconise de faire payer les prêts

Dans un rapport remis à la ministre de la culture, Jean-Marie Borzeix recommande l'abandon du prêt gratuit. La rémunération des auteurs proviendrait principalement d'une cotisation forfaitaire des usagers.

Jean-Marie Borzeix a remis, au début du mois de juillet, à la ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, le rapport qu'elle lui avait commandé en décembre 1997 sur la question du droit de prêt dans les

bibliothèques. L'ancien directeur de France-Culture établit que le droit français comme la législation communautaire obligent à abandonner le principe de la gratuité, déjà d'ail-

leurs largement battu en brèche dans beaucoup de bibliothèques municipales. Pour M. Borzeix, c'est aux usagers, à l'exception notamment des mineurs, que revient le devoir de rémunérer les auteurs des ouvrages empruntés. Cette rémunération serait cal-

culée sur le nombre d'ouvrages d'un auteur acheté par les bibliothèques chaque année et non sur celui des prêts consentis à cet auteur. Ce rapport va dans le sens des demandes du Syndicat national de l'édition.

**L'ANCIEN DIRECTEUR** de France-Culture, Jean-Marie Borzeix, vient d'achever la mission que lui avait confiée Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, le 19 décembre 1997. Les conclusions contenues dans son rapport, intitulé « La Question du droit de prêt dans les bibliothèques », sont sans ambiguïté : il faut mettre un terme à la gratuité du prêt.

C'est peu de dire que le résultat de la mission de M. Borzeix était très attendu. L'extrême tension qui règne entre les éditeurs et les bibliothécaires fut illustrée, à la fin du printemps, par une motion de l'Association des bibliothécaires français, farouchement opposée à l'instauration d'un droit de prêt, et par la vive réponse de Serge Eyrolles, président du Syndicat national de l'édition, avocat du prêt payant, plaçant pour le respect de la législation sur la propriété littéraire.

S'appuyant sur la loi du 11 mars 1957 - reprise par le code de la propriété intellectuelle - incluant le droit de prêt dans le droit d'auteur, ainsi que sur la directive européenne du 19 novembre 1992, faisant obligation aux Etats membres d'harmoniser leurs législations, le rapporteur affirme que « le problème en suspens n'est pas tant celui des principes que de l'application ». Avec le prêt payant, la France ne fera rien d'autre que mettre ses actes en conformité avec ses engagements. Mais elle fera aus-

si un geste symbolique important : elle rejoindra la famille des pays où la lecture publique relève d'une tradition forte et ancienne », écrit-il également.

Au-delà des aspects techniques, c'est à cette dimension symbolique que s'est attaché Jean-Marie Borzeix. Deux préoccupations l'ont guidé : mettre l'auteur, le créateur, au centre du débat et réaffirmer « le rôle qui leur revient dans la diffusion de la culture, afin d'obtenir rémunération pour des droits nouveaux liés à la mutation des pratiques culturelles » ; faire de l'usager un « citoyen » et l'« impliquer [...] dans le refus du déclin de l'écrit dans notre société ».

L'auteur du rapport n'a pas pour autant négligé de s'interroger sur les résistances traditionnelles de bibliothécaires, attachés au service

public, percevant leur mission comme complémentaire à celle de l'école, « ce qui implique l'absence de barrières matérielles et psychologiques discriminatoires entraînant un égal accès de tous aux collections et aux services offerts ». D'où la nécessité de maintenir le lien entre gratuité et lecture publique. Mais, d'une part, cette mission « s'est considérablement élargie », d'autre part, « 80 % des bibliothèques municipales ont mis en place des tarifs annuels, et ainsi, de fait, aboli la gratuité » et la tendance est plutôt, au sein d'une grande disparité de situations, à l'augmentation des droits d'inscription. A cette question, comme à celle de la législation en vigueur dans les autres pays, plusieurs pages du rapport sont consacrées.

A l'attitude défensive des biblio-

thécaires répond celle des éditeurs. « L'enlèvement du dossier [...] depuis plusieurs années s'explique sans doute par la confrontation de logiques d'intérêts et d'idéologies. Mais il s'explique peut-être avant tout par une angoisse commune devant l'avenir. » Le rapporteur prend cependant soin de ne pas envisager le droit de prêt comme « une manière de compensation » aux difficultés économiques de l'édition : il s'agit d'apporter « une réponse juridique à une question juridique, et non une réponse économique à un problème économique ».

### UN SENTIMENT D'INJUSTICE

De ce débat, les auteurs, selon M. Borzeix, sont les grands absents ; cela malgré l'engagement d'organisations, comme la Société des gens de lettres (SGDL) : « La plupart des auteurs eux-mêmes se sont tenus à l'écart d'un dossier qu'ils connaissent mal et dont ils n'apercevaient pas toujours les enjeux. » Mais le sentiment d'injustice, lié à la réalité matérielle de leur condition, n'en est pas moins éprouvé par nombre d'écrivains qui « ont l'impression de subventionner la lecture publique et de ne pas être payés de retour ».

Après avoir dressé un état des lieux et observé les mentalités qui s'affrontent sans toujours s'écouter, Jean-Marie Borzeix - rappelant un sondage réalisé pour *Libération* par l'IFOP en mars 1997 selon lequel 67 % des personnes interrogées sont favorables à cette ré-

### Les principales propositions

- Droit de prêt public, financé en priorité par les usagers, pour une somme forfaitaire de 10 à 20 francs par an.
- Possibilité de libérer certains usagers, ou catégories d'usagers, du paiement.
- Exonération des jeunes jusqu'à l'âge de dix-huit ans ou jusqu'au terme de leur scolarité secondaire.
- Les usagers des bibliothèques et centres de documentation de l'enseignement primaire ne seraient pas concernés, à la différence de ceux des bibliothèques universitaires.
- Organisation d'une campagne nationale d'information.
- Rémunération des auteurs calculée sur le nombre d'exemplaires achetés chaque année et non sur le nombre de prêts.
- Instauration d'un fonds de retraite spécial pour les auteurs, financé par une partie des rémunérations.
- Mise en place d'un système de gestion collective pour la perception des droits.

## L'étonnant succès de Stardust, trio techno improvisé et éphémère

**APPELONS CELA** la touche Daft Punk. Ce duo, formé par Thomas Bangalter et Guy-Manuel de Homem-Christo, a fait s'envoler, en deux ans, la cote internationale de la techno made in France. Des clubs de Tokyo à ceux de Meudon, activateur de l'underground ou ménager de moins de cinquante ans, ou à dansé sur des singles - *Da Funk*, *Around the World*... - et un album, *Homework*, vendu dans le monde à plus d'un million d'exemplaires. Cet été encore, on peut trouver l'un de ces petits génies des rythmes électroniques derrière l'un des tubes estivaux européens, *Music Sounds Better With You*, signé Stardust, pseudo au parfum glamour et éphémère.

Quand, après avoir été lancé par un micro-label écossais (Soma), Daft Punk a signé un contrat avantageux avec Virgin, propriété du groupe EMI, les deux compères ont pris soin de préserver leurs racines. En contrôlant d'une part avec une minutie puriste - et un sens routé des affaires - les faits et gestes de leur maison

de disques, en créant, d'autre part, chacun à leur tour, des petites sociétés de production. Guy-Manuel lançait Crydamoure, Thomas fondait Roulé, puis Scratché. Des structures légères, vouées au maxi-45-tours - support-type des DJ techno - adaptées à l'instantanéité du milieu et à son économie. Pour Thomas Bangalter, « nous avions besoin de développer des projets personnels pour sentir que nous avions envie de faire de la musique ensemble. J'avais besoin d'expérimenter et de travailler librement avec de petits budgets ».

Mais chassiez les ambitions, elles reviennent au galop. Quand, sur ce circuit spécialisé, une vente de cinq mille « maxis » est considérée comme un succès par les DJ de pointe, Crydamoure, Roulé ou Scratché écoulent de vingt mille à soixante mille exemplaires de chacune de leurs références dans le monde. Un des secrets de Thomas Bangalter : « Je ne voulais pas me contenter d'une excitation passagère souvent propre à cette musique. Dans ce mi-

lieu, un maxi n'a souvent que quelques semaines d'existence. Je voulais créer un vrai catalogue. Plus de deux ans après, les premières sorties continuent de se vendre. » Avec Stardust, la machine s'est véritablement emballée, au point de rompre le serment de départ - « que du virgile » - et les désirs d'artesanat.

### PERFORMANCE « LIVE » AU REX

Retour en arrière. Décembre 1997, Roulé publie *Vertigo*, un maxi d'Alan Braxe, jeune Parisien ayant abandonné la musique classique pour la passion des beats house. Quelques semaines plus tard, Thomas vient épauler son ami lors d'une performance live au Rex, un club du boulevard Poissonnière. Rejoint sur scène par le chanteur Benjamin Cohen, ils improvisent la base instrumentale de ce qui deviendra *Music Sounds Better With You*. Enregistré dans la foulée par le trio - qui prend le nom de Stardust - dans les studios de Daft Punk, le morceau est pressé à quelques centaines d'exemplaires. En février,

Thomas distribue le disque à une cinquantaine de DJ, lors de la Winter Music Conference de Miami, Salon professionnel consacré à la dance music. Porté aux nues par le bouche-à-oreille, le titre pourtant ne sort pas. Stratégie pour faire monter la hype (cette façon d'accroître artificiellement une réputation) ? « Il n'y avait là-dedans aucune préméditation, explique le producteur, nous avions simplement le problème d'autorisation pour le sample tiré d'un disque de Chaka Khan (Fate) que nous utilisions. Mais je ne me souviens pas de ce retard à fait du bien au disque. »

La demande sera si forte que Roulé décide d'éditer le disque en CD et de confier sa diffusion à Labels, la branche de Virgin s'occupant déjà de Daft Punk. Mélange futé de minimalisme techno, de refrain soul et de sensualité disco, le titre va emballer ondes FM et pistes de danse. Numéro 2 dans les hit-parades britanniques depuis deux semaines, *Music Sounds Better With You* s'est déjà vendu outre-Manche à plus de 350 000 exemplaires.

Grâce à ses succès en Espagne (numéro 4), en Allemagne, en Irlande, en Belgique et aux Pays-Bas, la chanson est classée numéro 7 dans le Eurocharts (compilation officielle des classements européens des meilleures ventes de singles). Le morceau sortira en septembre aux Etats-Unis (où il est déjà un hymne dans les clubs), au Japon et dans une dizaine d'autres pays.

En France, bizarrement, si le titre de Stardust est, en ce moment, le single le plus joué dans les discothèques, et l'un des plus diffusés à la radio, son classement dans les meilleures ventes de disques n'a pas dépassé la dix-huitième place. Virgin compte beaucoup sur le clip vidéo que le trio vient de terminer à Los Angeles, sous la direction de Michel Gondry, pour lancer véritablement la carrière commerciale de *Music*. Après cela, Thomas Bangalter est formel, Stardust disparaîtra sans donner de suite - ni single, ni album - à son tube.

Stéphane Davet

## Manau, le groupe de la banlieue parisienne qui inventa le rap celtique

**BATTANT EN BRÈCHE** la fabrication en chaîne des tubes d'été, le groupe Manau, tout comme Stardust, s'est forgé seul, avant de prendre le virage de la grande distribution. *La Tribu de Dana*, un « rap celtique » inspiré, pour le fond, de l'*Épopée celtique*, un livre de Jean Markale, a été inventé par un jeune trio né en banlieue parisienne à partir d'une chanson traditionnelle du XVIII<sup>e</sup> siècle, *Tri Martelod*. Fredonné par tous les adolescents de France cet été, le titre n'a pas décollé depuis début juillet de la première place du Top single, loin devant *Yakalele* (TFI) ou *Pata Pata*, version Commba Dwallo (M6). Sorti en mai, *La Tribu de Dana* et sa face B, *L'avenir est un long passé*, se sont vendus à plus de 1,3 million d'exemplaires.

La première apparition publique de ce trio de jeunes fans de rap formé à l'école de la FM locale a eu lieu au printemps 1998 lors des « Polys d'Or », un *show-case* (concert de démonstration réservé aux professionnels) organisé par la maison de disques qui venait de leur offrir un contrat, Polydor (PolyGram). De la soirée, les programmeurs retiennent un nom en priorité, celui de Manau, trio charismatique en scène, et suffisamment imaginaire pour bâtir des histoires dignes des jeux de rôles, avec tribus et guerriers à l'appui, sur un thème ancien mis à la saucé

hip-hop. *La Tribu de Dana* - alors uniquement disponible sur une compilation destinée à la promotion - est diffusée dès le lendemain sur RTL. Le groupe est invité en direct sur France Inter et courtisé par NRJ.

### « UN CHOC SPATIO-TEMPOREL »

Polydor, « l'une des deux maisons de disques qui avaient réagi positivement, et non avec mépris, sur les dix auxquelles nous avions envoyé une cassette », rappelle Cédric (aux platines), avait prévu un premier album pour 1999. Le succès est tel que le label demande aux jeunes stars de tout réaliser en un mois. « Nous avons accepté le pari », dit Martal, le chanteur et auteur des textes. Enfermés en studio et aidés par Loïc Taillebreast, joueur de bombarde et de cornemuse, les Manau - le nom gaullois de l'île de Man - font le point sur leur inspiration. Chez eux, l'on croit aux fées de la forêt de Brocéliande, les héros sont à mi-chemin entre ceux des jeux vidéo et les légendes druidiques. Sorti en juillet, *Panique celtique*, album festif et sérieux (des incursions dans les vraies guerres, celles de 14-18 ou la suivante, dans la Résistance et jusqu'au Front national) s'est vendu depuis à plus de 400 000 exemplaires, soit davantage que le dernier album de Johnny Hallyday. Pour un premier essai, c'est plutôt réconfortant.

Comme Alan Stivell, les Manau sont des Bretons nés d'ascendants bretons - Martal puise ses racines dans les Côtes-d'Armor, Cédric dans le Morbihan, RV (Hervé, le compositeur) à Quimper. Tous trois ont vécu entre Villetaneuse, Marne-la-Vallée ou Deuil-la-Barre. Martal, jeune homme embarqué dans les galères de banlieue, est revenu vers son identité régionale, grâce à un ami de son « grand frère, un Breton puriste ». Son comparse, Cédric, avec qui il a animé une émission de rap - « c'était un peu la foire » - sur Radio Bellovaque, ainsi dénommée « en référence aux habitants de Persan-Beaumont, les Bellovaquais », a poursuivi son avancée en FM sur Skyrock, la radio rap, qui n'adoptera pas pour autant *La Tribu de Dana*, jugée par les programmeurs insuffisamment hard-core, en somme trop mélodique, trop variétés, et hors du format imposé du rap français où trônent Passi, Doc Gynéco ou Stormy Buggy. *La Tribu de Dana*, explique l'argumentaire marketing de la maison de disques, « est un choc spatio-temporel nécessaire entre les légendes tribales de l'Armorique antique... Sous les pavés, la lande... sous le hip-hop, les amitiés bachannales des héros de Bretagne ». Ce programme court d'éducation celtique ne doit pas masquer l'intelligence immédiate

d'un très jeune groupe de rap blanc qui a compris, et il faut l'en féliciter, que c'est parfois avec les plus vieux totemes que l'on fait les meilleurs vins, en bref que « l'avenir est un long passé ». *Tri Martelod* sert de refrain et d'introduction à *La Tribu de Dana* (« Dans la vallée, éé, éé... »). Le thème a été repris par un nombre incalculable de musiciens et chanteurs bretons, parmi lesquels Tri Yann, un groupe ami - ils ont en commun d'avoir repris *La Jument de Michao* (« J'entends le laup, le renard et la bellerette »), et d'avoir donné des concerts ensemble cet été - et Alan Stivell, un ennemi déclaré, qui menace aujourd'hui Manau de procès.

Par conviction, Manau avait « échantillonné » un phrasé de harpe d'Alan Stivell, créateur de la version pop de *Tri Martelod* au milieu des années 70. Contacté après la réalisation des premières maquettes, Alan Stivell adopte, selon Manau, « une position de mur ». Il s'estime plagé. Le remplacement de la harpe par des biniou et de la bombarde ne donnera pas satisfaction au « barde breton », qui n'est pourtant à priori pas opposé au sampling, ayant lui-même « échantillonné » la voix des sœurs Goadec.

Véronique Mortaigne

**-50% du 10 au 17 Septembre**  
THEATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN

**UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE**  
JACOUES WEBER  
FRANÇOISE FABIAN

**ETTORE SCOLA**  
**JACOUES WEBER**  
**FRANÇOISE FABIAN**

MISE EN SCÈNE JACOUES WEBER  
LOCATION : 01 42 08 00 32 France Inter



# Le voyage obstiné du peintre polonais Roman Opalka vers l'infini passe par Sigean

Depuis 1965, l'artiste peint des nombres de plus en plus grands mais de moins en moins visibles

Le lieu d'art contemporain de Sigean, dans l'Aude, consacre une exposition au peintre et lithographe polonais Roman Opalka. Depuis

1965, le travail de cet artiste consiste à inscrire, en blanc, sur un fond qui tend lui-même à le devenir, des séries de nombres dans leur ordre

croissant, tout en s'enregistrant les récitant. Les autoportraits qu'il prend devant ses toiles achevées participent à ce témoignage sur le temps.

**UN PARCOURS DE ROMAN OPALKA.** Uen d'art contemporain, hameau du Lac, 11330 Sigean. Tél. : 04-68-48-43-42. Tous les jours, de 14 heures à 18 heures, jusqu'au 27 septembre.

**SIGEAN (Aude)**  
de notre envoyé spécial  
Un jour de l'automne 1965, à Varsovie, Roman Opalka prit le plus petit pinceau qu'il puisse se trouver, un numéro zéro. Sur une toile sombre, dans le coin supérieur gauche, il inscrivit le chiffre 1, puis le 2, le 3, et ainsi de suite, en une graphie serrée. Sa toile remplie, dans le dernier espace en bas à droite, il en était arrivé au numéro 35 327. Il prit une seconde toile, peignit, en haut à gauche, 35 328, et continua. Cela fait trente-trois ans que cela dure.

Roman Opalka est né en 1931, à Hoczynow (Pologne), de parents polonais. La famille regagne la Pologne en 1935. Après des études de dessinateur lithographe et de chromolithographe qui lui enseignent la patience, il s'inscrit à l'École des beaux-arts de Łódź, puis de Varsovie. Tout en exerçant son métier de lithographe, il exécute des peintures abstraites, comme la série des *Lettres*

grecques, ou celle des *Chronomes* : des points posés sur un fond noir, déjà pensés comme un moyen de capter le temps. La solution ne le satisfait guère : Opalka explique en 1992 que ces œuvres manquent d'une « dimension philosophique permettant d'atteindre autre chose que de simples images du temps réversible ». La solution vient en 1965, lorsqu'il réalise qu'en remplaçant les points blancs des *Chronomes* par des nombres, sa « captation du temps » deviendrait plus compréhensible et ses enjeux plus conséquents.

Depuis, chacune de ses œuvres porte le nom de *Détail*, suivi du premier et du dernier des chiffres inscrits, l'ensemble étant désigné sous le titre générique de *Opalka 1965/...*. En 1972, il rédige un protocole : « *Inscrire la progression numérique élémentaire de 1 à l'infini sur des toiles de même dimension, 196 sur 135 centimètres (certains chiffres ont d'autres formats, souvenir de ses débuts impréciseux où Opalka devait se contenter des matériaux qu'il avait sous la main. La couleur des premiers travaux varie parfois également), à la main, au pinceau, en blanc, sur un fond recevant à chaque fois environ 1 % de blanc supplémentaire. Arrivera donc le moment où je peindrai en*

*blanc sur blanc. Après chaque séance de travail dans mon atelier, je prends la photographie de mon voyage devant le Détail en cours. Chaque Détail s'accompagne depuis 1968, date à laquelle un voyage à l'Ouest lui permit d'acquiescer un magnétophone, alors inconnu en Pologne) d'un enregistrement sur bande magnétique de ma voix prononçant les nombres pendant que je les inscris.* »

**UNE ÉTHIQUE ET UNE ESTHÉTIQUE**  
Lorsque la toile sera devenue blanche, comme la peinture utilisée pour les chiffres, la seule dynamique demeurant perceptible sera la voix de l'artiste faisant ses comptes. Certaines des photographies sont exposées auprès des œuvres dont elles sont contemporaines : à mesure qu'Opalka avance dans son dénombrement, son visage vieillit. L'œil est fixé, les traits marqués par l'effort, celui de « rester debout, presque sans bouger, pendant des heures et des heures, cela des mois durant, m'adonnant à quelque chose d'obscur et d'attirant... »

Avec quelques moments forts, comme l'écriture du premier million, qu'il traça « après avoir profondément inspiré et expiré, prenant encore un instant pour tremper le pinceau dans le gobelet et obtenir

ainsi une quantité optimale de peinture afin de mieux ponctuer cet extraordinaire passage... ».

Il a depuis largement dépassé ce stade, et sa peinture est plusieurs fois millonnaire. Cette rigueur n'est pas pour rien dans l'admiration toujours grandissante qu'il suscite. Elle est devenue une position éthique autant qu'esthétique, et de s'acharner qu'avec sa mort : « Mes Détails portent en eux tout ce qui les distingue des productions des compromis artistiques : ils expriment tous une pensée sur le passé et l'avenir d'une existence. Ma position sur la vie correspond à mon engagement dans mon œuvre. Mes actes, sans prétendre à l'exemplarité, attestent de la sincérité des préoccupations qui les guident. Par sa nature, ce projet ne permet pas la production d'un grand nombre de peintures ; cette limitation me rassure : elle me met à l'abri du déluge de la production artistique actuelle. »

Parallèle aux millions de nombres qu'il a tracés le peintre durant sa carrière, il est un autre chiffre, plus modeste : 800 000. Il s'agit de francs. C'est le prix que demande actuellement Opalka pour un de ses tableaux. Le coût d'un fragment de la vie d'un artiste.

Harry Bellet

## Les éclats de mémoire d'une jeune fille en quête de paix

**VALSE N° 6**, de Nelson Rodrigues. Mise en scène : Henri Ronse. Avec Marie Pomarat et Caroline Sachet ou Dominique Pernoo. **ESPACE KIRON**, 10, rue de la Vierge, Paris-11. Tél. : 01-44-44-11-50. M° Voltaire. Prix des places : 60 F et 100 F. Durée : 1 heure. Mardi au samedi, à 20 h 30. Jusqu'au 12 septembre.

Une très jeune et très jolie morte se lève, hute son propre nom : « Sonia ! » et part à la recherche d'elle-même en vacillant. Elle revit par bribes une vie qui a volé en éclats au jour de ses quinze ans. Elle n'est plus rien d'autre que ces fragments éparpillés qu'elle tente de rassembler en vain. S'y dessine l'image double, lacunaire, d'une baby-doll qui traite d'égal à égal avec ses poupées décevantes, et d'une nymphe qui ne sait pas vraiment déchiffrer la langue du désir. La pièce, qui mêle amour et sans doute les pulsions de la jeune fille et les manifestations des pouvoirs ténébreux qui la cernent, est de Nelson Rodrigues (1912-1980), fondateur du théâtre brésilien contemporain, un auteur qui reste largement à découvrir, malgré les mises en scène d'Alain Ollivier il y a quelques années.

Au Brésil - comme dans toute l'Amérique la-

tine - a festa dos quinze anhos demeure une fête à tout casser, qui englobait les économies des familles les plus modestes. Elle ferme et ouvre aux filles une période dont Nelson Rodrigues assure que « jamais une créature n'est aussi tragique que pendant cette phase de transition ». Sur ses bas et son porte-jarretelles blancs, Sonia a revêtu une robe de bal immaculée serrée étroitement à la taille, mi-figue, mi-femme, qui signe et l'enferme et sa fin, et voue au destin imprévisible d'un bal cachemariensque. La jeune fille se débat dans cette perspective nouvelle où s'effritent par vagues successives deux musiques inaccoutumées. Au loin, venu de la rue, l'appel de plus en plus pressant du *bombo*, ce gros tambour dont résonne en elle l'invité obscure. Au près, le romantisme sûr, domestique, de la *Valse n° 6* de Chopin et ses rappels à l'ordre punition-consolation.

**UNE CHAMBRÉ ARDENTE**

Le piano est au centre de la pièce, un chemin de croix pour les petits doigts dressés à la bien-séance et un autel où s'effondrent, transpercés par le poignard - transmis par son père - d'un désir dont elle ne connaît pas le visage, un non peut-être, invincible, jeté sur le masque d'un violon-éclatant. Sonia revient à ce moment, à ce et ceux qui l'y conduisent, divaguant et se co-

gnant aux murs carrelés de miroirs incertains qui renvoient son visage déformé ; l'interrogant, s'interrogeant. Elle se débat contre sa propre image multipliée, dans cette chambre ardente qui tiendrait de la bonbonnière et de la maison de poupée, n'étalent les cierges qu'elle ira éteindre un à un avec une autre elle-même, pour trouver la paix d'une morte « qui ne sait pas qu'elle est morte ».

Sonia, c'est Marie Pomarat. Elle danse son personnage, son double et tous ceux qui la persécutent et la tentent. Elle les danse avec des yeux qui parcourent la gamme de ses ébranlements successifs, dessinent ses vertiges et ouvrent aux spectateurs des adieux où les plus réus se retiennent pour ne pas sombrer. Elle les danse avec des lèvres d'où sort une voix de bonbon acridité d'après l'école, une voix de briciole du dimanche matin, une voix de cigarettes fumées en cachette. Elle les danse du bout d'un pied accroché à la jambe d'une marâtre, dans la clandestinité d'un bon médecin de famille amateur de très jeunes filles, dans le vacillement de l'ivresse après la fête. Le maître de ce ballet parfaitement réglé est Henri Ronse, qui a également ordonné le décor exact de la folle éternité funéraire.

Jean-Louis Perrier

## Les papyrus de Figeac

Le Musée Champollion rappelle les origines lotoises du déchiffreur des hiéroglyphes

**MUSÉE CHAMPOLLION**, rue des Frères-Champollion, 46100 Figeac. Juillet et août, ouvert tous les jours, de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30 ; septembre et octobre et de mars à juin, mêmes heures, sauf le lundi ; novembre à février, de 14 heures à 18 heures, sauf le lundi. Tél. : 05-65-50-31-08.

L'année France-Egypte, en amenant au festival de Saint-Céré l'Orchestre symphonique du Caire (*Le Monde* du 5 août), a réattiré l'attention sur les origines lotoises de Champollion. Mais Figeac décline depuis longtemps le nom de son plus illustre fils : la librairie, la place, l'hôtel, le lycée s'appellent Champollion. Et il faut s'enferrer dans une rue, l'ancienne Carrière de la Bodoscara, devenue... rue des Frères-Champollion, pour trouver, au cœur de la cité moyenâgeuse, la maison familiale. Jean-François y naquit en 1790. Son père, originaire du Dauphiné et colporteur de livres, y avait fixé sa vie ambulante, conclu un beau mariage avec la fille d'un négociant et ouvert la première librairie de la ville, remplacée maintenant par le bar Le Sphinx. Le opisme dauphinois aidant, Jean-François partit à huit ans re-

joindre à Grenoble son oncle, François-Joseph, dit Champollion-Figeac. « Mon cœur me dit que nous ne ferons jamais deux personnes », écrivait-il à ce frère protecteur qui lui survécut suffisamment pour veiller à la pérennité de son œuvre.

Champollion-Figeac et « Saghir », (« le cadet » en arabe) prirent pied dans la bonne société grenobloise, avant de « monter » à Paris. En 1815, sous la Restauration, leur préférence bonapartiste leur valut un exil d'un an dans le Lot. Les deux frères y créèrent la première école d'enseignement mutuel en province, où les maîtres encourageaient leurs disciples à échanger leurs connaissances res-

pectives. Retourné à Paris et devenu un savant officiel, Jean-François revint sa ville natale pour la dernière fois en 1831, un an avant sa mort prématurée, à l'âge de quarante-deux ans.

De la vie des Champollion à Figeac, la maison natale ne garde aucune trace. Le bâtiment, caractéristique des constructions locales avec sa base en pierre et ses murs à colombages de bois et de brique, est devenu en 1986 un musée municipal. Quelques souvenirs iconographiques, un rappel de l'expédition d'Égypte, et de nombreux objets d'antiquités constituent une collection intéressante, enrichie par les dépôts des Musées du Louvre, de Cahors et de Rodez.

des dons particuliers et une politique régulière d'acquisitions. Une momie, deux sarcophages garnissent la salle du deuxième étage. Le premier est consacré aux écritures, un thème qui sera développé dans les prochaines années. Le musée attire vingt-cinq mille visiteurs par an, des touristes l'été, et, l'hiver, des scolaires qui jouent les Champollion en herbe dans des ateliers éducatifs.

En ressortant de la maison, on gagne une petite cour attenante bordée d'arcades. Là, le sculpteur américain Joseph Kosuth a installé au sol une reproduction en grès noir de la pierre de Rosette, dont le déchiffrement, en 1822, ouvrit à Champollion les mystères de l'écriture hiéroglyphique. Un escalier permet de prendre de la hauteur. Dans un minuscule jardin, cinq vasques contiennent des papyrus dont les tiges gracieuses se balancent doucement près de l'ombre ténébreuse d'un vieux tilleul. Les Figeacais s'y font photographier en famille. Les enfants s'y amusent ou y révisent leurs leçons. Comme le fit peut-être avant eux le petit Jean-François, élève « voyage » aux dires de son précepteur, mais qui avait déjà des papyrus dans la tête.

Pierre Moullier

## SPECTACLES

Réservez vos places  
de concerts, spectacles,  
théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

## SORTIR

### PARIS

**Marilyn Crispell**, Gary Peacock, Paul Motian. Pianiste classique passée au jazz après avoir écouté *A Love Supreme* de John Coltrane, Marilyn Crispell a joué quinze ans au sein du quartet d'Anthony Braxton. Virtuose et libre, elle sert le romantisme de la musique d'Annette Peacock, qui inventa le concept « *free form free song* » dans les années 70 et prôna l'usage intensif des synthétiseurs. Le concert est la déclinaison du dernier album de Marilyn Crispell, *Nothing Ever Was, Anyway*, paru chez ECM, avec Paul Motian à la batterie et Gary Peacock à la contrebasse. **New Morning**, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10. M° Châteauneuf-d'Eau. Le 3 septembre, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

### COGNAC

**Coup de chauffe à Cognac**. Dédicé à tous les spectacles de rue, Coup de chauffe à Cognac présente sa quatrième édition. La compagnie Oposito défilera avec 150 comédiens sur le thème « Transhumance, l'heure du troupeau ». La compagnie 26 000 Couverts associera le public au tournage d'un programme télévisé pirate. Au menu également, Daniel Crumb dans *Rencontres clandestines*, Jean-Jacques Faure dans *Album*, d'Yves Reynaud, et Isabelle Goffard dans *Ullime Bataille*, de Jean-Michel Ribes. Les jongleries des Frères Kazanaroff dans *Le Cirque clandestin* accompagneront un tour du monde des jeux préparé par la Maison des Jeux de Grenoble. **Coup de chauffe à Cognac**, quartier Crouin, 16100 Cognac. Les 4 et 5 septembre. Tél. : 05-45-82-17-24.

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

**L'Arrière-pays** de Jacques Nolot (France, 1 h 30). D'une brousse à l'autre de Jacques Kébadian (France, 1 h 43). L'Heure magique de Robert Benton (Etats-Unis, 1 h 34). L'homme qui murmurait à l'oreille des chevaux de Robert Redford (Etats-Unis, 2 h 40). **Raisons grises** de Jean-Paul Salomé (France, 1 h 41). Si je t'aime... prends garde à toi (\*) de Jeanne Labrune (France, 1 h 50). (\*) Film interdit aux moins de 12 ans.

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

### FESTIVALS

**Alfred Hitchcock**. Moins qu'à *Qui Harry ?* le 3, à 20 h ; *Le Meurtre du docteur Edwards* le 4, à 14 h, 16 h, 20 h. **Le Champo-Espace Jacques-Tati**, 5 (01-43-54-51-60). **Billy Wilder**. *Le Scandale de Berlin* le 3, à 19 h, 21 h 30 ; *Imma la Douce* le 4, à 19 h 40, 18 h 15, 18 h 50, 21 h 25. **Action Christine**, 5 (01-43-29-11-30). **Cinéma d'Egypte d'hier et d'aujourd'hui**. *La Sangsue*, de Salah Abouseif et Yousef Ghorab le 4, à 15 h 40 ; *Le Peccateur*, de Hussein Kamel le 3, à 20 h, le 4, à 18 h 05. **Espace Saint-Michel**, 5 (01-44-07-20-49). **Frank Capra**. *Mr. Smith au Sénat* le 3, à 19 h 15 ; *Brooklyn Bill* le 4, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h. **Action Christine**, 5 (01-43-29-11-30). **Jeannie Moraw**. *Monsieur Klein*, de Joseph Losey le 3, à 19 h 50, 21 h 50 ; *Les Amants*, de Louis Malle le 4, à 16 h, 20 h, 22 h. **Le Quartier Latin**, 5 (01-43-26-84-65). **Martin Scorsese**. *Raging Bull* le 3, à 21 h 55. **Le Champo-Espace Jacques-Tati**, 5 (01-43-54-51-60).

### ENTRÉES IMMÉDIATES

**Le Kiosque Théâtre** : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Avant la retraite de Thomas Bernhard, mise en scène d'Armand Delcampe, avec Michel Bouquet, Juliette Carré et Fanny Delbrice. **Théâtre de l'Atelier**, 1, place Charles-Dullin, Paris 18. M° Abbesses, Anvers, Figeac. Le 3, à 21 heures. Tél. : 01-46-06-49-24. De 50 F à 250 F. **La Dernière Bande** de Samuel Beckett, avec Etienne Bierry. **Poche-Montparnasse**, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 6. M° Montparnasse-Bienvenue. Le 3, à 21 heures. Tél. : 01-45-48-92-97. 100 F et 130 F. **Les Mains sales** de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Jean-Pierre Druval, avec Jean-Pierre Kalfon, Charlotte Valandry, Yannick Debain, Marie Lenoir, Richard Medkoff, Olivier Mace, Serge Failland, Louis Doré et Patrick Pierron. **Théâtre Antoine-Simone-Berriau**, 14, boulevard de Strasbourg, Paris

10. M° Strasbourg-Saint-Denis. Le 3, à 20 h 45. Tél. : 01-42-08-77-71. De 80 F à 260 F. **Pâte feuilletée** d'Alain Suen, mise en scène de Didier Long, avec Bernard Fresson, Claude Evard et Frédéric Quiring. **Petit Théâtre de Paris**, 15, rue Blanche, Paris 9. M° Trinité. Le 3, à 20 h 45. Tél. : 01-42-80-01-81. 180 F et 230 F. **Revol** de Jim Cartwright, mise en scène d'Olivier Forgues, avec Arnaud Appréhens, Jacques Jomalin, Cécile O'Carin, Jérémie Oler, Bernadette Pavot, Ariane Privat et Dominique Richard. **L'Européen**, 5, rue Blot, Paris 17. M° Place-de-Clugny. Le 3, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 70 F et 100 F. **Valse n° 6** de Nelson Rodrigues, mise en scène d'Henri Ronse, avec Marie Pomarat, en alternance Caroline Sachet et Dominique Pernoo (musiciennes). **Espace Kiron**, 10, rue de la Vierge, Paris 11. M° Voltaire. Le 3, à 20 h 30. Tél. : 01-44-44-11-50. 60 F et 100 F. **The Blues House**. **Jazz Club Lionel-Hampton**, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17. M° Porte-Maillot. Le 3, à 22 h 30. Tél. : 01-40-68-30-42. 150 F. **Jon Gordon Quartet**. **La Villa**, 29, rue Jacob, Paris 6. M° Saint-Germain-des-Près. Le 3, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F. **Mojoson**. **Chesterfield Café**, 124, rue La Boétie, Paris 8. M° Saint-Augustin. Le 3, à 23 h 30. Tél. : 01-42-25-18-06. **On off**. **Guinguette Prata**, quel de la Gare, Paris 13. M° Quai-de-la-Gare. Le 3, à 21 heures. Tél. : 01-53-82-02-04. 30 F. **Jay-Jay Johnson**. **Ris-Orange (91)**. **Le Plan**, rue Rory-Gallagher, Le 3, à 20 heures. Tél. : 01-69-43-03-03. De 50 F à 100 F. **Temps go**. **Théâtre des Cinq-Diamants**, 10, rue des Cinq-Diamants, Paris 13. M° Courcouronnes. Le 3, à 21 heures. Tél. : 01-45-80-51-31. 90 F. **Carte blanche** à Allain Leprest. **Linonela**, 18, cité Bergère, Paris 9. M° Rue-Montmartre. Le 3, à 22 heures. Tél. : 01-45-23-33-33. Entrée libre.

### DERNIERS JOURS

**Figures de proue**. **Centre Wallonie-Bruxelles**, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4. M° Rambuteau, Châtelet-Les Halles. Tél. : 01-53-01-96-96. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 6 septembre. 20 F 10 F. **Hommage à Victor Vasarely** (1908-1997). **Musée Javet-Delacour**, 4, rue Lemer-cie, 95 Pantin. Tél. : 01-30-38-02-40. De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Fermé lundi, mardi et fêtes. Jusqu'au 6 septembre. 20 F 10 F. **Matisse**. **Mona-Bismark Foundation**, 34, avenue de New-York, Paris 16. M° Trocadéro, Alma-Marceau. Tél. : 01-47-23-38-88. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche ; lundi et fêtes. Jusqu'au 7 septembre. Entrée libre.

## Le Monde des livres sur Internet

Retrouvez chaque semaine le supplément littéraire du Monde

également des dossiers spéciaux et la possibilité d'accéder à notre librairie électronique

www.lemonde.fr

sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)











## Eloge de la papesse

par Pierre Georges

**MITES OBLIGENT.** Il ne saurait être de bonne rentrée sans gémissements syndicaux du mam-mouth. Sans débat sur le coût prohibitif des fournitures ou sur le poids excessif du cartable. Sans larmes déchirantes sur le rude chemin de la vie. Et, bien sûr, sans dictionnaires nouveaux.

La routine en somme. Et même les mots et les locutions pour le dire puisqu'aussi bien ces ouvrages indispensables à une traversée sans histoire des océans scolaires ont fait assez commercial de tomber « pile-poil », selon l'expression désormais consacrée par Hachette Encyclopédique, et de se vendre « à la louche » en conformité avec les bons usages prônés par la maison Larousse.

Alors quel de neuf au rayon des mots ? En fait rien que du vieux, du déjà bien rodé par l'usage, le comptoir et la rue. Les dictionnaires sont ainsi faits qu'ils chinent les mots patinés par le temps et l'usage, qu'ils font les salons comme d'autres les greniers, qu'ils trient leurs trouvailles, les datera si possible, les authentifient, les expertisent et finissent par les accrocher aux chaines linguistiques. Les auteurs de dictionnaires sont, en ce sens au moins, autant des brocanteurs du vrai langage comme il est une vraie vie ou ces fameux vrais gens que des grammairiens collectionneurs.

Alors, à partir de quand un mot, une locution, une expression deviennent-ils « dictionnaires », terme inventé pour les besoins de la cause ? C'est là un grand mystère, comme une cérémonie de baptême officiel obéissant à d'obscures considérations. Prenons, par exemple, un mot qui fait son apparition au Petit Larousse 1999 : « placardiser ». Il n'est pas du jour certes. Il y a belle

lurette que, dans le langage commun de la vie des entreprises, le placard, la placardisation et le fait de « placardiser » ou d'être « placardisé » font parti de l'usage. Combien de profils de carrières ainsi déformés vers de sombres oubliettes ? Combien d'abbés Faria en pleine ascension sociale ? Combien de « placardisés » inconnus avant que le dictionnaire enfin n'admette leur existence obscure et leur sort funeste ?

Autres exemples ici ou là, chaque maison de mots y retrouvera les siens : le « prêt-à-penser » parfaitement sur mesure ; les « frappepapiers », par légions déjà ; le « régularisable » qui ne l'est pas toujours ; le « multirécidiviste » qui, d'évidence, insiste ; le « frontiste » et son aïeul le « gestiste » ; la « réformation », sorte d'état d'écoulement politique ; l'art déjà consommé « de botter ou de dégrager en touche » ; les très vieilles « allées » qui font leur entrée ou les très jeunes « internautes » « internistes » « cédérom » « surfer » de la branche multimédia.

Reste, enfin, l'usage nouveau contre les règles académiques. Par exemple, la féminisation des mots par féminisation des fonctions. La députée triomphe. La ministre progresse. Mais le vrai triomphe, au terme d'un été que l'on lut mentir, avec échanges de chroniques de croisière, restera celui de la « papesse ». Ne pouvant rationnellement être tenue pour l'épouse vaticane ou pour la légendaire papesse Jeanne, cette souveraine-pontife assure seule son destin. Comme une grande. Comme une « femme qui jouit d'une grande autorité dans son domaine ». La papesse existe d'évidence. On l'a déjà rencontrée. En culture notamment.

## Jean-Pierre Chevènement est dans le coma à la suite d'un accident d'anesthésie chirurgicale

Le ministre de l'intérieur avait été admis, au Val-de-Grâce, pour une intervention sur la vésicule biliaire

**M. CHEVÈNEMENT** a été victime d'un grave accident cardiaque, mercredi 2 septembre, lors de l'anesthésie préalable à l'ablation de calculs dans la vésicule biliaire, qu'il devait subir à l'hôpital du Val-de-Grâce, à Paris. Selon nos sources, jeudi, en fin de matinée, le ministre de l'intérieur était toujours dans le coma. Son état de santé était tel que Lionel Jospin a proposé, par téléphone, à Jacques Chirac - le président de la République est en visite d'Etat en Ukraine - que Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer, auprès du ministre de l'intérieur, assure l'intérim de M. Chevènement. « Le président a dit naturellement tenu informé de l'état de santé de Jean-Pierre Chevènement depuis l'origine et se tient informé de son évolution », a-t-on indiqué dans la délégation française qui accompagne le chef de l'Etat à Kiev.

### REACTION ALLERGIQUE

Jeudi, en fin de matinée, les services du premier ministre ont diffusé le communiqué suivant : « A la suite de complications survenues lors de l'intervention chirurgicale subie par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, au Val-de-Grâce, le 2 septembre 1998, son hospitalisation sera prolongée et il ne pourra pas reprendre ses activités au début de la semaine prochaine, comme initialement prévu. Un bulletin médical sera publié ultérieurement ». L'hôtel Matignon précisait : « Le premier ministre a proposé au président de la République que l'intérim du ministre de l'intérieur soit assuré, pendant l'absence de M. Jean-Pierre Chevènement, par M. Jean-Jack Queyranne, secré-

taire d'Etat à l'outre-mer, délégué auprès du ministre de l'intérieur. » Peu avant, le ministère de l'intérieur avait publié un communiqué indiquant que M. Chevènement avait été victime d'une « complication opératoire », la veille. Le ministre avait été hospitalisé à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, pour une « intervention bénigne » prévue de longue date (Le Monde du 3 septembre). An-

traîner un coma dont l'intensité ne nous a pas été précisée, mais qui, selon certaines sources, peut être qualifiée de « profond ».

### REANIMATION

Conséquence de cet accident allergique, un arrêt cardiaque se serait produit, en début d'après-midi, nécessitant une réanimation d'urgence. Celle-ci a permis une reprise de l'activité car-

diacque. Le choc anaphylactique, réaction allergique massive de l'organisme est, dans ce cas, dû à l'un des produits utilisés pour l'anesthésie. Ces deux accidents majeurs ont été à l'origine du coma dans lequel se trouve toujours actuellement le ministre de l'intérieur.

Ministre de l'intérieur depuis la formation du gouvernement de Lionel Jospin, en juin 1997, M. Chevènement a été en première ligne sur les dossiers de l'immigration. Il a fait adopter par le Parlement, au printemps 1998, la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. Il a fait évoluer, en liaison avec M. Jospin, la politique de la gauche en matière de sécurité. C'est le ministre de l'intérieur, aussi, qui a pris en charge une partie des projets de modernisation de la vie politique, notamment la limitation des cumuls de mandats et la réforme du mode de scrutin régional. Il s'est occupé, aussi, de l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie. Enfin, parmi les dossiers lourds dont il a dû assumer, en bonne partie, la charge figure celui de la lutte contre la criminalité et du rétablissement de l'état de droit en Corse.

Olivier Biffaud et Jean-Yves Nau

### Jean-Jack Queyranne assure l'intérim place Beauvau

Jean-Jack Queyranne, qui assure l'intérim de Jean-Pierre Chevènement, place Beauvau, avait été nommé secrétaire d'Etat à l'outre-mer, délégué auprès du ministre de l'intérieur, dans le gouvernement composé par Lionel Jospin, le 4 juin 1997. Né le 2 novembre 1945, à Lyon, d'un père officier de police, M. Queyranne est docteur d'Etat en droit. Après quelques années d'enseignement universitaire, il devient, en 1977, premier adjoint au maire de Villeurbanne, Charles HERNU, qu'il remplacera à l'Assemblée nationale après l'accession de ce dernier au gouvernement en 1981. Il a été porte-parole du Parti socialiste de 1985 à 1993.

Elu maire de Bron, en 1989, il est battu aux élections législatives de 1993 mais il retrouve son siège en 1997. En tant que secrétaire d'Etat à l'outre-mer, il a été l'un des acteurs de la mise au point de l'accord de Nouméa sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie par-

apné le 5 mai 1998 par M. Jospin. Une précision n'avait alors été donnée sur la nature exacte de cette intervention. D'après nos informations, M. Chevènement serait entré dans un bloc opératoire de l'hôpital militaire, mercredi, vers 7 h 45, pour subir l'ablation de calculs vésiculaires. Lors de l'anesthésie, le ministre de l'intérieur aurait été victime d'une réaction allergique à l'un des produits utilisés. Ce choc aurait été suffisamment violent pour en-

traîner un coma dont l'intensité ne nous a pas été précisée, mais qui, selon certaines sources, peut être qualifiée de « profond ».

## Le recul de la demande extérieure bride la croissance française

**C'EST LE PROPRE** des comptes nationaux de l'Insee : ils offrent de l'économie française une photographie qui, le temps que les statisticiens bouclent leur calcul, a déjà un peu vieilli. La publication, jeudi 3 septembre, de la première estimation des comptes pour le deuxième trimestre de 1998 en est une illustration.

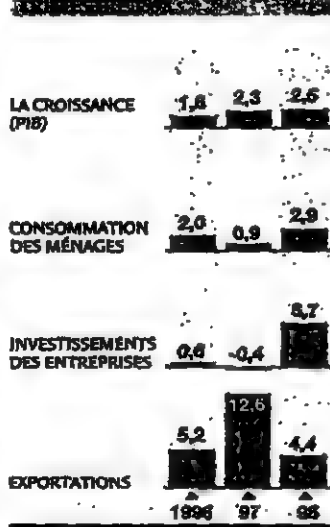
Si l'on s'en tient aux chiffres, l'économie hexagonale se porte relativement bien. Certes, sous les effets notamment de la crise asiatique, l'environnement extérieur de la France s'est dégradé. En hausse de 1,5 % au dernier trimestre de 1997, les exportations n'ont plus progressé que de 0,1 % au premier trimestre de 1998 puis à nouveau 0,1 % au deuxième. A la fin du premier semestre de 1998, l'acquis de croissance des exportations n'est donc plus que de 4,4 % contre une progression de 12,6 % sur l'ensemble de 1997. Dans le jargon des économistes, l'acquis de croissance est la croissance qui serait constatée en fin d'année si, par hypothèse d'école, la progression était nulle au cours du second semestre.

**LE CAP DES 3 %**

Si le moteur extérieur a donc cessé de tirer la croissance, le moteur interne a pris le relais. La consommation des ménages a ainsi fortement accéléré, avec déjà un acquis de croissance de 2,9 % à la fin du premier semestre 1998 contre 0,9 % sur l'ensemble de 1997. La Coupe du monde de football a consolidé cette tendance puisque la consommation en biens d'équipement ménagers (dans lesquels sont classés les téléviseurs) a enregistré une hausse de 7,9 % au deuxième trimestre. Dans le même temps, l'investissement des entreprises est en forte hausse, enregistrant un acquis de croissance de 5,7 % à la fin du premier semestre de 1998 contre une baisse de 0,4 % sur la totalité de 1997.

Au total, l'acquis pour la demande extérieure est donc en recul de 0,6 % à la fin du premier se-

### LES PRINCIPALES CATASTROPHES



ment, mais celui de la demande intérieure est en forte hausse, à +3,1 %, contre seulement +0,8 % sur l'ensemble de 1997. Le gouvernement n'a donc, pour le court terme, aucune crainte à avoir : il atteindra sans difficulté le cap des 3 % de croissance qu'il s'est assigné pour 1998, puisque à la fin du premier semestre l'acquis est déjà de 2,5 %, contre 2,3 % sur l'ensemble de 1997. La hausse a atteint 0,6 % au premier trimestre et 0,7 % au deuxième. Comme le troisième trimestre devrait bénéficier d'un effet « jour ouvrable » équivalent à 0,3 point de produit intérieur brut, on peut même espérer que la barre des 3 % sera légèrement dépassée.

Mais qu'advient-il ensuite ? Depuis que l'Insee a réalisé ces comptes, l'environnement international s'est encore dégradé. Pour l'heure, le gouvernement affiche sa sérénité. Et, prudent, il va réviser légèrement à la baisse (Le Monde du 2 septembre) sa prévision de croissance pour 1999. Jusqu'alors elle était de 2,8 %.

Laurent Mauduit

Tirage du Monde daté jeudi 3 septembre : 491 135 exemplaires

## Un avion de la Swissair s'abîme en mer au large du Canada

Transportant 229 personnes, il effectuait la liaison New York-Genève

**UN APPAREIL** de type (MD 11) de la compagnie d'aviation Swissair qui assurait la liaison New York-Genève, avec 229 personnes à bord, s'est abîmé, jeudi 3 septembre à 1 h 20 GMT (3 h 20, heure de Paris), dans l'océan Atlantique au large de la Nouvelle-Ecosse, ont annoncé les services d'urgence canadiens.

Quatre corps ont été récupérés, mais aucun survivant n'avait pu être repêché, jeudi matin. Le gros porteur s'est abîmé à environ 9 kilomètres au sud de la station touristique de Peggy's Cove, dans la province canadienne de Nouvelle-Ecosse.

Une douzaine d'avions militaires, deux navires de guerre et plusieurs dizaines de vedettes des gardes côtes et de bâtiments divers se sont déployés sur le point d'impact. Toute la zone est jonchée de débris et de traces de kérosène. Selon les sauveteurs, les opérations sont perturbées par des creux de 2,7 mètres et par un temps rendu de plus en plus mauvais par l'approche de l'ouragan Danielle, dont l'arrivée sur les côtes canadiennes est imminente.

Dans un communiqué, la Swissair indique que « peu avant de survoler Halifax, le cockpit a constaté un dégonflement de fusée et tenté d'atterrir d'urgence à l'aéroport d'Halifax. A une cinquantaine de kilomètres au sud de Halifax, l'avion a ensuite dis-

paru des écrans de contrôle radar ». A New York et Genève, la Swissair a précisé que son vol 111 avait décollé de l'aéroport John F. Kennedy, mercredi à 19 h 53 heure locale (23 h 53 GMT) et s'était abîmé en mer à 1 h 20 GMT. L'appareil transportait 215 passagers, dont deux enfants en bas âge, et 14 membres d'équipage.

**LE SUCCESSEUR DU DC-10**

En Nouvelle-Ecosse, des témoins ont indiqué avoir vu l'avion voler à très basse altitude dans un énorme grondement de réacteurs, avant une très forte détonation. « J'ai d'abord cru que c'était un hélicoptère, tout ce que j'ai entendu, c'est un bruit énorme, comme un avion qui passerait le mur du son. L'avion est passé juste au-dessus de moi, il volait très bas. Cela faisait un bruit terrible », a déclaré à Reuters un habitant de Blandford (Nouvelle-Ecosse), où une trentaine d'ambulances se tenaient prêtes à conduire d'éventuels survivants à l'hôpital.

A Genève-Cointrin, le directeur de l'aéroport, Daniel Teyssie, a déclaré à l'agence Reuters avoir ouvert un centre spécialisé où les parents et amis des victimes pourraient recevoir un soutien psychologique. Aucune liste des passagers n'avait encore été publiée, dans la matinée de jeudi, mais on sait que la ligne New

York-Genève est régulièrement utilisée par des fonctionnaires des Nations unies en poste dans l'une ou l'autre ville.

Raboté par McDonnell Douglas Corp. - qui a fusionné avec Boeing à la fin de l'année dernière -, le MD-11 est le successeur du DC-10. Présenté au Salon aéronautique de Bourget en 1986, il a depuis lors été modifié plusieurs fois, d'après l'annuaire Jane's de la construction aéronautique.

Propulsé par trois réacteurs Pratt & Whitney, il peut accueillir 298

passagers et son rayon d'action est de 12 964 kilomètres. Outre la Swissair, il est exploité par de nombreuses compagnies aériennes, notamment American Airlines, Delta, KLM et Japan Airlines, ainsi que par le transporteur de fret Federal Express. La Swissair a indiqué à New York Television que l'appareil accidenté avait été construit voici sept ans. Il s'agit de la plus grave catastrophe aérienne que la compagnie suisse ait connue de son histoire. (Reuters)

**LAISSEZ LE DROIT VOUS PRENDRE PAR LA MAIN**

Les commentaires pratiques et les analyses approfondies inclus dans nos documentations vous guident dans votre recherche. Nous faisons appel à des spécialistes confirmés dans leurs domaines pour vous éclairer le mieux possible.

Tel 01 40 92 35 36

**EDITIONS LEGISLATIVES**

DICTIONNAIRES ET CODES PERMANENTS

CD PERMANENTS



هكذا من الإله

LE FEUILLETON  
DE PIERRE LEPAPE  
« Sous le ciel  
d'Occident »,  
de Ghassan Fawaz  
page II



OLIVIER ROLIN  
page III

# Le Monde des LIVRES

VENDREDI 4 SEPTEMBRE 1998

RENTREE  
Tour d'horizon  
des romans  
et essais  
de l'automne  
pages VI et VII

MARCEL DETIENNE  
page VIII



## Enquête sur la « parole impie »

Détail d'un panneau du XVI<sup>e</sup> siècle  
représentant Antonio di Giuseppe  
qui, à la suite de pertes au jeu,  
jette des excréments  
sur une image de la Vierge

Alain Cabantous  
propose une somme  
passionnante  
sur un sujet  
jusqu'alors  
négligé : le blasphème

**B**achi-bouzouk ! Tonnerre de Brest ! Mille milliards de mille sabords ! Ces insultes et jurons de fantaisie, imprécations colorées d'une inusable saillance, ont fait la popularité du capitaine Haddock. Rien d'étonnant aussi à ce qu'Alain Cabantous, spécialiste émérite des gens de mer (1), se soit intéressé de près à ce langage dru et percutant, qui bouscule l'ordre établi et défie jusqu'à Dieu, langue de l'enfer par excellence. Après une contribution remarquable au collectif *Blasphèmes et libertés* (Cerf, 1993), il propose aujourd'hui une somme stimulante sur un « événement » négligé jusqu'aux travaux d'Olivier Christin, l'un des premiers à traquer le sens là où la couleur prime le sens.

Il était temps, car si le blasphème semble, à l'imitation du sacrilège, « consubstantiel à toute organisation sociale construite ou justifiée par des références sacrées, jugées nécessaires à la fois à l'ordre du monde et à son intelligibilité », la progressive laïcisation du pouvoir a pu faire croire à sa disparition. D'où sans doute la stupéfaction de l'Occident lors de la condamnation de l'écrivain Salman Rushdie par l'imam Khomeiny quand parurent *Les Versets sataniques* (1989). Cette fatwa a brusquement rappelé la valeur centrale que peut avoir le blasphème dans la définition du pouvoir, politique, judiciaire et religieux. La surprise

relevait en fait de la naïveté, la parole impie renvoyant plus sûrement au sacré qu'au religieux ; le transfert de sacrilège, amorcé depuis les Lumières, préserve désormais le Peuple et les emblèmes patriotiques du sacrilège de la langue (il n'est que d'évoquer le scandale provoqué par la relecture de *La Marseillaise* par Serge Gainsbourg en 1979).

La présente étude interroge l'Occident chrétien de la fin du XVI<sup>e</sup> au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Le problème de la répression de la parole impie est certes bien plus ancien. Mais, même si, dès les débuts du christianisme, le péché de langue a été explicitement condamné – les Pères de l'Eglise mettent en parallèle la faute en pensée, en parole et en acte, et le

code Justinien précise clairement le champ interdit – il faut attendre le XII<sup>e</sup> siècle pour que les théologiens s'attachent à définir strictement le blasphème. C'est au moment où, face à l'idéal cathare qui condamne toute forme de serment, la crainte de l'hérésie prépare la riposte inquisitoriale que le mot fait du reste son apparition, blâme qui dit le jugement dans le temps de la désignation.

Avec le mouvement des Réformes et le retour à la Bible, qui remet à l'honneur les dix commandements (le deuxième stipule : « Tu ne jureras pas le nom de Dieu en vain »), chaque camp voit tout adversaire en blasphémateur. Bientôt l'effort d'instruction des Eglises rend inexcusables des manquements théoriquement

condamnés mais mollement sanctionnés. La comme un révélateur d'hérésie, le mot impie est assimilé à une usurpation, puisque, par naïveté ou malice, celui qui le profère concurrence la parole des clercs. L'entorse intolérable à la partition désormais radicale entre sphères profane et sacrée scandalise aussi, dans un contexte de moralisation de l'ensemble de la société. Seules la confession fréquente garantissant le recul du péché « excusable », qui ne suscite aucun plaisir ! ». La suite en réponse du saint nom de Jésus comme les juridictions parallèles, ecclésiastiques et monarcales, qui se disputent la compétence sur un crime de lèse-majesté divine et humaine – partout ou presque la

puissance publique revendique une origine divine qui complique la donne –, ne peuvent suffire ; d'où l'intervention directe de Dieu, qui frappe de paralysie, voire de mort subite, le pécheur. Unies par le même souci, les instances royales, seigneuriales et municipales trahissent une mutation culturelle que l'aggravation des sanctions judiciaires confirme. Même si pour l'historien l'exemplarité espérée n'est pas toujours probante.

Approchant au plus près la réalité matérielle du péché, Cabantous s'essaie avec prudence à la typologie du blasphémateur. Duelliste et soldat, marin et libérateur, joueur et noble, les principales cibles des discours et prênes moralisateurs ont quelques points communs : ce sont des hommes, jeunes, animés par le goût du

contre Dieu et le roi, la sécularisation du pouvoir ne sera plus menacée. Analysant en final le sens de la parole interdite, Cabantous donne sa vraie dimension à un essai en tous points exemplaire – à peine déploré-t-on l'absence d'illustrations. Evoquant le rapport du blasphème à l'athéisme, à l'anticléricalisme, mais aussi aux manières d'être et à la marge sociale. Ceux qui refusent la civilité, dont l'apprentissage s'impose, optent pour cette flamboyante malédiction. On se consolera de la trop rapide mais si suggestive évocation de Dom Juan tant la rigueur de l'historien convainc. Réfutant point à point l'idée d'une « civilisation du blasphème » avancée naguère par Jean Delumeau, Cabantous se contente d'étayer son propos en livrant en annexe

Philippe Jean Remy, *Le blasphème* (Cerf, 1993), 272 p., 510 F.

d'étonnantes pièces à conviction et se refuse à conclure sur un sujet qui se dérobe, survit en marge des reconnaissances officielles et pourrait avoir avec la montée des intégrismes et la résurgence combattive parallèle des forces spirituelles de beaux jours devant lui.

(1) Rappelons notamment *La Vergue et les fers* (Tallandier, 1984), *Les Cibles barbares* (Fayard, 1994), *Les Clapiers du large* (Ankles, 1995) et *Le Ciel dans la mer. Christianisme et civilisation maritime* (Fayard, 1990).

\* Signalons la parution de quatre belles études récentes par Philippe Rousset, sous le titre *Critique et affaires de blasphème à l'époque des Lumières* (éd. Honoré Champion, 272 p., 510 F.).

**HISTOIRE DU BLASPHEME EN OCCIDENT**  
Fin XVI<sup>e</sup>-milieu XIX<sup>e</sup> siècle  
d'Alain Cabantous  
Albin Michel, « L'Evolution de l'humanité », 320 p., 140 F.

## Les écrivains et la liberté

Une égale passion pour les mots, dite à mi-voix par Milovanoff ou avec virulence par Donner

**PRESQUE UN MANÈGE**  
de Jean-Pierre Milovanoff  
Julliard, 110 p., 79 F.

**CONTRE L'IMAGINATION**  
de Christophe Donner  
Fayard, 116 p., 79 F.

**V**oici deux courts textes, en tous points dissimilaires – *Contre l'imagination* est irritant, *Presque un manège* est nostalgique –, mais qui viennent d'un même désir, d'une même passion, d'une même croyance en quelque chose de complexe, incertain et fuyant parfois : les mots. Ceux qui savent, ceux qui tuent, ceux qui disent le vrai, ceux qui mentent... « Presque et quasi empêchent de mentir », dit le proverbe que *Littérature* rapporte loyalement, relève Jean-Pierre Milovanoff, dans ce récit de réveries, de confidences douces qui procurent un singulier sentiment de réconfort.

Délices des commencements : « Je voudrais pouvoir commencer chaque phrase comme on commence la journée : sans savoir de quelle façon elle finira ni en quel lieu. » Ou bien : « Quand on est per-

du dans un livre – et il en va de même je crois dans des circonstances plus graves – il faut revenir au début, à la sensation du début. A la fraîcheur précaire et menacée du commencement. C'est le début, c'est la sensation du début qui s'oppose à la régression. »

Promenade intime, hommage délicat à quelques maîtres, ce livre montre combien l'auteur du *Matre*

Josyane Savigneau

des poèmes (Julliard, Goncourt des lycéens 1997) est fidèle à son goût du secret, du retrait, à son amour du mot, au bonheur des « chemins qui bifurquent ». La lecture de Milovanoff rend heureux, mais parfois on souhaiterait qu'il manifeste plus de violence, plus de parti-pris, voire plus de mauvaise foi. « Je ne peux donner raison à Mallarmé quand il reproche à Baudelaire de se désoler que "l'Action ne fût pas la sœur du Rêve", écrit-il. Son argument est le suivant : "Mon Dieu, s'il en était autrement, si le Rêve était ainsi déformé et abaissé, où donc nous sauverions-nous, nous autres malheureux que la Terre dégoûte et qui n'avons que le rêve pour refuge. Mais c'est cette idée de refuge juste-

ment qui est désolante à tous points de vue. » Certes, mais on aimerait bien que Milovanoff ne s'arrête pas sur ce constat, même si la démonstration et la virulence ne sont guère dans sa manière.

Avec Christophe Donner, on sait qu'en matière de virulence, de parti-pris, de mauvaise foi passionnée, on va être servi. Aussi ouvre-t-on avec gourmandise ce pamphlet au titre rageur : *Contre l'imagination*. On se dit que Donner va envoyer quelques

missiles dans la bien-pensance fin de siècle, qu'on va se remettre avec lui de la lecture de romans de la rentrée censés « faire événement » – comme on dit ici et là – pour aborder, enfin, le fond de l'affaire : la supposée imagination, qui nourrirait les seuls véritables romans, n'est-elle pas le paravent de l'indigence stylistique, du désir d'écrire pour avoir un statut social (surtout en France où « être écrivain » fait toujours rêver), pour être dans la diversion, le divertissement, plutôt que dans la dure recherche de la vérité et de la liberté ? Va-t-on en finir enfin avec cette idée très limitée du roman – une œuvre d'imagination – pour affirmer que le roman est le lieu même de l'absolu

liberté, où se dit, mieux que partout ailleurs, la vérité de la vie ? Christophe Donner cite fort justement Joseph Conrad : « L'art peut se définir comme la tentative d'un esprit résolu pour rendre le mieux possible justice à l'univers visible, en mettant en lumière la qualité, diverse et une, que recèle chacun de ses aspects. »

Malheureusement, il ne suffit pas de préciser, en conclusion, que ce livre est un « brouillon manifeste » pour l'annuler de ses approximations, de ses insuffisances, de ses injustices. Prétendre « assassiner » Gilles Deleuze en quelques pages hâtives, sans prendre le temps de le comprendre, de réfléchir, d'argumenter, relève d'une paresse qui confine à une sorte de poujadisme anti-intellectuel fort déplaisant. Ce qui, par ricochet, affaiblit la contestation, pourtant légitime et pertinente, de la démagogie ghôste de certains romanciers à succès. Toutefois, on n'a jamais envie d'interrompre la lecture de ce texte. On s'indigne, on est agacé, mais stimulé aussi. *Contre l'imagination* est comme Donner lui-même, insupportable et séduisant et, tous comptes faits, ce pamphlet bâclé demeure revigorant.

## magazine littéraire

N° 368 - Septembre 1998

DOSSIER :

**Mallarmé**

la naissance de la modernité

Les romans de la rentrée

ENTRETIEN :

Pierre-Jean Remy

Chez votre marchand de journaux : 32 F

Le Magazine littéraire sur Internet : [www.magazine-litteraire.com](http://www.magazine-litteraire.com)

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 132 F

Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- |   |  |  |
|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> Umberto Eco          | <input type="checkbox"/> George Sand           | <input type="checkbox"/> Roland Barthes    |
| <input type="checkbox"/> William Faulkner     | <input type="checkbox"/> Joseph Conrad         | <input type="checkbox"/> Jacques Lacan     |
| <input type="checkbox"/> Italo Calvino        | <input type="checkbox"/> Tchekhov              | <input type="checkbox"/> Georges Perec     |
| <input type="checkbox"/> Virginia Woolf       | <input type="checkbox"/> Chagrine d'amour      | <input type="checkbox"/> Céline, le Voyage |
| <input type="checkbox"/> Albert Camus         | <input type="checkbox"/> Michel Leiris         | <input type="checkbox"/> Hermann Hesse     |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Duras     | <input type="checkbox"/> Montaigne             | <input type="checkbox"/> Rabelais          |
| <input type="checkbox"/> Jean Stambouli       | <input type="checkbox"/> Althusser             | <input type="checkbox"/> L'existentialisme |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar | <input type="checkbox"/> André Gide            | <input type="checkbox"/> Paul Verlaine     |
| <input type="checkbox"/> Sade                 | <input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke    | <input type="checkbox"/> Aragon            |
| <input type="checkbox"/> Retour aux Lettres   | <input type="checkbox"/> Kant                  | <input type="checkbox"/> La Héine          |
| <input type="checkbox"/> Jacques Derrida      | <input type="checkbox"/> Guy de Maupassant     | <input type="checkbox"/> Marx              |
| <input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz    | <input type="checkbox"/> Lévi-Strauss          | <input type="checkbox"/> Michel Foucault   |
| <input type="checkbox"/> Fernando Pessoa      | <input type="checkbox"/> La fin des certitudes | <input type="checkbox"/> Ernst Jünger      |
| <input type="checkbox"/> Céline               | <input type="checkbox"/> Jean Genet            | <input type="checkbox"/> Cioran            |

Nom :

Adresse :

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01 45 44 14 51 - Fax : 01 45 48 36 30



**SOUS LE CIEL D'OCCIDENT**  
de Ghassan Fawaz.  
Seuil, 476 p., 140 F.

Lorsque Ghassan Fawaz a publié, en 1996, son premier roman, *Les Moi volatils des guerres perdues*, le doute était encore permis (1). Certes, Fawaz y faisait déjà une éblouissante démonstration de virtuosité langagière. Jusqu'à l'ivresse, il y avait longtemps qu'un écrivain n'avait pas tiré des accents aussi sauvages et aussi stridents de notre antique et sage idiome. Mais il traitait d'un sujet en or, si l'on ose dire, la guerre du Liban. Les guerres à n'en plus finir, la folie baroque et ses volutes funèbres, chacun contre tous jusqu'au délire. Et puis Fawaz avait été un acteur de cette énorme farce tragique de l'Histoire. La main qui écrivait le roman avait encore le souvenir de la poudre. Bref, ce livre unique serait peut-être son unique livre. On en a connu des incendies de paille sans lendemain.

Après *Sous le ciel d'Occident*, l'hésitation et la prudence ne sont plus de mise. Le roman de langue française compte un écrivain de plus. Il n'y en a pas tant. Une voix reconnaissable entre toutes, un souffle, un rythme, une pensée, une sensibilité, une manière de raconter des histoires et d'y faire croire. C'est une heureuse nouvelle dans cette rentrée où tant de romans donnent l'impression de déjà-lu, de lassitude et de cuisine diététique.

Avec Fawaz, pas de risque de rester sur sa faim. C'est plutôt l'indigestion qui guette les estomacs ravinés par l'abus de régimes basses calories. *Sous le ciel d'Occident* se déroule, à Paris pour l'essentiel, pendant près de vingt ans, de la fin des années Giscard au début des années Chirac, et toute l'histoire de cette période, de la prise des otages américains en Iran jusqu'à la chute du mur de Berlin et la guerre du Golfe s'y imprime, telle qu'elle est sentie et vécue par un trio de Libanais en rupture de patrie.

Au début du roman, ils ne sont que deux. L'un est le narrateur - il a perdu jusqu'à son nom en quittant son pays, il se fait appeler Untel - originaire d'une famille chrétienne et aisée. L'autre est Mehmed, il est musulman, d'humble origine. Tous deux viennent de poser les armes et d'échapper au cyclone libanais. Ils poursuivent des études, selon la formule consacrée : sans risquer l'infarcissement ou la crampe. L'université et ses annexes, alimentaires ou culturelles, sont plutôt le champ d'une nouvelle bataille, en dentelles cette fois, qu'ils livrent contre la gent féminine, en bons machos orientaux. Une manière pour eux, désinvolte et désespérée, de tuer le temps et d'oublier qu'ils viennent de laisser tomber l'idéal de leur jeunesse, la réalité brillante de leur jeunesse : faire la révolution. La drague, c'est le jeu pour rien : sans débordement, sans fièvre, sans avenir. Toujours la même chose sous des figures à peine diverses, jusqu'à l'écoeurement.

Dans cet univers gris, sans poids, tout entier livré

*Deux hommes qui s'affrontent jusqu'à la déraison pour une femme, une guerrière insaisissable et redoutable. Trois Libanais en rupture de patrie, qui transportent leurs combats « sous le soleil de l'Occident ». Entre raison et passion, lucidité et folie, Ghassan Fawaz saisit avec force l'impossible après-guerre*

aux vertiges de la parole alimentés par le whisky, surgit Rana, une jeune femme échappée elle aussi du chaudron de Beyrouth. Mehmed et Untel en tombent immédiatement amoureux. Mais la belle est une guerrière autrement redoutable que ses deux compagnons. Jouant tout à tour de la séduction et du refus, de la révolte et de la résignation, de la vérité et du mensonge, de la fidélité et de la trahison, fuyant, se laissant rattraper, aimant et haïssant dans le même moment, elle parviendra à pousser Mehmed à la défection, au désespoir et à la mort et maintiendra Untel pendant quinze ans aux marges de la folie, alors même qu'elle aura disparu de sa vie pour finir dans les draps coussus d'un vieil Américain.

Un tel résumé linéaire de *Sous le ciel d'Occident* est parfaitement trompeur. C'est comme si l'on voulait raconter le Liban en dix lignes. Car derrière la guerre d'amour, c'est bien celle de leur pays que transportent les trois exilés sous le ciel d'Occident. Beyrouth à Paris. Des combats qui continuent dans les têtes jusqu'à y faire tant de bruit et de dégâts qu'ils débordent et gagnent les corps. Jusqu'à ce que

chacun d'entre eux ne sache plus qui il est. Mehmed, le solide révolutionnaire, le dialecticien acrobatique, pour tenter d'échapper au travail de sape de Rana, va retourner sa veste idéologique et se réfugier derrière les rites de l'islam, le retour aux valeurs de la famille et de l'enfance jusqu'à ce que ces dignes soient emportées à leur tour sous la pression conjuguée des provocations de Rana et de l'air du temps.

La destruction d'Untel, le narrateur, est plus subtile et plus cruelle. Après s'être beaucoup battu pour conquérir Rana, avoir trahi, avoir menti, avoir caressé la victoire du bout des doigts avant qu'elle ne lui soit enlevée, au dernier moment, il affirme avoir renoncé. Le roman est en fait une longue lettre qu'il adresse à l'amour disparu. Il lui écrit sur leur passé : la page est tournée. Il demeure des souvenirs, drôles, cruels, brillants, mais comme peuvent l'être, quinze ans après, des souvenirs d'anciens combattants. Racontés, croqués, avec ce qu'il faut de recul, d'ironie et de déprime de soi - et qui plus est, lui raconter -, c'est s'assurer que le passé est bien passé : conservé en images, en phrases, mis en ordre par la grammaire, apaisé et civilisé par les nécessités du style. Écrire endort la douleur ou, pour le moins, lui assigne une place, un visage, un statut.

Mais c'est le contraire qui advient. Sous le récit bien contrôlé, plein de galeté sensuelle, d'intelligence critique, de brillant analytique s'en développe vite un autre, écorché, purulent, brisé, errant. Comme s'il y avait un discours de tête - celui d'un intellectuel libanais, solidement installé en France, tranquillement occidentalisé, respirant sans illusion mais sans désespoir la quête grise d'une société frivole et repue - et, venu du plus profond, du plus ancien, un discours du corps.

Et celui-ci bientôt déborde le premier, le bouscule, le contredit, le dépèce, l'envahit. La mémoire n'apaise plus : elle fait ressurgir les angoisses, accroît les doutes, déplace les lignes. L'analyse ne dissèque plus les sentiments, elle en exhale la puis-

sance jusqu'au vertige. Le vrai drame du livre se joue dans cet affrontement entre raison et passion, entre lucidité et folie. Ghassan Fawaz est parvenu à amplifier l'auto-fiction jusqu'aux limites de l'Histoire. Une telle opération ressortit au génie mécanique. A l'origine du mouvement, une formidable énergie concentrée qui pousse cette énorme machine d'aventures, d'images, de pitreries, d'observations, d'émotions, de jugements. Bien peu d'écrivains français d'aujourd'hui donnent une telle impression de puissance continue, infatigable, irrésistible. La phrase de Fawaz ne s'étale pas ni ne se développe : elle pousse, elle soulève, elle renverse à la manière d'une boule de neige lancée dans un couloir d'avalanche.

Langue intérieure et langue extérieure tout à la fois : c'est la vertu cardinale de cette écriture à l'emporte-tout. Elle décrit, montre, dessine, reproduit avec une exactitude minutieuse, tatillonne, presque avarice : comme si elle avait l'obsession de ne rien perdre, de ne pas sauter une marche, d'oublier un détail qui, plus tard, se révélerait essentiel. Elle cerne les trous de mémoire, volontaires ou involontaires, les silences, les absences, les fuites. Mais en contrepoint à cette ardeur de tout montrer se glisse l'indescriptible, l'inracontable : les idées et les sentiments tels qu'ils cheminent en nous-même, les mots qu'on ne prononce pas, les regards qui ne voient rien.

D'autres écrivains ont inventé une écriture sans lieu, assignable, errante. Celle de Ghassan Fawaz est perpétuellement déplacée. Incapable de ne pas se trouver en deux lieux à la fois : deux fois légitime et donc deux fois bâtarde. Entièrement d'ici et entièrement d'ailleurs. Cher lui, la question de l'identité ne se pose pas en termes de partage et de frontières floues - entre la jeunesse et l'âge mûr, entre l'arabe et le français, entre la guerre et la paix, entre la révolution et le cynisme, entre l'amour et la haine, entre la raison et la folie - mais en termes de mélange insécable, de combat sans vainqueur et sans issue.

Nous sommes bien loin de la vieille et académique figure d'auxracien des « racines ». Untel, Mehmed et Rana ne sont ni plus ni moins déracinés que des Bretons ou des Limousins débarqués à Paris. Le malheur n'est pas de perdre ses racines mais d'y demeurer attaché indéfiniment, par la douleur et par la haine. C'est ce que crie Rana, la scandaleuse, l'infidèle. Les images clonées dans sa tête, « la guerre, les camps palestiniens, la vie dans Beyrouth encerclée... une mère qui pleure sur un cadavre... un sourire déformé avec une mouche dessus », voilà ce qui l'a faite et qu'elle n'a pas le droit de quitter.

Loins de Beyrouth, le combat de Beyrouth n'en finit pas de faire rage. Il fallait un grand talent pour dire cette bataille d'après la bataille, ces ruines d'après les ruines, et l'impossibilité de goûter la saveur tiède de la vie normale lorsqu'on a connu la passion et la mort.

(1) « Le Monde des livres » du 30 août 1996.

## « Pram » toujours contre

Si, depuis 1996, Pramaedya Ananta Toer a recouvré la liberté, ses textes sont toujours interdits dans son pays par un nouveau régime qui lui inspire méfiance et pessimisme

Suharto avait baptisé son régime l'« ordre nouveau », par opposition à l'« ordre ancien » attribué à son unique prédécesseur, Sukarno. Avec B. J. Habibie, chef de l'État depuis le 21 mai, « rien n'a changé, la bureaucratie est la même, le rôle des militaires est le même », juge Pramaedya Ananta Toer, qui est souvent considéré comme le plus grand écrivain indonésien vivant. « On assiste à une course au pouvoir, et la libération du régime n'est qu'un maquillage ». Alors que bon nombre de ses compatriotes estiment que le « mal de Djakarta » offre de réelles possibilités de changement, « pram », ainsi que le nomment ses familiers, reste « sans illusions ».

Simplement vêtu de sandales, d'un sarong et d'une chemise délavée, ce vieil homme courtois accuse aujourd'hui la culture politique javanaise traditionnelle. « Le féodalisme de style javanais, fait de mythe, d'hypocrisie et d'euphémisme, a été l'une des données majeures de l'équation politique qui a permis à Suharto et à son « ordre nouveau » de rester au pouvoir pendant trente-deux ans », a-t-il écrit, encore en juin, dans une chronique publiée par le *Los Angeles Times*. Depuis la démission de Suharto, dit-il aujourd'hui, « aucune porte ne s'est ouverte ».

Il a passé presque le tiers de sa vie en prison : deux ans et demi sous les Hollandais, près d'une année du temps de Sukarno (en 1960-1961) et plus de quatorze ans dans le camp de concentration de Buru, sous Suharto, pour avoir été communiste. Vers les années 50 et 60, les conférences et les articles de l'écrivain engagé sont publiés par *L'Etoile de l'Orient*, organe du PKI, le PC indonésien. « Il est l'écrivain le plus célèbre de l'institut pour la culture populaire, la figure emblé-



Piet Den Bielenhoulandse-Hootse

matique, en quelque sorte, d'une littérature d'obédience communiste », ont écrit Henri Lambert-Loir et Denis Lombard dans leur préface à *La vie n'est pas une foire nocturne* (Gallimard, 1993), une série de récits qui témoignent sur les lendemains de l'indépendance indonésienne tout en offrant « une réflexion universelle sur la guerre ».

Libéré en 1979, « Pram » est assigné à résidence jusqu'en 1996, quand l'Unesco lui a décerné son Prix pour la promotion de la tolérance et de la non-violence.

« Depuis, j'ai été convoqué une fois, en 1996, quand ils m'ont accusé de complicité avec le PRD [un parti interdit]. En mai, les officiers des services de renseignement sont venus me demander ce que je pensais des émeutes à Djakarta. Je leur ai répondu : « C'est vous qui les avez organisées, pourquoi donc me poser la question ? », raconte-t-il. Ils ne sont plus jamais revenus, et « Pram » se déplace librement, quoique rarement.

Ses écrits sont interdits en Indonésie mais, depuis juin, des photocopies se vendent librement, et

une organisation non gouvernementale va publier *Les Chinois en Indonésie*, une étude interdite qui remonte à la fin des années 50. « J'ai été enlevé par les militaires », explique-t-il, en ajoutant aussitôt que « Sukarno n'était pas un dictateur ». Terre des hommes, une tétralogie romanesque conçue à Buru, va être publiée dans une version anglaise, aux États-Unis, avant même d'être accessible au public indonésien.

La méfiance de l'ancien déporté à l'égard des héritiers de Suharto semble entière. « L'histoire de l'Indonésie, prononce-t-il, se résume à un conflit entre générations. Les dirigeants de la lutte pour l'indépendance avaient moins de trente ans. Aujourd'hui, je ne fais confiance qu'aux jeunes. Je conseille à ces derniers de mettre en place des structures parallèles. Je ne crois ni aux élections à venir ni au changement ».

Et les étudiants, qui ont joué un rôle dans la chute de Suharto ? « Ils n'ont pas été, contrairement à 1965-1966, l'instrument de l'armée. Ils ont agi de façon autonome. Pour moi, qui appartiens à une génération d'échec, la seule source d'espoir est la jeunesse », concède-t-il.

« Pram » semble, par moments, se retirer de cette planète. Il consacre du temps à ses enfants et à ses quinze petits-enfants. Alors qu'il peignait à Buru, où toute écriture lui a été interdite pendant des années, son épouse a été contrainte de vendre par lots le vaste terrain dont il était propriétaire. Sur la petite parcelle qui restait à sa sortie de prison, il a fait construire une villa modeste mais confortable. « Pour leur prouver que je n'étais pas entièrement détruit », dit-il avec un large sourire. Il écrit peu, avoue-t-il. « Mais quand j'écris, j'écris contre. » Et rien ne semble l'inviter, pour le moment, à changer d'avis.

Jean-Claude Pomonti

## Drames vietnamiens

Sous des éclairages différents, Nha Ca et Bui Minh Quoc évoquent les meurtrissures de leur peuple

**LES CANONS TONNENT LA NUIT**  
de Nha Ca.  
Traduit du vietnamien par Lieu Trung, éd. Philippe Picquier, 150 p., 115 F.

**EN UN INSTANT, UNE VIE**  
de Bui Minh Quoc.  
Traduit du vietnamien par Phan Huy Duong, éd. Philippe Picquier, 132 p., 89 F.

La famille vietnamienne est un ordre aux liens puissants, un besoin charnel de vivre ensemble, les uns pour les autres, un milieu dont chaque membre éprouve, même physiquement, le besoin d'appliquer les règles communes, un lieu de tolérance à l'égard de tout ce qui ne remet pas en cause cette réelle communion. On pardonne au dernier ses plaisanteries. Le père se manifeste rarement, mais on le sert à la fois avec déférence et familiarité. La mère s'inquiète de tout et regrette l'absence de tel ou tel enfant lorsqu'elle sert un petit plat dont elle a le secret.

Les amours des filles ou des garçons, autour de la vingtaine, sont respectées pour peu qu'elles ne ressemblent pas à des mésalliances. On peut vivre chichement - en tout cas, selon ses moyens -, mais le cœur comme la table sont ouverts. Les membres de la famille s'agglutinent et s'appellent par leurs numéros : on est la petite sœur numéro sept ou l'oncle frère aîné du père numéro deux ou trois. Un terme très fort, donc difficile à traduire, qualifie cette harmonie : *vui*, qui signifie à la fois être heureux et se sentir à sa place. Ou se sentir bien, connaître la plénitude parce que l'on est à sa place.

C'est cette harmonie que peint avec tant de justesse Nha Ca dans un tableau-roman qui remonte aux années 60 et se déroule dans le Sud. Mais voilà, les canons tonnent. Ils rappellent chaque nuit à la niche que le fils est au front en compagnie du fiancé de la fille aînée. Chaque nuit, le père, la mère et les aînés ne peuvent trouver le sommeil. Le bonheur familial est suspendu à ces bruits sourds, irréguliers, qui peuvent vous arracher votre propre chair en écrasant celle de vos enfants. La foudre, suspendue dans l'air dès les premières pages, finit par frapper. En l'emportant, la tragédie fait des survivants, dans leur esprit, des manchots à vie. Dans la dignité.

Les nouvelles de Bui Minh Quoc, écrites une trentaine d'années plus tard, évoquent une autre facette du drame inacceptable car elles sont écrites à partir d'un horizon différent : celui du résistant de longue main et qui a fini par se faire exclure du PC en 1988. Ces histoires de lâcheté et de dignité, d'illusions trompées, de courages perdants, de sacrifices ou de calculs sont familières dans la littérature vietnamienne de cette fin de siècle : les Vietnamiens ont traversé leur guerre de Trente Ans, et les cicatrices sont encore loin de se refermer. Le comportement des maîtres du moment posent, en outre, quelques questions.

Quoc mérite d'autant plus le détour qu'il suggère davantage qu'il n'impose. Du désespoir secret à la tragédie enfouie, ses thèmes s'inspirent d'une tradition littéraire vietnamienne encore bien vivante. Tout à coup, la vie chavire, et ne survient alors que nostalgies et souvenirs, ainsi que le rêve et la tendresse. De petites histoires racontées très simplement et qui n'en sont que plus grandes.

J.-C. P.



## Olivier Rolin dans la spirale du temps

Avec « Méroé », l'auteur de « L'Invention du monde » et de « Port Soudan » démontre superbement que le roman n'est pas un genre en voie d'épuisement

MÉROÉ  
d'Olivier Rolin.  
Seuil, « Fiction & Cie »,  
238 p., 110 F.

Même si l'on a l'air d'enfoncer une porte déjà ouverte, il ne faut pas craindre de poser ce principe : pour qu'un roman soit réussi, il doit d'abord être romanesque. Bien sûr, on ne semblera pas très avancé, et il sera vite nécessaire de préciser ce que l'on entend par cet adjectif. Prenons les choses de l'autre côté, du côté justement des romans ratés, ou de ceux dont les qualités ne se mesurent pas aisément à l'œil nu. Il arrive souvent, on doit bien le constater dans la littérature française actuelle, que cet attribut (cette ambition), le romanesque, soit réduit au rang de simple accessoire, de béquille, jugé avec condescendance, comme l'appareillage des seuls gros livres à succès, des machines bruyantes et vulgaires. Là, il transporterait davantage, guidé par la pensée, par l'idée ou l'opinion, l'idéologie ou encore quelque fâche scientifique, de bâtir d'étroits et frêles édifices : petits jeux de construction mentale que l'écrivain assemble, d'où l'on ne voit aucun monde surgir. Là, d'ambition il n'est plus question.

N'allons pas plus loin et revenons de ce côté-ci, où il n'y a pas foule en cette rentrée. On y trouvera, écrit et publié comme pour donner un sens à notre propos, le superbe roman d'Olivier Rolin, *Méroé*. Superbe... Oui, certes, et ce n'est pas trop dire... Ajoutons même, pour mieux souligner la richesse du livre : romanesque. Mais d'abord, mais avant tout (ne lâchons pas notre fil) : romanesque. Ainsi, l'adjectif qui sert, en coulisses, à renforcer les plus désinvoltes critiques du roman, à le dévaluer au rang le plus saboteur,



« Je ne croyais plus que la poésie (ni, en général, la littérature) fût affaire de subtilité, mais plutôt d'énergie, de vitesse, de beauté triviale. »

peut retrouver toute sa raison, son sérieux, sa puissance.

Il est central cet attribut, fédérateur, siège d'une force qu'il distribue selon les nécessités. Sur-tout, il n'empêche rien, bien au contraire, et Rolin le prouve : ni l'intelligence, ni la culture, ni les vives les plus audacieuses, les plus modernes, sur notre humaine condition, sur le monde tel qu'il est, a été, ni l'emportement du style, ni le lyrisme qui monte au plus profond de soi... « Je ne croyais plus que la poésie (ni, en général, la littérature) fût affaire de subtilité, mais plutôt d'énergie, de vitesse, de beauté triviale, grandes carillages trempées de nuages, jeux animés d'un express dans la nuit, délices de métal bleu d'une

arme, seins, jambes en sueur sous l'effluve froissée, des roueries matérielles. » De subtilité, pourtant, Rolin ne manque pas. Mais il sait, à merveille, la fonder dans l'énergie, la vitesse et aussi la trivialité ; il sait la faire servir à ses fins - qui sont donc romanesques.

L'homme qui parle dans *Méroé*, qu'il raconte, à partir d'un point précis du temps narratif, son exil et son amour, son désir et sa rage, connaît les poids littéraires des mots, des phrases. Vrai héros lyrique ou romantique, il convoque le monde dans la chambre de résonance de son émotion personnelle. Écrivain, il n'avance pas dissimulé derrière le masque de la fiction ; très classiquement, il est le prolongement, le substitut ou le

porte-voix de l'auteur. L'homme qui parle a sûrement une femme, Alfa. Elle l'a quitté. Il s'est retrouvé à Khartoum, au Soudan, exilé, enseignant vaguement le français aux fonctionnaires de cette « dictature militaire-islamique, mariant les charmes respectifs des généraux et des sheikhs ».

A l'instant où commence le roman, il attend la police, qui viendra peut-être lui demander des comptes sur la mort, trois mois plus tôt, d'une archéologue allemande, Elise, enfouie sous le sable du site de Méroé. Il attend, attablé à l'hôtel des Solitaires, avec dans sa chambre les six tomes d'une ancienne édition de l'Encyclopédie Larousse. Il parle à Harald, un Norvégien adipeux, se souvient

d'Alfa, « orne de mots » son souvenir, ce « trésor », pour se prouver à lui-même qu'il n'est pas de « pacotille ». Discours inaugural ou, dans une confusion savante, un tremblement crépusculaire, le narrateur expose la trame, la tonalité sensible du livre. Discours dont le lecteur est invité à dépasser l'apparent désordre - et la relative difficulté - pour entrer dans l'épaisseur du roman.

Un point temporel fixe, donc, - et Rolin est extrêmement précis sur toutes les datations, attentif, jusqu'à l'ivresse, à noter les relats et correspondances du temps - à partir duquel l'auteur va dessiner une magnifique et très rigoureuse spirale mêlant à l'histoire personnelle du narrateur le tumulte, on le silence, de l'histoire extérieure, de la plus reculée à la plus récente. Deux hommes vont jouer, auprès du narrateur, le rôle de médiateur : Vollender, le vieil archéologue est-allemand, humilié lors de la réunification, découvreur du site fabuleux de Méroé, « la capitale de ce peuple que les Égyptiens nommaient Kouch et les Grecs, puis les Romains, « Ethiopiens », c'est-à-dire « faces brûlées », dont parlent Hérodote, Strabon, Pline et Sénèque ; le colonel anglais Charlie Gordon, mort décapité un jour de janvier 1885 par les troupes musulmanes de Mohamed Ali, dit le Mahdi, qui faisaient le siège de Khartoum depuis près d'un an.

Ces deux figures, la première actuelle, la seconde passée, s'inscrivent dans cette spirale d'une durée sans limite que le roman voudrait dessiner. D'une durée qui s'ouvre, d'un côté, sur une mémoire perdue, une archéologie des temps évanouis, de l'autre sur une fin rêvée et mélancolique du temps. Ce qui fascine Olivier Rolin c'est l'absence des origines. Le prologue manque toujours. Alfa, malgré son nom, n'est que la butée affective, amoureuse, le visage

auquel le narrateur se heurte, dont il recherche les traits perdus auprès d'une autre femme, Dune, puis d'Elise. Le Nil, « père des fleuves », pour lui, à moins sa source dans le Paradis des chrétiens que dans les ténèbres de l'inconnaissable. « Les histoires n'ont pas de commencements, ni d'endroits où d'envers, on peut les retourner comme les plaques que les pêcheurs battaient sur les rochers, les dire autrement. »

« Ce que j'exhume en vérité, c'est du temps », affirme l'archéologue ; « Je fais, voyez-vous, l'autopsie du temps. J'explore ses tissus délicats, ses viscères marbrés, infiniment enroulés sur eux-mêmes. Vollender, grattant le sable du désert en quête des vestiges d'une civilisation morte, livré à « l'étude de cette chrétienté aberrante, séparée de son origine, enfermée dans ses débris » ; Gordon, gendarme obsédé par la défaite, la déstabilisation, à « cette pitoyable concession au monde mort de la réussite », consignant dans son journal les détails d'une fatalité à laquelle il se sacrifie... Méroé est l'histoire de cette hantise, à laquelle le narrateur prête sa voix et Rolin son désir d'écrivain. Ce désir qui fut celui de Conrad, de Cendrars, de Lowry.

Livre superbe, avouons-nous dit, et intimidant de force et aussi d'intelligence romanesque, dans la lignée de *L'invention du monde* et de *Port Soudan* (Seuil, 1993 et 1994), mais dépassant en intensité ces deux romans. Remarquable notamment cette capacité que manifeste l'écrivain de concilier emportement lyrique et maîtrise narrative. Remarquable également son écriture qui, à l'opposé du « beau style », invente à mesure ses tournures, son rythme, son souffle. On comprendrait mal que *Méroé* ne constitue pas, en cette rentrée et dans ses suites, ce qu'il est convenu d'appeler un événement littéraire.

Patrick Kéchichian

## Eaux profondes

LA CANNE DE VIRGINIA  
de Laurent Sagalovitch.  
Actes Sud, 112 p., 78 F.

Des vagues, un mari, une servante, un médecin : tels sont les protagonistes du deuxième roman de Laurent Sagalovitch. Longs monologues à voix haute, soliloques, où chacun essaie de trouver une raison de vivre ou de survivre à celle qui, en ce 28 mars 1941, sombre dans les flots, engloutissant par là même la folie dont elle souffre et laissant derrière elle sa canne, seul témoignage de son suicide. Virginia, romancière de son état, enfermée dans sa chambre, rédige son journal.

On y reconnaît d'authentiques extraits du *Journal de Virginia Woolf*. Alors que les bombes allemandes s'abattent sans relâche sur la campagne anglaise, Louise, la domestique, relate au jour le jour quelle a été sa vie, aidée par sa bouteille de cognac, tandis que le mari, Léonard, remonte, quinze ans plus tard, le fil de sa mémoire fatiguée. Enfermé dans son bureau - refuge à sa lâcheté -, il voit, impuissant, Virginia « s'enfoncer dans les eaux profondes de sa dépression ». Roman fleuve et tourmenté où chaque personnage est emporté dans sa logique d'incompréhension face à la guerre, à la mort, à la vie, au suicide, à Dieu et à la folie. Comme dans *Dode City* (Actes Sud, 1996), son premier roman, le thème du silence de Dieu face à la Shoah est essentiel. « Je me demande comment nous pourrions, lorsque la guerre sera terminée, continuer à croire en Dieu ? »

Emilie Grangeray

## Camille au miroir de Laurence

Avec une verve satirique irrésistible, Camille Laurens met en abyme les « multiples chapitres » d'une « vie vécue et à vivre »

L'AVENIR  
de Camille Laurens.  
POL, 190 p., 90 F.

Le naturel ? Il ne paie pas toujours. Surtout au cinéma. Encore moins lorsqu'on participe au tournage d'une coproduction franco-italienne, qui s'annonce assez mentable. Il ne s'agit pas des figurants : ainsi ce couple, allongé au bord de la piscine chlorée d'un hôtel de luxe. Mais plutôt du réalisateur, Francesco Fellini, un bellâtre qui laisse croire à une parenté avec le maître, en s'entourant de femmes plantureuses. Et de l'actrice principale, Ornella Stasetti, une brune « mambo » et capricieuse, qui se reconforte au Campari.

Cela se passe en Mogondolie, pays imaginaire, où se déroulait déjà le précédent roman de Camille Laurens, *Les Colomes d'Hercule*. On retrouve la même verve satirique, irrésistible, pour peindre le milieu des résidents européens. Notamment Hemion, chef-coordonneur de l'équipe qui rédige un manuel de lettres françaises destiné aux étudiants mogondoliens - lesquels sont d'ailleurs en grève depuis plusieurs semaines. Les troubles s'accroissent pendant le tournage, tout le monde est assigné à résidence, l'hôtel devient huis clos feutré, tandis que la sage couve à l'extérieur.

Dans la distribution du film, un faux barman servant du faux whisky, à base de thé Lipton, doit remplacer le roi des cocktails - l'alexandrina Black, le Tango Surprise, le Royal Romance, et surtout le Palace Pink Future - le barman Ad. C'est à lui que s'adresse la narratrice, Laurence Ruel, venue assister incognito au tournage de ce film, que l'on tire de son roman autobiographique. Mêlée aux figurants, elle prétend réaliser un reportage pour une nouvelle revue de cinéma : *L'avenir*.

Son roman ? Elle ne s'en souvient pas, puisqu'elle ne l'a « pas lu ». Mais comment oublier sa propre histoire, dont il était tiré ? Son amour, il y a quelques années, à cent kilomètres de là, alors qu'elle était bibliothécaire, pour Jacques Millère, son « Jacques d'hier », attaché consulaire ? Romance, jalousie, crime passionnel, prison : elle sort d'une centrale pour femmes, comme cette énigmatique « Voilette » qui, dans le précédent roman, dépeçait un détective privé en Mogondolie. Elle apparemment si efficace qu'on l'appelait la Discrete, et pourtant si violente.

### QUATRE ROMANS EN UN

Si son attention se fixe sur le couple du bord de la piscine, c'est que l'homme s'appelle, lui aussi, Jacques, et que la blonde Camille, une authentique discrète celle-là, essaie vainement de le séduire, sans « oser cette brusquerie conjugale au désir ». Laurence, elle, veut mener la danse, changer, sans qu'il sache, la vie de ce « nouveau Jacques ». L'histoire est nulle, réduite à une épreuve dans ce récit qui cite et analyse un ambitieux projet, incluant quatre romans dont les chapitres mènent, successivement, de A à Z, cette dernière lettre fatale qui, selon Balzac, figure « le zigzag aléatoire et fantasque d'une vie tourmentée ».

Ainsi les noms : dans chaque livre, hormis *Romance* (dont on retrouve ici le personnage d'Yves Morand, le psychiatre), figure un Jacques. « Moi, par exemple, confie la narratrice de *L'avenir*, j'ai toujours aimé Jacques : c'est un prénom très romanesque, qui fait coïncider le personnage. A l'origine, il désigne le paysan robuste et révolutionnaire, donc une certaine virilité. Puis l'enfance et ses complices : Jacques a dit. Enfin l'élégance, le charme de l'homme - j'ai mes raisons. D'un autre côté, il se prête à toutes sortes de jeux de mots : j'accuse, j'accouche, j'accroche, etc. »

Quant au nom de la romancière, il est partie intégrante du texte, depuis la mise en abyme d'*Index*, où la recherche de l'auteur « misogyne » du roman dans le roman conduisait à un Camille Laurens postiche, professeur de tango. Ici, un autre doublement se fait, entre deux prénoms féminins : Laurence et Camille - prénom androgyne, « parce que ses parents attendaient un garçon. Son père, passionné d'histoire, s'était consolé en lui donnant le prénom d'un révolutionnaire admiré, sa mère, de mémoire, celui d'une des Petites Filles modèles ».

Pour Camille, « héroïne et héros », les livres sont la chose la plus importante du monde. Elle a en mémoire des centaines de citations, « sorte d'exergues aux multiples chapitres de sa vie vécue et à vivre » : en palimpseste puisque tout est déjà dit, et qu'il n'y a qu'à redire, relire, revivre. Les yeux fermés, Camille consulte, comme des tarots de Marseille, ses livres, qu'elle ouvre au hasard. A l'opposé, la narratrice, Laurence, repère le couple au bord de l'eau, domine à voir la « fécondation romanesque », le moment bref et mystérieux de la conception de l'œuvre, qui contient en germe l'avenir du texte.

Mais que faire lorsqu'un personnage prend chair ? Comme dans *Index* et *Romance*, la sensualité de la danse prélude à la séduction : « Car danser, comme écrire, est une espèce d'apparente défaite : effusion, épanchement, la lettre et la danse confinent à l'oblation, au don de soi. » Le slow, comme la lettre d'amour, la peau, autant que les mots, sont moyens de connaissance. Oh there's a shadow hanging over me, chantent les Beatles dans la scène du bal : l'ombre de l'« atroce épisode » d'*Index*, résumé ici en un chapitre, dans un éblouissant changement de point de vue ? Adieu à hier, Yesterday. Au-delà du Z, Camille Laurens, romancière d'avenir, n'a pas dit son dernier mot. Action.

Monique Petitillon

## Histoire à rebours

En faisant revivre le VI<sup>e</sup> siècle, James Gressier peint un juste et cruel tableau de nos jours

LE RETOUR DU CHASSEUR  
de James Gressier.  
Ed. Phébus, 236 p., 129 F.

Jeune agrégé d'histoire, faible de caractère, allant jusqu'à épouser Frédérique, une de ses élèves « ni plus ni moins vulgaire qu'une couverture de magazine », mais avide d'une reconnaissance que ne lui donne pas son poste de professeur, Gilbert se lance dans un récit historique avec pour personnage central Frédégonde « la royale putain », une « folle barbare ». Collectionnant les crimes d'Etat, elle réduisit à rien la civilisation gallo-romaine et l'esprit du royaume hérité de Clovis. Avec elle disparaît ce que cette civilisation avait de noble, de cultivé. C'est le règne de la gabegie, de la violence, de la famine. Le travail de Gilbert est suivi par son oncle, l'historien Malétrain, « qui n'apprécie les querelles qu'historiques ». Il professe qu'il est vain de chercher la psychologie de personnages vivant au VI<sup>e</sup> siècle - en ce temps « on se contentait du caractère » - et qu'il faut se garder de juger le passé en écrivant l'histoire « à contresens », c'est-à-dire en prêtant à ce qui fut ce que nous en savons depuis. « Il ne faut caresser l'histoire que dans le sens du poil. »

Cependant, le III<sup>e</sup> millénaire approche et alors même qu'on le célèbre dans des festivités grandioses, les Champs-Élysées sont envahis par des centaines de milliers de chômeurs. C'est le début d'un gigantesque mai 68 qui s'étend à tout le pays, puis à l'Europe que les ordinateurs devenus fous plongent dans l'anarchie. Générales ou particulières, les haines explosent. L'histoire repasse les plats. Le désordre n'épargne pas le village de Haute-Auvergne où Gilbert s'est réfugié cependant que Frédé-

rique se joint à une bande de pillards, et que s'installe la justice d'un « Parti de l'Ordre ». Au village, on se cache derrière les remparts d'une vieille forteresse comme il en fut jadis. Gilbert poursuit son travail, non sans se mêler aux événements jusqu'à devenir exécuté d'assassins. Et la considération, qu'il n'avait eue en sa qualité de professeur, lui est accordée parce que devenu assassin lui-même. Mais tandis qu'il écrit la fin de Frédégonde en qui « la haine s'était tarie », le calme revient dans le village, « la joie a toujours ses saisons qui succèdent aux tristesses ».

Peu prolifique (quatre romans en trente ans), James Gressier est un écrivain rare : en quantité, mais aussi en qualité. De style comme de construction, ce roman est une performance littéraire. Sa violence picturale, que d'abord je croyais pittoresque, avait pu paraître innocente, pareille au sang des films dont l'horreur, pensions-nous, ne nous attendait pas. Mais l'horreur nous a rattrapés. En mêlant humour et sévérité dans les analogies entre l'an 2000 et le Moyen Âge de Frédégonde, l'auteur nous entraîne à découvrir ce que nous savons de ces retours de l'histoire en ce qu'elle a d'obstinément violent et absurde, laissant aux dernières pages d'apporter une note d'espoir.

Pierre-Robert Leclercq



## De deuil et de sensualité

Louis Maspéro décrit avec une acuité poétique le monde qu'il aime et qui le désespère

UNE ÎLE AU BORD DU DÉSERT  
de Louis Maspéro.  
Ed. de l'Aube, 168 p., 89 F.

Quelle surprise : des phrases longues et nuancées, une vie intérieure, un style et une certaine nonchalance narrative. Les premiers romans plus soucieux d'atmosphère que d'intrigue sont rares. Avec le texte de Louis Maspéro (car, avouons-le, on hésite à parler de « roman »), on est immédiatement en présence d'un véritable livre qui répond à une incontestable nécessité. Un homme est seul et nous parle de sa solitude : ses insomnies, ses marches, ses contemplations, son attente de l'aube, ses demi-rêves. Le paysage est marin. Il est à la fois extérieur et intérieur. Mais tout est précis : l'océan n'est pas ici par le bleu, l'incertitude. Les sensations sont exactes : ébauches de désirs ou leur renoncement, réminiscences, fatigues, bruits, visions enfin. Deux femmes viennent accompagner cette solitude, la rendant plus douloureuse. La tante du narrateur, surgie de son enfance. Et sa femme, qui vient de mourir d'un cancer.

La tranquillité poétique du style, sa patience, son élégance naturelle qui se soumet au tourment de la mémoire et à la vivacité des sens paraissent si éloignées de l'habituelle fabrication romanesque que l'on a constamment le sentiment d'écouter une confidence, comme, du reste, le narrateur, évoquant son passé, écoute, à la fin de son livre, le récit d'autres conteurs.

La mer, le sable, la lune, la pluie, les mouettes, le vent construisent un paysage qu'on dirait pictural si n'intervenait pas les sons, les odeurs, le modèle des formes. Il est beau qu'un écrivain, à ses débuts, veuille non seulement décrire le monde qu'il aime et qui le désespère, mais veuille déjà l'impossible :

trouver un équivalent du temps, l'approche sacrificielle de l'aube, la dissipation mortelle du sommeil. « Le temps n'est plus alors aux réverses attentives, là où la lumière semblait retenir la nuit en un ailleurs éloigné encore, soudainement il se passe une foule d'événements nouveaux, passionnants de vie et d'activité, et alors les heures ne sont plus vraiment des heures détachées les unes des autres et séparées en véritables minutes, elles ne sont plus que des petites parties du matin, et sans qu'il soit plus besoin de regarder sa montre, soleil ou nuages, lumières ou pensées, tout tend à renseigner sur la vitesse du soir, et l'on est déjà presque au soir. » Ses journées, le narrateur les passe sur cette île, sans angoisse, ayant perdu tout contact avec le monde civilisé. Un pêcheur lui rend visite dans sa bicoque qu'il tient de son grand-père charpentier. Lui-même est menuisier et peu à peu, calmement, laisse revenir à lui le souvenir des derniers mois de sa femme, puis plus loin les années d'adolescence avec sa tante. C'est derrière la douleur que resurgit la sensualité. C'est une des raisons qui peut-être rendent le texte plus mystérieux encore : le plaisir que cache la douleur.

Au-delà des pages très belles qu'il consacre à l'attente feutrée de la mort, c'est l'acuité du regard sur le monde, qui frappe le lecteur. La consistance du sable, la pâleur du soleil d'hiver, les limites imperceptibles de la mer et du ciel. Mais surtout le combat entre la souffrance du deuil et l'épanouissement d'une sensualité constamment en éveil, que ramènent encore mille réminiscences dominées par la figure de la tante. La jeunesse revient, avec la découverte des bas-quartiers du vieux port et leurs conteurs venus d'ailleurs. Et finalement réapparaît l'agouille qui fige le temps dans une « paix de sable et d'air mort ». Ce beau chant poétique sans concession devrait annoncer une œuvre.

René de Ceccatty

## Jo Ann Beard sur les contours d'une existence

Souvenirs d'enfance, de paysages et de voyages, de joies et de blessures. De la légèreté à la gravité, la romancière américaine égrène les moments d'une vie, la sienne

LES HOMMES DE MA VIE  
(The Boys of My Youth)  
de Jo Ann Beard.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Dominique Mainard,  
éd. Joëlle Losfeld, 248 p., 129 F.

Comme elle le dit elle-même, la narratrice, Jo Ann Beard, est passée, à l'approche de la quarantaine, « de la condition d'épouse à celle de post-adolescente ». Et conforme au stéréotype, la voilà allongée par terre, passant du fou rire aux larmes, accrochée au téléphone pour discuter avec sa meilleure amie « d'hommes et de vêtements ». On pourrait craindre le pire, qu'elle raconte justement — comme d'autres ne s'en privent pas — ce qu'elles se disent, mais il n'en est rien. Même si ce roman n'en est pas un et entre dans ce que l'on appelle, avec ce soul de catégorisation qui est devenu une vertu aux États-Unis, la « narrative non fiction », Jo Ann Beard fait de la littérature. Elle a cela en commun avec Kathryn Harrison, qui a écrit un beau livre (1) sur sa relation incestueuse avec son père : mettre un vrai talent d'écrivain au service de souvenirs et de blessures. Mais n'ayant rien à confesser, elle ne se dévoile pas. Cette réserve lui donne le charme des séductrices qui savent qu'une cheville entraperçue attire plus les regards que des seins à l'air, et elle ne livre donc, du même ton juste et mesuré, que ce qu'elle a choisi de raconter. Des moments, des impressions, des réflexions, des remarques, plus que des anecdotes ou des symboles. Et de sa mémoire, ce qu'elle a tiré, mais surtout ce qu'elle a tiré, sélectionné, elle l'a transformé par le jeu de l'écriture en nouvelles qui forment finalement un roman ; peu importe si elle raconte sa vie ou pas, si elle invente ou pas. Deux con-



JO ANN BEARD

sines vont à la parade, leur mère les voit habillées avec soin « de robes assorties taillées dans une grande nappe », mais elles ne portent pas les mêmes chaussures, leurs pouspous les accompagnent, vêtues de la même façon, les mères veillent au grain. Une petite-fille aime aller visiter sa grand-mère, mais elle a du mal à supporter son nouveau grand-père qui mange salement, et elle foudra en

larmes, inconsolable, devant son feuilleton télévisé préféré. Le père boit trop, il fait des efforts pour s'abstenir mais n'y arrive pas, il rentre un soir ivre, la bouche en sang, ayant laissé toutes ses dents dans le pare-brise de sa voiture, ses filles lui répètent qu'elles l'aiment, bouleversées, le petit frère trop petit pour comprendre mais choqué égaré son meilleur ami, imaginaire et invisible, Charbon.

Souvenirs d'enfance, d'adolescence, de bretelles qui glissent, de bières et de joints partagés, de marshmallows que l'on fait rôtir sur le feu, de garçons que l'on finit par épouser parce qu'ils sont si proches. Il devient vite évident qu'ils ne comptent pas autant, les hommes de sa vie, les garçons de sa jeunesse, que sa mère, sa tante, sa cousine et surtout sa meilleure amie, qui la sauvera à distance grâce à un téléphone et une banane. Souvenirs de paysages, de voyages, Jo Ann aime les chiens « plus que tout au monde, hormis les cigarettes et deux ou trois personnes ». Elle aime aussi beaucoup regarder la lune, les montagnes, les coyotes, les daims, les castors ou les rochers et même les araignées. Quand plus tard, lorsque son mari l'a quittée et qu'elle n'est pas encore certaine, elle s'occupe de son vieux chien, inconscient, avec un dévouement tendre et fataliste, elle se trouve prise dans un drame absurde et terrible, elle raconte cela aussi. C'est de cette histoire-là, au centre du livre, qu'est venue sa célébrité soudaine aux États-Unis. Sans doute parce qu'elle avait trouvé la manière de dire à la fois cette horreur et sa survie à elle, perdue dans sa propre histoire, le mari parti, le chien qui se meurt, et le choc de cet événement, ses amis disparus, d'un coup, sans raison, parce qu'un jeune homme était devenu fou et avait tiré sur eux presque au hasard. On lit en se laissant pénétrer de nostalgie, de tendresse, de sourires, de souvenirs presque partagés, et de violence, car il y en a forcément, presque à chaque chapitre, n'éclate que plus tard, comme cela arrive parfois, quand on est anesthésié par le choc et qu'on ne prend conscience de ce qui est arrivé qu'à retardement.

Martine Silber

(1) Le Rap, éd. de l'Olivier (« Le Monde des livres » du 25 avril 1997).

### Livres

● **A L'OMBRE DE SOI**, de Karim Sarroub. Libéré de la prison de Maubeuge, il erre sur un boulevard, entre dans un café, et d'une rencontre l'autre croit se trouver une fiancée qui l'invite à passer le réveillon chez ses grands-parents, aide une écopositive à mourir, fait partie des victimes d'un attentat terroriste dans le métro. Dénoué de tout esprit de revanche, voué à écouter, observer, comprendre les gens avec compassion et tolérance, Zohier, le héros français d'origine algérienne de ce roman au style appliqué, monocorde, écrit comme une déposition, échappe au simplisme. Sa généreuse volonté d'intégration se teinte d'un incurable fatalisme qui le fait douter des possibilités d'être libre. Une ironique scène de visite dans une librairie, « lieu saint », donne le ton de cette plainte humaine, qui interpelle l'art, entre doute et dévotion (Mercure de France, 184 p., 98 F.). J.-L. D.

● **JEUNE SANG**, de Mariane Fiori. L'Occupation. Il cherche à passer en zone libre, quittant Paris et sa troupe théâtrale, la Compagnie des masques, nom que la romancière n'a pas choisi par hasard, donner le change étant un souci constant pour ses personnages, le fuyard et celle qui entre dans le récit en s'installant d'autorité dans la voiture du traqué. A la fois gamine et femme dévouée, aussi élégante que déterminée, elle lui est aide efficace pour franchir les obstacles d'un tel itinéraire, chemin des écoliers périlleux à travers la France. Deux jeunes gens perdus, chacun ignorant tout de l'autre, et symboles de ces égarés que l'histoire multiplie dans le temps et l'espace. Par son sujet et son écriture, ce roman fait montre d'un nouveau talent aux multiples qualités. A peine ose-t-on dire que les absences de ponctuation et la fantaisie des paragraphes semblent plus coquetterie littéraire que nécessité romanesque. C'est fort, inattendu, dense, riche de non-dits que Mariane Fiori sait faire entendre (Seuil, 127 p., 89 F.). R. R. L.

● **LES VOYOUTES**, de Frédérique Traverso. Depuis l'adolescence, elles ont une même destinée pour préserver dans un cocon de rêves les charmes de l'enfance. Elles, ce sont quatre jeunes femmes insouciantes, la trentaine défilée. Elles, c'est Nina la rousse audacieuse, Bénédicte la brune guerrière, Lydie la « douce » blonde et Sabine, la « sage » narratrice. Sur les hauteurs de la Croix-Rouge se partage un quotidien fait de débrouille, de chamailleries et de grands éclats de rire dissimulant mal la détresse d'un âge qui s'éteint. On aurait aimé s'amuser plus longtemps avec ces « voyoutes », partager le dernier baroud d'honneur de ces grands enfants, si Frédérique Traverso n'en avait décidé autrement. Empruntant le ton du journal intime, la romancière nous entraîne dans un récit parsemé d'ironies, de clichés qui ne tardent guère à lasser. Même la brièveté des chapitres brise plus souvent l'élan narratif qu'elle ne lui donne du souffle. Seule consolation néanmoins, une jolie et furtive évocation de Lyon (Grasset, 166 p., 95 F.). Ch. R.

● **MADAMEISSELLE LE CUBIN**, de Félix Wolmark. Né sur une musique yiddish dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Zarlanski est un obsédé sexuel précoce. A sept ans, il s'attire les faveurs les plus intimes de sa bonne, et obtient de son institutrice des privilèges qui font pâlir de jalousie un camarade de classe antisémite. Belle garce aux seins gonflés sous sa blouse blanche, la maîtresse d'école réserve en effet à son chouchou des punitions perverses, le faisant mettre à genoux sous son bureau, une imprévisible sur ses cuisses, ou l'enfermant dans un défilé obscur où elle le rejoint pour de fébriles récréations. Cette affligeante recension des fantasmes pour supermarché de la littérature érotique n'attire qu'une remarque : l'auteur a moins de tempérance que son héros (Zulma, 190 p., 99 F.). J.-L. D.

## L'horreur est humaine

Philippe Hermann et Vincent de Swarte se refusent aux macérations de l'ego. Leurs romans — à la limite du supportable — dénoncent notre temps

PHARRICIDE  
de Vincent de Swarte.  
Calmann-Lévy, 180 p., 89 F.

TECHNICIEN CHAIR  
de Philippe Hermann.  
Belfond, 192 p., 98 F.

Vincent de Swarte n'y va pas de main morte pour ce premier roman. Une main de mort émerge des enfers, celle de Geoffroy, le « pharricide ». Le narrateur jout à manier le bistouri, disséquer et momifier ses proches. Il tue pour donner l'apparence de la vie. Les poissons, les bêtes plus grosses et, au bout de la spirale, inflexible, l'être humain : la tentation suprême pour cet homme morbide (son père est entré au couvent avant sa naissance et son frère est mort-né) est d'immobiliser l'autre afin qu'il réponde à son désir. Ceux qui le surnomment « l'Égyptien », frappés par son silence, ne savent pas que Geoffroy accumule dans les entrailles du phare les corps recomposés de ses victimes arrachées à l'oubli. Il est le gardien des âmes dans sa pyramide maritime.

Pour décrire l'obsession d'un solitaire et insouler sa force détière à ce cas extrême des annales du crime, Vincent de Swarte utilise le truchement du « Journal » qui intensifie l'horreur et singularise — exaltant sinon l'absolu — la perversion du tueur : « J'ai l'impression de devenir le phare, de me phariser ». Même si je suis loin d'être spécialiste, il s'agit bien d'amour, en tout cas de l'idée que je m'en fais. Cette envie d'être l'autre, de lui appartenir et de tout lui donner. L'autre, pour moi, le phare. »

Vincent de Swarte a créé le mot qui sert de titre à son livre : « pharricide » (avec deux « r » comme paricide). Des symboles psychanalytiques et littéraires, il retient l'idée du phallus destruc-

teur mais réitère aux oniblettes le phare qui sauvegarde le marin et se détache de la terre dans sa nostalgie d'océan. Pour Geoffroy, ancien pêcheur et nouveau gardien, le phare est le lieu où, loin des imbéciles, s'accomplit l'éternité du sexe et du meurtre. Le désir de Lise qui profite du rituel sans y laisser ses écales rousses et lui glisse entre les doigts ne réussit pas à arracher l'assassin à ses démons.

Prévenons les lecteurs sensibles. Dans le premier roman de Philippe Hermann, la monstruosité est entée dans un quotidien absurde. On ne tue (en série) que les poulets et les dindes. L'amour de Johann pour Camille est accessoire. La jeune femme semble une transposition hâtive de ce qui vraisemblablement aurait été un copain de désespoir et de beuverie. Technicien Chair est un roman d'hommes, western sans chevaux où les indiens sont de pitoyables gallinacés. Johann, le jeune héros soumis au métier défilant de démarcheur en poulaillers, Maxime Loubet, un petit chef ridicule et redoutable, Leduc, un brave père de famille qui se suicide à vouloir devenir un homme d'affaires... homélie, tous ont un idéal : reproduire la volaille.

On est très loin des frondaisons au crépuscule, des émois de la passion, des souvenirs et des violences adolescentes. Tout est terre (vous souvenez-vous du film *Pain et Chocolat*, rigide, sans humour, un quotidien de purgatoire gris où le duvet, même épisodique, du sexe et de la tendresse est broyé dans un univers de plumes affolées, antichambre plaillante et surchauffée d'une mort minable à vous donner la chair de poule. La visite de la mère et du frère de Johann, misérables représentants d'une classe sociale bafouée, est sans doute, plus que les excès défilants des bestioles condamnées, l'évidence sans révolte de l'horreur ordinaire. Phi-

lippe Hermann nous abandonne sans véritable espoir même s'il suggère un avenir rédempteur où le « moi » blesse sa terre. Dans ce roman des destins sans issue, les brèves mais récurrentes tentatives de justification ressemblent trop aux mensonges de l'élève soudain inquiet des réactions de son examinateur.

L'examineur — le lecteur — risque de prendre mal ces deux romans superbement pessimistes. Philippe Hermann dénonce non plus la solitude du jeune homme (attitude romantique et narcissique comme toute conventionnelle) mais le néant de l'homme face à une société suicidaire. Toutes proportions très bien gardées, Philippe Hermann hante les terres implacables de Kafka. Vincent de Swarte a certainement lu Artaud. L'anomalie, le crime, la folie se conjuguent sans vergogne dans *Pharricide*. Swarte se régalé de la provocation. Quelle autre issue pour un jeune homme d'aujourd'hui que de s'enorgueillir de la mise à l'écart mentale de quelques êtres singuliers qui ignorent la justice et la morale.

Ne nous cachons pas la conclusion de ces deux récits : dans notre monde d'effreux, la seule dignité de l'individu c'est de s'exclure, de tourner le dos aux esclaves qui font le jeu de l'argent et aux parents qui ont imposé une fausse idée du bonheur. Pour Geoffroy, tuer est l'acte libre, la seule solution paradoxale à la survie de son identité. Son journal d'hiver (quatre mois de mise à mort plus quelques jours incontrôlables d'hallucination) relate certes un cas clinique de tueur en série. Ne peut-on voir aussi dans ces deux récits outranciers l'effroi sincère de leurs auteurs ? Une civilisation s'effondre. Les hommes tournent le dos à la mer et se laissent envahir par les eaux nocturnes où s'entassent les cadavres de nos utopies.

Hugo Marsan

## Les haines du cœur

LE CHÂTEAU DE MON ENFANCE  
de Jérôme de Boissard.  
Ramsay, 278 p., 109 F.

Classique par sa composition et l'élégance de sa prose, ce livre est étonnant par son sujet. Il raconte l'ambivalence progressive d'un bambin normal, affectueux, doué, et montre comment on peut devenir à quatorze ans un monstre de haine solitaire. Un roman, pourrait-on écrire, de déformation. Dans les années 40, le père vient de mourir prématurément. La jeune maman va se dévouer à son fils, parce que c'est ce qu'on attend d'elle. Mais elle veut aussi poursuivre son propre chemin : les études, les voyages... les messieurs bien, qui s'en formalisent ? Aucune brimade pour l'enfant, mais des pannes d'affection, des absences dont il se venge comme il peut, en étudiant mal, en chahutant, en chahutant : autant d'appels que nul n'entend. Car autour de la mère, qu'on juge admirable d'abnégation, s'est constituée une alliance indestructible, appuyée sur des siècles de tradition éducative : la famille, le curé, bientôt les prêtres progressistes d'un collège d'avant-garde. On diagnostique de l'orgueil dans cette rébellion, on le punit sans dialogue, l'enfant s'isole et s'enferme. Même si le lecteur savoure l'ambiance restituée des années d'après-guerre, tout cela paraît trop daté, on ne récite plus guère le « O bon et très doux Jésus » pour engager des prières et ces calculs de petite noblesse provinciale semblent surannés. Pourtant, avec ce matériau antédiluvien, au moins préconclinaire, ce premier roman donne un joli personnage de mère égarée et un douloureux tableau de la mort du désespoir au cœur des adolescents. Le premier, indémodable, le second, très actuel.

Jean Soubilin



## SCIENCE-FICTION

par Jacques Baudou

## Rêve africain

**KIRINYAGA**  
de Mike Resnick.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Olivier Deparis,  
Denoël, « Présences »,  
326 p., 125 F

Nous avions déjà lu, ici ou là, notamment dans les anthologies « Futurs » des éditions Pocket, plusieurs des remarquables nouvelles qui composent ce volume, mais la réunion de tous les textes du cycle accredité la déclaration de l'auteur qui prétend l'avoir conçu comme un roman plutôt que comme un recueil : « Ces récits devraient former un tout qui, une fois terminé, aurait une structure ascendante et dont le point culminant serait suivi d'une conclusion. »

Ce « tout » n'est rien de moins que la description d'une utopie (l'ouvrage porte d'ailleurs en sous-titre *Une utopie africaine*), de sa naissance à son déclin, au travers du regard de celui qui en est le vigilant dépositaire : le sorcier et conteur Koriba. Cette utopie, c'est la récréation, sur un planétoïde terraformé, d'une tribu kikuyu dont les membres fondateurs ont quitté un Kenya trop « européanisé », pour retrouver les traditions et les modes de vie ancestraux. Chacun des « chapitres » de Kirinyaga raconte la mise à l'épreuve de cette utopie kikuyu, de ce retour au système tribal d'avant la colonisation, et à ses règles inflexibles. Dans les premiers, et quoi qu'il puisse parfois lui en coûter (comme dans « Toucher le ciel », qui est sans doute la plus belle, la plus forte nouvelle du recueil), Koriba réussit à maintenir l'intégrité du projet ou à le restaurer dans sa pureté initiale. Mais dans les suivants, son autorité se trouve de plus en plus contestée, l'utopie commence à se déliter, et vient le moment où la tribu acquiesce à l'idée du changement, du progrès, contre son avis, alors même qu'il rappelle inlassablement que la société kikuyu s'est déjà dissoute dans la société kényane pour avoir accepté une première fois les changements amenés par les colonisateurs...

Mike Resnick, en véritable amoureux de l'Afrique, a su nous faire partager et comprendre la culture kikuyu, y compris dans ses aspects qui paraissent les plus choquants à nos esprits européens, sans céder à aucune manière au passéisme : la tendresse qu'il témoigne aux rebelles, aux déviants comme Kamari ou Ndemi en est la meilleure preuve. Mais sa plus belle réussite, c'est d'avoir dressé avec le « mun-dumgu » Koriba le portrait d'un formidable personnage, gardien intransigeant de l'âme d'un peuple, qui n'aura réussi à suspendre le temps que l'espace de quelques années. Dans son dernier texte, « A l'est d'Eden », Mike Resnick lui confère un statut mythique : celui de « dernier des kikuyus »... Mike Resnick signe là une œuvre ambitieuse, justement couronnée de nombreux prix aux Etats-Unis, qui est incontestablement dans notre domaine l'événement de cette rentrée.

## ● LE TRÔNE DE FER, de George R. R. Martin

Ecrire un roman de *fantasy*, cela peut être le moyen de mettre en scène une société de type médiéval, sans s'encombrer des contraintes de véracité qui brident les romanciers historiques. C'est avoir la totale latitude de composer l'intrigue et d'en agencer les péripéties – batailles, conspirations, tournois, luttes de clans, etc. – selon son seul bon vouloir. C'est se laisser la possibilité de l'intervention du fantastique ou de la magie... Avec *Le Trône de fer*, l'auteur américain George R. R. Martin a usé de toutes les possibilités ainsi offertes pour créer le royaume des Sept Couronnes et sa partition manifeste entre Nord et Sud, entre la glace et le feu ; pour faire de la cour du roi Robert Baratheon le siège de quelques secrets et tourmentes conspirations visant à la conquête du pouvoir et pour la peupler de personnages forts en couleur, agités de passions sombres et tumultueuses. Il a pris le parti de nous faire découvrir cet univers médiéval cruel et complexe par le biais d'un récit éclaté dans lequel la noble famille Stark occupe une position privilégiée, car c'est essentiellement autour de plusieurs de ses membres qu'en effet il se focalise. Le fantastique n'apparaît ici qu'en filigrane : on pressent qu'il pourrait bien surgir de cet « au-delà » que le mur et sa garde noire tiennent à distance. Mais pour le savoir, il faudra attendre le second tome du roman. L'exemplaire révisé du premier rend très impatient (Traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Jean Sola. Pygmalion/Gérard Watelet, 380 p., 139 F).

## ● LE LABYRINTHE DU MINOTAURE, de Thomas Burnett Swann

Dans les années 70, la collection « Aventures fantastiques » des éditions Opta nous avait fait découvrir avec *La Forêt de l'éternité* et *Au temps du minotaure*, l'œuvre de ce très original écrivain de *fantasy* qui puisait son inspiration loin des sentiers battus du genre, dans les mythologies grecques ou celles d'autres peuples antiques du pourtour méditerranéen. Les deux volumes cités ci-dessus appartenaient à une trilogie dont le premier volume était resté inédit en France. Grâce à André-François Ruand qui préside à sa publication ici, la totalité du cycle du Minotaure nous est aujourd'hui accessible. Et c'est bonheur !

Bannis d'Egypte, un voleur et sa cousine, courtisane de son état, se réfugient en Crète, où ils sont condamnés à traverser la forêt des Bêtes d'où personne n'est jamais revenu. Car cette sylve est peuplée d'êtres légendaires : centaures, faunes, etc., qui ont avec les hommes un commerce pour le moins difficile. Mais la dryade Zoe et le minotaure Cloches d'argent se prennent d'affection pour les deux jeunes gens et cela va déclencher, bien sûr, une kyrielle de péripéties... Thomas Burnett Swann ne feint pas seulement de considérer les créatures mythologiques comme des êtres réels, il nous décrit leur compagnie avec une bonhomie teintée d'humour, un sens aigu du pittoresque, et leur fait vivre des aventures picaresques. Tout cela donne au roman un charme coloré et naïf auquel il est bien difficile de résister, d'autant que l'auteur fait intervenir d'autres êtres légendaires, harpies et sphinges, qui apportent une touche de drame et d'horreur fort bien venue (Traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Sophie Viévard, Bifrost/Etoiles vives, 156 p., 69 F).

## ● LE MOINEAU DE DIEU, de Mary Doria Russell

Il arrive de temps à autre que des auteurs qui n'appartiennent pas au « sérial » de la science-fiction y fassent des intrusions remarquables et parfois remarquables. C'est le cas de Mary Doria Russell, anthropologue, qui pour son premier roman a choisi d'aborder le thème du contact avec une civilisation extraterrestre sous un angle métaphysique ou tout du moins théologique, puisque son héros est un jésuite, le Père Sandoz, que son séjour sur la planète Rakhbat a conduit à douter de Dieu, outre qu'il l'a durement marqué dans sa chair et dans son esprit. Il n'est nul besoin d'être croyant pour apprécier à sa grande valeur le récit de cette expédition hors norme ainsi que la terrible confession du Père Sandoz, délivrée par l'auteur au terme d'une impeccable construction romanesque. Le roman vient d'obtenir en Angleterre le prix Arthur C. Clarke. Ce n'est que justice ! (Traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Béatrice Vlerne. Albin Michel, 508 p., 145 F.)

## Nádas, corps à corps avec l'Histoire

A l'inhumanité de son temps, à une vision du monde univoque, totalitaire, le Hongrois Péter Nádas répond par une vaste fresque de la conscience. Une arme de résistance physique et sensorielle

**LE LIVRE DES MÉMOIRES**  
(Emlékiratok Könyve)  
de Péter Nádas.  
Traduit du hongrois  
par Georges Kassel  
Plon, « Feux croisés »,  
780 p., 195 F.

Voici un livre dont on peut dire qu'il s'est fait attendre. Rédigé pendant douze ans, de 1973 à 1985, censuré une première fois en Hongrie où il fut finalement publié en 1986, il passait au-dessus de ses premiers lecteurs pour une nouvelle Bible. On n'hésitait pas à évoquer Proust, Mann, Musil, Joyce. Mais il a dû encore patienter plus de dix ans avant de paraître en France, en raison de sa taille monumentale et des souffrances causées par sa traduction. L'objet est à la hauteur du temps passé : un roman ambitieux et gigantesque, de structure complexe, où le héros n'est pas tant l'un des personnages que la mémoire du narrateur dans son processus infini de reconstitution involontaire. Plutôt les mémoires au pluriel, comme l'indique le titre, car l'enjeu de cette mise en abyme est moins le souvenir lui-même ou son exactitude que la multiplicité des points de vue qui le font scintiller, avec leur part d'oubli et d'in-

certitude. Sous toutes les apparences d'une fresque de la conscience, *Le Livre des mémoires* est pourtant à sa manière un roman politique.

## UNE AFFAIRE DE FORME

Les trois voix narratives qui s'entrecroisent – l'une dans la Hongrie stalinienne des années 50, l'autre dans le Berlin-Est des années 70, la troisième à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle – tendent chacune à donner leur sensation de l'époque, leur explication physique, intuitive, morcelée, indéterminée d'un siècle traversé par l'intelligence du mal et la construction de machines érotiques monstrueuses. Mais si le récit se fait militant, ce n'est pas par le contenu d'un discours, ni par telle évocation de l'insurrection hongroise ou d'une réunion de conspirateurs. Pour Nádas, écrivain d'abord, c'est une affaire de forme.

A l'inhumanité de son temps, il répond par le plus enfoncé de l'humain, les variations intimes de la mémoire et du corps ; à une vision du monde univoque, imposée, célebrale, totalitaire, il oppose l'incertitude, les sensations émotives, le flou, la digression. Aux discours péremptaires et figés, il préfère l'ambiguïté, c'est-à-dire le roman.

« Je cherchais ce qui résistait, ex-

plique Péter Nádas lors de son passage à Paris, de son allure austère et concentrée. Au départ de ce livre, il y a cette question : quel est l'espace et le moment où un individu peut éprouver sa liberté, même sous la dictature ? » La réponse se trouve partiellement dans cette phrase de l'évangile de Jean placée en épigraphe, qui sonne comme la métonymie du roman : « Mais il parlait du temple de son corps. » Pour Nádas, le lien de liberté provisoire qui échappe à l'enfermement de l'Histoire, à l'intérieur du corps politique, c'est le corps tout court. Roman de la conscience, arme de résistance, *Le Livre des mémoires* est d'abord physique, sensoriel, érotique.

L'écrivain s'attaque au corps dans les moindres recoins de sa prose à la fois exacte et baroque, étirée, digressive, essentiellement insatisfaite à force de n'en jamais finir avec la capture du réel, de chercher encore et encore le détail inaperçu qui apportera son concours à une impossible finitude. Idéologiques, familiales ou amoureuses, les relations complexes entre les personnages, la plupart du temps réunis en trios hétéro-homosexuels, tiennent au bruissement des sensations physiques – un haussé d'épaules, une odeur de peau, l'impression

des lèvres. Au point que la conscience elle-même, chez Nádas, finit par paraître incarnée.

La conclusion, pour autant qu'on puisse employer ce mot dans ce roman proprement infini, est noire. La politique s'introduit dans les situations les plus intimes, les amants se racontent l'Histoire, leurs histoires. « On n'est jamais seulement deux », commente Péter Nádas dont le roman est intégralement construit sur une série de trinités, dans la forme narrative comme dans les rapports amoureux, en signe d'échec récurrent d'une dualité idéale. Et ce n'est pas par hasard si la majeure partie du roman se déroule à Berlin, la ville coupée, schizophrène, où le mur interrompait toute possibilité de rapprochement entre deux êtres.

Le moins qu'on puisse dire est que la lecture du *Livre des mémoires* appelle la curiosité, la réflexion, les commentaires. Autre chose est de savoir si cette somme imposante tient tout du long la mesure de son ambition ; et si, malgré de nombreux passages fulgurants, il n'y a pas quelque chose qui ne parvient pas à durer aussi longtemps que le flux tenace de ces huit cents pages – un détail, peut-être, pour celui qui s'embarrasse : le plaisir.

Marion Van Renterghem

## Les coups de cœur de notre vingtième rentrée littéraire



Sur un ancien site nucléaire dévasté par la catastrophe et maqué en nouvel Eden, des scientifiques du monde entier s'interrogent sur les aberrations du progrès et la régression de l'éthique.



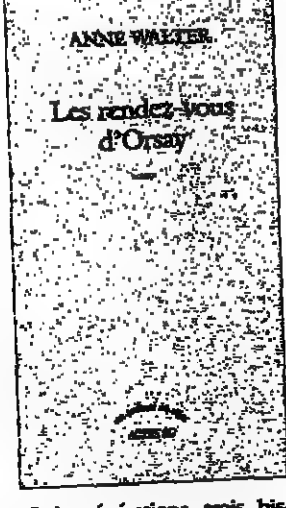
Des mirages de Las Vegas aux éblouissements trompeurs de l'amour, un jeune homme s'invente un scénario de passion, et glisse inexorablement dans la marge.



Par-delà les silences, la culpabilité, les déchirures de la mémoire familiale, un adolescent renoue avec l'identité allemande de sa famille, et des racines brisées par l'exil.



Puissant l'Italie du capitalisme naissant et de la "monnaie unique", une famille d'aristocrates se lance dans l'aventure de l'émigration en France, au début du siècle, et dans celle des premières courses automobiles.



Trois générations, trois histoires de femmes et d'amours s'entremêlent dans la présence obsédante du personnage à part entière qu'est la gare d'Orsay.



L'irruption de l'énigmatique Saffie dans la vie de Raphaël, le musicien, et d'Andras, le militant, nous entraîne dans une aventure où sont dépeints la mémoire, les espérances et les crimes de notre temps.

ACTES SUD  
1978-1998



La traditionnelle avalanche des livres de la rentrée reprend cette année des proportions aussi gigantesques qu'en 1996 : 295 romans français (dont 58 premiers

romans), 153 romans étrangers, quelque 373 essais et documents. Dans le domaine romanesque, les valeurs sûres se font discrètes, l'essentiel de la production étant voué à la découverte d'auteurs, à l'exploration des œuvres naissantes de ceux qui pourraient bien incarner la littérature d'un XXI<sup>e</sup> siècle imminent. Cette nouvelle génération pourrait bien être très féminine. Côté étranger, les Anglo-Saxons arrivent encore en force. A noter, dans les sciences humaines, de nombreux ouvrages à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

## Une envie rentrée

### Romans français : au bonheur des femmes

**L**a fin de siècle a trouvé son romancier. Michel Houellebecq - qui ambitionne de faire croire qu'il est jeune, à quarante ans, et prétend parler au nom d'une génération qui ne s'intéresserait « ni à Cohn-Bendit, ni à Duras, ni à Giscard, ni à Gainsbourg » - publie son deuxième roman, *Les Particules élémentaires* (Flammarion, voir le feuillet de Pierre Lepape dans « Le Monde des livres » du 28 août). Très intéressant, très réactionnaire - prouvant, si besoin en était, que la misère sexuelle mène le monde. Et, finalement, assez bien-pensant - les femmes seraient tort de penser qu'un homme qui couille son désir de revenir à une société matriarcale les aime. C'est dire si l'on a hâte d'être au XXI<sup>e</sup> siècle et de voir arriver de « vrais jeunes ». (Encore faudrait-il qu'ils se mettent au travail, car Houellebecq, lui, travaille, c'est certain.) En attendant, on pourra patienter avec le très bon roman de Mathieu Lindon, *Le Procès de Jean-Marie Le Pen* (POL, Le Monde du 27 août), un livre subtil et confortable. Pour se remettre de cette lecture, on pourra se tourner

vers quelques « valeurs sûres », de Pierre-Jean Rémy (*Aria di Roma*, Albin Michel) à Eric Holder (*Bienvenue parmi nous*, Flammarion), en passant par Didier Van Cauwelaert (*Corps étranger*, Albin Michel) ou Béatrix Beck (*Guitte par le songe*, l'intégrale de ses nouvelles et *Mémoire d'une gorguille*, son autobiographie tous deux chez Grasset).

Dernière, leur aînée Béatrix Beck, les femmes sont bien présentes en cette rentrée. Chez Gallimard, Anne Wiazemsky (*Une poignée de gens*), Marie Nimier et Laurence Cossé (*Domino et La Femme du premier ministre*, « Le Monde des livres » du 28 août), restent un peu trop de bon ton. Heureusement qu'il y a la biographie de Duras par Laure Adler - *Le Monde* du 26 août - si la prestigieuse maison avait un automne plutôt terne. D'autres éditeurs ne craignent pas d'encourager des femmes plus vigoureuses. A l'Olivier, tir groupé de Marie Desplechin (*Sans moi*, « Le Monde des livres » du 28 août), Louise L. Lambrechts (*A ton image*) et Agnès Desbarthe (*Cinq photos de ma femme*). Christian Bourgois continue de

soutenir la très talentueuse Linda Le (Vob : une crise), POL Camille Laurens (*L'Avenir*, lire page III) et Minuit Hélène Lenoir (*Son nom d'avant*). Christine Angot, toujours déterminée à mener son jeu, ose le titre *Sujet Angot* (Payard), tandis que Virginie Despentes est moins décollante qu'elle ne le croit (*Les Jolies choses*, Grasset). Catherine Vigour, pour son quatrième livre, *Le Paradis pour tous*, quitte Flammarion pour Stock, où la Guadeloupéenne Gisèle Pineau donne un nouveau récit délicat, *L'Amie prête aux oiseaux*. Les drames collectifs, comme celui qui se joue en Algérie, donnent toujours du pire et du meilleur. On ne retiendra que le meilleur, avec Yasmina Khadra (*Les Agneaux du Seigneur*, Julliard).

Cela ne signifie pas, bien sûr, que les hommes soient absents - le bruit fait autour de Houellebecq le montre sans peine. Il en est pourtant un qu'on aurait bien envie de passer sous silence, Paul Smal, pour son deuxième roman, *Casa, la casa* (Balland), tant est lassante cette pose d'auteur qui refuse de se montrer, laissant courir les rumeurs de supercherie littéraire.

Mais le succès de *Vivre me tue* impose qu'on aille regarder. On serait bien avisé pourtant de remplacer cette curiosité assez sotte par une envie de découverte véritable, en prenant le risque d'acheter des premiers romans. Ils sont cinquante-huit nouveaux venus à tenter leur chance cet automne. Quelques-uns portent un nom qui dit quelque chose et qui va heureusement attirer l'attention sur eux, les autres lancent une sorte de bouteille à la mer. Là encore, les filles se défendent : de Rochelle Fack, vingt-trois ans, de Gages (POL), à Hélène Villavitch (*Je pense à toi tous les jours*, éd. de l'Olivier) - dont il suffit de lire quelques lignes pour voir que la phrase tient et pour lui souhaiter de l'avenir - en passant par Florence Delaporte (*Je n'ai pas de château*, Gallimard), Christine Sautier (*Un ange est passé*, Climats), Marianne Fiori (*Jeune sang*, Seuil), Yveline Stephan (*Elle B*, éd. de l'Aube), Catherine Shan (*La Vie à deux*, Balland), Christine Chautour Verheyen (*Rive dangereuse*, Payard), Isabelle Marsay (*Le Poison qui rêve*, Flammarion), Frédérique Traverso (*Les Voyantes*, Grasset), Vanessa Zocchetti (*Croc*

en jambe, Julliard), Geneviève Metzger (*Les Grandes Terres*, éd. Paroles d'Aube), Véronique Taquin (*Vous pouvez mentir*, éd. du Rouergue), Hélène Monette (*Unless*, éd. Verticales).

Enfin, si, en dépit des prix littéraires qui ont attiré l'attention sur leur travail, vous ne les avez pas encore lus, ne manquez pas Olivier Rolin (*Mérot*, Seuil, lire page III) et Boris Schreïber (*Hors les murs*, dernier volet de son autobiographie « autoromancée », éd. Le Cherche-Midi). Et, au cas où Marc Petit, François Emmanuel, Alain Bonfand et Luc Lang - que Gallimard a eu la mauvaise idée de laisser partir chez Payard - vous seraient toujours inconnus, cette rentrée est parfaite pour réparer cette erreur. François Emmanuel arrive chez Stock avec un roman très réussi, émouvant, *La Passion Savinsen*; Marc Petit, toujours chez Stock, publie *La Compagnie des Indes*; Alain Bonfand reviendra en octobre aux éditions Bartillat avec *L'Homme malade d'amour*, et Luc Lang, avec *Mille six cents vermes* (Payard), tient les promesses de ses textes précédents.

Josyane Savigneau

## Mallarmé et les autres

**L**a rentrée en histoire littéraire sera dominée par Stéphane Mallarmé, dont on fête, le 8 septembre, le centième anniversaire de la mort. Outre la biographie de Jean-Luc Steinmetz (Payard) et le rassemblement des textes du poète sur l'art en poche (GF-Flammarion) et un numéro spécial de la revue *Poésie* (Belin), l'événement sera la nouvelle « Piéride » en deux volumes des *Œuvres complètes*, due à Bertrand Marchal. Le premier volume, qui paraît ces jours-ci, comporte les œuvres poétiques, en vers ou en prose. Marcel Aymé (tome II), et, en octobre ou novembre, Sade (tome III), les librettins du XVIII<sup>e</sup> siècle et Tanizaki (tome IV), sont également au programme. Parmi les autres « grands » présents cet automne : Beckett (*Trois Dialogues*, sur la peinture, Minuit, octobre); Aragon (chez

Stock, notamment *Chroniques du siècle, 1918-1932*); Elsa Triolet (*Journaux intimes*, Stock, octobre); Rilke (*Lettres à une musicienne*, Calmann-Lévy); Stendhal (*Vie de Napoléon*, Stock, octobre); Bazac (*Improvisations*, trois volumes de Michel Butor, La Différence); Saint-Evremond (*Entretiens sur toutes choses*, Desjournères); Orwell (*Articles et lettres*, Ircat); Pierre Loti, *Journal de guerre* (La Table ronde, octobre); Jung (*Le Dernier des Temps*, Grasset); Miklos Szemlany (*Robert Baroque et Le Calendrier de l'humilité*, José Corti); Paul Verlaine (*Chroniques de l'hospitalité*, éd. L'insulaire, Nos murailles littéraires éd. L'Echoppe). Et pour ce qui est des vivants, les Mémoires de Mamie de Gandillac (*Le Siècle traversé*, Albin-Michel) et, dans un genre un peu différent, des souvenirs de Françoise Sagan (Pion, octobre).

Le domaine des biographies s'enrichira de plusieurs ouvrages, importants, ou du moins propres à susciter la curiosité : Le premier volume du *Gide* de Claude Martin (Payard); *Casanova l'admirable*, de Philippe Sollers (Pion, octobre); *Dostoevski*, de l'Américain Joseph Frank (Solis-Actes Sud); sur Pascal, un essai de Marianne Alphant (Hachette-Littératures, octobre); *Nazim de Lenclos*, vue par Françoise Hamel (Grasset); *Déroutée*, de Bertrand Joly (Pion, octobre); Louise de Villars, d'Albertine Gennou (Pion, octobre).

Du côté des anthologies de poésie, signalons la réédition de *Poésie du passé*, de Paul Eluard (Bouquins-Laffont, qui réédite également - il faut s'en ficher - *Le Folklore français* d'Arnold Van Gennep) et une *Anthologie des poètes délaissés*, de Pierre Dauterive et Paul Lombard (La Table ronde, octobre). E.K.

## Les Anglo-Saxons en force

**D**ans le domaine étranger, quelques noms célèbres marqueront une rentrée littéraire qui s'est encore étoffée par rapport à l'année dernière. Cinquante-quatre éditeurs ont inscrit à leur programme un peu plus de cent cinquante nouveautés, contre cent trente-cinq à la rentrée 1997. Sur les tables des libraires figurent ainsi deux ouvrages du Prix Nobel égyptien Naguib Mahfouz (*Actes Sud* et Denoël), un roman de l'Albanais Ismail Kadare (Payard) ou un livre de l'Américain Russell Banks intitulé *Le Pourfendeur de nuages*, en octobre chez Actes Sud. Les lecteurs retrouveront Jim Harrison et William S. Burroughs, deux auteurs américains publiés par Christian Bourgois, qui sort aussi un nouveau titre du Portugais Antonio Lobo Antunes. Traduit du portugais également, paraîtra chez Anne-Marie Métailié, *Un jardin sans limite*, de Lidia Jorge. Le Seuil a fait traduire de l'anglais (Editions-Unis) un gros roman de John Updike et Grasset un titre de T.C. Boyle (octobre), tandis que Stock met à l'honneur le japonais Yasushi Inoue.

Comme à l'accoutumée, les auteurs anglo-saxons s'imposent par leur nombre, toutes origines confondues. Près de quatre-vingt titres sont traduits de l'anglais, surtout en provenance des Etats-

Unis. Pion publie *La Cérémonie des adieux*, d'Edmond White, ainsi qu'un recueil de nouvelles de Tobias Wolff (*Retour au monde*, octobre). A noter encore le premier roman de Nora Okja Keller chez Belfond et celui de Jo Ann Beard chez Joëlle Losfeld (lire page IV). Un nouveau Patricia Cornwell sort chez Calmann-Lévy, tandis que La Découverte propose *C'est fini*, l'histoire d'une passion par Lydia Davis.

Parmi les auteurs anglais figurent Edward St. Aubyn (Balland), Jim Crace, lauréat du prix Whitbread en Angleterre (Denoël), Esther Freud, l'aînée-petite-fille de Sigmund (de Fallois, octobre), Linda Cidoo (Liana Levi), Peter Ackroyd (Laffont), Anne Fine (l'Olivier), ainsi que l'excellent livre de Jonathan Coe intitulé *La Maison du sommeil*, chez Gallimard. En anglais toujours, mais issus d'autres latitudes, des Canadiens comme John Banville (Flammarion) ou Timothy Findley (*Le Serpent à plumes*), Irlandais Richard Kearney chez Joëlle Losfeld ou l'Australien Robert Drewe (Actes Sud).

En langue espagnole, plusieurs écrivains originaires d'Amérique latine, comme la Cubaine Zoé Valdés chez Actes Sud (*Café Nocturne*, octobre), l'Argentine Alicia Dujovne Ortiz (Grasset), le Colombien German Archuleta (Espaces 34, novembre) ou le Mexi-

cain Emilio Abreu Gomez (*Esprit des péninsules*, octobre). Le cinéaste espagnol Carlos Saura donne un premier roman publié à l'Archipel sous le titre *Petit Oiseau*, tandis qu'Anne-Marie Métailié publie un ouvrage de la Barcelonaise Maruja Torres (*Une Chaise si proche*). Du côté des Italiens, on remarquera deux titres de Enri de Luca chez Rivages, un livre d'Elisabetta Rasy au Seuil et le roman de Giovanni Arpinio chez Autrement.

Pins au nord, les livres traduits de l'allemand ou des langues scandinaves sont moins nombreux que l'an passé. Notons cependant, pour le Danemark, *La Femme et le singe* de Peter Hoeg (Seuil); pour la Norvège, *Le Chemin de Herbjorg Wassmo* (Gala); pour la Suède, *Divorce* de Torbjörn Lindgren et d'outre-Rhin, *L'Inventaire*, de Gila Lustiger (Grasset), ou *Mamie*, de Wolfgang Hildesheimer chez Verdier. Côté néerlandais, on notera le nouveau roman de Hella Haasse (*La Source cachée*, Actes Sud) et à l'Esprit des Péninsules celui de Ward Ruysstraet (*Golden Ophelia*). Six livres ont été traduits du serbo-croate, parmi lesquels celui de Svetislav Basara, chez Gala. Enfin, pour les amateurs de curiosités, signalons chez Anne-Marie Métailié la traduction en espéranto d'un roman du cinéaste intitulé *Le Voyageur byzantin*.

Raphaëlle Régnier

## Du côté des libraires

**T**ous les libraires n'ont pas encore lu tous les livres de cette rentrée, mais, à l'effrit autant de premiers romans novateurs que d'auteurs qui s'affirment, et vigilants sur les ouvrages des valeurs sûres, ils affichent une certaine perplexité. Chez Mollat, à Bordeaux, on craint « le calme plat ». A l'Arbre Voyageur à Paris, les trois responsables ne cachent pas leur « ras-le-bol des romans », et espèrent que les essais seront plus riches de découvertes. Ils ont pris Houellebecq en grippe : « Il se prend pour Sollers, mais c'est mode, glauque et prétentieux, et surtout on s'ennuie ». Ils croient plus au « joli talent » d'Olivier Rolin ou au « nibato » de Michel Tournier. A la Machino à lire, à Bordeaux, on n'ose pas : « Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise rentrée. La rentrée sera ce qu'on en fera. L'année dernière, un chef d'œuvre a suffi (Le Jardin des plantes, de Claude Simon) pour qu'elle soit exceptionnelle. Ça peut tenir à un seul livre, mais les critères de qualité sont aussi déterminés par ce que les libraires et la presse arrivent à dénicher. Il

faudrait prendre le temps. » Chez Lucioles, à Vienne (Isère), on s'intéresse d'abord aux premiers romans, « même si dans cette catégorie la pêche n'est pas toujours miraculeuse. Pour l'heure, à première vue, rien de bien excitant. L'an dernier, nous avions distingué Jean-Baptiste Evette, Paul Smal et Jean-Christophe Rufin, dont nous attendons avec impatience le deuxième titre cet automne. Nous sommes intrigués par les nouveaux titres de Christian Gailly, Eric Holder ou Michel Houellebecq. En fait, chaque rentrée a ses règles, ses thèmes récurrents, mais nous ne suivons pas vraiment le mouvement, puisé, à l'automne comme tout le reste de l'année, nous accordons volontiers notre attention en priorité à la littérature étrangère, bien moins servie par les médias et les événements de la rentrée s'appellent Jim Harrison, Russell Banks ou Antonio Lobo Antunes. » Chez Tschumi, à Paris, on se réjouit de voir que la clientèle s'impacitue : « Ces derniers temps, les clients venaient, regardaient, puis repartaient un peu dépités lorsqu'un leur

annonçait que les nouveautés n'étaient pas encore arrivées. » Depuis quelques jours cependant, cette soif de lecture et de curiosité s'est assouvie avec les livres de Michel Houellebecq et de Laure Adler. « Contrairement à l'an passé, on est allé chercher les livres, on a dû s'appliquer davantage pour trouver ce que l'on va conseiller. Les libraires de Tschumi sont particulièrement attentifs aux maisons d'édition où « l'on sent une unité de ton, une cohérence, un projet ». Ainsi de Minuit, qui annonce, entre autres, *La Passion de Martin Fissel-Brandt*, de Christian Gailly; de POL, où Tsepeneag (*Le Pont des arts*) semble préféré à Mathieu Lindon; ou encore des éditions Verticales, avec l'heureuse découverte du roman de Jean-Marc Lo-vay, *Aucun de mes os ne sera troué pour servir de flûte enchantée*. Au-delà de ce parti pris, deux premiers romans ont recueilli leurs faveurs : *Je n'ai pas de château* (Gallimard), de Florence Delaporte, et *L'Inventaire* (Grasset), de Gila Lustiger. Mais le défrichage ne fait que commencer.

Résumé du service « Livres ».



des humaines et d

Histoire : l'enine





## Documents

Un peu plus d'un an après l'arrivée de Lionel Jospin à Matignon, majorité et opposition dressent des bilans. Sur la gauche: *Le Matignon de Jospin*, de Barbara Victor (Flammarion), *Le Vrai Jospin*, de Jean-Michel Apathie (Grasset), et une réflexion sur *Le Disciple: les leçons que Jospin a apprises de Mitterrand*, d'Eric Dupin (Pion). Sur la droite, plusieurs ouvrages soulignent l'heure d'un sursaut: *A la droite dite la plus belle du monde*, de Guy Sorman (Fayard), *Le Livre noir de la droite*, d'Eric Zemmour (Grasset), Charles Millon, à droite jusqu'où? de Manuel Da Fonseca et Frédéric Polignard (Fayard), *Lettre au président sur les malheurs de la France socialiste*, de Thierry Desjardins (Fayard), *Au cœur du RPR: enquête sur le parti du président*, de Manuel Hecchi et Eric Mandouze (Flammarion). Le parti de Jean-Marie Le Pen fait l'objet de nouvelles études et enquêtes, parmi lesquelles *Main basse sur Orange: une ville à l'heure lepniste*, de Roger Martin (Calmann-Lévy), et une dénonciation de la manière dont le Front national manipule des chiffres de l'immigration dans *Attention, truquage!* de Pierre-André Taguieff et Michel Tribalat (La Découverte).

On trouvera par ailleurs un essai de Marc Crapez sur l'évolution du clivage gauche-droite (*Naissance de la gauche*, Michalon, octobre), un plaidoyer de Noël Maunier pour la noblesse de l'action politique (*C'est quoi, la République?* Ramsay), un essai de Nicole Notat sur *Le Bon Usage des 35 heures* (Seuil), un témoignage de Fodé Sylla, président de SOS Racisme (*Je suis français, et alors?* Ramsay), les *Mémoires humanitaires* de Bernard Kouchner (Ramsay), les souvenirs de Margie Sudre (*Du Mekong au Quai d'Or-*

say, Flammarion) et une série d'interviews d'hommes politiques sur les rapports entre la presse et le pouvoir (*Le Quatrième Pouvoir*, de Christine Ockrent, Philippe Alexandre et Serge July, Robert Laffont). Au cœur de l'actualité sociale, Franck Bouaziz nous fait pénétrer dans les coulisses d'Air France (Pion), et Marie-Agnès Combes retrace dans *Ça suffit!* les grandes étapes du mouvement des chômeurs (Pion). La rentrée des classes encourage une réflexion de Colette Crédenx sur *La Citoyenneté à l'école* et les devoirs de l'enseignant en matière d'éducation civique (Syros, octobre). Après les affaires (sang contaminé, amiante, «vache folle»...), Bernard Cassou et Michel Schiff interpellent les experts scientifiques qui évaluent avec les pouvoirs publics les risques sanitaires (*Qui décide de notre santé?* Syros), tandis que Roger Lenglet et Bernard Topuz dénoncent l'influence des lobbies (*Les Lobbies contre la santé*, Syros, octobre). Michèle Rivasi et Hélène Crie dénoncent, elles, les risques de contamination nucléaire (*La France qu'on nous cache, ce nucléaire qu'on nous cache*, Albin Michel). Yves Mamou propose un guide à l'usage de ceux qui ont des parents à charge (Grasset, octobre), Serge Marti nous initie au langage de la monnaie unique (*Paroles d'euro*, Le Cherche-Midi), Ivan Leval et Yves Messerovich racontent la saga industrielle de François Michelin (Grasset), Marie-Françoise Hanquere-Mahenc s'en prend à la poupée Barbie comme phénomène de société (*Barbie, poupée tout, tout, tout*, Autrement), Jean Daniel, enfin, publie *Avec le temps, carnet, 1970-1998* où il évoque les figures de Mitterrand, Bourguiba, Jean-Paul II, Golda Meir, Sadate (Grasset).

Jean-Luc Douhin

## Sciences humaines (et divines): Hegel, saint Augustin et Freud

Pour la rentrée d'automne, les sciences humaines sont largement représentées: pas autant cependant que la littérature. Pierre Bourdieu, comme on a déjà pu le lire ici («Le Monde des livres» du 28 août) et ailleurs, est au centre des discussions, avec *La Domination masculine* (Seuil) et un essai polémique sur son travail, de Jeannine Verdès-Leroux (Grasset). Non loin de ce sujet très controversé, l'affaire Sokal rebondit. Alan Sokal et Jean Brémont, qui avaient accusé l'an dernier bon nombre de théoriciens français d'«impostures intellectuelles», voient une série de scientifiques et de philosophes leur répondre. Ainsi un livre collectif intitulé *Impostures scientifiques*, sous la direction de Baudouin Jourdain (La Découverte) et un volume d'Yves Jeanneret (PUF, novembre) organisent la réplique, tandis que Julia Kristeva, mise en cause dans le pamphlet de Sokal et Brémont, consacre à cette affaire une partie de son ouvrage *L'Avenir d'une révolution* (Calmann-Lévy, octobre).

Parmi les nombreux thèmes et

auteurs, signalons ceux qui nous semblent les plus importants, notamment en philosophie. Des auteurs classiques, d'abord: Wittgenstein d'abord, avec un portrait de Roland Jaccard, *L'Enquête de Wittgenstein* (PUF); chez le même éditeur, en octobre une *Leçon sur la liberté de la volonté*, du philosophe viennois; et en novembre, Wittgenstein contre Hitler, de Kimberley Cornish; Hegel, avec la biographie de Jacques d'Hondt (Calmann-Lévy, octobre), Hegel et la société moderne, de Charles Taylor (Cerf, qui publie également un collectif consacré à Taylor) et, un peu plus tard la troisième partie des *Leçons sur la philosophie de la religion* (PUF); Heidegger, avec l'essai de Philippe Capelle, *Philosophie et théologie dans la pensée de Martin Heidegger* (Cerf, octobre); saint Augustin qui, outre un premier volume d'œuvres dans la Pléiade (*Les Confessions*, notamment), sera commenté dans la *Confession* d'Augustin, ouvrage posthume de Jean-François Lyotard, décédé en avril (Gallimard) et *Le Dieu d'Augustin*, par l'un des meilleurs spécialistes

de cet auteur, Goulven Madec (Cerf, octobre).

Sophie Jansa signe *La Nuit des songes de René Descartes* (Aubier) et Alexandra Laignel-Lavastine un *Panopticon*. De l'éthique dissidente au souci de la cité (Michalon, octobre). Les éditions Vrin achèvent la publication, entamée depuis de longues années, des *Œuvres complètes* du philosophe français Maine de Biran en publiant quatre volumes de textes de jeunesse et de textes politiques. Parmi les entreprises de longue haleine, signalons, au Cerf, le début de l'édition des *Œuvres complètes* du cardinal Henri de Lubac, mort en 1991 (48 volumes prévus, dont trois paraissent en octobre, parmi lesquels son plus célèbre essai, *Le Drame de l'humanisme athée*). Du côté des grandes chantiers éditoriaux, *L'Encyclopédie philosophique universelle* dirigée aux PUF par André Jacob s'achève en octobre par la sortie du volume IV, *Le Discours philosophique*. Chez le même éditeur, qui a publié au printemps un intéressant *Dictionnaire critique de la théologie* sous la direction de Jean-Yves Lacoste, un autre dic-

tionnaire, «critique» également, de l'ésotérisme, dirigé par Jean Servier.

Parmi les philosophes actuels, Alain Badiou poursuit la construction d'une analyse systématique de l'expérience humaine dans son ensemble, en publiant en même temps trois volumes, respectivement intitulés *Abrégé de politique*, *Petit manuel d'histoire*, *Court traité d'ontologie transitoire* (Seuil, octobre). Pierre-Yves Bourdieu consacre un nouvel ouvrage à la passion (Flammarion), tandis que Jacques Poulain, avec *Les Possédés du vrai*, approfondit sa réflexion sur le rapport du langage à la vérité aujourd'hui (Cerf, octobre).

Plus largement, parmi les thèmes marquants de cette rentrée, l'animalité et aussi les droits de l'homme. Elisabeth de Fontenay publie un livre considérable sur *Le Silence des bêtes*, où il s'agit notamment d'interroger l'histoire de la philosophie à partir du statut accordé aux vies non humaines (Fayard), tandis qu'à La Découverte, deux historiens, Eric Baratz et Elisabeth Hardouin-

Fugier, écrivent une *Histoire des jardins zoologiques en Occident*, du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle (octobre). On célébrera, le 10 décembre, le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme par les Nations unies à Genève en 1948. Plusieurs ouvrages sont annoncés à cette occasion, notamment *La Dynamique des droits de l'homme* de Guy Aurenche, et *Réécrite la Déclaration universelle des Droits de l'homme* de Joseph Yacoub, tous deux chez Desclée de Brouwer. *La Conquête mondiale des Droits de l'homme*, choix de textes fondamentaux présentés par Guy Laget et Gilles Manceron (Unesco et Cherche-Midi, octobre), et *Agir pour les droits de l'homme au XXI<sup>e</sup> siècle*, volume collectif sous la direction de Federico Mayor, qui rassemble des textes inédits d'une trentaine d'auteurs, Prix Nobel et personnalités internationales, proposant des actions concrètes pour les droits de l'homme (Unesco, novembre). La Découverte, de son côté, propose un *Dictionnaire pratique du droit humanitaire*, de Françoise Bouchet-Saulnier (octobre).

En psychanalyse, les PUF publieront la correspondance très attendue de Freud avec Ernst Jones, fidèle parmi les fidèles. En octobre, Fayard rééditera l'ouvrage de Franck Sullivan, *Freud, biologiste de l'esprit* (octobre). Chez Gallimard, Corinne Enaudeau s'interroge, dans *Là-bas* comme ici, sur le «paradoxe de la représentation». Alice Miller raconte «sept histoires» dans *Chemins de vie* (Flammarion). Enfin Synthélabo annonce la publication des *Premiers écrits* de Plé.

Du côté de l'art, outre le volume 3 de l'important catalogue raisonné des peintures de Pierre Soulages par Pierre Encrevé (Seuil, octobre), paraîtront les essais de Paul Andl - Picasso, picador, *Portrait de l'artiste en surmène* (PUF) -, de Nathalie Heinrich - *Ce que l'art fait à la sociologie* (Minuit, octobre) -, d'Yves Aguilard - *Un art de fonctionnaire* (Le Livre de Poche) -, d'Edmond Couchot - *La Technologie dans l'art* (De la Photographie à l'art virtuel) (Jacqueline Chambon, octobre) - et une biographie de Nicolas de Staël par Laurent Grellsamer (Fayard, octobre).

Signalons enfin quelques ouvrages sur des thématiques variées: *Paysage et Mémoire*, de l'Anglais Simon Schama (Seuil, octobre); *Millénaire, histoire naturelle et artificielle de l'an 2000*, de Stephen Jay Gould (Seuil, octobre); *La Science des illusions*, de Jacqueline Minio (Odile Jacob); *La vie est une fable*, de Jean-Di-  
dier Vincent (Odile Jacob, octobre); *Hors du temps, histoire et évolutionnisme dans le discours anthropologique*, de Nicolas Thomas (Seuil); *La Construction de la réalité sociale*, de John Searle (Gallimard); *Le Système des sports*, de Paul Yonnet (Gallimard); *Er-rata*, un récit du parcours intellectuel de George Steiner (Gallimard); *Le Sexe du savoir*, de Michèle Le Dœuf (Flammarion); *Marseille*, de Roger Duchêne et Jean Contrucci (Fayard, octobre); *Réflexions sur la question gay*, de Didier Eribon (Fayard, octobre); *Dictionnaire de la censure au cinéma*, de Jean-Luc Douhin (PUF, octobre); *Petite métaphysique du meurtre*, d'Ellette Abécassis (PUF, octobre); *La Banalisation du mal*, Essai sur l'indifférence de Christian Delacampagne (Odile Jacob); *Les Jardins imparfaits* de Tzvetan Todorov (Grasset).

Patrick Kéchichian

## Histoire: Lénine, Déat et Mitterrand

La rentrée a de réelles saveurs côté Histoire: d'abord grâce à de superbes projets, telle cette *Histoire du blasphème* de Cabanot (lire page 1) ou l'essai sur la genèse du culte des grands hommes, *Naissance du Panthéon*, de Jean-Claude Bonnet (Fayard); l'ambitieuse *Nouvelle histoire militaire de la France*, de Serman et Béraud (premier tome 1789-1919, Fayard) ou la *Naissance de la noblesse*, de Werner. A côté du nouvel opus attendu de grands noms (Apollon, le couteau à la main, de Marcel Detienne - lire p. VIII -), au-delà de la laïcité de Marcel Gauchet, tous deux chez Gallimard, *Les Femmes et les silences de l'histoire*, interrogés par Michèle Perrot (Flammarion) et le second volume des *Mémoires* de Pierre Vidal-Naquet (Seuil), on retiendra d'abord l'échange Furet-Nolte, Fascisme et communisme (Pion) à confronter au *Double fil rouge: L'Aventure humaine et la tragédie du communisme*, de Philippe Robert (Pion) et à l'essai d'Alain Besançon *Le Malheur du siècle*, à

paraître chez Fayard - n'oublions pas la nouvelle édition complétée du *Livre noir du communisme* (Laffont). De vraies découvertes sont à faire avec l'excellent *Ordre et exil: Cluny et la société chrétienne face à l'hérésie, au judaïsme et à l'islam*, de Roger-Pol Dubois (Fayard) ou l'ouvrage de Yon Croisier avec *L'Eglise en Occident, des origines aux réformes* de Mireille Baumgartner (PUF) et le copieux *Dictionnaire des ordres religieux* préfacé par Jacques Le Goff (Fayard); on des redécouvertes essentielles avec le retour de l'introduction à l'*Histoire de la France moderne* de Robert Mandrou (Albin Michel). On attend avec curiosité le *Napoléon héros* d'Alain Michel. On attend aussi le copieux *Dictionnaire des ordres religieux* préfacé par Jacques Le Goff (Fayard); on des redécouvertes essentielles avec le retour de l'introduction à l'*Histoire de la France moderne* de Robert Mandrou (Albin Michel). On attend avec curiosité le *Napoléon héros* d'Alain Michel. On attend aussi le copieux *Dictionnaire des ordres religieux* préfacé par Jacques Le Goff (Fayard); on des redécouvertes essentielles avec le retour de l'introduction à l'*Histoire de la France moderne* de Robert Mandrou (Albin Michel).

Traductions attendues, le *Christianisme et paganisme*, IV<sup>e</sup>-VIII<sup>e</sup> siècles de Ramsay Mac Muller (Belles Lettres), le travail de Fred

Schrader sur l'Allemagne avant l'Etat-nation, 1648-1806 (PUF), bienvenu pour le 350<sup>e</sup> anniversaire des traités de paix de Westphalie, le second volume de l'Allemagne nazie et les juifs de Friedlander (Seuil) ou la réponse de Burn et Finkelstein à Goldhamer, *Nation en procès* (Albin Michel).

Des nouvelles de l'Institut: Chamu signe avec des collaborateurs *Le Bascullement religieux de Paris* (Fayard) tandis que René Rémond se penche sur *Religion et société en Europe* (Seuil) - il publie par ailleurs un livre d'entretiens chez Textuel (*Une laïcité pour tous*) - et que Jean-François Deniau visite *Le Bureau des secrets perdus* (Odile Jacob).

Plus inattendue, signalons une histoire du disque (*Plus forts que les dieux* de Peter Bernstein, Flammarion) et une *Histoire du vagabondage* de José Labèque (Imago). Plus sagement, le Seuil annonce une *Histoire de la Méditerranée* et les deux derniers volumes de l'*Histoire culturelle de la France*.

Hormis le quatre-vingtième anniversaire de l'armistice, qui nous

promet d'intéressants points de vue (aux PUF, *La Grande Guerre chimique*, d'Olivier Lepick; chez Imago, *L'Affaire du Chemin des Dames: les combats secrets*, de Henri Castex et *Quatre années au front 1914-1918*, de Paul Tuffrau; chez Complexe, *Dans les tranchées: les poilus ont la parole*), les commémorations de l'année se font discrètes - signalons toutefois chez Complexe la réédition de *La Bible de l'humanité* de Michelet. Sur le versant toujours très fréquenté des biographies, *Fouquet* (Jean-Christophe Pettifit) voisine avec *Barras* (Pierre-François Pinard), *Gaillaume II* (Marc Blamont) avec *Marcel Déat* (Jean-Paul Colinet) ou *Ferdinand de Lesseps* (Gallimard de Dilettanti) - tous chez Perrin -, le *Henri VIII* de Bernard Cottret (Payot) avec *Montesquieu* de Jean-François Chiappe (Rocher), et côté féminisme, des estimations intéressantes: Cyp, par Willa Silverman (Perrin), les sœurs Lennox (Quatre aristocrates anglaises, de Stella Tillyard, Seuil), en attendant la *Séverine* de Jean-Michel Gaillard (Pion); mention spéciale

pour les grandes figures du bolchévisme, observés dans leur genèse: *Trotsky et Staline* de Jean-Jacques Macé (Autrement), on dans leur parcours complet - une nouvelle fois Hélène Carrère d'Encausse revient sur Lénine (Fayard). Au registre des monstres sacrés, Jean Lacouture signe un copieux *Jean-François Mitterrand, une histoire de Français* (Seuil, 2 vol.). On ne confondra pas ces approches centrées sur l'homme avec les sommes impatientement attendues sur Michel de l'Hospital (Dentis Crouzet, *La Sagesse et le Malheur*, Champvallon) et Omar Talon (Joël Cor-nette, *La Mélancolie du pouvoir*, Fayard).

N'oublions pas deux ouvrages collectifs prometteurs: *Les Révolutions invisibles*, de la Fondation Saint-Simon Calmann-Lévy) et *Recommandations et propagande pendant la guerre froide* réalisé par le Memorial de Caen (Complexe); mais réservons la palme de l'ambition au *Dictionnaire de la science classique, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, dirigé par Blay-Halleux (Aubier).

Philippe-Jean Catinchi



**APOLLON LE COUTEAU**  
A LA MAIN,  
de Marcel Detienne.  
Gallimard, « Bibliothèque  
des sciences humaines »,  
344 p., 160 F.

C'est un modèle. Il n'a, paraît-il, que des pensées élevées. Il est grand et noble. Beau, équilibré, distant, Apollon aime la froideur des architectures géométriques. Son regard à la fois des marbres clairs. Les proportions constituent son élément, la lumière est sa demeure. Equilibre, mesure, harmonie, voilà ses territoires. L'ordre est son domaine. Il préside à la mise en place des autels, à l'ouverture des sites collectifs. Son esthétique est plus ou moins figée, presque toujours hautaine. Une grandeur académique paraît planer sur son front calme. Ses boucles régulières, ses traits classiques comme sous la plume des philologues d'autrefois, ce jeune homme sage est un Olympien de salon, décoratif et creux.

Ce dieu redessiné suscite un redoutable ennui. « Son nom seul fait billonner une classe entière », souligne l'helléniste avec jubilation. Harmonieux, Apollon ? Diaphane et ordonné ? Tout cela est inexact, excessif, partiel, fabriqué : derrière le drapé à la manière des prix de Rome existe une tout autre image du magicien de Delphes. Juxtaposant les détails, animant les observations savantes, Marcel Detienne évoque un Apollon sombre. Egoïste, carnassier, excessif, cruel, orgueilleux. Amateur de sang, entouré de garçons bouchers. Vorace, attiré par les cuisines, flairant les graisses. Et ne se contentant pas d'un fumet ! Grand mangeur de viandes, à belles dents, tout seul. Préférant les chairs grésillantes au pectar et à l'ambrosie des Olympiens. Immortel proche de la terre, empueté dans les souillures, dieu des restes, du calciné, de la suie. Cet Apollon exhibe le couteau du sacrifice que l'on cache d'habitude sous les graines

**Ce qu'aime Apollon ?**  
Les hécatombes, la graisse  
des chairs grésillantes,  
la création de nouvelles  
cités. Quel rapport entre  
violence et ordre ?

offertes aux animaux. Il affiche le meurtre, en revendique l'éclat.

Ne pas en conclure trop vite que les traits calmes soient de pures et simples inventions. Ils existent. Mis en avant par Winkelmann puis par la tradition érudite moderne, ils n'ont toutefois pas été fabriqués de toutes pièces. Apollon est en fait comme tous les dieux grecs : paradoxal, complexe et multiple. Le premier mérite de cette nouvelle plongée de Marcel Detienne dans les eaux mêlées du polythéisme n'est pas simplement de faire voir une face sombre du dieu clair. Il est de faire saisir à quel point, dans un système combinant constamment plusieurs dieux, il est vain de vouloir en étudier un seul, isolé, replié sur ses attributs. L'Olympe est plutôt à considérer comme un puzzle à pièces mobiles : les puissances et les attributs des dieux se complètent, leurs fonctions s'éclairent par différences réciproques. Toujours trois, quatre ou cinq dieux s'entrecroisent dans des ensembles aux contours variables. Inutile donc de rêver encore d'un Apollon aux angles purs et nets, étudié pour lui-même, comme une statue solitaire. Le voilà qui s'accommode à d'autres, joue plusieurs rôles à la fois. Il se mêle des sacrifices et de la divination, des temples et de la vieillesse, des territoires et des plans.

Le boucher est aussi arpenteur. Il ne se contente pas de se gorger de cuisses rôties et de boudins fumants. Il trace les chemins et délimite les territoires. Il fonde les espaces publics, établit les cités sur leurs bases. Son pas ébranle les terres et ouvre de nouveaux sites. Dieu « pollade », il veille sur les cités, organise leur



## Trancher dans le vif

plan, prédit leur destin, contrôle leurs frontières. Comment s'établit son unité ? Voilà sans doute la principale question éclairée par cette enquête. Au premier regard, le lien entre ces éléments disparates ne paraît guère évident. Quel rapport, en effet, entre le gras qui dégoûte et la topologie des terres nouvellement conquises ? Qu'est-ce qui unit ces centaines de cités que les Grecs vont fonder au loin, en Sicile, en Grande Grèce - fondations auxquelles Apollon, toujours, se trouve mêlé - et le couteau du sacrifice, le goût forcé du sang qui guide ? Marcel Detienne pro-

pose des éléments pour résoudre cette énigme. Du couteau au territoire, un lien existe. On parle en effet, en grec ancien, de « tailler » - et non de tracer - des chemins et des routes. On nomme « découpage », comme en français, la délimitation des territoires. Ce sont de premiers indices. Ils signalent qu'un même geste, peut-être, partage les terres comme les viandes, l'espace comme les chairs. Apollon manie de manière semblable le couteau du sacrifice et le tranchant de la parole législative. Toutefois, cette similitude des découpages ne dit pas encore ce qui profondément viendrait les

unir et les conjondre. N'est-ce qu'un rapprochement de surface ? On ne saurait oublier la violence qui a partie liée avec la fondation des cités. Les récits décrivant le départ des colons et les raisons de leur exil ne dépeignent jamais le commencement d'une croisière radieuse vers des horizons lumineux. Ce ne sont que scènes de meurtres, crimes fratricides, guerres intestines. Comme si de grandes violences présidaient à l'instauration du pouvoir. La belle étude de Marcel Detienne, rédigée d'une plume alerte et acérée, se clôt sur cette interrogation.

On pourrait tenter d'en prolonger le mouvement, imprudemment. Se demander, par exemple, s'il existe une secrète connivence de la violence et de l'ordre, un lien constant et profond entre pouvoir et meurtre, une sauvagerie propre à l'instauration d'un Etat. Sans doute les lois viendraient-elles recouvrir et masquer ces cris des commencements. On oublierait - sous le droit, la rationalité, le contrat - les terreurs des premiers empires et les atrocités inaugurales. Cela ne les empêcherait pas d'être présentes, prêtes à resurgir. S'il existait comme une violence fondatrice de la loi, on aurait tort de s'étonner que la barbarie soit toujours proche. On devrait même trouver normal le retour toujours brusque des bains de sang. Allons jusqu'au bout de cette curieuse hypothèse : se pourrait-il que dans notre histoire, si éloignée de celle des Grecs, cet Apollon terrible soit toujours en train de rôder, avec ses bouchers et ses traces de routes ?

Risquons délibérément l'anachronisme. Bien plus tard, au Nord, on retrouverait Apollon. Il cheminerait au long du XIX<sup>e</sup> siècle dans les esprits allemands. Il ne serait d'abord qu'une figure poétique, un mythe renaissant. On le verrait ensuite devenir aryen, s'incarner en sportif dans la statue du III<sup>e</sup> Reich et l'esthétique « païenne » du nazisme. On croit entrevoir à nouveau sa silhouette alors que le rêve revient - avec le Reich de mille ans - d'entreprendre de grandes fondations. Vite, de nuit, se dégaîment une fois encore de longs couteaux. Bientôt des chairs grésillent. Humaines cette fois, et industriellement détruites, l'époque est étatique et technicienne. Contresens ? Illusions ? Rencontres fortuites ?

À signaler également : deux ouvrages de Marcel Detienne ont été réédités au format de poche : *Dionysos à ciel ouvert* (Hachette-Poche, 122 p., 30 F) et *Dionysos mis à mort* (Gallimard, coll. « Tel », postface inédite de l'auteur, 250 p., 58 F).

## Marcel Detienne, un philologue chaleureux

Son goût de l'échange et de la confrontation lui a fait croiser la route de Jean Bottéro et de Claude Lévi-Strauss. Aujourd'hui, retour aux sources et nouveau challenge pour ce comparatiste discret qui va approfondir aux Etats-Unis ses recherches sur les panthéons polythéistes

Malgré la discrétion qu'on lui connaît, Marcel Detienne risque d'être cet homme plus en vue qu'à l'habitude. Tandis que sort son éblouissant essai *Apollon, le couteau à la main* (voir ci-dessus) et que le philologue met la dernière main à un

### Portrait

« Pour d'anciens, les Grecs sont porteurs de l'universel, qui bien sûr est athénien. Mais qu'est-ce qu'Athènes, sinon une seule cité sur les sept cents qui partagent l'espace grec ? »

court essai à paraître au début de l'année 1999 dans la collection de Maurice Olender aux éditions du Seuil - titre provisoire *Comparer l'incomparable* -, sa bibliothèque voyage sur l'Atlantique. Detienne a quitté en effet son poste de directeur d'études à la V<sup>e</sup> section de l'Ecole pratique des hautes études et est devenu le 1<sup>er</sup> septembre professeur honoraire pour ne plus exercer qu'aux Etats-Unis, à Johns Hopkins University pour le moment. Un challenge et un paradoxe : retour aux sources.

Un challenge car Marcel Detienne, qui avoue ne pas être un parfait anglophobe, relève ce défi où il lit une « possibilité insoupçonnée de faire des choses nouvelles » - entendez approfondir le projet comparatiste qui lui tient à cœur depuis toujours et dont ses dernières publications attestent la belle fécondité (1). Tandis que les volumes, que le tout jeune retraité - il n'a pas soixante-trois ans - a fatigués à force d'annotations et de relectures, quittent le Vieux Continent, Marcel Detienne s'apprête à entamer une nouvelle saison universitaire qui le retiendra outre-Atlantique deux fois trois mois pour un cours semestriel

### VERNANT ET VIDAL-NAQUET

C'est à Liège qu'a débuté l'aventure intellectuelle de Detienne. Son grand-père maternel, préhistorien et historien de l'art, l'incite à acquiescer une solide formation philologique (« la philologie est le socle ; à partir de là on peut tout faire »). Mais la qualité de l'apprentissage chez les Jésuites n'empêche pas le désenchantement. La stricte et froide optique de la philologie allemande ne convient guère au jeune homme, dont les maîtres prophétisent, sans ménagement, qu'il « est né trop tard » et qu'« il n'y a plus rien à faire », sinon l'édification scientifique de fragments jusqu'à négligés ou reprendre celle de corpus plus fréquentés. La perspective n'enthousiasme guère le jeune savant, qui décide d'aller à la rencontre d'autres maîtres. Après un séjour à l'Académie Belge à Rome, il vient à Paris pour se tourner vers l'étude de la Chine et suivre le cours de Louis Gernet. Celui-ci, de retour d'Alger, s'était vu proposer une direction d'études par Fernand Braudel : c'est là que le jeune Detienne rencontre un homme carré, à la voix puissante, qui intervient souvent et avec une pertinence qui sait aussi ménager les surprises. Jean-Pierre Vernant - puisque c'est de lui qu'il s'agit - devient aussitôt l'un des interlocuteurs privilégiés du jeune chercheur. Vidal-Naquet, rencontré lors d'un colloque à Royanmont, complète bientôt le trio, appelé à devenir fameux. Mais au sein de

l'équipe qui fonde le Centre de recherches comparées sur les sociétés anciennes et dont la vitrine éditoriale est bientôt la collection « Textes à l'appui », qu'acquiesce François Maspero, Marcel Detienne est le moins en vue. Le souci politique plus affirmé des deux aînés explique sans doute ce retrait relatif, cette discrétion apparente.

Le philologue comparatiste n'en souffre pas : le travail est collectif et la formidable connaissance de la mythologie de Detienne sert aux progrès de chacun. L'état de « vases communicants » dont parle Vernant, et que les signatures communes de nombreux ouvrages rendent lisible, n'est pas réservé ; le centre accueille bientôt d'autres chercheurs déçus par le conservatisme de l'université du temps (Claude Mossé, François Hartog, Nicole Loraux, puis tard Florence Dupont) et connaît un rayonnement international - c'est ainsi que Giulia Sissa, étudiante à Pavie, rencontre Marcel Detienne, dont elle deviendra l'épouse. Ce goût du travail d'équipe, de la confrontation intellectuelle, de l'échange est si important pour Detienne que les échecs lui sont toujours un peu douloureux. Ainsi Jean Bottéro, qu'il rencontre grâce à Elena Cassin. Quand il évoque cet « homme merveilleux », le regret est encore perceptible : le grand savant « n'a pas voulu faire de comparatisme », il ne « nous a donc pas aidés, conservant une distance, un goût de la spécificité » qui s'explique peut-être par le fait que « la Grèce lui paraissait trop proche - c'est la Chine qui l'intéressait », peut-être aussi par notre net attachement au modèle dumézilien - il s'arrêtait devant les trois fonctions ». Est-ce parce que Detienne, qui interroge inlassablement les panthéons polythéistes, pour les comparer mais aussi pour définir les relations complexes et les modes d'action spécifiques des figures divines, n'a pas la même lecture de la Bible

que le « champion » du monothéisme qui s'interroge sur la *Naissance de Dieu* ? Toujours est-il que Detienne n'a « pas trouvé l'angle » pour que naisse une collaboration fructueuse.

Il est plus facile d'aborder le rapport avec Lévi-Strauss, capital - et la lecture très critique de l'enthousiasme théorique des années 60, au cœur du fondamental essai de Detienne *L'invention de la mythologie* (Gallimard, 1981) n'en tempère jamais la reconnaissance. Proposant un discours philosophique sur l'unité de la pensée mythique, Lévi-Strauss avançait une « stimulante grille de questionnement du mythe qui rendait tout détail du récit pertinent. Il nous a offert un formidable instrument pour faire parler et multiplier les significations des récits mythologiques ». Cet hommage appuyé dit mieux le dilemme qui se pose à Detienne lorsqu'il se rend compte, après *Les Jardins d'Adonis* (Gallimard, 1972) qui s'inspirait des méthodes éprouvées sur les mythologies amérindiennes, et les pistes nouvelles qu'il a empruntées à la recherche d'Orphée, de Dionysos mis en pièces, des mythes d'instauration du mariage ou de la mythologie du miel, que son travail de « vérification » de la pertinence d'une démarche théorique « s'apparentait parfois à une sorte de « jeu de société », codé et peut-être vain. Detienne récusé alors que le mythe soit un langage, avec un fonctionnement propre, une « grammaire » qui envisage toutes les articulations. « Peut-on faire la grammaire de ce qui n'est pas une langue ? La mythologie n'a ni voyelle ni consonne, pas plus que de syllabe ! » Ce n'est qu'un « ensemble d'éléments extrêmement composites » qui interdit l'unité de la pensée mythique. Cette réflexion épistémologique sur le statut du mythe, qui a pu blesser Lévi-Strauss, qui « attendait beaucoup des Grecs » pour la validation de son discours, n'a pas eu immédiatement de réper-

cussions à l'intérieur du milieu scientifique (depuis une dizaine d'années, c'est largement le cas tant aux Etats-Unis, qu'en Italie, en Angleterre, voire outre-Rhin). S'il le regrette, Detienne ne s'y arrête pas et reprend un corpus qui le passionne mais en répudiant définitivement « le ton du maître d'école ou du maître de vérité ».

### LE SOUCI DE « CONCRET »

Assemblage de puissances divines, conglomérats aux hiérarchies internes savantes et cachées, le retiennent toujours mais avec, plus que jamais, le souci de cette « matérialité », ce « concret » qui permet de saisir au plus près les éléments invariants, permanents au sein des combinaisons élaborées, des configurations répétées qui autorisent un comparatisme sans a priori ni prédétermination. C'est peut-être pour cela que le texte dont il est le plus satisfait est ce court essai *Traces de fondation*, où il a eu « le sentiment de conduire les choses, de les comprendre à mesure qu'il avançait, les « fabriquer », les répartir dans les différentes provinces » qui permettent d'élaborer un questionnaire adapté.

Mais cette sagesse ne s'accompagne chez Detienne d'aucun confort commun. Son essai sur Dionysos, il l'a écrit en réaction, comme en réponse à un texte qui venait de paraître et dont il convenait de corriger le propos. Comme une impulsion irrésistible. « Ça a explosé ! », avoue-t-il, avant de concéder, avec humour, « mais j'en ai besoin, j'aime ça ». Et de commenter que Dionysos ne peut se laisser enfermer dans une stricte assignation de fonction : « Quand il est là, ça pète partout ». Cette force irrésistible, irrépressible, du dieu n'est pas si loin du tempérament de Detienne. Il faut l'entendre s'enflammer contre le fantasme athénien : « Pour d'anciens les Grecs sont porteurs de l'universel, qui bien sûr est athénien. Mais qu'est-ce

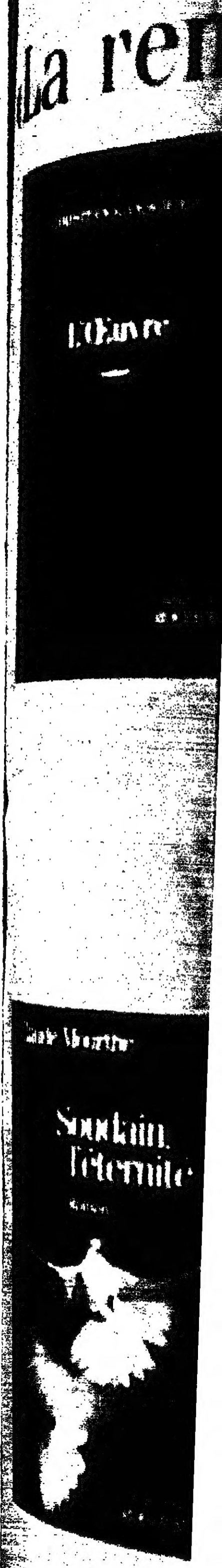
qu'Athènes, sinon une seule cité sur les sept cents qui partagent l'espace grec ? Ce monde bouge autrement : il a d'autres couloirs » que ce monochrome d'usage. Et de plaider pour Argos ou ces cités d'Arcadie qu'on s'efforce de mieux connaître aujourd'hui. S'il ne travaille que sur les textes, le philologue suit chaque découverte, chaque élément nouveau que l'apport archéologique propose pour corriger, compléter les connaissances admises. C'est ce réseau personnel, ces connexions immédiates qui entretiennent l'ardeur du chercheur.

De fait, Detienne ne manque pas de projets. Après avoir beaucoup fréquenté Adonis, Orphée, Dionysos et son pendant Apollon, il prévoit de poursuivre l'enquête apollinienne chez les pythagoriciens, comme il n'en a probablement pas fini avec les orphiques. Lui qui s'intéresse à l'instauration des liens sociaux et des modèles politiques, fasciné par l'idée de la cité et la communauté qui l'organise, ne peut que se pencher sur la transgression absolue - le refus de la cité par les orphiques - qui complète utilement la vision conventionnelle de la cité.

Prêt à toutes les aventures de l'esprit - il persiste à s'y engager en entassant d'autres complices tout la vertu de l'échange est à la source même de sa démarche -, Marcel Detienne est décidément le moins crédible des retraités.

Ph.-J. C.

(1) Rappelons *La Déesse païenne. Quatre figures de la langue des dieux* (Flammarion, 1994) où conduisant sans faiblesse un comparatisme sans fard, l'universitaire dialoguait avec Charles Malamoud, Carlo Severi, Gilbert Harman et Georges Charachidze pour confronter l'expérience des premiers textes védiques, des Indiens Cuna, de Panama, des Bapts des Cébes et des montagnards du Caucase ou, plus large encore, le collectif *Transcrire les mythologies. Tradition, écriture, histoire* (Albin Michel, 1994).





هكذا من الإهل

LE MONDE / VENDREDI 4 SEPTEMBRE 1998 / IX

(Publicité)

# « La rentrée littéraire »

CHRISTIAN GANWICH

L'Œuvre

roman

ÉDITIONS DE  
ROCHER

Le  
Perroquet  
de Tarbes

ÉDITIONS DE  
ROCHER

Christian  
Combaz

Jours  
de  
France

ÉDITIONS DE  
ROCHER

Claude Mourthé

Soudain,  
l'éternité

roman

ÉDITIONS DE  
ROCHER

LAURENT DE GRAVE

Ego. Ego

roman

ÉDITIONS DE  
ROCHER

mes vietnamiens



# L'EDITION FRANÇAISE

● Angelo Rinaldi quitte L'Express. Le romancier Angelo Rinaldi, cinquante-huit ans, était depuis 1972 - si l'on excepte un passage éclair de quelques semaines au Point en 1986 - le redouté feuilletoniste littéraire de L'Express. Il vient de démissionner de l'hebdomadaire en faisant valoir la clause de cession, ouverte jusqu'au 31 août en raison de changements dans l'actionnariat. Après avoir longtemps publié chez Gallimard, il est désormais un auteur Grasset. Son dernier livre, *Dernières nouvelles de la nuit*, a paru en 1997.

● Jean-Michel Place rachète « Techniques et Architecture ». Les Editions Jean-Michel Place ont racheté au groupe d'Alcaldia l'une des principales revues françaises d'architecture. Elles avaient déjà pris le contrôle d'Architecture d'aujourd'hui, en juin. Elles souhaitent « mettre en synergie, dans un groupe totalement indépendant, deux titres historiquement complémentaires, esquissant ainsi le premier pôle franco-européen de presse et d'édition d'architecture ». Lancée en 1939, Techniques et Architecture se présente comme une revue destinée à accompagner les praticiens, abordant les sujets sous un angle technique et technologique. Architecture d'aujourd'hui, pour sa part, traite des aspects esthétiques et critiques de la culture architecturale. Rien n'est défini quant au couplage des deux revues, dont les publications bimestrielles pourraient alterner.

● Nouvelles collections. En août, les Editions du Rouergue ont lancé « La Bruie », une collection littéraire qui privilégie l'émergence de nouvelles voix d'écrivains et dirigée par Sylvie Gracia. Premiers titres : *Vous pouvez mentir*, de Véronique Taquin, *Parole de Ventriloque*, de Bénédicte Fayet, et *Petites Mort*, d'Isabelle Rossignol. Les Editions du Rouergue déclinent également leur collection « Jeunesse » sous une nouvelle formule. Il s'agit de rééditions de titres épuisés, qui sont ainsi maintenus au catalogue de la maison aveyronnaise. La maison d'édition Patio, dirigée par Michèle Cohen, vient, elle, de lancer une collection intitulée « Commune mémoire », destinée à transmettre la notion de citoyenneté aux adolescents. Le premier titre, *Le Droit au bonheur*, retrace de façon vivante la naissance de l'Assemblée nationale.

● Le Furet du Nord sur Internet. Le Furet du Nord, la plus grande chaîne française de librairies indépendantes (12 magasins et un service de vente à distance) vient de mettre en ligne la version internationale de son nouveau site Internet. Disponible en versions française et anglaise, ce site permet de consulter la quasi-intégralité du fonds de l'édition française (plus de 330 000 ouvrages) et propose la liste des nouveautés, le classement des meilleures ventes littéraires. Les internautes peuvent participer à des forums de discussion ([www.furet.com](http://www.furet.com)).

● Fonds de soutien. L'Ecole des hautes études en sciences sociales crée *Le Livre de sciences sociales*, un fonds de soutien à son programme éditorial. Depuis les années 50, avec ses éditions de l'Ecole, cet établissement d'enseignement supérieur et de recherche diffuse, pour la communauté scientifique comme pour le public cultivé, les savoirs de sciences sociales - histoire, histoire de l'art, anthropologie, sociologie, économie, linguistique, sémiotique, psychologie, géographie. En créant ce fonds de subventions, l'Ecole sollicite un partenariat sous forme de contribution financière avec les entreprises, les collectivités territoriales, les fondations, les organisations internationales mais aussi les particuliers désireux de promouvoir l'avancée de ce programme.

## VOUS CHERCHEZ UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Une seule adresse  
**LE TOUR DU MONDE**

et son réseau de 250 correspondants

8, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
Tél. : 01.42.28.72.59  
Fax : 01.42.28.40.57

# Le second souffle du Royal-Aubrac

La littérature de sanatorium a été le thème des cinquièmes rencontres des « écrivains découvreurs de montagne ».

Créées pour célébrer des « écrivains découvreurs de montagne », à l'initiative d'une association du même nom, les Rencontres à Aubrac sont nées en 1994 de l'énergie d'un instituteur ténérinaire mais obstiné. Sous la houlette de Francis Cransac, elles ont successivement fêté Jean Giono et Julien Gracq, Charles-Ferdinand Ramuz, Henri Pourrat (1) et Alexandre Vialatte. Autant de rendez-vous ouverts et sans apprêts, où le spécialiste et l'écrivain se rencontrent, à l'instar de l'écrit et les gens du plateau, venus en voisins. A côté sympathique de ces Rencontres : les enfants des écrivains font le voyage d'Auvergne et reviennent fidèlement à chaque nouvelle édition. Ni morgue ni hauteur ne sont ici de mise : les réjouissances gastronomiques, pauses robotiques d'un menu toujours plus copieux, sont proposées dans un cadre sans prétention, du bar du Royal-Aubrac au simple pique-nique champêtre sur les rives du lac des moines - une retenue d'eau qui garde la mémoire des ordres médiévaux. L'allot légendaire du baron du Pas de Mathieu, la tarte fameuse de « chez Germaine » offerte au sortir de la domerie d'Aubrac participent à l'identité des Rencontres au même titre que le goût de Michel Bras, création originale du chef aveyronnais, et de son fils Sébastien : cette année, c'est le lait qui était à l'honneur, le petit-lait passant pour un souverain remède, comparable à l'air pur, pour guérir les « pottrinaires », « héros » inattendus de

l'édition 98. Pour cette cinquième année, les organisateurs ont relevé encore la barre, osant le choix d'une thématique plutôt que d'un écrivain, ce qui conduit à croiser les compétences et à ouvrir largement le spectre des œuvres abordées.

Comme l'adresse des Rencontres, l'histoire du lieu commande le sujet retenu : la « littérature de sanatorium ». Le Royal-Aubrac, grand bâtiment austère qui barre l'horizon du plateau, est une sorte de défi fin de siècle. Voulu par le docteur Saunier, qui a étudié les sanatoriums suisses et autrichiens et entend promouvoir en France une entreprise comparable pour combattre la tuberculose, lance une souscription qui aboutit à la création de l'établissement en 1902. Conçu comme un lieu de grand confort, d'un luxe inouï pour l'époque (électricité, chauffage central, bibliothèque, billard anglais et téléphone), le Royal-Aubrac ne parviendra pas à concurrencer la mythique adresse de Davos, chère à Thomas Mann. Malgré, cet établissement privé, pourtant salué dès 1904 comme le « premier sanatorium de haute altitude en France » par le Touring Club de France, fermant ses portes prématurément. Et attendra près d'un siècle une nouvelle heure de gloire grâce au rendez-vous que s'y donnent à la fin août les amoureux de littérature et de grand air. Malgré la réputation un rien inquiétante de ces hauts lieux où le mal se guérissait tant qu'il se gère, cap donc les 29 et 30 août sur la littérature de sanatorium, aussi riche que cosmopolite.

Aussi convoqua-t-on célébrités mondiales ou auteurs méconnus - voire parfaitement oubliés, tels Michel Corday ou Louis de Robert. René Daumal et Albert Paraz, René Crevel et Paul Gadenne, Knut Hamsun et Thomas Bernhard, Salvatore Satta et Franz Kafka, Marcel Proust et Thomas Mann, Gesualdo Bufalino et André Gide, Llewellyn Powys et Roland Barthes, Stéphane Mallarmé et... Alphonse Boudard, sorte de grand témoin, dont la facécie fit beaucoup pour la chaîne des échanges. Excusez du peu. On pouvait craindre qu'un éventail aussi large d'auteurs ayant abordé la pluppart d'expérience, l'écriture du sanatorium conduirait à des dispersions, l'expérience de la maladie comme le rapport à la création littéraire disqualifiant les synthèses artificielles et les rapprochements hâtifs. Il n'en a rien été cependant, chaque orateur ayant le souci d'établir des ponts entre ce que « son » auteur évoquait et l'enjeu lisible chez les autres écrivains.

GADENNE, CREVEL...

Le sana a-t-il pu apprendre à certains « une autre façon de voir la vie » (Paul Gadenne lu par Didier Sarrou), ce qu'aurait contesté Crevel, qui raille ce « rocher à malades » (François Buot). Avec Thomas Bernhard, le lieu est une machine d'intégration de la maladie plutôt que de guérison (Le Rider). Il en va tout autrement pour Knut Hamsun, le seul à ne pas témoigner d'une expérience intime. Est-ce pour cela qu'il ne voit dans le sanatorium qu'un formidable catalyseur

du monde tout court ? Ce « paradis du désenchantement qui dispense de faire quoi que ce soit » permet aux participants de mesurer le savoir impeccable et la science de communicateur de Régis Boyer, qui devrait être, au côté de Francis Cransac, le maître d'œuvre de l'édition prochaine - la dernière du siècle, puisqu'on annonce une relâche malicieuse pour l'an 2000 - qui sera consacrée au conte poétique.

La maladie comme métaphore de la création artistique enfin, magistralement campée par Jacques Chabot dans sa communication sur « Deux maladies chroniques : le temps et la pensée dans *La Montagne magique* », permet de rejoindre l'exposé annoncé comme le plus technique (« Le souffle coupé, respirer ou vivre », du professeur de clinique des maladies respiratoires à Montpellier, François-Bernard Michel) et qui s'avère des plus humanistes.

Les rencontres ne se conçoivent pas sans spectacle : cette année, les projections cinématographiques au cinéma Rex, à Espalion, ont offert le pire et le meilleur : le pire - l'adaptation calamiteuse du *Dernier chapitre* de Knut Hamsun, réalisée par Yves Angelo en 1997 sous le titre *Un air si pur...* - et fort heureusement passée inaperçue à sa sortie - et le meilleur - d'extraordinaires documents d'archives sélectionnés par Michèle Aubert, présidente de la Fédération internationale des archives du film et conservatrice des films d'archives du CNC, et le réalisateur Jacques Méry. Les documents muets ont été largement

commentés par Alphonse Boudard et le professeur Cyr Voisin, coauteur d'un passionnant travail, sur *La Tuberculose : parcours image* (deux vol., « Propos » et « Regards », qui proposent l'une approche culturelle de la maladie, l'autre un pèlerinage image de la jeune éradication du fléau en Occident au XIX<sup>e</sup> siècle, Hautes-de-France, 400 F chacun).

Clos de la manifestation, un montage de textes lu par Danièle Lebrun et Claude Girard et soigneusement ins en scène par un grand serviteur de la littérature, Claude Santelli. En trois moments ponctués par des *Nocturnes* de Chopin : l'arrivée au sana, la difficile cohabitation entre malades, et surtout la lecture et l'écriture comme moyen de survie. Une subtile façon de reprendre tous les fils tissés sur les deux jours.

Les Ruthénois pourront cette année encore voir une partie des expositions proposées sur le site : la médiathèque de Rodez accueillera, du 8 septembre au 3 octobre, celles consacrées aux campagnes de lutte contre la tuberculose et aux romans de sanatorium.

Ph.-J. C.

(1) Un premier cahier reprenant les textes des conférences et communications des trois premières éditions a paru au début de l'été aux éditions du Rouergue (220 p., 120 F), dont le premier tirage est sur le point d'être épuisé. Devraient suivre, au premier trimestre 1999, un *Mystère et charme*, d'Alexandre Vialatte, puis, sans doute à l'occasion du rendez-vous de la fin août, un *Littérature de sanatorium*.

# La maroquinerie, café littéraire

Les écrivains, les artistes, ont de tout temps aimé les cafés parisiens. Ils ont fait la gloire du Flore, des Deux Magots, de la Compole, du Select ou encore de la Closerie des Lilas. Si La Maroquinerie est un « café littéraire », c'est sur d'autres bases, d'autres idées. Ne serait-ce que parce qu'elle est « ailleurs », dans le XX<sup>e</sup> arrondissement, près de la place Gambetta, un de ces quartiers parisiens qui gardent encore une âme à la fois villageoise et vraiment parisienne. Située dans une ancienne usine de maroquinerie, fermée depuis deux ans, elle est encore hantée par l'esprit de la Bellevilloise, une coopérative ouvrière de consommation créée à la fin du siècle dernier et qui avait développé des activités sociales mais aussi culturelles. Les animateurs, Corinne Léonet, Patricia Paillet et Michel Pintonet, espèrent attirer une clientèle qui comprenne les gens du quartier et, depuis l'ouverture en mai dernier, si le pari n'est pas encore gagné, il est en voie de l'être. Pour le moment, existe surtout le café : l'architecte a tiré parti des anciens garages et appentis à toits de zinc pour lui donner sa structure, les toits sont chauds, l'espace suffisant pour accueillir deux cents personnes et pour qu'on puisse, si l'on veut, s'abstraire des conversations des tables voisines, avec, en été, la possibilité de profiter du patio. Les voisins ne risquent pas de se plaindre, ils font partie de l'ensemble, les étages ayant été loués comme bureaux à des artistes, metteurs en scène, cinéastes... Quant aux prix : des consommations ou de restauration, ils sont tout simplement normaux. Une petite salle accueille des événements, des lectures, des

débats qui ont pour objectif de n'être ni poussiéreux ni superficiels, de faire passer une intensité, une émotion ou de faciliter une découverte : par exemple, une rencontre avec François Bon accompagné par un musicien de l'Ircam, Kasper Tooplitz ; une autre très différente avec Alexandre Bougionne et les musiciens du cirque Romanes ; ou encore un dîner-débat autour du Poulpe (avec un repas « poule »). A venir, une soirée Bram Stoker avec son « biographie », Alain Pozzuoli, à l'occasion de la sortie du premier livre de la nouvelle collection de José Corti, « Merveilleux », qui manquera le début d'un cycle consacré au fantastique ; des rencontres Oulipo, une soirée Philip K. Dick, un hommage à la maison d'édition Association... Mais La Maroquinerie ne fait pas que dans la littérature, et n'hésite pas à mélanger les genres : la musique, le théâtre, la vidéo, la photo ont leur place, pour « montrer l'écrit » sur un écran, sur des partitions, aussi bien que sur du papier. Elle a prévu l'ouverture prochaine d'une salle de spectacle (300 places assises, ou 500 debout). Pour faire vivre les écrivains, des manuscrits non encore édités seront mis à la disposition des consommateurs-lecteurs-spectateurs, pendant une durée déterminée, avant d'être retournés à leurs auteurs. Avis aux amateurs.

M. S.

★ La Maroquinerie, 23, rue Boyer, 75020-Paris. Ouvert du lundi au samedi de 11 h du matin à 1 heure du matin. Le programme des manifestations est disponible sur téléphone : 01-40-33-30-44.

## A L'ETRANGER

### Le premier roman d'un chauffeur de bus londonien

L'histoire d'un chauffeur d'autobus, Magnus Mills, quarante-quatre ans, qui, selon la rumeur, aurait touché une avance de 1 million de livres sterling pour son premier roman, a remué les milieux littéraires britanniques cet été. Son livre raconte l'histoire de deux fermiers écossais qui deviennent des assassins pour se venger de leur employeur anglais. Thomas Pynchon qui a beaucoup apprécié le roman qu'il juge délinant, extrêmement drôle et bien écrit, a, sans le vouloir, été à la base des rumeurs élogieuses. Il n'en avait pourtant parlé qu'à son éditeur et un mystère plane quant à la manière dont son « diagnostic » a été divulgué. Il ne sait comment cette critique élogieuse s'est répandue. Il est exact que les droits ont été vendus pour partie à Flamingo en Angleterre, pour partie à HarperCollins aux Etats-Unis (et peut-être aussi à un éditeur français) et qu'ils ont été également achetés par Calypso Films. Mais l'auteur n'aurait en fait touché que 10 000 £ pour le livre et 15 000 £ pour qu'il soit porté à l'écran.

#### ● Rentrée anglo-saxonne

Chez les Anglais, la critique ne tarit pas d'éloges sur le nouveau Sebastian Faulks, *Charlotte Grey* et les librairies jouent les valeurs sûres : Julian Barnes avec *England, England*, Ian McEwan ou Martin Amis. Quelques poids lourds aussi chez les Américains : Philip Roth avec *I Married a Communist*, Jane Smiley avec *The All-True Travels and Adventures of Lidie Newton*, Gore Vidal avec *The Smithsonian Institution* et Tom Wolfe avec *A Man in Full*. Les amateurs de polars hésiteront peut-être devant le dernier Ruth Rendell, *A Sight for Sore Eyes* mais ne manqueront pas *A Long Finish* de Michael Dibdin.

#### ● ETATS-UNIS : des auteurs au téléphone

Il n'est pas toujours facile d'aller écouter les conférences de ses romanciers préférés. Ils sont plus d'un millier à avoir enregistré des commentaires sur leurs propres livres pour BookTalk, un service téléphonique qui fonctionne 24 heures sur 24. Les éditeurs, comme Ballantine, Doubleday ou Little Brown, payent entre 100 et 200 dollars par enregistrement et par mois (avec tarifs dégressifs pour les mois suivants) ce qui leur permet de promouvoir des auteurs pour qui ils n'organisent pas de campagnes publicitaires ou de tournées. Le catalogue de BookTalk est disponible pour le moment uniquement chez les libraires de Los Angeles mais il est aussi accessible sur les sites Internet des auteurs ou des éditeurs.

#### ● Barnes & Noble entrent en Bourse

La grande chaîne de librairies américaines Barnes & Noble a décidé de vendre en Bourse 20 % des actions de son secteur librai en ligne pour faire rentrer de l'argent frais et se donner ainsi les moyens de concurrencer Amazon.com (*lire notre supplément « TRM », daté 9-10 août*). Le dossier est encore à l'étude et aucune date n'a été fixée. Mais il faudra aussi compter avec la concurrence du géant allemand Bertelsmann AG qui doit ouvrir son site à l'automne, BooksOnline, sur les marchés européen et américain. Pour le moment, les pertes sont importantes : 15,8 millions de dollars pour Amazon, 13,6 millions de dollars pour Barnes & Noble. En revanche, les taux de progression des chiffres d'affaires sont intéressants : 316 % au deuxième trimestre de 1998 pour Amazon, 470 % pour Barnes & Noble.

#### ● RUSSIE : Salon du livre de Moscou

50 pays étrangers sont présents XI<sup>e</sup> Salon du livre qui s'est ouvert à Moscou le 2 septembre, en particulier avec des éditeurs chinois, allemands, italiens, anglais et français - ces derniers parmi les mieux représentés. Au total ce sont près de 1 600 professionnels (maisons d'édition ou distributeurs) de ce secteur en pleine progression en Russie qui se retrouvent.

## AGENDA

● DU 8 AU 11 SEPTEMBRE. COMPLEXITÉ. A Rio de Janeiro, le premier congrès inter-latino pour la pensée complexe, organisé par l'Institut du pluralisme culturel de l'Université Cândido Mendes, l'Unesco et le ministère français des affaires étrangères, se tiendra dans la cité carioca afin de « relier tous ceux pour qui la pensée unidimensionnelle, réductrice, fragmentée, est devenue le principal obstacle à la prise de conscience de nos problèmes viraux et globaux ». Edgar Morin participera aux travaux (renseignements auprès de l'Institut du pluralisme culturel, à Rio : (55 21) 531-23-93).

● DU 9 AU 11 SEPTEMBRE. GENÈSES. A Paris, le 2<sup>e</sup> congrès international de critique génétique, organisé par l'Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM/CNRS), se tient à l'Ecole normale supérieure (45, rue d'Ulm, salle Dussane, 75005 Paris) et, le samedi, à la Bibliothèque nationale de France (qual François-Mauriac, petit auditorium, hall Est, 75013 Paris, rens. 01-44-32-30-45. Internet : <http://www.item.cnrs.fr>).

● LES 14 ET 15 SEPTEMBRE. MICHELET. Le château de Vasconcel, dans l'Eure, qui abrite le Musée Michelet, accueille à l'oc-

casion de la commémoration du bicentenaire de la naissance de l'historien une trentaine de chercheurs de toutes nationalités pour confronter les interprétations les plus récentes de son œuvre (château de Vasconcel, 8, rue Jules-Michelet, 27910 Vasconcel ; tél. : 02-35-23-62-35).

● DU 16 AU 19 SEPTEMBRE. XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. A Paris, l'Office d'analyse et de prévision de l'Unesco organise les Dialogues du XIX<sup>e</sup> siècle sur le thème « Le XIX<sup>e</sup> siècle aura-t-il lieu ? » (125, avenue de Suffren, 75007 Paris. Entrée libre, salle II. Programme détaillé au 01-45-68-16-21).

● JUSQU'AU 17 SEPTEMBRE. POÉSIE. A Paris, le poète Yves Bergeret expose à la Halle Saint-Pierre son livre *Des lettres en Guyane* (éd. Passages d'encre) illustré par le peintre Hervé Baquet. Le lundi 7, lecture par l'auteur à 19 heures (Halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard, 75018 ; tél. : 01-42-58-72-89). Du 17 septembre au 31 décembre une autre exposition réunissant le poète et le poète, sur le thème « Poète au monde », aura lieu à Brest. Vernissage le 17 à 19 heures avec concert de musique contemporaine par Pierre-Yves Artaud (Centre d'art Passerelle, 41 bis, rue

Charles-Berthelot, 29200 Brest ; tél. : 0-98-43-34-95).

● LE 19 SEPTEMBRE. MIGRATIONS. A Paris, à la suite de la parution de sa dixième livraison, la revue *Cultures en mouvement* organise un débat à 9 h 30 sur le thème « Migrations, différences et citoyenneté : la nation à l'épreuve ? » (Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, 75006 Paris, rens. tél. : 04-92-90-44-10).

● DU 25 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE. ANDALOUSIES. Dans le Bordelais, l'Association Carrefour des littératures et des cultures du monde organise la première partie d'une série de manifestations et de rencontres avec des écrivains et des intellectuels sur le thème « Le Portugal ou le voyage vers l'Autre ». A Médisac, Floirac, Bordeaux, Langon et Libourne (rens. tél. : 05-56-44-92-40).

● DU 30 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE. MARX. A Paris, la revue *Actuel Marx* organise un congrès « Marx International II » : Ouverture à la Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, puis séance à l'université Paris-X (rens. : Congrès Marx International, 19, boulevard du Midi, 92000 Nanterre, Internet : <http://www.u-paris10.fr/Actuel-Marx>).